PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

1.1.b État initial de l'environnement

DOSSIER ARRÊT

Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes
Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente,
Le Vice-Président,

M. Phillipe PASSOT

Rédaction : GENTAZ Karine, BERTRAND Donna, MOUREU Elsie, PAVAT Jean-Louis

Cartographie : BERTRAND Donna

Photo de couverture : © Haut-Jura Saint-Claude

Agence Mosaïque Environnement

111 rue du 1er Mars 1943 - 69100 Villeurbanne tél. 04.78.03.18.18 - fax 04.78.03.71.51

agence@mosaique-environnement.com - www.mosaique-environnement.com

SCOP à capital variable – RCS 418 353 439 LYON

L'état initial de l'environnement a été réalisé en septembre 2024. Eu égard aux enjeux, les données relatives à l'eau (alimentation en eau potable, assainissement) ont été actualisées au moment de l'arrêt en décembre 2025 pour des informations les plus à jour possible. L'approbation en décembre 2025 du Schéma Régional des Carrières a également été prise en compte

Sommaire

I. Milieu physique 1
I.A. Situation géographique 1
I.B. Un territoire de montagne 176
I.C. Une morphologie héritée de l'histoire géologique 182
I.D. Des sols aux aptitudes agronomiques variables 184
I.E. Des ressources en matériaux 191
I.F. Un climat semi-continental à influence montagnarde 193
I.G. Synthèse relative au milieu physique 195

II. Milieux aquatiques et ressources en eau 196
II.A. Un cadre réglementaire et institutionnel à respecter 196
II.B. Les milieux aquatiques superficiels 198
II.C. Des facteurs de vulnérabilité 206
II.D. L'alimentation en eau potable 209
II.E. L'assainissement 221
II.F. Synthèse des enjeux liés à l'eau 229

III. Biodiversité et trame verte et bleue 230
III.A. Une occupation du sol dominée par la forêt 230
III.B. Un patrimoine naturel (re)connu 232
III.C. La trame verte et bleue 242
III.D. Synthèse des enjeux liés aux milieux naturels 273

IV. Les risques majeurs 274
IV.A. Des risques naturels très prégnants 274
IV.B. Des risques technologiques plus localisés 278
IV.C. Synthèse des enjeux liés aux risques majeurs 282

V. Santé et environnement 283
V.A. Les nuisances sonores 283
V.B. Une qualité de l'air globalement bonne 289
V.C. Le transport d'électricité 295
V.D. Les sites et sols pollués 296
V.E. La gestion des déchets 298
V.F. Synthèse des enjeux liés aux pollutions et nuisances 303

VI. Énergie et climat 304
VI.A. Un contexte supra-communal cadré 304
VI.B. La situation énergétique 305
VI.C. Les gaz à effet de serre 312
VI.D. Un climat qui évolue 315
VI.E. Synthèse des enjeux énergétiques et climatiques 321

Table des cartes

Carte 1. Situation géographique de la communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude 1
Carte 2. Contexte topographique *(TessaDEM)* 176
Carte 3. Contexte topographique 177
Carte 4. Le Jura Plissé des Grands Vaux *(Atlas des paysages du Jura, 2024)* 179
Carte 5. Le Jura Plissé des Grands Monts *(Atlas des paysages du Jura, 2024)* 181
Carte 6. Géologie à l'échelle de l'intercommunalité 183
Carte 7. Niveaux d'altitude. 185
Carte 8. Carte géologique simplifiée du JURA (BRGM). 186
Carte 9. Types de sols 190
Carte 10. Gisements potentiellement exploitables (DREAL 2024) 191
Carte 11. Gisements (en matériaux) potentiellement exploitables (Schéma R&gional des Carrières de Bourgogne-Franche-Comté 192
Carte 12. Les eaux superficielles 200
Carte 13. Les eaux souterraines 204
Carte 14. Ressources karstiques majeures 207
Carte 15. Vulnérabilité de la ressource en eau 208
Carte 16. Entités de gestion de l'alimentation en eau potable 210
Carte 17. Types de ressources captées pour l'alimentation en eau potable (Schéma Départemental d'Alimentation en Eau potable) 211
Carte 18. État du réseau de distribution d'eau potable en 2022 (source : Système d'information sur les services Publics d'Eau et Assainissement – SISPEA 2022 et RPQS 2022) 215
Carte 19. Qualité de l'eau distribuée 219
Carte 20. Extrait d'une vue cartographique générée pour l'unité sécheresse « Haute chaîne » - Suivi des étiages – 2022 - Source des données : ONDE, En quête d'eau 220
Carte 21. Gestion et compétences du service Assainissement Collectif 221
Carte 22. Stations de traitement des eaux usées du territoire 224
Carte 23. Points d'eau pour la défense incendie 228
Carte 24. Occupation des sols sur le territoire 231
Carte 25. Les sites protégés 235
Carte 26 : Autres espaces naturels issus de l'inventaire patrimonial 239
Carte 27 : Inventaire des milieux humides 241
Carte 28 : Carte de synthèse de la TVB Bourgogne-Franche-Comté 243
Carte 29 : Cartographie des enjeux liés aux milieux boisés issus du SRADDET 245
Carte 30 : Cartographie des enjeux liés aux milieux ouverts mosaïque issus du SRADDET 245
Carte 31 : Cartographie des enjeux liés aux milieux ouverts secs issus du SRADDET 246
Carte 32 : Cartographie des enjeux liés aux milieux humides issus du SRADDET 246
Carte 33 : Cartographie des enjeux liés aux milieux souterrains issus du SRADDET 247
Carte 34 : Cartographie des enjeux liés aux cours d'eau issus du SRADDET 247
Carte 35. Réservoirs biologiques et cours d'eau classés) 249
Carte 36. Etat de la fragmentation du territoire du SCoT du Haut-Jura (indice CBC) 250
Carte 37.Continuités écologiques du DOO du SCoT du Pays du Haut Jura 251
Carte 38. Extrait du Plan de Parc - Mars 2011 252
carte 39 : Carte des zones de présence du Grand Tétras : zone de présence sensible et régulière selon la cartographie établie par Marc Montadert et le Groupe Tétras Jura Source : Groupe Tétras Jura, 2020, DREAL, 2022 254
carte 40 : Carte de la sous-trame des milieux boisés 258
Carte 41 : Carte de la sous-trame des milieux ouverts mosaïque 259
Carte 42 : Carte de la sous-trame des milieux aquatiques et humides 260
Carte 43 : Carte de la trame verte et bleue – planche 1 263
Carte 44 : Carte de la trame verte et bleue – planche 2 264
Carte 45 : Carte de la trame verte et bleue – planche 3 265
carte 46 : Carte de la trame verte et bleue – planche 4 266
carte 47 : Trame verte et bleue urbaine de Chassal-Molinges 269
carte 48 : Trame verte et bleue urbaine de Coteaux du Lizon 270
carte 49 : Trame verte et bleue urbaine de Lavans-les-Saint-Claude 271
carte 50 : Trame verte et bleue urbaine de Saint-Claude 272
Carte 51. Historique des arrêtés reconnaissant l'état de catastrophe naturelle sur le territoire 275

Carte 52. Risques naturels sur la commune 277
Carte 53. Risques technologiques sur la commune 281
Carte 54. Classement sonore des infrastructures routières du Jura *(DDT Jura, 2024)* 285
Carte 55. Carte de bruit stratégique des infrastructures routières du Jura – Indice Lden le jour 287
Carte 56. Carte de bruit stratégique des infrastructures routières du Jura – Indice Ln la nuit 288
Carte 57. Exposition de la population au NOx *(ATMO BFC, 2022)* 293
Carte 58. Exposition de la population aux PM_{10} *(ATMO BFC, 2022)* 293
Carte 59. Exposition de la population aux $PM_{2.5}$ *(ATMO BFC, 2022)* 294
Carte 60. Exposition de la population à l'ozone (santé) (ATMO BFC, 2022) 294
Carte 61. Exposition de la population au NOx *(ATMO BFC, 2022)* 295
Carte 62. Nuisances et pollutions sur le territoire 297
Carte 63. Équipements de collecte sur le territoire du SICTOM *(Rapport annuel 2019, SICTOM Haut-Jura)* 299
Carte 64. Précarité énergétique du Jura(Source : GEODIP/ONPE/2021 et ORECA) 310
Carte 65. Taux de ménages sous le seuil de pauvreté fiscale (2019) 310
Carte 66. Réseau d'alimentation en eau potable de la commune de Choux (mairie de Choux) 325
Carte 67. Cartographie des Points d'Eau incendie sur la commune de Choux 330
Carte 68. Couverture géographique de la protection incendie sur la commune de Choux 331
Carte 69. Secteur nord-ouest 332
Carte 70. Secteur nord-est 333
Carte 71. Secteur sud-ouest 334
Carte 72. Secteur sud-est 335
Carte 73. PPRi de Lavans-lès-Saint-Claude *(DDT Jura)* 336
Carte 74. PPRi de Chassal *(DDT Jura)* 336
Carte 75. PPRi de Villard-Saint-Sauveur *(DDT Jura)* 337
Carte 76. PPRi de Villard-Saint-Claude *(DDT Jura)* 337
Carte 77. PPRi de Saint-Claude *(DDT Jura)* 338
Carte 78. PPRi de Villard-Saint-Sauveur *(DDT Jura)* 338
Carte 79. PPRi de Lavans-lès-Saint-Claude *(DDT Jura)* 339
Carte 80. PPRi de Septmoncel les Molunes (DDT Jura) 340
Carte 81. PPRi de Saint-Claude *(DDT Jura)* 341

Table des tableaux

Tableau 1. Étages géologiques présents sur le territoire. 187
Tableau 2. Catégories de sols rencontrées sur le territoire qui appartiennent aux trois domaines 189
Tableau 3. Cours d'eau non répertoriés dans le SDAGE) 198
Tableau 4. Cours d'eau du territoire identifiés dans le SDAGE 2022-2027 *(SDAGE Rhône-Méditerranée)* 201
Tableau 5. Pressions à l'origine du risque de non atteinte du bon état en 2027 *(SDAGE Rhône-Méditerranée)* 202
Tableau 6. Eaux souterraines du territoire identifiées dans le SDAGE 2022-2027 *(SDAGE Rhône-Méditerranée)* 205
Tableau 7. Points de prélèvement de l'eau potable 212
Tableau 8. Population desservie en eau potable 213
Tableau 9. État du réseau de distribution d'eau potable sur le territoire 215
Tableau 10. Détail des consommations en eau potable sur l'année 2022 216
Tableau 11. Qualité et protection de la ressource en eau 218
Tableau 12 : STEP du territoire et niveau de conformité en 2024 222
Tableau 13. Occupation du sol sur le territoire de l'intercommunalité *(Carhab, 2023)* 230
Tableau 14. ZNIEFF de type II sur le territoire de la CCHJSC (INPN, 2024) 236
Tableau 15. ZNIEFF de type I sur le territoire de la CCHJSC (INPN, 2024) 237
Tableau 16. Réservoirs biologiques et cours d'eau classés du SDAGE *(SDAGE RM 2022-2027)* 248
Tableau 17. Installations classées sur le territoire *(Base de données Géorisques, 2024)* 278
Tableau 18. Classement sonore des infrastructures routières *(Services de l'État, 2023)* 284
Tableau 19. Données d'exposition des populations – Lden *(DDT du Jura, 2024)* 286
Tableau 20. Objectifs de réduction à horizon 2020 et 2030 du PREPA [Source : PREPA]) 290
Tableau 21. Contribution des différentes activités humaines aux émissions de polluants atmosphériques en pourcentage sur le territoire *(OPTEER 2018)* 292
Tableau 22. Sites pollués ou potentiellement pollués sur le territoire (Base de données Géorisques, mars 2024) 296

Tableau 23. Stock de carbone sur le territoire du Haut-Jura Saint-Claude *(ALDO, 2024)* 314
Tableau 24. Anciens sites industriels ou activités de services (Base de données Géorisques, mars 2024) 342
Tableau 25. Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) 349

Table des figures

Figure 1. Alentours de Rogna *(© K.Samborska* 178
Figure 2. Saint-Claude *(© K.Samborska)* 180
Figure 3. La Pesse *(© K.Samborska)* 180
Figure 4. Bloc diagramme illustrant les quatre grands ensembles géologiques du département *(Caudex)* 182
Figure 5. Données de la station météorologique de Viry *(infoclimat)* 193
Figure 6. Évolutions et prévisions météorologiques sur le département du Jura *(SCoT du Haut-Jura)* 194
Figure 7. Illustration schématique des continuités écologiques (Cemagref, Riechen et al. 2004) 242
Figure 9. Échelle de bruit à titre indicatif 283
Figure 10. Répartition des émissions de polluants atmosphériques par secteur en 2018 *(OPTEER 2018)* 292
Figure 11. Évolution des émissions en base 100 sur l'intercommunalité sur la période 2008-2020 *(OPTEER)* 292
Figure 12. Les déchets collectés *(SYDOM 2022)* 300
Figure 13. Les différents flux par habitant *(SYDOM 2022)* 301
Figure 14. Évolution des principaux tonnages *(Rapport annuel 2022, SYDOM du Jura)* 301
Figure 15. Consommations énergétiques par secteur sur le territoire du Haut-Jura Saint-Claude en 2018 *(ORECA)* 305
Figure 16. Consommations énergétiques par vecteur sur le territoire du Haut-Jura Saint-Claude en 2018 *(ORECA)* 305
Figure 17. Évolution des consommations énergétiques sur le territoire *(ORECA)* 306
Figure 18. Évolution des consommations énergétiques par secteur sur le territoire *(ORECA)* 306
Figure 19. Comparaison entre consommation d'énergie finale et production d'ENR sur le territoire 307
Figure 20. Productions totales d'ENR par filière (hors bois des ménages) en 2021 *(OPTEER)* 308
Figure 21. Évolution des productions totales d'énergies renouvelables par filière 308
Figure 22. Production d'énergies renouvelables par usage (hors bois des ménages) sur le territoire *(OPTEER)* 309
Figure 23. Evolution des DJU de chauffe (base 18°C) dans le Jura sur la période 1996-2023 *(Calcul SDES d'après les données INSEE et Météo France)* 311
Figure 24. Evolution des DJU de rafraichissement (base 25°C) dans 3 villes françaises 311
Figure 25. Émissions de GES par secteur en 2018 sur l'intercommunalité *(ORECA)* 312
Figure 26. Évolution des émissions de GES sur le territoire intercommunal depuis 2008 *(ORECA)* 313
Figure 27. Évolution des émissions de GES par secteur sur le territoire intercommunal *(ORECA)* 313
Figure 28. Évolution de la température moyenne entre le climat récent et celui attendu à l'horizon 2050 *(Climadiag)* 315
Figure 29. Évolution du nombre de jours avec sol sec entre le climat récent et celui attendu en 2050 (Climadiag) 316
Figure 30. Évolution des cumuls des précipitations entre le climat récent et celui attendu à l'horizon 2050 *(Climadiag)* 317
Figure 31. Synoptique du réseau AEP à Choux (SDAEP 2018 de Choux) 326
Figure 32. Installation de production d'eau potable au niveau du lac des Rousses (RPQS 2022) 326
Figure 33. Synoptique du réseau AEP du SIE Haut-Jura Sud 327

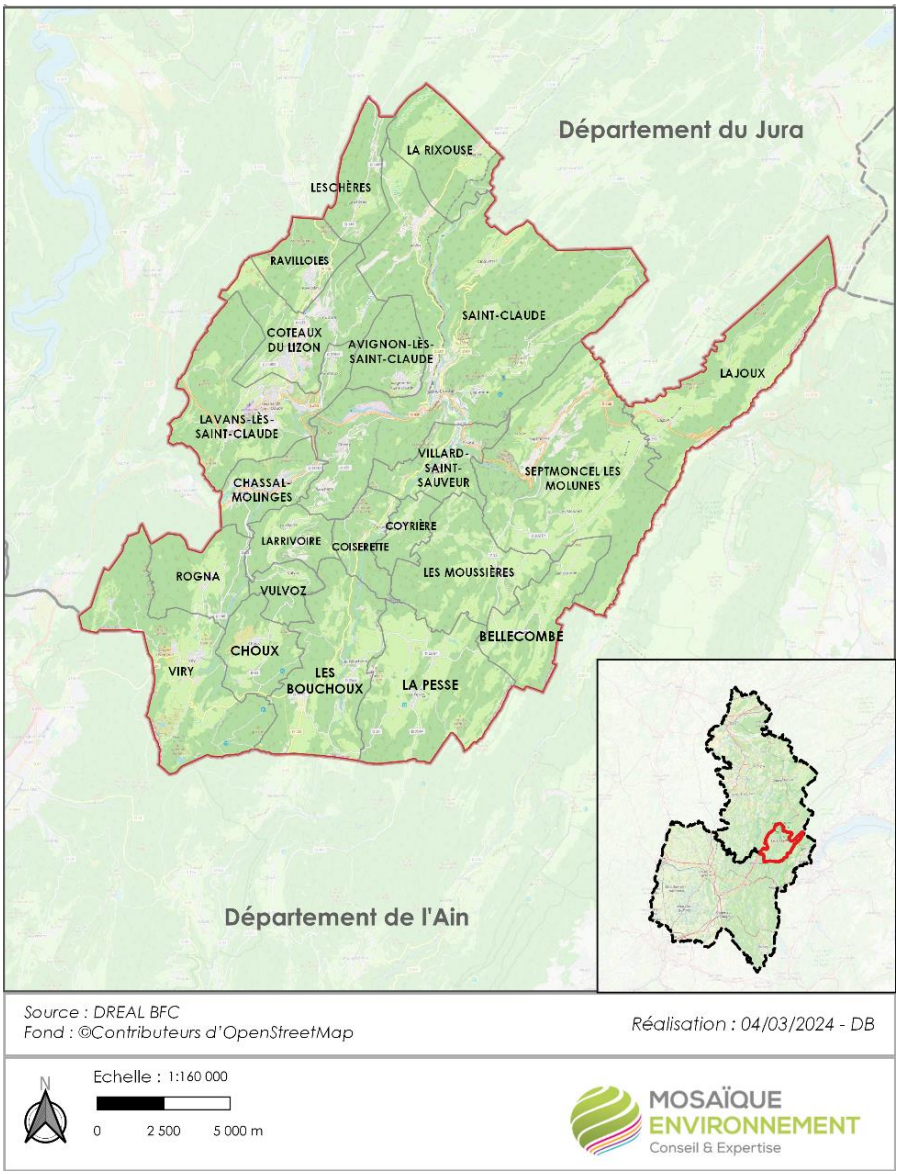
I. Milieu physique

I.A. Situation géographique

La **Communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude** (CCHJSC) est un établissement public de coopération intercommunal situé au sud-est du département du Jura en région Bourgogne-Franche-Comté. Elle appartient également au territoire du **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Haut-Jura** qui se compose de quatre communautés de communes.

La CCHJSC a été créée le 1er janvier 2011 suite à la fusion des Communautés de communes de Val de Bienne, du Plateau du Lizon et des Hautes-Combes.

D'une superficie de 367 km², elle compte **22 communes** en 2024 : Avignon-lès-Saint-Claude, Bellecombe, Chassal-Molinges, Choux, Coiserette, Coteaux-du-Lizon, Coyrière, La Pesse, La Rixouse, Lajoux, Larrivoire, Lavans-lès-Saint-Claude, Les Bouchoux, Les Moussières, Leschères, Ravilloles, Rogna, Saint-Claude, Septmoncel Les Molunes, Villard-Saint-Sauveur, Viry et Vulvoz.

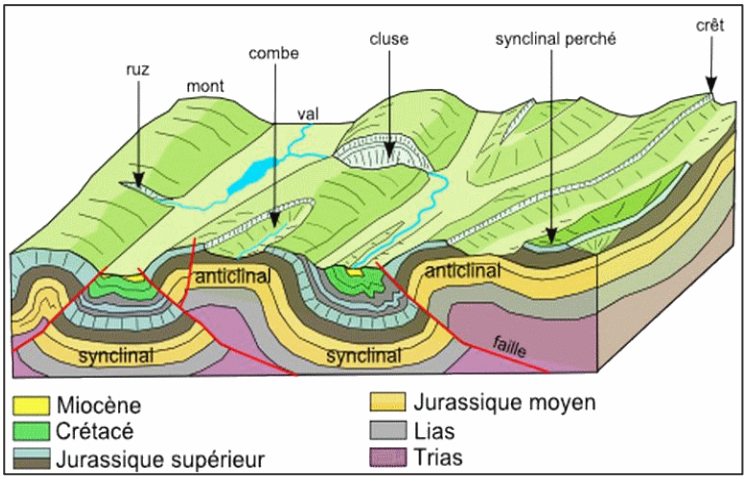


Carte 1. Situation géographique de la communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude

I.B.Un territoire de montagne

Les montagnes jurassiennes, nées de la formation des Alpes, ont une forme caractéristique de croissant. À l'est, une partie haute et plissée domine le bassin lémanique. Les reliefs s'atténuent progressivement vers l'ouest et vers le nord, passant de formes plissées à des formes tabulaires (Jura des plateaux), avant une transition abrupte avec le fossé bressan.

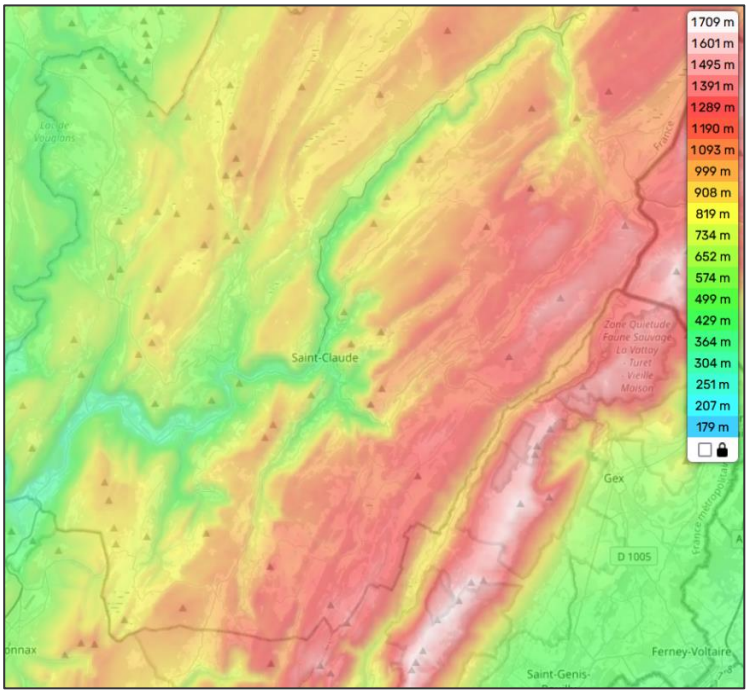
La communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude s'inscrit dans la partie sud des montagnes jurassiennes, appelée « Haute-Chaine » ou « Jura plissé ».



Sous le jeu de différentes formes d'érosion, le Haut-Jura plissé se caractérise aujourd'hui par une diversité morphologique de ces reliefs, où l'on retrouve des crêts, des cluses, des combes, des vals, des gorges, des lapiaz, etc.

Le territoire s'organise ainsi en trois grandes entités topographiques : le secteur montagneux des **Hautes-Combes** au sud du territoire, **Saint-Claude et la vallée** au centre du territoire, et le **plateau du Lizon**, secteur de moyenne montagne au nord-ouest du territoire.

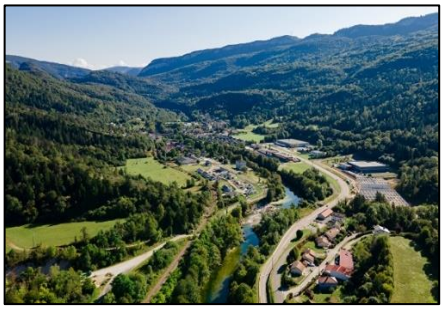
D'ouest en est, les reliefs s'élèvent progressivement. Sur le territoire, les altitudes varient entre 300 et 1400 mètres. Le Crêt du Nerbier, sur la commune de La Pesse, atteint par exemple 1 371 mètres d'altitude. Également, sur la commune de Lajoux, les boisements du lieu-dit l'Étala sont perchés à 1437 mètres d'altitude.



Carte 2. Contexte topographique *(TessaDEM)*



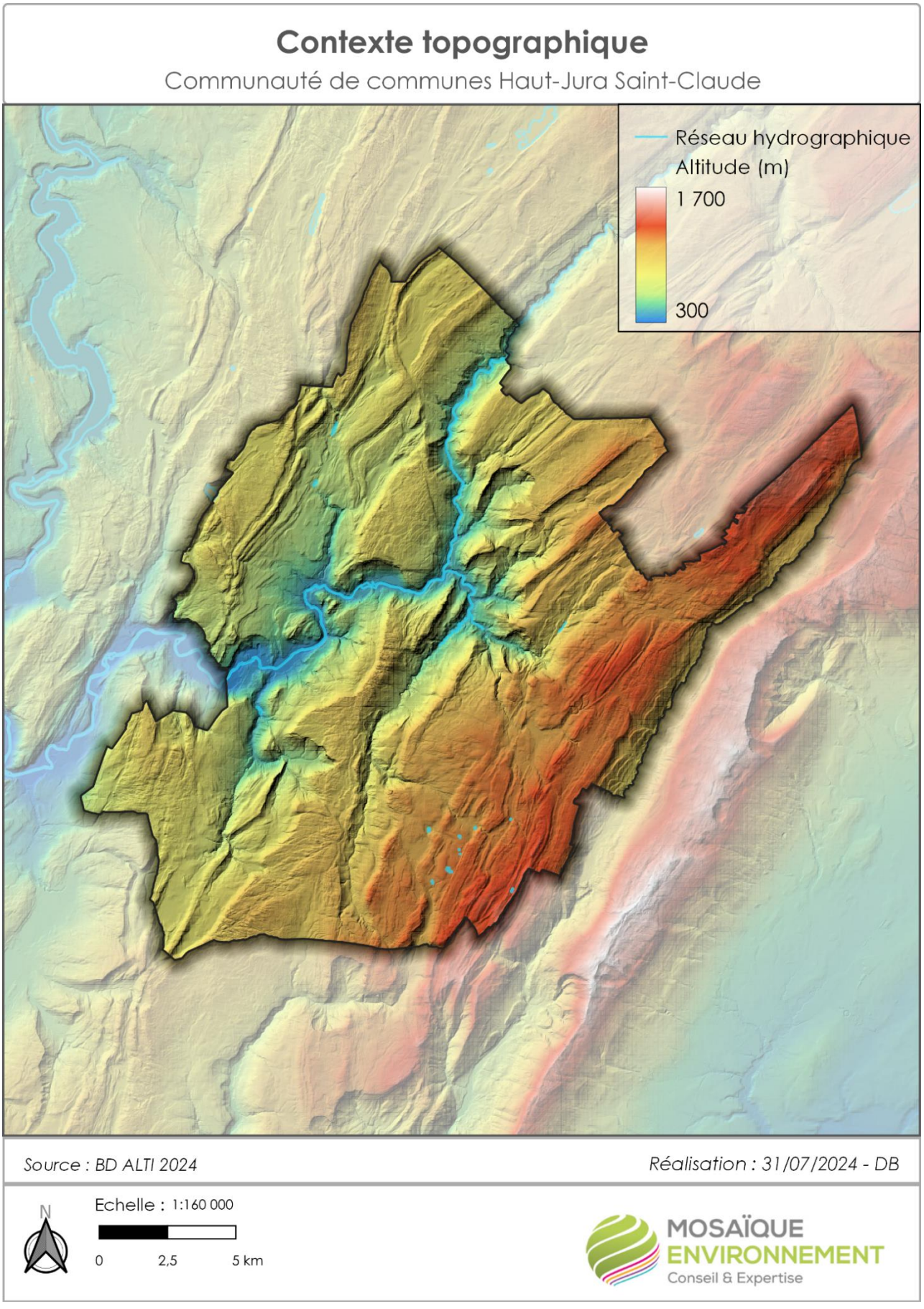
Les Hautes Combes (La Pesse)



La vallée de Saint-Claude



Le Plateau du Lizon (Leschères)



Carte 3. Contexte topographique

D'après l'atlas des paysages du Jura, l'intercommunalité s'inscrit dans deux entités paysagères intimement liées à la topographie.

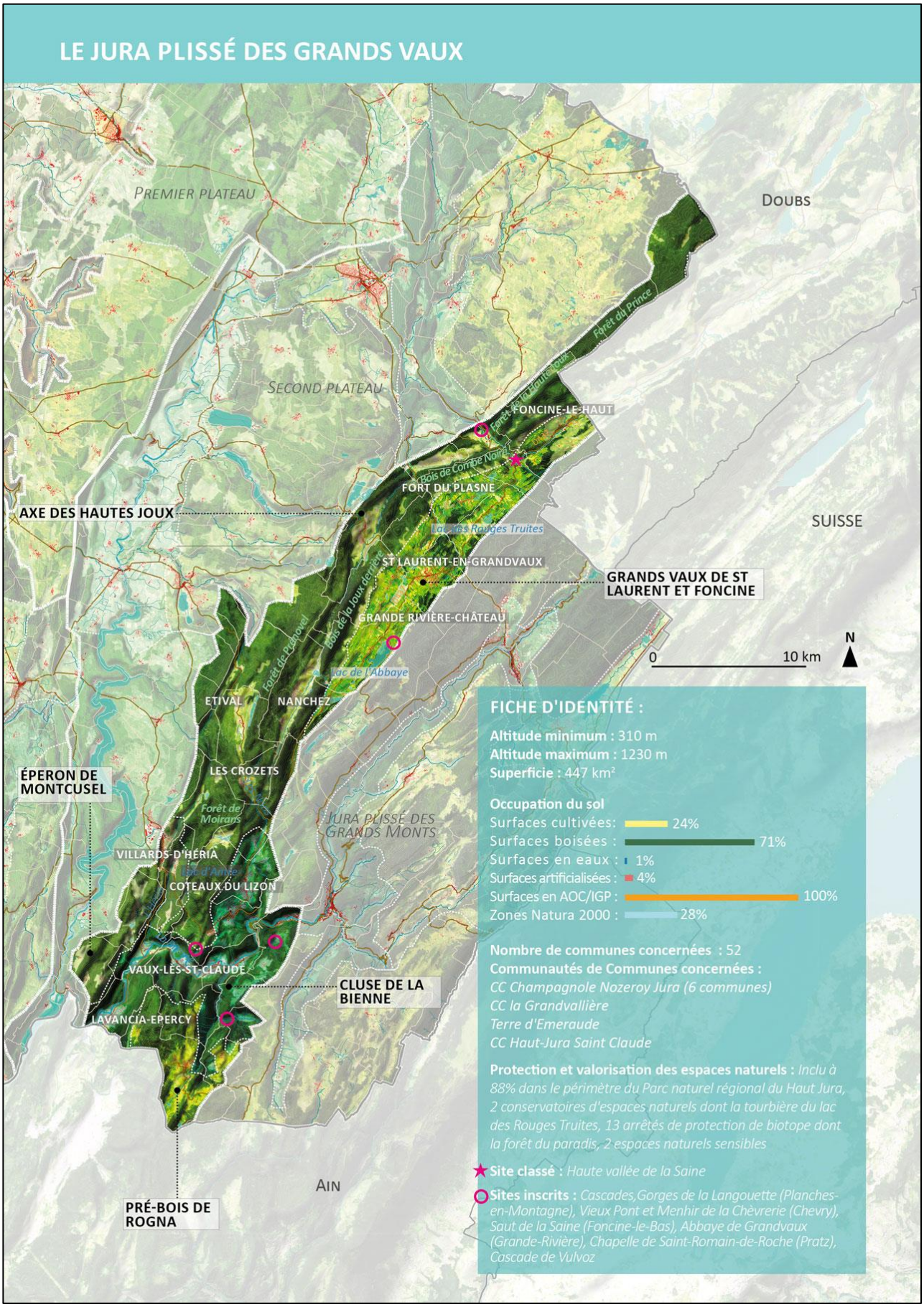
Le Jura plissé des Grands Vaux : Cette entité constitue l'entrée sur le premier palier de la Haute chaîne du Jura. Elle est marquée par de nombreux plissements qui déterminent des vaux relativement larges. Les parties en contrebas des Grands Vaux accueillent lacs et tourbières qui constituent des pôles de froids extrêmes lors des hivers rigoureux. On y trouve également des grands peuplements de hêtres et de sapins.

Cette entité concerne la partie ouest du territoire Chassal-Molinges, Coteaux du Lizon, Lavans-lès-Saint-Claude, Ravilloles, Leschères, Viry). En particulier, le territoire de l'intercommunalité est inclus au sein de 2 sous-unités paysagères : les Prés-Bois de Rogna et la Clue de la Bienne.

- **Les Prés-Bois de Rogna** constituent les plateaux surplombant la Cluse de la Bienne. Géologiquement, il s'agit d'un mont qui se prolonge dans le département de l'Ain. Sur son versant Est, moins abrupt, les villages de Rogna et Viry se sont installés à la faveur d'un léger palier. Les parties les plus hautes sont occupées par la forêt où les feuillus conservent une place importante. Les clairières qui parsèment l'ensemble sont menacées par la déprise et la végétation buissonnante. La sous-unité paysagère se caractérise donc par un paysage plutôt fermé abritant des forêts et des clarières habitées.
- **La Cluse de la Bienne** est une vallée entaillée par la Bienne, formant des gorges plus ou moins étroites. Perpendiculairement à la vallée, Lavans-les-Saint-Claude et le ravin du Long se raccordent au système de la Bienne dont ils constituent les périphéries. La forêt de feuillus pour l'essentiel, écrase de sa masse sombre l'ensemble des versants qui jalonnent les rives de la Bienne.



Figure 1. Alentours de Rogna *(© K.Samborska*



Carte 4. Le Jura Plissé des Grands Vaux *(Atlas des paysages du Jura, 2024)*

Le Jura Plissé des Grands Monts : l'unité se situe à l'extrême est du département, en contact avec la frontière Suisse. Au sommet des monts se développe un paysage typique de prés-bois. Les rivières et particulièrement la Bienne ont entaillé le territoire créant de profondes gorges parallèles aux plissements, accompagnées de cluses perpendiculaires aux vals. Malgré sa géographie isolée, le territoire accueille un bassin de vie important, notamment avec la ville de Saint-Claude.



Figure 2. Saint-Claude *(© K.Samborska)*

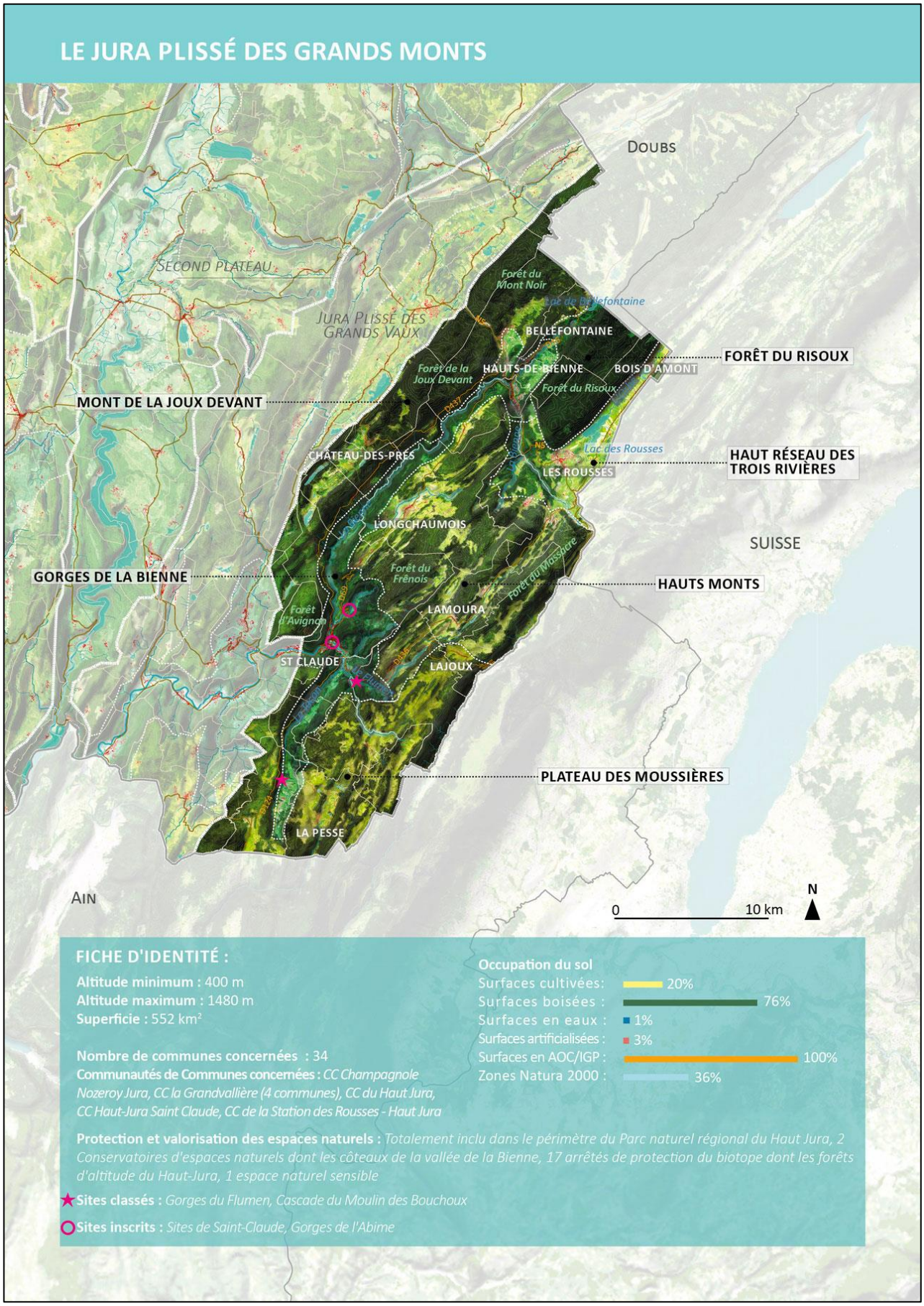


Figure 3. La Pesse *(© K.Samborska)*

Cette entité paysagère concerne la partie est de l'intercommunalité (Saint-Claude, Lajoux, La Pesse…). En particulier, le territoire Haut Jura Saint Claude est inclus au sein de 2 sous-unités paysagères :

- **Les Gorges de la Bienne** font figure de véritable canyon avec un dénivelé moyen d'environ 500 mètres. L'action érosive a entaillé profondément le plancher de sa vallée pour y façonner des gorges resserrées. La forêt est omniprésente sur les versants orientés au nord tandis que les versants orientés au sud, abritent de larges clairières. Au sud, les gorges se recoupent avec des vallées adjacentes du Tacon et du Flumen. En raison des contraintes physiques, ce territoire s'organise d'une manière singulière où l'aspect sauvage de ses paysages contraste fortement avec bassins de vie industrialisés densément urbanisés.
- **Le plateau des Moussières** occupe la partie sud de la Haute Chaîne à 1300 m d'altitude. Il présente une structure physique de bloc élevé. La forêt se structure en alignements calés sur les rides topographiques du relief. Le paysage qui en résulte est ouvert et dévoile une végétation typique du pré-bois.

Entre le Plateau du Lizon à l'ouest, et les Hautes de Combes au sud et à l'est, de profondes vallées formées par les rivières du Tacon et de la Bienne entaillent le paysage.



Carte 5. Le Jura Plissé des Grands Monts *(Atlas des paysages du Jura, 2024)*

I.C. Une morphologie héritée de l'histoire géologique

Le département du Jura se situe au croisement entre les deux entités géologiques de la plaine de la Bresse et de la Chaîne montagneuse du Jura. Sur sa partie est, le département englobe la partie centrale du massif.

En effet, de -200 Ma à -65 Ma, plusieurs mers se succèdent sur le territoire et laissent des dépôts de sédiments qui constitueront par la suite le substrat calcaire et marno-calcaire jurassien. Vers 140 millions d'années (Ma), la région émerge et les eaux météoriques commencent à éroder les surfaces calcaires. Puis vers -50 Ma, un mouvement de l'écorce terrestre fait surgir la chaîne des Alpes. Cette poussée exerce une forte pression qui fait se dresser les dépôts de la mer jurassique à leur tour.

Le sol se plisse dans le sens est-ouest et forme une série de chaînons séparés par des creux. De nombreuses failles s'ouvrent. Le massif s'incline vers la Bresse, qui forme un grand lac et draine l'ensemble des eaux. Se dessine alors le Jura des plateaux, à l'ouest, composé du premier plateau (600-700 m), situé le plus à l'ouest, et du second plus à l'est (900-1 000 m). À partir de -25 Ma, l'érosion exerce un travail continu. Dans la partie est du Jura, les couches secondaires épaisses, déposées sur le socle du Jura, proches des Alpes se plissent fortement et donnent naissance au Haut Jura ou Jura des Crêtes.

Le territoire de Haut Jura Saint Claude st situé dans le « Jura des crêtes », constitué de **dépôts sédimentaires essentiellement calcaires et marneux**.

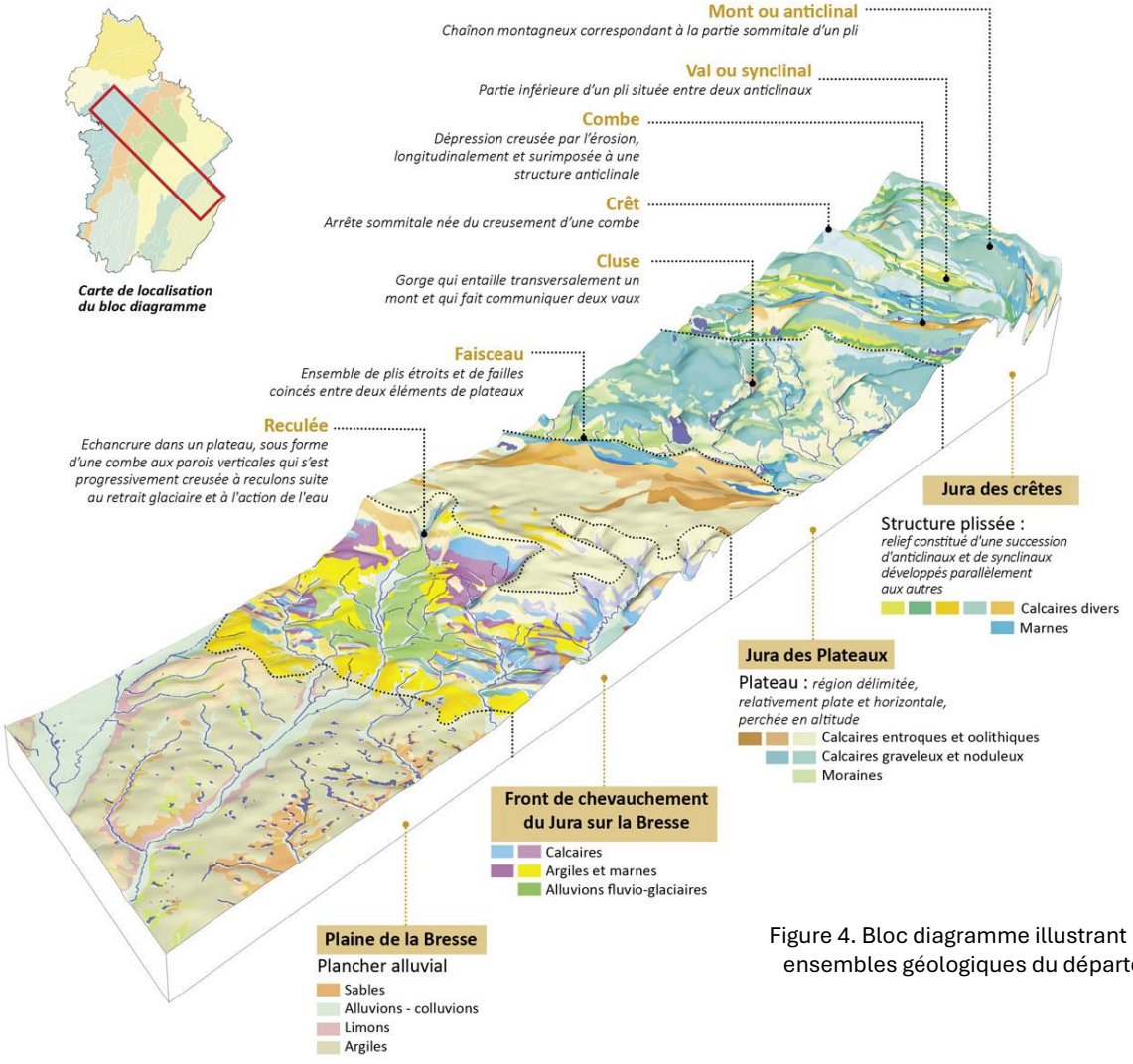


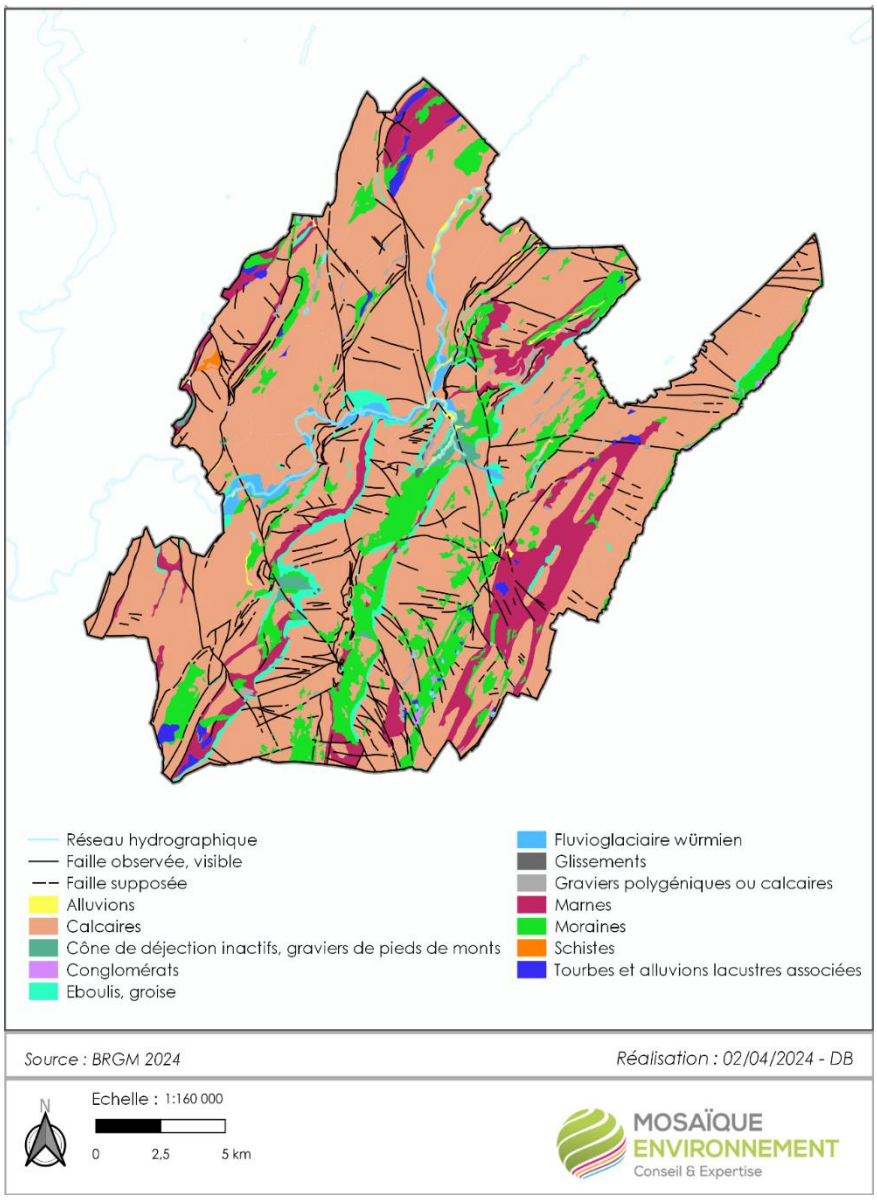
Figure 4. Bloc diagramme illustrant les quatre grands ensembles géologiques du département *(Caudex)*

Durant l'ère quaternaire, le Jura subit plusieurs glaciations. Lors de la dernière, il y a 24 000 ans, l'ensemble de la montagne, à l'exception de quelques sommets, se couvre de glaciers qui renforcent fortement le travail d'érosion entamé depuis plusieurs millions d'années et rabotent les reliefs.

Les moraines, constituées des matériaux arrachés aux monts, se déposent dans les vallées créant de multiples barrages et donnent naissance aux lacs et aux tourbières. Au cours de ce processus, les glaciers abandonnent de nombreux matériaux, dont les moraines : celles-ci font obstacle à l'écoulement des eaux et sont à l'origine de la plupart des lacs jurassiens.

D'autres formations sont également présentes à l'échelle de l'intercommunalité, dont des moraines, des conglomérats et éboulis. On retrouve également des alluvions liés au réseau hydrographique.

L'eau de pluie est rapidement absorbée par un sol peu épais et un sous-sol très drainant, en particulier là où le calcaire affleure. Elle attaque, depuis des millions d'années, les roches calcaires et dessine des paysages originaux : gorges, reculées, lapiaz, cascades ou résurgences … Les zones les plus imperméables, dominées par les marnes ou recouvertes par des dépôts glaciaires, favorisent l'accumulation d'eau en surface (lacs, tourbières). Dans la masse, les eaux d'infiltration poursuivent leur travail de dissolution du calcaire et on obtient des réseaux de galeries souterraines reliées entre elles par des puits et des gouffres. Lorsque la progression des infiltrations est bloquée (couches marneuses), elles aboutissent à des émergences karstiques situées dans les vallées. Les galeries supérieures sont en général fossiles, asséchées par l'ouverture des galeries inférieures.



Carte 6. Géologie à l'échelle de l'intercommunalité

Ces grandes entités se sont modelées au fil des grandes périodes géologiques. Elles ont induit des typologies d'occupation du territoire et une exploitation des ressources conditionnées par la nature des sols et le relief, qui ont produit les paysages du Jura.

LE SAVIEZ-VOUS?

Le Jura est une terre si originale et spécifique, qu'elle a donné lieu à l'appellation « jurassique » par d'éminents scientifiques du 19ème siècle. Le Jurassique désigne ainsi la période géologique de formation des roches calcaires et marines.

I.D. Des sols aux aptitudes agronomiques variables

Cette partie a été réalisée par Jean-Louis Pavat, pédologue, en août 2025.

L'étude déterminr 4 classes d'aptitudes agronomiques en fonction de ces critères.

Étude du milieu physique

Géographique, relief, climat

Le territoire appartient au Haut Jura plissé. Le relief est très marqué. Les altitudes varient de 360 m dans la vallée de la Bienne en aval de Molinges, à 1495 m au Crêt Pela dans la Forêt du Massacre à Lajoux.

Le relief est dû aux plissements et déformations géologiques, et aux cours d'eau qui entaillent profondément les plateaux (principalement la Bienne, ainsi que le Tacon, le Lizon, le Longviry) et qui creusent les roches tendres par érosion et dissolvent le calcaire (reliefs karstiques).

Critère climatique contribuant à l'aptitude agronomique :

Les écarts d'altitude, l'orientation des versants, une ambiance forestière très marquée, une direction Nord-Est, sud-Ouest des combes qui favorise la circulation des vents froids, confèrent à ce territoire un climat contrasté et froid en altitude.

Les stations climatiques de référence sont Lamoura et Morbier pour les zones les plus élevées et Clairvaux et Arinthod pour les zones plus basses.

Le territoire a été découpé en 4 gradients d'altitude (carte suivante), qui correspondent aux niveaux d'altitude qu'on peut constater sur les plateaux du Jura :

- Moins de 500 m.
- De 500 à 800 m.
- De 800 à 1100 m
- Plus de 1100 m.

LE SAVIEZ-VOUS?

La valeur agronomique des sols dans une région donnée, dépend de la nature et de la qualité des sols présents mais également des données climatiques locales et des productions agricoles du secteur.

Par croisement de ces données, il est possible de définir des catégories d'aptitudes plus ou moins bonnes pour répondre aux besoins de l'agriculture locale.

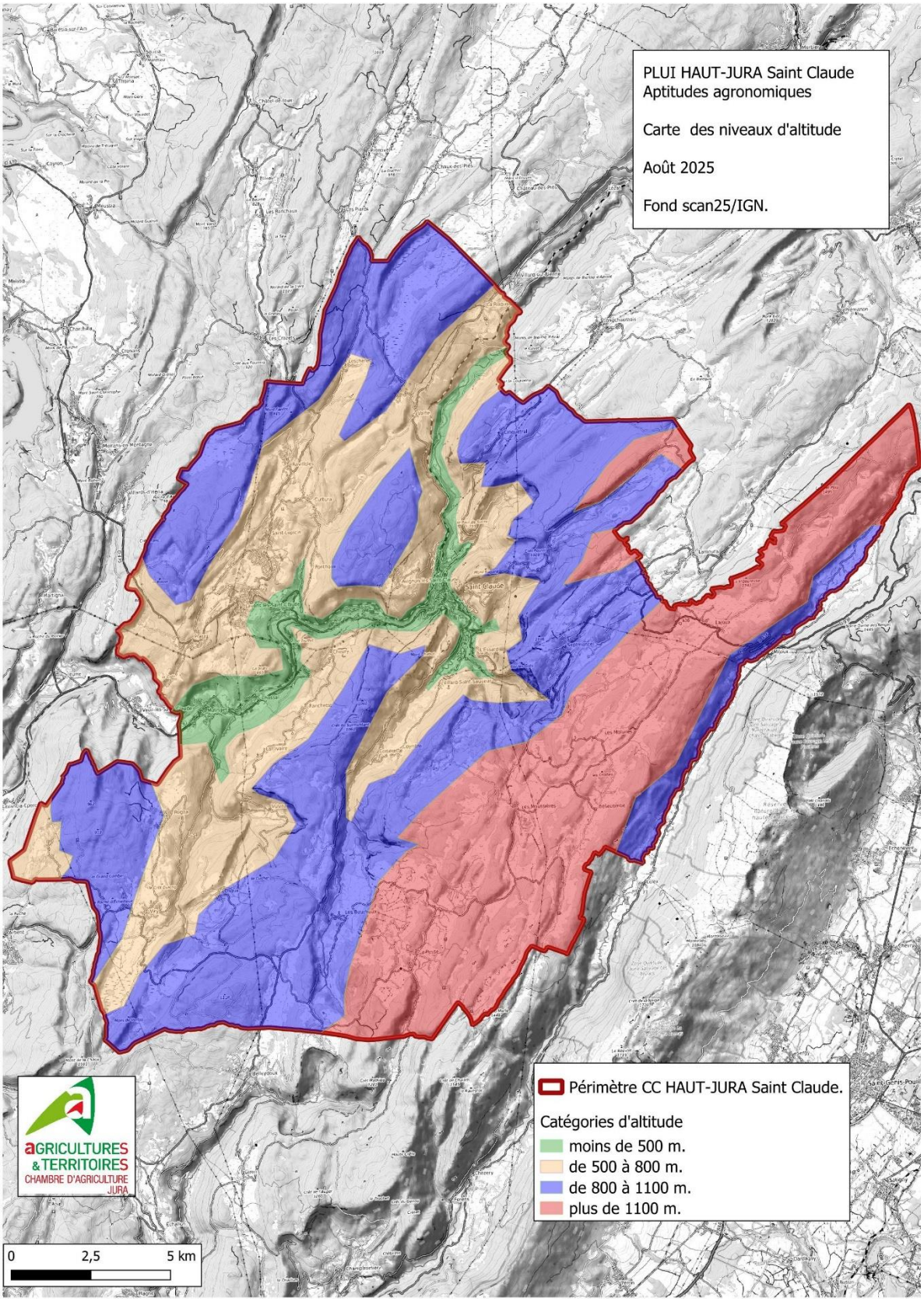
La catégorie de moins de 500 m est présente au fond de la vallée de la Bienne, elle représente la plus faible part. Les autres catégories sont assez équilibrées. On trouve donc sur ce territoire des espaces qui s'apparentent au Premier Plateau ou à la Petite Montagne, des espaces qui s'apparentent au Deuxième Plateau, et des espaces qui s'apparentent au 3e plateau ou Haute Chaine. La diversité des contextes agricoles est très importante.

Aux altitudes supérieures à 1100 m environ, les contraintes climatiques sont très fortes et réduisent les potentialités agronomiques.

Paradoxalement, en raison des fortes pentes et des affleurements rocheux qui vouent les territoires à la forêt, c'est sur le niveau supérieur à 1100 m que la surface agricole est proportionnellement la plus importante (haut-plateau).

Critère pente contribuant à l'aptitude agronomique :

Les pentes sont non représentées, mais elles sont nombreuses et ont un impact important sur les aptitudes agronomiques à partir d'environ 15-20% (limite de la mécanisation et fort risque d'érosion). Ce sont des secteurs avec un fort risque de déprise agricole et de fermeture des paysages. Une catégorie de sols représente ces zones de pente forte (catégorie 7).



Carte 7. Niveaux d'altitude.

Géologie

Les sols sont formés par l'altération des formations géologiques sous l'effet du climat et de l'activité biologique. La nature et les constituants des roches ont une influence sur la nature et la profondeur des sols.

Les cartes géologiques nous donnent les caractéristiques locales (cartes géologiques au 1/50000ème /BRGM- feuille de SAINT-CLAUDE, Moirans en Montagne et MOREZ-BOIS D'AMONT).

Le territoire est très diversifié avec une succession d'anticlinaux et de synclinaux qui se succèdent et parfois se chevauchent en raison de la présence de nombreuses failles. Les plissements sont globalement d'orientation NNE-SSW.

Ces plissements font apparaître principalement les formations géologiques des calcaires durs du Jurassique Moyen, aux calcaires et marnes du Crétacé Inférieur. Les formations morainiques glaciaires et tourbe datent du quaternaire récent (Würm).

Les reliefs sont tronqués par une surface d'aplanissement, du fait de l'érosion glaciaire (bien conservée sur le Haut-Plateau des Molunes),

Le Jurassique inférieur est présent en quelques points (Chaumont, Crêt au Merle).

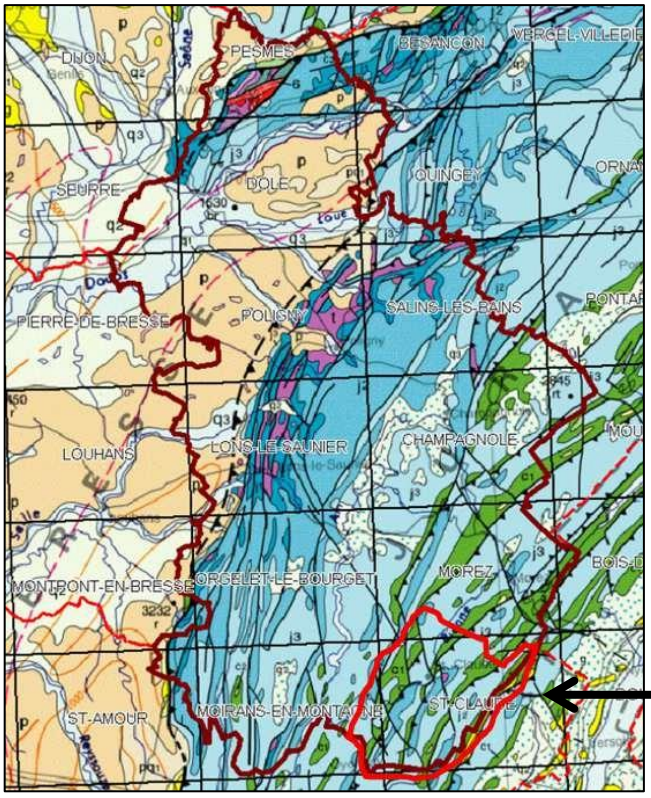
Les formations de conglomérat du Miocène (tertiaire) sont présentes au cœur du synclinal de la Pesse (l'Embossieux) et témoignent de la présence de la mer venant de Suisse, avant le soulèvement alpin.

La nature des formations géologiques va conditionner les sols qui vont les recouvrir. Ce caractère est particulièrement marqué dans le Haut Jura.

Les calcaires durs ont un faible résidu insoluble. Les sols vont demeurer superficiels. (sols forestiers en majorité)

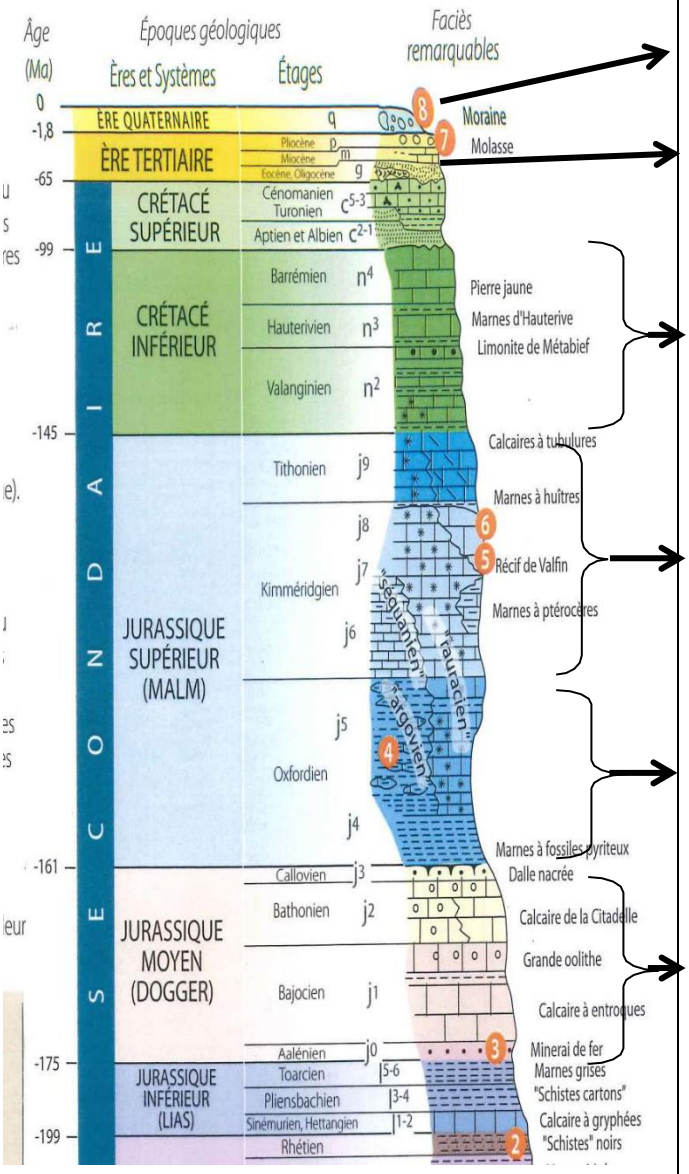
Les calcaires marneux donnent naissance à des sols profonds par altération et forment les combes.

Les formations morainiques venant en recouvrement, donnent des sols peu à moyennement profonds au relief adouci.



Carte 8. Carte géologique simplifiée du JURA (BRGM).

Tableau 1. Étages géologiques présents sur le territoire.

Dispositions des étages géologiques présents sur le territoire. **Extrait de « Montagnes du Jura »-M.Campy**	Secteurs concernés du territoire Haut-Jura-Saint-Claude (Principales formations géologiques à l'affleurement)
	Désertin, Les Bouchoux, La Pesse, Coyrière, les Cernoises L'Embossieux, sur la Semaine Saint Lupicin, Cuttura, Chassal, Septmoncel, Tailla, Cinquétral Lavans les St Claude, Rogna, Lajoux, Forêt d'Avignon, Forêt du Frenois, Bois de Viry Les Prés de la Rixouse, le Rosay, Bellecombe, Les Moussières. Chevry, Ranchette, Choux, Cariche, Forêt d'Annuelle

Données agricoles et aptitudes agronomiques

Les systèmes agricoles

Le territoire comprend des communes appartenant aux petites régions agricoles du « Deuxième Plateau Sud, et du « Haut -Jura» .

Les systèmes agricoles sont orientés vers l'élevage et la production d'herbe.

La valeur agronomique des sols dépendra des 4 critères suivants :

- **profondeur des sols** (productivité et réserve en eau) ;
- **qualité des sols** (texture, acidité, battance, matière organique) ;
- **hydromorphie des sols** (portance, praticabilité, baisses de rendements) ;
- **pente**.

Les critères de proximité au siège d'exploitation ne sont pas pris en compte dans cette cartographie, de même que les critères de forme des parcelles. Ils sont cependant très importants pour les exploitations agricoles.

Types de sols et classes d'aptitudes agronomiques.

Cette phase d'étude s'est appuyée au préalable sur la collecte et l'analyse des données pédologiques déjà existantes sur la zone :

- Plans d'épandage individuels des exploitations agricoles (chambre d'agriculture du Jura) ;
- Typologie des sols et des climats du JURA-GRAPE/Chambres d'agriculture de Franche Comté- 1993 ;
- Étude « Agriculture-qualité des eaux du Bassin Versant de la Bienne », Chambre d'Agriculture du Jura/GRAPE- 1995.

Les sols rencontrés sur le territoire appartiennent à 3 domaines (appellation régionale) :

- sols de plateaux,
- sols de collines glaciaires,
- sols de vallée.

Le tableau suivant présente la synthèse des 8 catégories de sols rencontrées sur le territoire qui appartiennent à ces 3 domaines. Leurs descriptions et leurs facteurs limitants sont indiqués. La carte des catégories de sols est présentée ensuite.

Il leur a été attribué une aptitude agronomique d'après les critères retenus (lien avec les systèmes agricoles locaux).

4 classes d'aptitude agronomique ont été constituées : de 1 (bonne), à 4 (très faible).

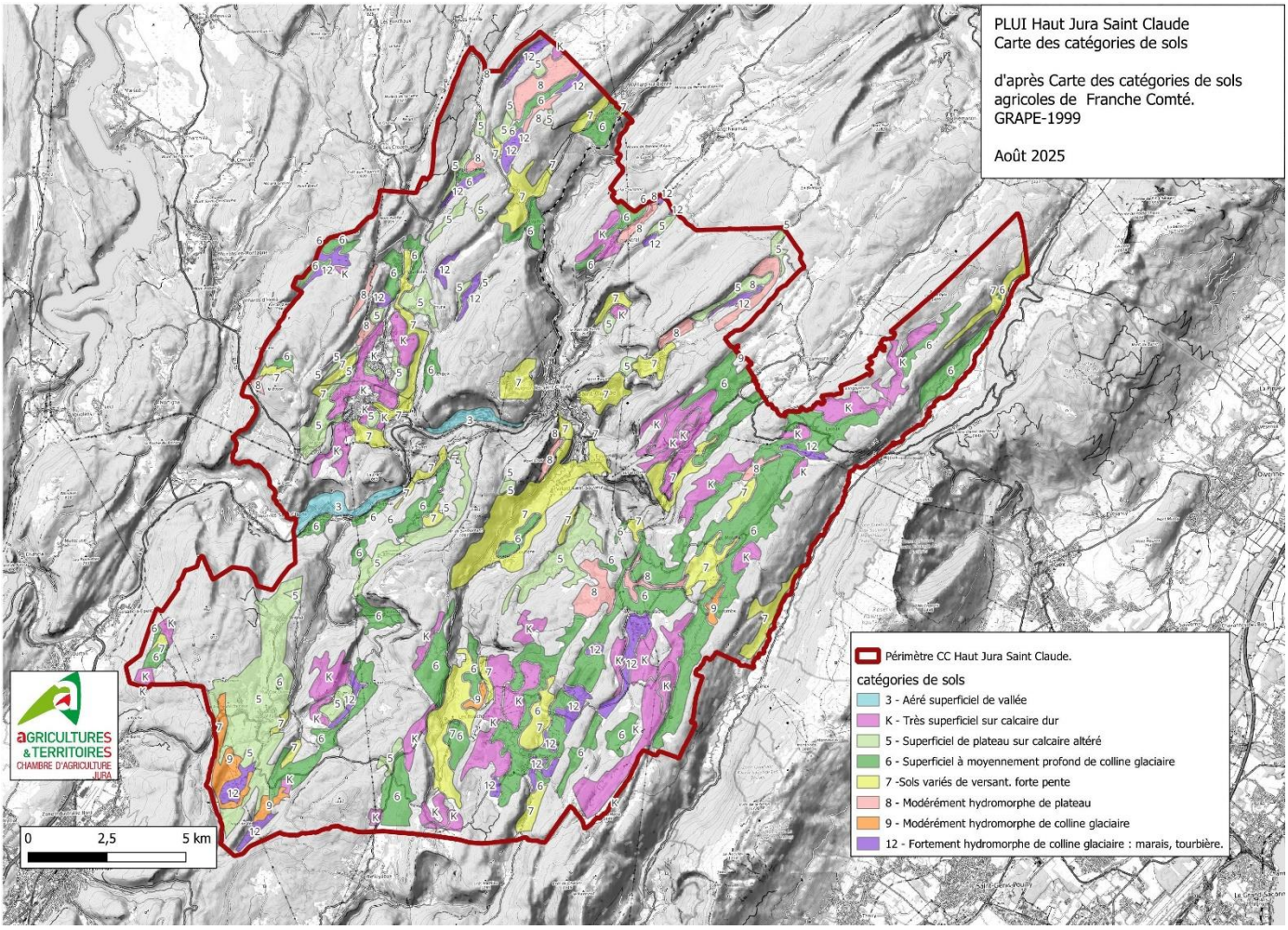
Les sols sur pentes fortes (non mécanisables et non amendables), ont été rattachés à la classe 3 : potentialités faibles, en raison de ces fortes contraintes.

Les sols très superficiels (affleurements rocheux), parfois pentus sont rattachés à la classe 3 : potentialités très faibles.

Dans chaque catégorie il subsiste une certaine hétérogénéité et variabilité qu'il n'a pas été possible de représenter à cette échelle (édition au 1/100 000ème).

Tableau 2. Catégories de sols rencontrées sur le territoire qui appartiennent aux trois domaines

Numéro sur carte	Code typologie régionale	Nom et description du sol (appellation régionale)	Nature du sous- sol	Facteur limitant	Aptitude agronomique	Classe d'aptitude
3	ASV	Sol aéré superficiel de vallée, limono-argilo-sableux, plus ou moins caillouteux (galets), sur cailloutis vers 30 cm . Vallée de la Bienne.	Cailloutis calcaire (sables, galets)	Faible épaisseur, faible réserve hydrique	Moyenne	2
K	K C	Sol aéré très superficiel de plateau sur calcaire dur à moins de 15 cm	Calcaire dur	Très faible épaisseur sensible à la sécheresse présence d'affleurements rocheux	Très faible	4
5	ASP	Sol aéré superficiel de plateau sur calcaire dur vers 15- 30 cm	Calcaire dur	faible épaisseur sensible à la sécheresse	Faible	3
6	ASCG	Sol aéré, superficiel à moyennement profond de colline glaciaire, limono-argileux , sur calcaire marneux ou moraine, entre 25 et 35 cm	Calcaire marneux, moraine		Moyenne à bonne	1
7	V	Sol aéré à modérément hydromorphe de texture variable, sur calcaire marneux ou cailloutis vers 30 cm	Cailloutis, calcaire marneux	Forte pente	faible	3
8	MHP	Sol modérément hydromorphe argilo-limoneux, humifère, sur calcaire marneux ou argile vers 40 cm	Calcaire marneux combe marneuse	Hydromorphie modérée Localement pente	Moyenne à bonne	1
9	MHCG	Sol modérément hydromorphe, humifère, argilo- limoneux sur cailloutis morainique vers 40 cm	Marne, argile, moraine	hydromorphe Bas de versant, proximité de tourbière	Moyenne	2
12	FHCG FHV	Sol fortement hydromorphe de vallée, argileux (marais, tourbière)	Alluvions, tourbe, argile	Hydromorphe, tourbière	Très faible	4



Carte 9. Types de sols.

Conclusion

L'étude met en évidence la diversité des milieux et les fortes contraintes présentes sur ce territoire : pentes, sols superficiels, altitude élevée, zones humides.

Le potentiel agricole est relativement faible : moyen à bon dans le meilleur des cas, à relativiser encore avec l'altitude élevée.

Les sols les plus superficiels ont une vocation forestière et ont été en grande majorité délaissés par l'agriculture (subsistent généralement en bordure de forêt).

Les zones agricoles sont présentes sur les formations géologiques plus meubles qui permettent la formation de sols cultivables (moraines, calcaires marneux, combes).

La production d'herbe est globalement la seule valorisation possible, en raison des sols peu profonds ou de l'altitude élevée. La pluviométrie abondante dans ces secteurs favorise la pousse de l'herbe(peu de sensibilité à la sécheresse).

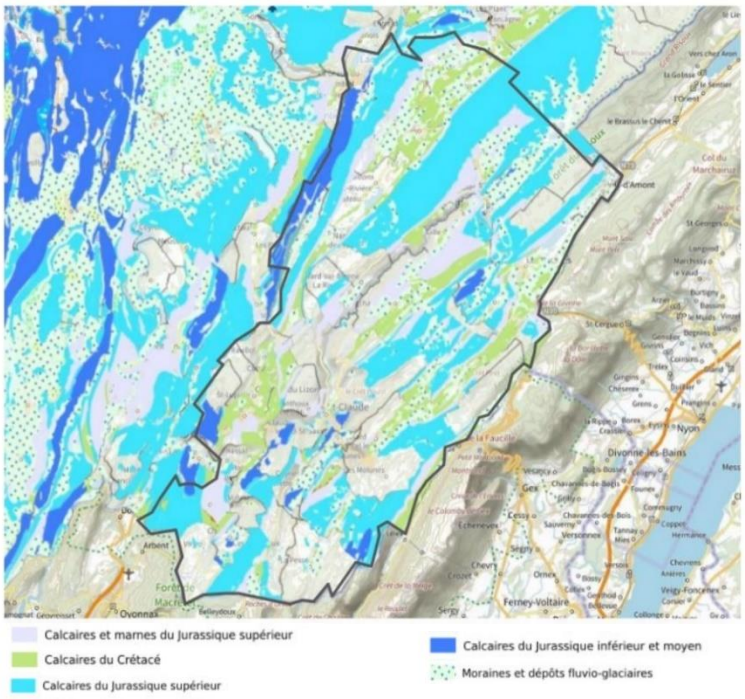
Les sols à fortes contraintes , en particulier pentes fortes et sols très superficiels représentent des zones à enjeux de paysages et de biodiversité importants. Leur maintien en zone agricole présente un intérêt pour le territoire très fortement boisé.

I.E. Des ressources en matériaux

Omniprésentes mais peu perçues, les ressources minérales sont utilisées en grandes quantités dans les infrastructures de transport, de construction ou encore de production d'énergie mais aussi dans les biens de consommation. Pour répondre à cette demande, deux sources d'approvisionnement sont possibles : la ressource dite primaire, contenue dans le sous-sol, et la ressource secondaire, contenue dans les produits en fin de vie ou les déchets.

Le département est excédentaire (produit plus de matériaux qu'il n'en consomme) : des roches massives calcaires et éruptives sont exportées vers l'Ain et, dans une moindre mesure, l'Allier. Les principales ressources primaires exploitables et exploitées dans le Haut-Jura sont des roches calcaires.

Le Schéma Régional des Carrières (SRC) de Bourgogne Franche-Comté, approuvé en décembre 2025, définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région. Il identifie des gisements potentiels exploitables, majoritairement calcaires, sur le territoire.



Carte 10. Gisements potentiellement exploitables (DREAL 2024)

Sur les 315 carrières répertoriées à l'échelle régionale, 43 sont dans le Jura. Toutes celles concernant le périmètre du PLUi sont fermées : 3 exploitations à Chassal-Molinges, 2 exploitations à Viry, 1 exploitation à Septmoncel-les Molunes, 1 exploitation à Villard-Saint-Sauveur, 1 exploitation à Lavans-lès-Saint-Claude.

Le SRC propose un scénario d'approvisionnement conjuguant les ressources exploitables, les besoins régionaux, et les enjeux environnementaux avec :

- la priorité donnée aux renouvellements et aux extensions afin de maintenir le maillage des carrières et de limiter les impacts liés à la création de nouveaux sites ;
- la possibilité de créations de carrières sous réserve d'en justifier le besoin, prioritairement dans les zones déficitaires ;
- la justification de toute demande d'implantation par rapport aux capacités de production et aux besoins actuels ou prospectifs de la zone à approvisionner ;
- la réorientation, à moyen-long terme, des implantations de carrières en dehors des secteurs à enjeux environnementaux majeurs et la poursuite de la substitution L'évolution dans l'utilisation des ressources secondaires sera progressive et linéaire (de l'ordre de 10 % entre 2024 et 2031, pour atteindre 20 % de la consommation totale soit 4 300 ktonnes ;;
- la priorisation d'un approvisionnement de proximité.

Il dispoe que les SCoT doivent préserver l'accès aux gisements potentiellement exploitables (GPE) ainsi qu'aux gisements d'intérêt régional et national (GIN). En l'absence d'un SCoTcompatible avec le SRC, le PLU(i) est encouragé, dès l'approbation du SRC, à réserver un accès suffisant à la ressource en prenant en compte les GIN, les zonages existants de carrière et leurs potentiels projets d'extension. La CC HJSC n'est pas concernée par des GIN.



Carte 11. Gisements (en matériaux) potentiellement exploitables (Schéma R&gional des Carrières de Bourgogne-Franche-Comté

I.F. Un climat semi-continental à influence montagnarde

Le climat est caractérisé de **semi-continental à influence montagnarde**. En effet, il est marqué par une rudesse inhabituelle pour une région d'altitude moyenne. Sa situation géographique, proximité des Alpes, l'orientation et la morphologie de ses reliefs canalisant les flux des vents du nord et barrant la route aux flux humides du sud-ouest, contribuent à cette particularité. De ce fait, malgré une altitude moyenne, la situation est plus proche d'un climat montagnard.

Les précipitations se transforment l'hiver en neige, parfois abondante, recouvrant la partie haute du territoire. Toutefois, depuis plusieurs années, on remarque moins de régularité et plus de variations, de ce régime neigeux. De même, le rythme des précipitions estivales peut s'accompagner de violents épisodes orageux et alterner avec des périodes caniculaires plus marquées. Le rythme des saisons reste cependant encore caractérisé par de courtes transitions sollicitant fortement la végétation et les hommes. La pluviosité reste cependant élevée comparé à d'autres territoires en France. Elle augmente d'ailleurs progressivement avec l'altitude.

En région de montagne, l'hiver se caractérise par des températures froides, très souvent fortement négatives. Ce froid, relativement inhabituel par rapport à la modestie de l'altitude, est dû à un enneigement souvent important à l'absence de vent ou, au contraire, aux effets de couloirs du relief canalisant les vents du nord (bise). L'été se caractérise par une arrivée tardive et par sa brièveté. Concernant l'ensoleillement, il existe en hiver, un fort contraste entre les vallées et les parties les plus hautes en raison des brouillards qui apparaissent durant les périodes anticycloniques. En été, de nombreux passages nuageux, parfois générateurs d'orages peuvent venir occulter le soleil.

Le Jura est soumis à deux principaux types de vents : la bise (vent de secteur nord) et le vent de secteur sud. Le Jura est très peu venté, on y décompte en moyenne une vingtaine de jours ventés, c'est-à-dire des jours où les rafales sont supérieures à 57 km/h. Les cyclones extratropicaux provenant de l'Atlantique traversent le département de façon très atténuée par rapport à leur puissance sur les côtes. Cependant, les sommets des crêtes jurassiennes et certains flans restent particulièrement exposés.

La station météorologique de la commune de Viry fournit les tendances annuelles suivantes :

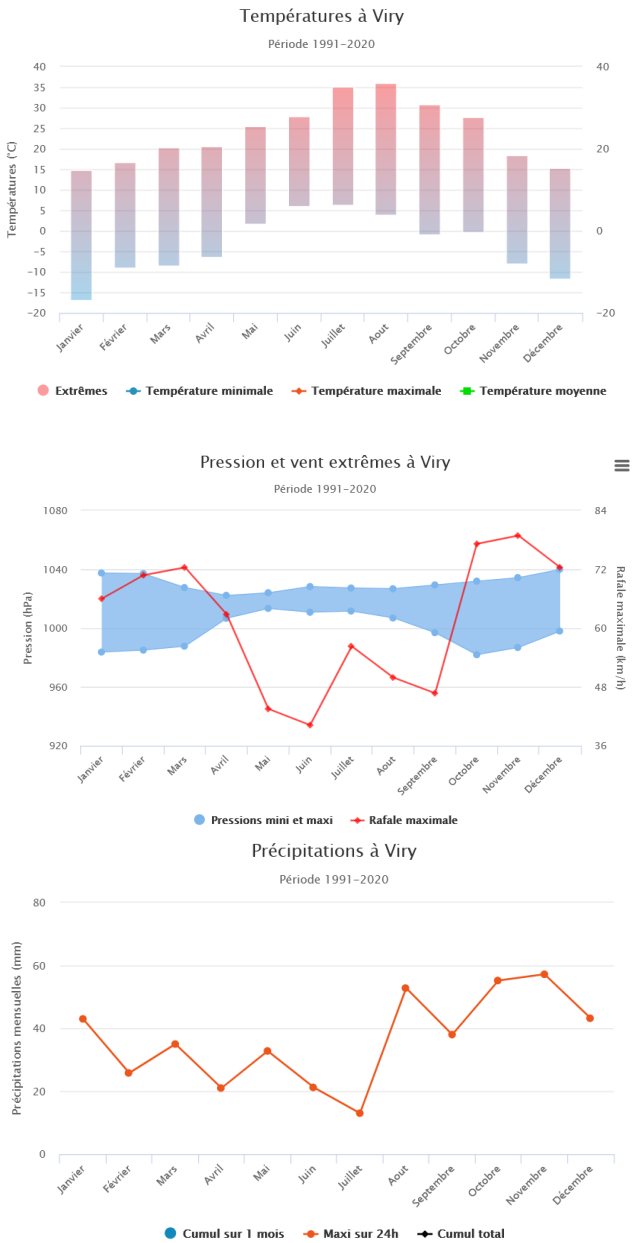


Figure 5. Données de la station météorologique de Viry *(infoclimat)*

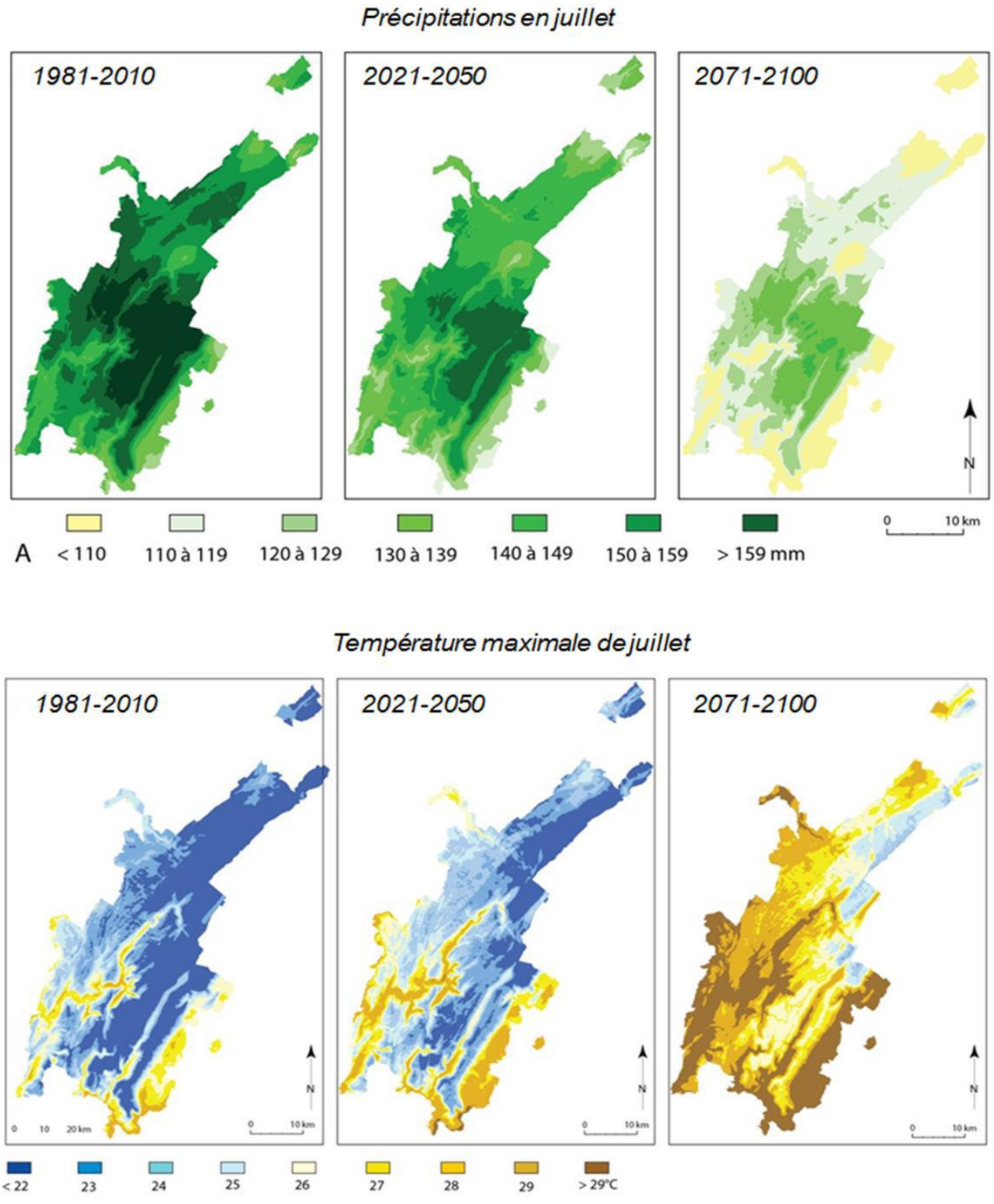


Figure 6. Évolutions et prévisions météorologiques sur le département du Jura *(SCoT du Haut-Jura)*

I.G. Synthèse relative au milieu physique

Atouts	Faiblesses
Un territoire de moyenne montagne caractérisé par un relief plissé entre monts et vaux Un contexte géologique conditionnant les modes de valorisation des sols Une diversité de paysages en lien avec la variété du relief et de la géologie Un relief favorisant des lignes de crêtes créatrices de vues lointaines Un réservoir karstique important influençant les ressources en eau Des précipitations bien réparties dans l'année et des périodes de gel limitées favorables à l'activité agricole Un potentiel climatique pour le développement de l'énergie éolienne et du solaire photovoltaïque et thermique	Une topographie qui contraint le développement urbain Une géologie qui conditionne la qualité et la stabilité des sols

Enjeux de diagnostic

La prise en compte de la topographie dans les projets pour limiter les impacts liés aux covisibilités

La préservation et la valorisation des valeurs paysagères (notamment les panoramas)

Enjeux d'aménagement

Les sols ont été longtemps considérés comme un matériau support de construction de bâtiments ou d'infrastructures ou encore d'activités telles que l'agriculture ou les loisirs. Or, quels que soient leurs usages (agricoles, forestiers, naturels, urbains), ils rendent des services essentiels à la viabilité des sociétés humaines et répondent à de nombreux enjeux environnementaux (production de biomasse à vocation alimentaire, régulation du climat local, habitat de la biodiversité). L'objectif de zéro artificialisation nette et les ambitions y parvenir de renaturation des sols, de protection de la biodiversité et de végétalisation des villes … obligent à dépasser la prise en compte des sols dans leur seule dimension surfacique et à considérer davantage les propriétés de la ressource sol.

Leviers du PLUi

Définir une densité acceptable pour l'habitat dans le respect de la qualité urbaine (Re)mobiliser les friches et surfaces déjà artificialisées	Valoriser le potentiel de densification Préserver et développer le végétal dans l'espace urbain Désimperméabiliser les sols

II. Milieux aquatiques et ressources en eau

II.A. Un cadre réglementaire et institutionnel à respecter

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE)

Dans un contexte de croissance continue de la demande en eau, aussi bien sur la qualité que sur la quantité, l'Union Européenne a décidé d'agir à travers son parlement pour un meilleur encadrement de cette ressource. Cette ambition de **préserver et améliorer la qualité de la ressource** a permis l'établissement de la Directive Cadre sur l'Eau (2000/60/CE), devenue effective le 22 octobre 2000 et intégrée dans la législation des pays membres au plus tard le 23 décembre 2003.

Le cadre législatif de la Directive Cadre sur l'Eau permet une plus grande responsabilisation des autorités nationales afin **de parvenir à un bon état de la ressource sous toutes ses formes** (rivières, lacs, eaux côtières et eaux souterraines). La recherche de ce bon état se traduit par la protection de toutes ses formes mais aussi par la restauration des écosystèmes concernés, la réduction des pollutions et la garantie d'une utilisation durable pour tout type d'usager.

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA)

Promulguée le 30 décembre 2006 et faisant suite à la DCE, la LEMA a permis d'introniser le principe du « droit à l'eau » et d'inclure une prise en compte du changement climatique dans toutes les réflexions relatives à la gestion de la ressource. Cette loi est également à l'origine de la création de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA), en charge de la connaissance et surveillance de l'état des eaux et du fonctionnement écologique des milieux aquatiques (missions reprises par l'Agence Française pour la Biodiversité en 2016, devenue Office Français de la Biodiversité en 2020).

La Directive Eaux Résiduaires Urbaines (ERU)

L'assainissement en Europe est encadré par la Directive relative aux traitements des eaux résiduaires urbaines (ERU – 91/271/CEE) du 21 mai 1991. Elle a pour objet de **protéger l'environnement contre la détérioration due aux rejets d'eaux usées**. Elle impose des normes pour la collecte, le traitement et le rejet des eaux usées.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Pour atteindre ces objectifs environnementaux, la DCE préconise la mise en place d'un **plan de gestion**. En France, le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et ses documents d'accompagnement correspondent à ce plan de gestion. Il a pour vocation d'orienter et de planifier la gestion de l'eau à l'échelle du bassin. Il bénéficie d'une **portée juridique** et les documents d'urbanisme doivent lui être compatibles. Révisé tous les 6 ans, il fixe les orientations fondamentales pour une **gestion équilibrée de la ressource en eau.** Il évalue également le Risque de Non-Atteinte des Objectifs Environnementaux (RNAOE) des masses d'eau au regard des objectifs environnementaux de la DCE :

- la non-dégradation des masses d'eau, et la prévention et la limitation de l'introduction de polluants dans les eaux souterraines ;
- l'atteinte du bon état des eaux ;
- les objectifs liés aux zones protégées ;
- la réduction progressive ou, la suppression des émissions, rejets et pertes de substances prioritaires pour les eaux de surface ;
- l'inversion des tendances, pour les eaux souterraines.

La communauté de communes HJSC est concernée par le **SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027** adopté le 22 mars 2022.

Depuis fin 2009, les SDAGE définissent, pour chaque masse d'eau du bassin, des objectifs d'état. Les masses d'eau sont des tronçons de rivières, des plans d'eau, des masses d'eau côtière, des masses d'eau de transition (estuaires et lagunes) ou des masses d'eau souterraine. Ces objectifs sont, pour les masses d'eau de surface : le bon état écologique (bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques) et le bon état chimique (concentration de substances chimiques en-dessous de seuils définis comme « normes de qualité environnementale ») ; pour les masses d'eau souterraine : le bon état quantitatif (notamment, équilibre entre les prélèvements d'eau et le renouvellement) et le bon état chimique.

Quelques plans d'eau

Le territoire compte **4 lacs**. Aucun n'est répertorié par le SDAGE Rhône-Méditerranée :

- le **lac de Cuttura** : situé au nord-ouest du territoire sur la commune de Coteaux du Lizon ;
- le **lac de Ravilloles** : situé au nord-ouest du territoire sur la commune de Ravilloles ;
- le **lac de l'Embouteilleux** : situé au sud-est du territoire sur la commune de La Pesse ;
- le **lac de Viry** : situé au sud-ouest du territoire sur la commune de Viry.

Les Schémas d'Aménagement de Gestion des Eaux (SAGE)

Le SAGE est une déclinaison du SDAGE à une échelle locale. Il vise à concilier la satisfaction et le développement des différents usages (eau potable, industrie, agriculture, ...) et la protection des milieux aquatiques, en tenant compte des spécificités d'un territoire. Délimité selon des critères naturels, il concerne un bassin versant hydrographique ou une nappe.

Le territoire n'est concerné par aucun SAGE.

Les contrats de milieu

Un contrat de milieu (ou contrat de rivière, mais également de lac, de baie ou de nappe) est un outil pertinent pour la mise en œuvre des SDAGE et de leurs programmes de mesures. Il peut être une déclinaison opérationnelle d'un SAGE. C'est un programme d'actions volontaire et concerté, généralement sur 5 ans, à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente, avec engagement financier contractuel (désignation des maîtres d'ouvrage, du mode de financement, des échéances des travaux, etc.) des partenaires concernés.

Le territoire n'est concerné par aucun contrat de rivière. Le contrat de la Bienne, signé en 1995, s'est achevé en 2001.

Ce contrat s'étendait sur 817,76 km^2 et concernait 126 km de linéaire de cours d'eau sur 63 communes. Les enjeux du contrat étaient la lutte contre les pollutions industrielles et agricoles, la prévention et la gestion des crues, ainsi que la restauration hydraulique des cours d'eau.

LE SAVIEZ-VOUS?

La GEstion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI) est une compétence obligatoire des intercommunalités (métropoles, communautés urbaines, d'agglomération, de communes) depuis le 1er janvier 2018. Elle a pour ambition de rendre plus cohérente et plus efficace l'organisation territoriale dans le domaine de l'eau pour relever les défis de **restauration des milieux aquatiques** et de **réduction de la vulnérabilité aux inondations** en articulation avec le bon état des cours d'eau.

Elle comprend des actions relatives à l'aménagement des bassins versants, l'entretien et l'aménagement des cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau, la défense contre les inondations et contre la mer, ou encore à la protection et la restauration des zones humides.

II.B. Les milieux aquatiques superficiels

La CCHJSC se situe sur trois bassins versants topographiques : celui de **la Bienne**, qui recouvre la partie ouest territoire, celui **du Tacon**, qui recouvre la partie centrale-est, et celui de **la Valserine**, qui concerne les communes orientales du territoire (Les Bouchoux, La Pesse, Bellecombe, Septmoncel-les-Molunes et Lajoux).

Des milieux variés

Les contraintes du relief ont formé un réseau hydrographique atypique, marqué par la présence de résurgences, de nombreuses cascades, et de vallées très encaissées.

<u>De nombreux cours d'eau</u>

Le territoire est concerné par **quatre principaux cours d'eau** :

- **La Bienne,** affluent de la rive gauche de l'Ain, s'écoule à du nord au sud du territoire jusqu'à Saint-Claude, puis bifurque vers l'ouest jusqu'à Lavans-lès-Saint-Claude, après sa confluence avec le Tacon. Il s'agit d'un affluent de l'Ain.
- **Le Tacon,** affluent de la Rivière La Bienne, prend sa source sur la commune des Bouchoux. Il s'écoule du sud au nord territoire et se jette dans la Bienne à Saint-Claude après un parcours de 20 kilomètres.
- **La Valserine**, affluent de la rive droite du Rhône, prend sa source dans le département de l'Ain, dans la Réserve Naturelle Nationale de la Haute Chaîne du Jura. Elle conflue avec le Rhône au niveau de la ville de Bellegarde-sur-Valserine, en dehors du territoire. Sur la CCHJS, elle s'écoule du nord au sud.
- **La Semine**, affluent de la Valserine, qui nait sur la commune de La Pesse et s'écoule du nord au sud.

Le territoire comporte également **7 très petits cours d'eau,** identifiés dans le SDAGE :

- Le torrent Le Longviry ;
- La rivière Le Lizon ;
- Le ruisseau Le Grosdar ;
- Le ruisseau de Pissevieille ;
- La rivière Flumen ;
- Le ruisseau de l'Abîme ;
- Le ruisseau La Douveraine.

En raison du contexte karstique sont également recensés **28 très petits cours d'eau** ou écoulements temporaires non répertoriés dans le SDAGE.

Tableau 3. Cours d'eau non répertoriés dans le SDAGE)

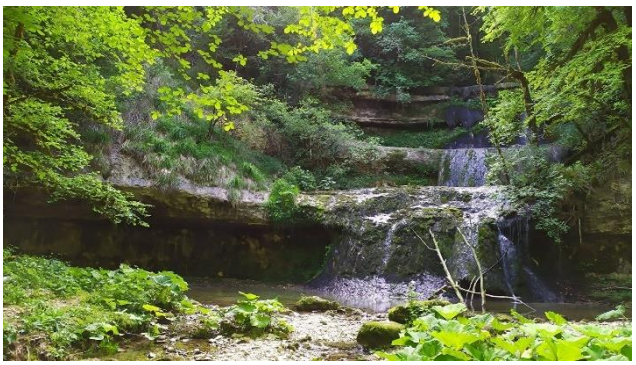
Ravin dessus la Charrière	L'Enragé
Ruisseau des Bourbes	Le Merdasson
Ruisseau de la Perrine	Bief d'Enfieux
Ruisseau du Chaumieux	Bief de la Liette
Ruisseau de Versève	Bief de Creuse
Ruisseau de la Vulve	Bief de Prévérant
Ruisseau des Nans	Bief Brun
Ruisseau de Chapy	Bief des Parres
Ruisseau du Banc	Bief du Château
Ruisseau du Loutre	Bief de l'Ours
Ruisseau des Gorges	Bief des Foules
Ruisseau de la Foulasse	Bief Froid
La Grande Pralouse	Bief de la Mienne
La Blénière	Bief des Fraittes

Le territoire comporte un réseau hydrographique riche constitué de 39 cours d'eau.

Des gorges et cascades

Le territoire abrite de nombreux sites naturels marqués par la présence de gorges et cascades parmi lesquelles on peut citer :

- les Gorges de l'Abîme (Saint-Claude) ;
- les cascades de Pissevieille (La Rixouse), du Moulin (Les Bouchoux), des Combes (Saint-Claude), de la Queue de Cheval (Saint-Claude), de la Vouivre (Saint-Claude). Le site des cascades du Flumen à Saint-Claude est classée **patrimoine naturel d'intérêt national**.



Cascade de Pissevieille à La Rixouse

Des milieux humides diversifiés

De très nombreux marais, tourbières, prairies humides, forêts humides, mares ... sont recensés sur le territoire.

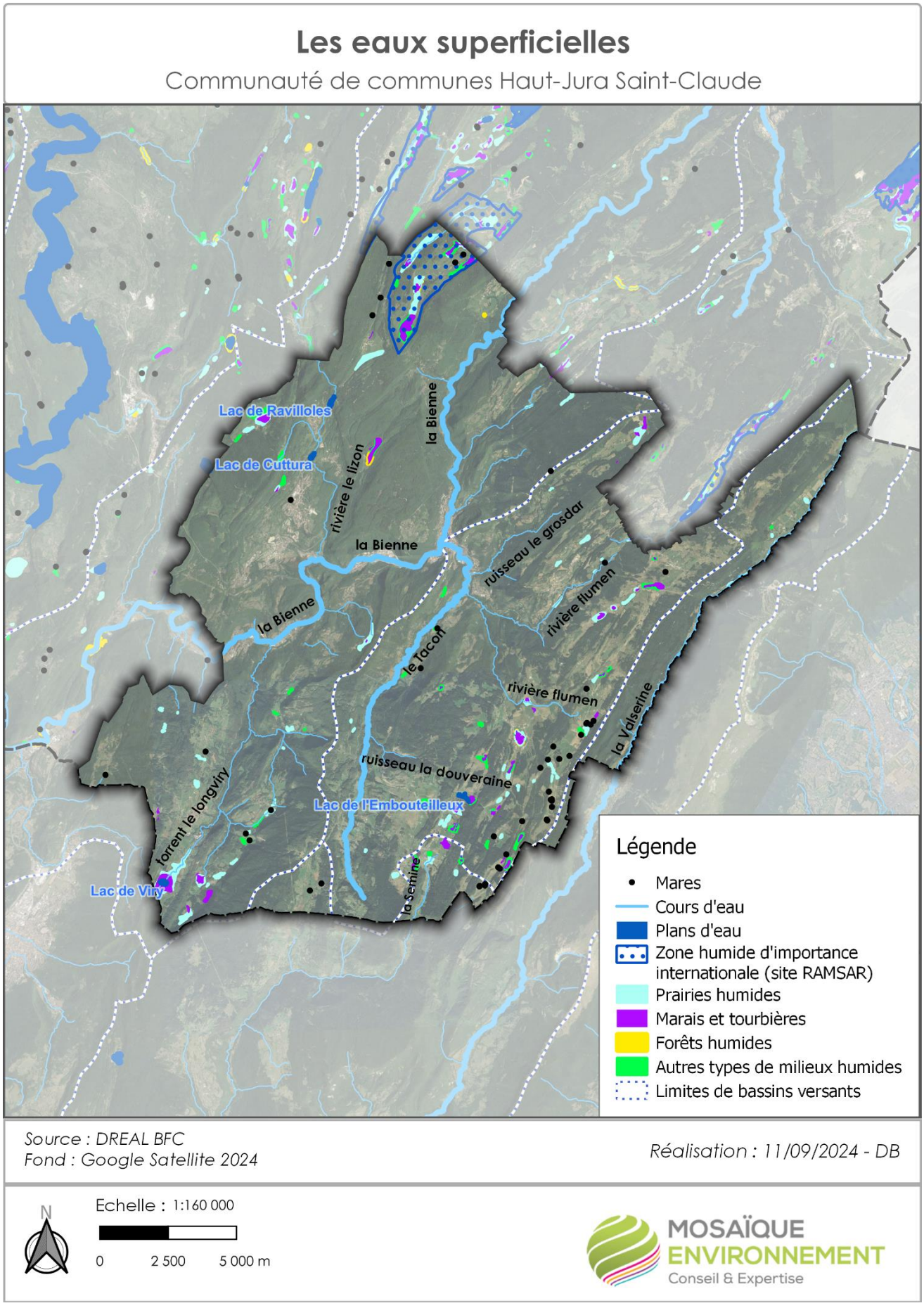
En particulier, les communes de La Pesse, Viry et Bellecombe abritent plusieurs milieux humides. La commune de La Rixouse est par ailleurs concernée par le **site RAMSAR « Tourbières et lacs de la Montagne jurassienne** » (cf. chapitre relatif à la biodiversité).



Gorges de l'Abîme à Saint Claude



Cascade des Combes à Saint Claude



Carte 12. Les eaux superficielles

Des masses d'eau superficielle globalement en bon état

Les 12 cours d'eau du territoire identifiés par le SDAGE présentent **globalement un bon état chimique et écologique**, à l'exception de la Valserine dont l'état chimique est mauvais, et du Lizon, qui présente un état chimique moyen. L'objectif d'atteinte du bon état est fixé pour 2027.

Tableau 4. Cours d'eau du territoire identifiés dans le SDAGE 2022-2027 *(SDAGE Rhône-Méditerranée)*

Code	Nom	Type	État chimique	État écologique
FRDR498	La Bienne du Tacon à la confluence avec l'Ain	Moyen cours d'eau	Bon état (objectif atteint en 2015)	Bon état (objectif atteint en 2021)
FRDR499	La Bienne de sa source jusqu'à la confluence avec le Tacon, Tacon inclus	Petit cours d'eau		Bon état (objectif atteint en 2015)
FRDR545	La Valserine	Petit cours d'eau	Mauvais (objectif fixé pour 2027)	
FRDR2023	La Semine	Petit cours d'eau	Bon état (objectif atteint en 2015)	
FRDR10639	Torrent le longviry	Très petit cours d'eau		
FRDR10675	Rivière Le Lizon	Très petit cours d'eau	Moyen (objectif fixé pour 2027)	
FRDR10890	Ruisseau le Grosdar	Très petit cours d'eau	Bon état (objectif atteint en 2015)	
FRDR10899	Ruisseau de Pissevieille	Très petit cours d'eau		
FRDR11220	Rivière Flumen	Très petit cours d'eau		
FRDR11790	Ruisseau de l'abîme	Très petit cours d'eau		
FRDR11965	Ruisseau la Douveraine	Très petit cours d'eau		

Conformément à la DCE, le SDAGE évalue, pour chaque masse d'eau, le Risque de Non-Atteinte des Objectifs Environnementaux (RNAOE) à l'horizon 2027. Au travers de cette évaluation, il s'agit d'identifier celles risquant de se dégrader ou de ne pas atteindre le bon état en 2027.

Cette évaluation a pour finalité l'élaboration du SDAGE et le programme de mesures associé (2022-2027).

À l'échelle de l'intercommunalité, toutes les masses d'eau sont toutes concernées par le risque de non atteinte du bon état en 2027, à l'exception du ruisseau Le Grosdar et le La Douveraine. Les principales pressions à l'origine de ce risque sont l'altération de la continuité écologique et du régime hydrologique, ainsi que les pollutions.

Tableau 5. Pressions à l'origine du risque de non atteinte du bon état en 2027 *(SDAGE Rhône-Méditerranée)*

Code	Nom	Risque de non atteinte du bon état en 2027	Pression à l'origine du risque en 2027
FRDR498	La Bienne du Tacon à la confluence avec l'Ain	Oui	Altération de la continuité écologique Altération de la morphologie Altération du régime hydrologique Pollutions par les nutriments agricoles Pollutions par les nutriments urbains et industriels Pollutions par les substances toxiques (hors pesticides)
FRDR499	La Bienne de sa source jusqu'à la confluence avec le Tacon, Tacon inclus	Oui	Altération de la continuité écologique Altération du régime hydrologique Pollutions par les nutriments urbains et industriels Pollutions par les substances toxiques (hors pesticides)
FRDR545	La Valserine	Oui	Pollutions par les nutriments urbains et industriels
FRDR2023	La Semine	Oui	Altération de la continuité écologique
FRDR10639	Torrent le longviry	Oui	Altération de la continuité écologique
FRDR10675	Rivière Le Lizon	Oui	Alté ration de la continuité écologique Altération de la morphologie
FRDR10890	Ruisseau le Grosdar	Non	/
FRDR10899	Ruisseau de pissevieille	Oui	Pollutions par les nutriments agricoles Pollutions par les nutriments urbains et industriels
FRDR11220	Rivière flumen	Oui	Altération du régime hydrologique Altération de la continuité écologique
FRDR11790	Ruisseau de l'abîme	Oui	Altération du régime hydrologique Altération de la continuité écologique
FRDR11965	Ruisseau la douveraine	Non	/

Des eaux souterraines de qualité et en quantité

Le territoire est concerné par deux masses d'eau souterraines.

La masse d'eau « Calcaires et marnes jurassiques Haut Jura et Bugey - Bassin versant Ain et Rhône »

Elle concerne la quasi-totalité du territoire. D'une superficie totale de 3 300 km^2, elle est affleurante à 96%.

La masse d'eau est constituée par des formations essentiellement jurassiques dont deux réservoirs aquifères : l'un, au sein des formations calcaires du Jurassique moyen et, l'autre du Jurassique supérieur. Ces formations ont toutes deux subi une karstification plus ou moins intense.

La recharge se fait par l'intermédiaire des précipitations au niveau des affleurements des calcaires jurassiques. La moyenne des précipitations annuelles est de 1 150 mm à Ambérieu-en-Bugey (01). Des pertes d'écoulement peuvent localement avoir lieu, comme celle de la plaine du Bief à Innimond (01), Bief des maisons aux Chalesmes (39), l'Anquerne à La Pesse (39) ou encore l'Embouteilleux à La Pesse (39). Les exutoires correspondent à des sources de débordement réparties en périphérie du massif au contact entre Jurassique et Crétacé, ou le long de grandes failles drainant la masse d'eau. Des résurgences importantes sont aussi présentes au contact des marnes oxfordiennes pour le réservoir du Jurassique et des marnes liasiques pour le Jurassique moyen.

L'intérêt écologique de la masse d'eau est très important, puisque de nombreuses zones humides dépendent de la ressource en eau. Le réservoir est exploité quasi exclusivement (plus de 95%) pour l'alimentation en eau potable desservant de nombreuses communes, lui conférant un intérêt très important.

La masse d'eau « Calcaires et marnes jurassiques - Haute Chaîne du Jura, Pays de Gex et Haut Bugey - Bassin versant Haut Rhône »

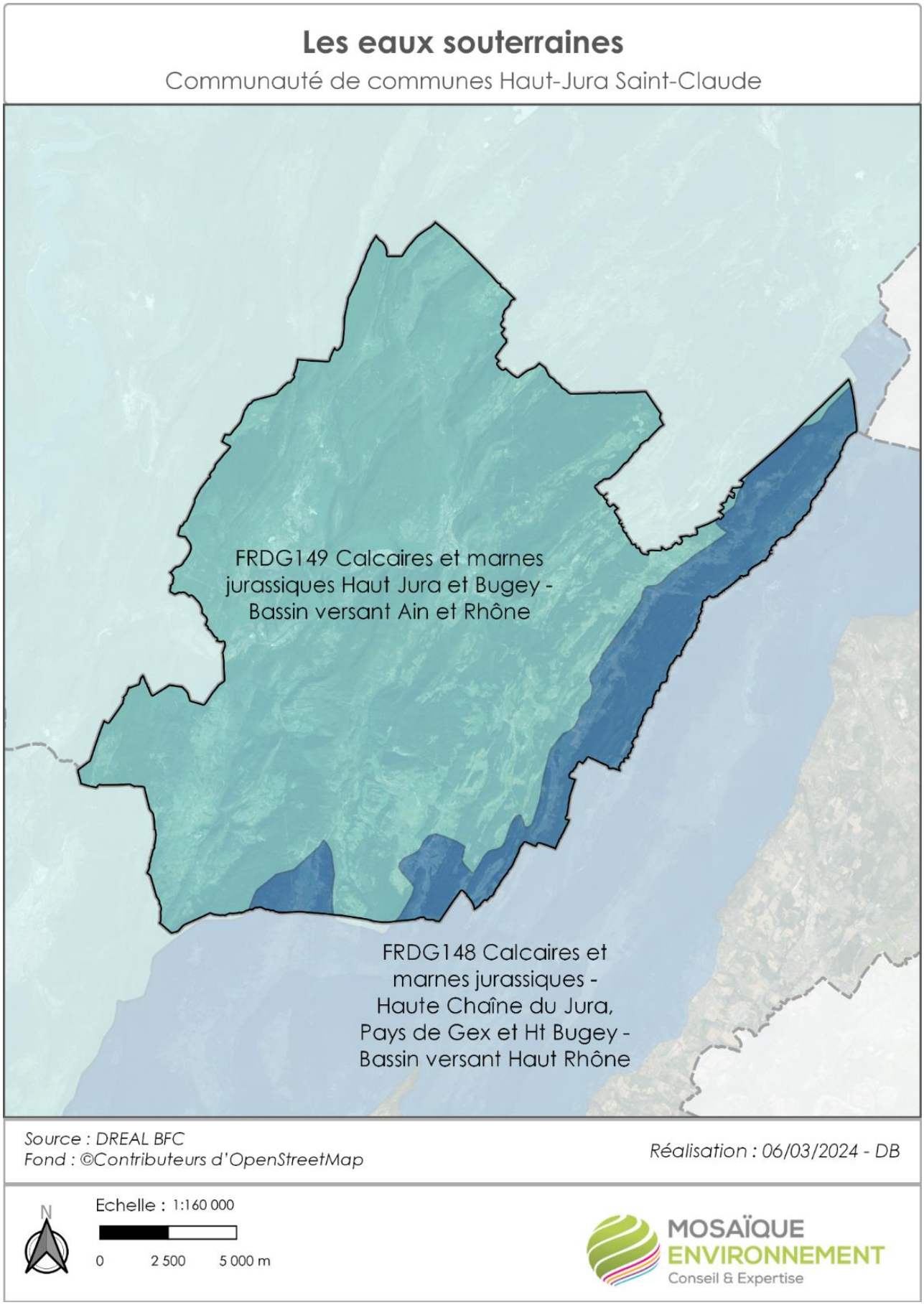
D'une superficie de 670 km^2, elle concerne la partie est du territoire. Elle est entièrement affleurante. Son aire d'alimentation correspond à la surface de la masse d'eau à l'affleurement.

L'alimentation des réservoirs aquifères se fait essentiellement par l'intermédiaire de l'infiltration des pluies (précipitations moyennes annuelles de l'ordre 1 150 mm). Ces dernières sont spatialement très inégalement réparties et augmentent avec l'altitude. Des pertes au niveau des cours d'eau peuvent également alimenter la masse d'eau (pertes de la Valserine).

Du fait de sa nature karstique, la masse d'eau est caractérisée par les fortes hétérogénéités de ses caractéristiques hydrodynamiques. Les vitesses d'écoulement, très variables (en fonction de la géométrie et de l'indice de fracturation), sont de l'ordre de plusieurs centaines de mètres par jour.

L'intérêt écologique de la masse d'eau est très important puisque de nombreuses zones humides dépendent de la ressource en eau. Les principales zones humides sont : Ensemble formé par la haute chaine du Jura, le défilé de Fort - l'Ecluse, l'Etournet et le Vuache (ZNIEFF II -820003706) - Ensemble formé par le plateau de Retord et la chaine du Grand Colombier (ZNIEFF II - 820030661).

Le réservoir de cette masse d'eau est exploité quasi exclusivement (plus de 95%) pour l'alimentation en eau potable desservant de nombreuses communes, ce qui lui confère un intérêt très important.



Carte 13. Les eaux souterraines

Tableau 6. Eaux souterraines du territoire identifiées dans le SDAGE 2022-2027 *(SDAGE Rhône-Méditerranée)*

Code	Nom	Type	État quantitatif	État qualitatif
FRDG149	Calcaires et marnes jurassiques Haut Jura et Bugey - Bassin versant Ain et Rhône	Affleurante Écoulement entièrement libre	Bon état (objectif atteint en 2015)	
FRDG148	Calcaires et marnes jurassiques - Haute Chaîne du Jura, Pays de Gex et Haut Bugey - Bassin versant Haut Rhône	Affleurante Écoulement entièrement libre		

Le territoire est concernée par **deux masses d'eau souterraines** en bon état qualitatif et quantitatif qui sont faiblement vulnérables aux pressions anthropiques et ne présentent pas de **risque de non atteinte du bon état** en 2027.

II.C. Des facteurs de vulnérabilité

Des zones sensibles au phosphore

Les zones sensibles, au sens de la Directive européenne « eaux résiduaires urbaines » (ERU), correspondent aux bassins versants où des masses d'eau sont particulièrement sensibles aux pollutions. Elles peuvent ainsi être sujettes à l'eutrophisation (avec des rejets de phosphore ou d'azote – combinés ou non). Les délimitations de ces zones sont actualisées tous les 4 ans par le préfet coordinateur de bassin.

Toutes les communes sont concernées par une zone sensible au phosphore.

Les communes du sous-bassin de la Bienne sont intégralement concernées. Celles situées pour partie sur le bassin versant de la Valserine (Viry, Les Bouchoux, La Pesse, Bellecombe, Septmoncel les Molunes, et Lajoux) ne sont que partiellement couvertes par ces zones sensibles.

L'absence de zones vulnérables aux nitrates

Une zone vulnérable est une partie du territoire où la pollution des eaux par le rejet direct ou indirect de nitrates d'origine agricole et d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates, menace, à court terme, la qualité des milieux aquatiques, et plus particulièrement l'alimentation en eau potable. Sont désignées comme zones vulnérables les zones où :

- les eaux douces superficielles et souterraines, notamment celles destinées à l'alimentation en eau potable, ont ou risquent d'avoir une teneur en nitrates supérieure à 50 mg/l ;
- les eaux des estuaires, les eaux côtières ou marines et les eaux douces superficielles qui ont subi ou montrent une tendance à l'eutrophisation susceptible d'être combattue de manière efficace par une réduction des apports en azote.

Le territoire n'est pas concerné.

Des ressources stratégiques pour l'eau potable

Les **ressources stratégiques** sont soit des ressources en eau déjà exploitées dont l'altération poserait des problèmes immédiats pour les populations qui en dépendent, soit des ressources en eau souterraine proches des lieux de consommation dont la quantité et la qualité permettront le développement futur du territoire en répondant aux besoins en eau potable à terme.

Pour préserver ces ressources et assurer leur potentiel quantitatif et qualitatif pour la production d'eau potable, des **zones de sauvegarde** sont définies pour chaque ressource stratégique. Des efforts doivent y être portés pour limiter ou éviter les pressions qui pourraient leur porter atteinte. Il existe des zones de sauvegardes exploitées (ZSEA) et les zones de sauvegardes non exploitées (ZSNEA).

Le territoire est concerné par **2 ZSEA** et **3 ZNSEA.**

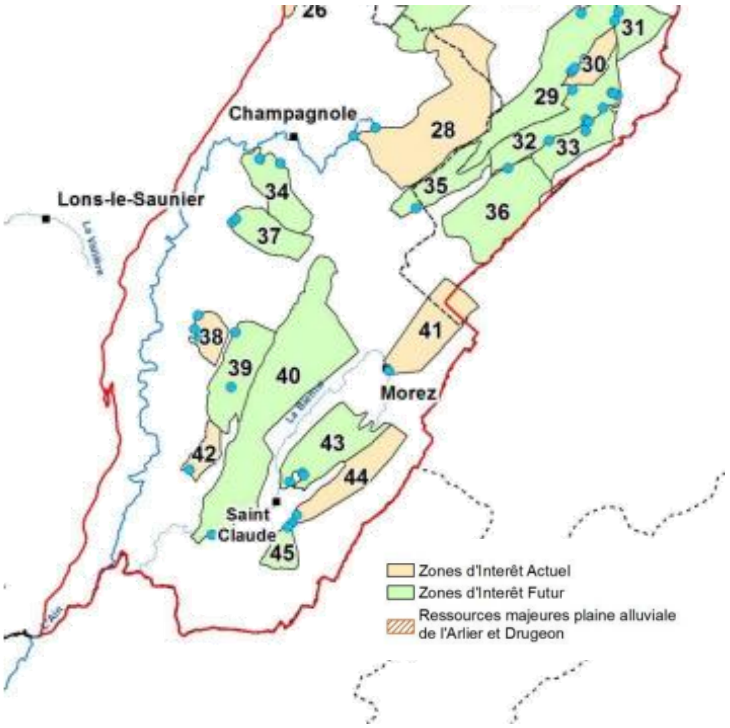
- **ZNSEA « Bief Noir ».** Communes concernées : Coyrière, Les Moussières, Villard-Saint-Sauveur et Septmoncel les Molunes
- **ZSNEA « Trou de l'Abime ».** Commune concernée : Saint Claude.
- **ZSNEA « Source de l'Enragé ».** Communes concernées : Chassal-Molinges, Lavans-lès-Saint-Claude, Avignon-lès-Saint-Claude, Saint-Claude, Coteaux du Lizon, Ravilloles, Leschères et la Rixouse.
- **ZSEA « Sources Foules et Montbrillant ».** Communes concernées : Villard-Saint-Sauveur, Septmoncel les Molunes et Saint-Claude.
- **ZSEA « Source du Pont des Arches ».** Communes concernées : Lavans-lès-Saint-Claude, Coteaux du Lizon, et Ravilloles.

Des ressources karstiques majeures

Une étude pilotée par l'Agence de l'Eau a été menée en 2013 afin d'identifier les ressources karstiques majeures pour l'AEP en vue de leur protection sur une partie du massif du Jura. L'objectif était d'inscrire ces Ressources Karstiques Majeures (RKM) au registre des zones protégées du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) révisé en 2016.

Sur le territoire ont été répertoriées :

- comme zones d'intérêt actuel (ZIA) : Sources Foules Montbrillant (Saint-Claude), source de l'Arce (SIE de Bellefontaine, SIE du Plateau des Rousses)
- comme zones d'intérêt futur (ZIF) : Source de la Gongonne (SIE Grandvaux) Source de l'Enragé (Saint-Claude, SIE Grandvaux), Trou de l'Abîme (Saint-Claude), Bief Noir (Saint-Claude).



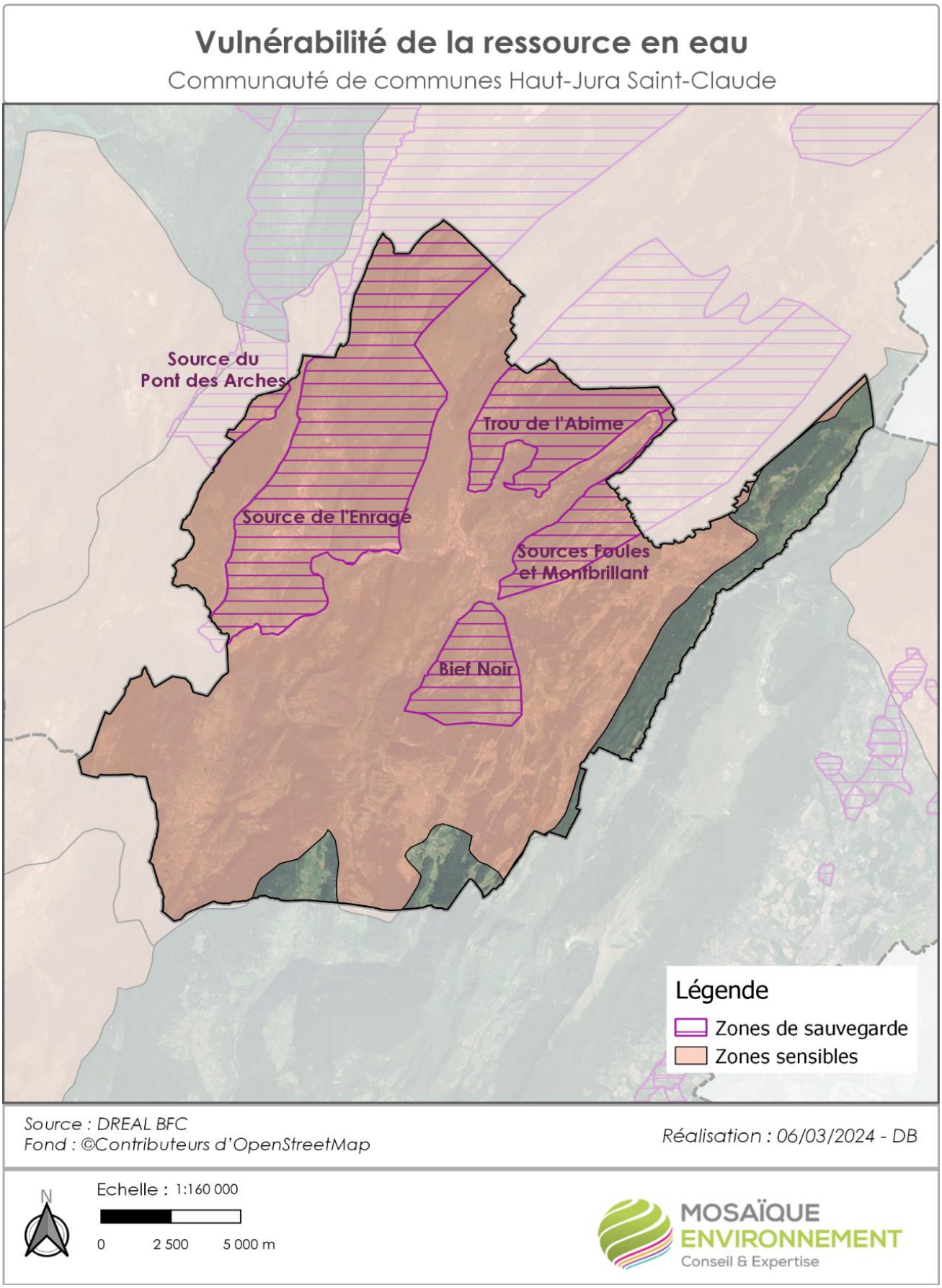
Carte 14. Ressources karstiques majeures

Des ressources suffisantes pour satisfaire les besoins

Les zones de répartition des eaux (ZRE) sont définies en application de l'article R211-71 du code de l'environnement (CE), comme des « zones présentant une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins ».

Elles sont définies par arrêté du préfet coordinateur de bassin qui liste les masses d'eau superficielles et souterraines concernées et décline leur classement à l'échelle des communes.

Le territoire n'est pas concerné par des zones de répartition des eaux.



Carte 15. Vulnérabilité de la ressource en eau

II.D. L'alimentation en eau potable

NB : Pour cette partie, la collecte des données s'est faite d'une part, auprès de chaque entité (commune/syndicat) compétente en matière de gestion de l'alimentation en eau potable et, d'autre part, via le portail de l'observatoire des données sur les services publics d'eau et d'assainissement (SISPEA). Provenant de sources différentes, les données collectées ne permettent pas un niveau de connaissances équivalent ni une restitution homogène pour tous les territoires. Par ailleurs, pour certains territoires, aucune donnée n'a pu être recueillie.

L'Alimentation en Eau Potable est le principal usage des ressources en eau sur le territoire. Parmi les autres usages figurent l'industrie, l'agriculture ou encore l'hydroélectricité. Le tourisme a également une incidence sur les consommations saisonnières d'eau.

Gestion et compétences

L'article L. 2224-7-1 du CGCT pose le principe d'une compétence obligatoire des communes en matière de distribution d'eau potable. La production d'eau potable, son transport et son stockage sont des compétences facultatives.

Pour 9 communes du territoire, le service est géré **au niveau communal** et est exploité **en régie** : Avignon-lès-Saint-Claude, Chassal-Molinges, Choux. Coyrière, Coiserette, Larrivoire, Ravilloles, Villard-Saint-Sauveur, et Vulvoz.

Leur service est compétent en matière de production, protection des points de prélèvements, traitements, transfert, stockage et distribution de l'eau potable.

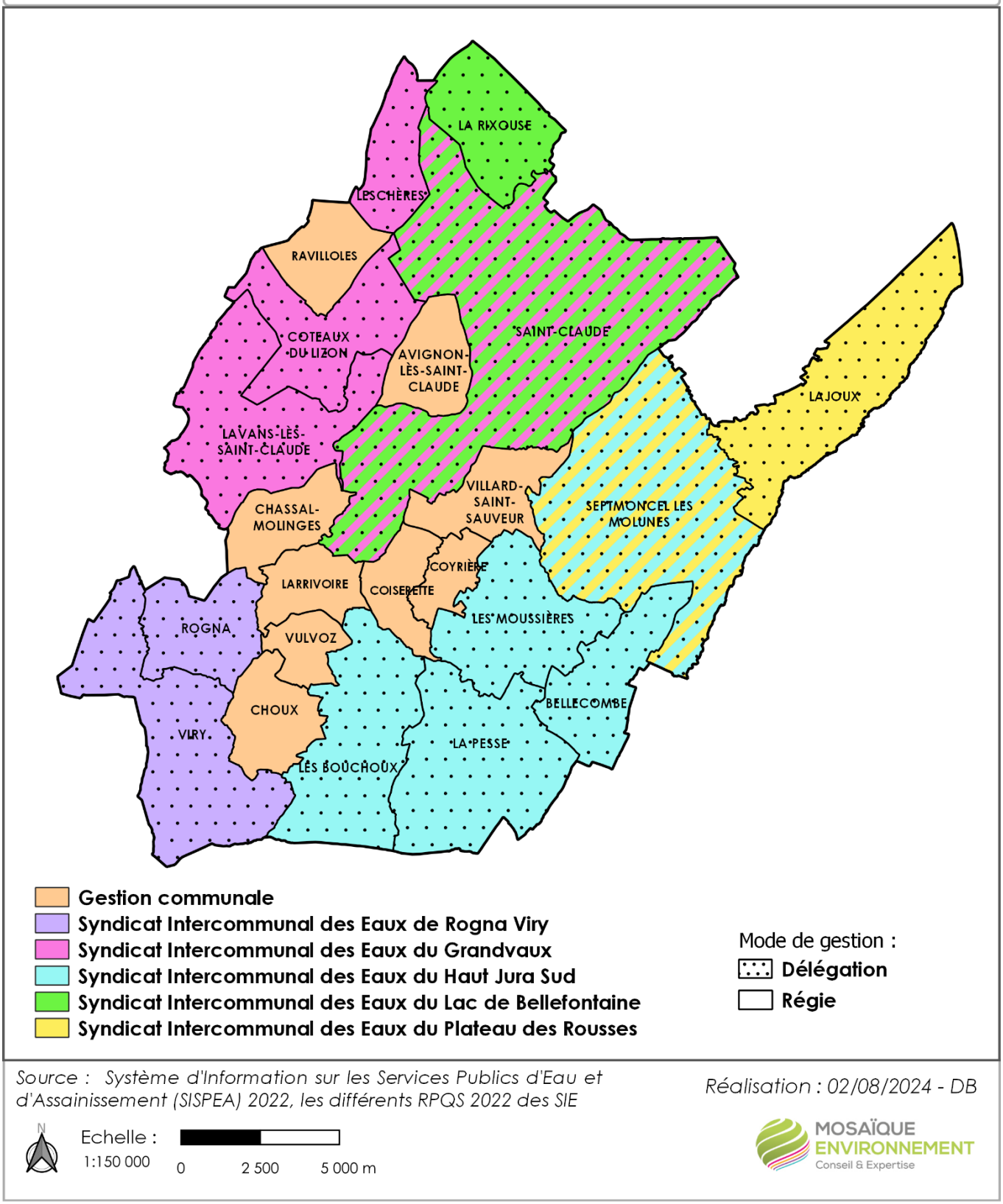
Les autres communes sont adhérences à des **Syndicats Intercommunaux des Eaux** (SIE) et le service est exploité en **délégation**.

Les SIE présents sur le territoire sont les suivants ;

- **le SIE du Lac Bellefontaine** dessert 5 746 habitants de 8 communes dont La Rixouse et Saint-Claude. Ses missions sont la distribution, la production, la protection de la ressource, ainsi que le stockage, le traitement et le transport de l'eau potable. La société SUEZ Eau France a la responsabilité du fonctionnement des ouvrages, de leur entretien et de la permanence du service. Elle est sous contrat d'affermage depuis 2018 jusqu'en 2030. Le syndicat garde la maîtrise des investissements et la propriété des ouvrages ;
- **le SIE Haut-Jura Sud** organise et assure la production et la distribution de l'eau potable sur Bellecombe, La Pesse, Les Bouchoux, Les Moussières et les Molunes (fusionnée avec Septmoncel depuis 2017). La gestion du service a été confiée à SUEZ ;
- **le SIE Rogna et Viry** regroupe les deux communes du même nom, Rogna et Viry ;
- **le SIE de Grandvaux** regroupe 12 communes, dont Coteaux du Lizon, Lavans-lès-Saint-Claude, et Leschères ;
- **le SIE Plateau des Rousses** dessert en eau potable 8 361 habitants de 6 communes, dont Lajoux et Septmoncel les Molunes. Il a pour missions la gestion de la ressource, le pompage, le traitement, le stockage, la distribution et la vente d'eau potable. Depuis le 1er avril 2015 et jusqu'au 30 mars 2025, le service public d'eau potable est délégué à SUEZ Eau France par un contrat de délégation de service public.

Entités de gestion de l'alimentation en eau potable

Communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude



Source : Système d'Information sur les Services Publics d'Eau et d'Assainissement (SISPEA) 2022, les différents RPQS 2022 des SIE

Réalisation : 02/08/2024 - DB

N

Echelle : 1:150 000

0 2 500 5 000 m

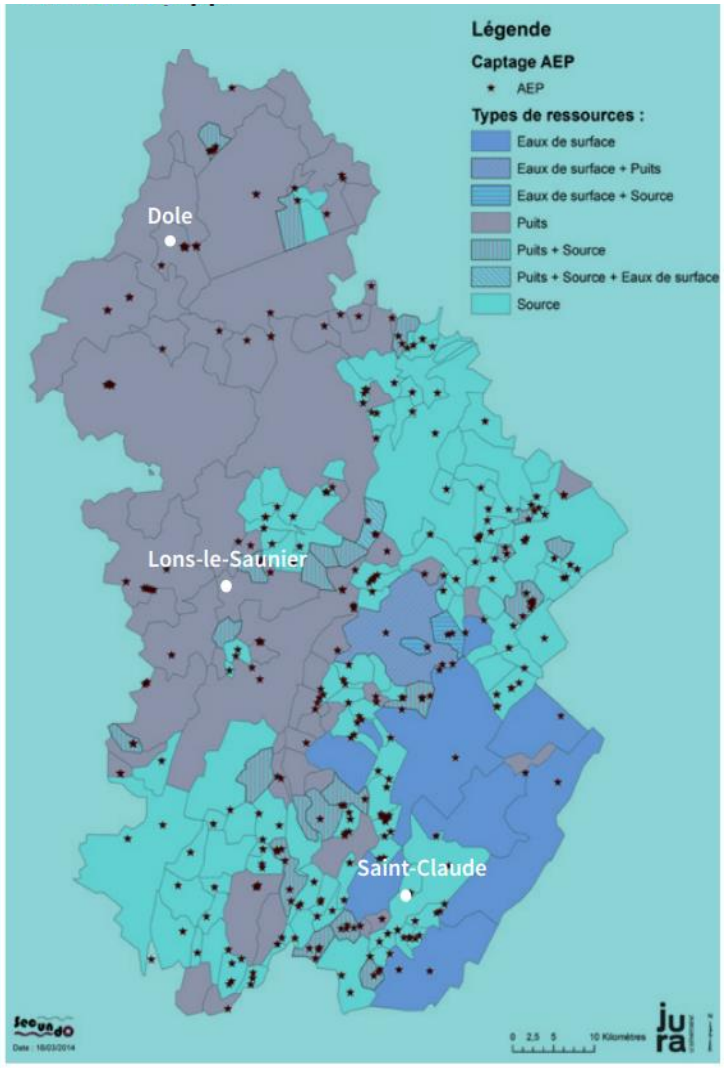
MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

Carte 16. Entités de gestion de l'alimentation en eau potable

De nombreux ouvrages de production et de stockage

À l'échelle du territoire, les ressources mobilisées pour l'alimentation en eau potable des populations proviennent majoritairement des eaux de surfaces, de puits et/ou de sources.

Le territoire HJSC compte une vingtaine de sources et stations de pompage.



Carte 17. Types de ressources captées pour l'alimentation en eau potable (Schéma Départemental d'Alimentation en Eau potable)

SIE Rogna et Viry

Sur le territoire du syndicat sont présents la station de Rogna, la station réservoir de la tour, le forage refoulement de Viry et le réservoir relais du Paradis.

SIE Plateau des Rousses

Il dispose d'une seule ressource, produite par la station du bord du lac, et complétée par des **achats d'eau à Mijoux** pour l'alimentation de Lajoux. Le captage se constitue de trois exhaures, chacun ayant un débit nominal de 150 m³/h. La capacité de production est de **6 000 m³** par jour et le volume produit moyen est de **2 008 m³** par jour. Le syndicat compte **13 réservoirs** pour une capacité totale de stockage de **4 300 m³**. Un réservoir de 200 m³ se situe notamment sur la commune de Lajoux et 2 réservoirs sur la commune de Septmoncel les Molunes : le Gitale (300 m³) et Montépile (150 m³).

SIE Haut-Jura Sud

Les besoins en eau du syndicat sont principalement assurés par une ressource en eau superficielle, produite dans l'usine de production et de traitement de l'Embouteilleux sur la commune de La Pesse. La station a fait l'objet d'une réhabilitation concernant les 3 filtres (réfection des cuves et changement des médias filtrants sable et charbon avec l'entreprise Culligan) au cours de l'exercice 2022. Sa capacité est de **600 m³/jour**. La ressource est protégée par un **arrêté préfectoral** (DUP du 14/12/2007) qui autorise un prélèvement de **60 m³/h** et de **900 m³/j.** La ressource karstique du captage de la Burne n'alimente que le hameau du même nom sur la commune des Bouchoux.

Les autres ouvrages sur le périmètre sont :

- la **station de pompage** de Laisia sur la commune des Molunes, d'une capacité nominale de **10 m³/h.** Elle assure le transport de l'eau vers le réservoir de la Cariche ;

- **7 réservoirs** portant la capacité de réserve à **1 970 m³** : le réservoir de La Pesse (400 m³), les réservoirs de La Burne (50 m³), Très la Ville (200 m³) et Village Les Bouchoux (440 m³) sur la commune de Les Bouchoux, le réservoir de la Cariche (400 m³) à Les Molunes, les réservoirs la Cernaise (80 m³, à l'arrêt) et La Dalue (400 m³) , sur la commune Les Moussières.

Tableau 7. Points de prélèvement de l'eau potable

Entité de gestion	Ouvrage	Entité de gestion	Ouvrage
Avignon-lès-Saint-Claude	NIET ET CAPTE	SIE de Rogna et Viry	FORAGE D'ECHELLEUX
Chassal-Molinges	CHASSAL		GANGUIS SOURCE 1
Choux	STATION DE POMPAGE EN MIENNE		LES VIGNETTES
	SOURCES DE LA COMBE LOMBARD 1 ET 2	SIE du Grandvaux	LAC DE L'ABBAYE
	SOURCE DE LA CHENEAU		LE COUPET
Coiserette	L'ABONDANCE		LES GORGES
	SUR LE JET	SIE du Haut Jura Sud	L'EMBOUTEILLEUX
	VERS LE PONT		LA BURNE
Coyrière	SOURCE DE LA COMBE	SIE du Lac de Bellefontaine	CAPTAGE DE NOIRE COMBE
	LA GROSSE PIERRE		LAC DE BELLEFONTAINE
Larrivoire	LES FOUILLATS	SIE du Plateau des Rousses	LAC DES ROUSSES
	SAMIAT		
Ravilloles	THIERS		
	LES NANS		
Villard-Saint-Sauveur	LA PEROUSE		
Vulvoz	LE CUVRURE		

Commune de Choux

Le puits « En Mienne » se situe au niveau de la station de pompage. Il fonctionne sur demande du réservoir (consigne de niveau) et sur horloge (fonctionnement minimum de 15 minutes 1 fois par jour). La capacité de pompage installée sur le forage « en Mienne » est de **9.6m³/h.**

La commune de Choux n'utilise plus les sources « des Cernois » suite à une pollution par hydrocarbures en 2000. L'ensemble de ses ressources bénéficie d'un **arrêté préfectoral portant déclaration d'utilité publique** et d'autorisation de distribuer de l'eau (arrêté du 4 novembre 2004). Le volume maximum de prélèvement autorisé (sur l'ensemble des ressources) de **40m³/j**.

SIE de Grandvaux

Ce SIE possède 3 ressources distinctes sur son territoire. Il prélève de l'eau de surface au lac de l'Abbaye, à Grande Rivière, pour un total de **564 318 m³** prélevés en 2024 avec **une autorisation de prélèvement de 1 606 000 m³/an**, soit 35% de la quantité prélevable autorisée. Le syndicat prélève de l'eau souterraine dans les sources des Crozets pour un total de **153 208 m³ en 2024**. Le **volume prélevable autorisé étant de 273 750 m³/an**, le syndicat exploite ce captage à hauteur de 55%.

SIE du Lac Bellefontaine

Il alimente uniquement la commune de **La Rixouse** sur le territoire et possède 19 réservoirs pour un volume de stockage total de 3 700 m³. Le syndicat a prélevé 432 226 m³ d'eau de surface dans la prise d'eau du lac de Bellefontaine en 2024 et 2 389 m³ d'eau souterraine dans le captage de Noire Combe.

Abonnés et réseaux de distribution

La population desservie par les réseaux de distribution d'eau potable

Dans l'ensemble, malgré une diminution de la population, le nombre d'abonnés est en légère augmentation sur le territoire.

Tableau 8. Population desservie en eau potable

Collectivités	Nombre d'habitants desservis (2024)	Nombre d'abonnés (2024)	Densité linéaire d'abonnés (nb abonnés par km de réseau en 2024)
Avignon-lès-Saint-Claude	-	-	-
Chassal-Molinges	1 152	534	39,2
Choux	137	85	9,8
Coiserette	-	-	-
Coyrière	-	-	-
Larrivoire	105	56	20,14
Saint-Claude	9 024	5008	//
Ravilloles	460	200	//
SIE de Rogna et Viry	1 168	561	20,39
SIE du Grandvaux	10 038	5 225	21,24
SIE du Haut Jura Sud	1 017	606 dont 51 à Bellecombe, 122 à les Bouchoux, 79 à Les Molunes, 128 à Les Moussières et 226 à La Pesse	8,1
SIE du Lac de Bellefontaine	5 739	3 141	16,74
SIE du Plateau des Rousses	8 656 dont 311 à Lajoux et 831 à Septmoncel les Molunes	5 273	23.87
Villard-Saint-Sauveur	-	-	-
Vulvoz	25	21	//

Des réseaux de distribution globalement de bonne performance

À l'exception de la commune de Vulvoz, les réseaux de distribution du territoire présentent dans l'ensemble de bons rendements supérieurs aux seuils réglementaires.

Vulvoz présente en effet un rendement de 16.5% en 2023, la situation se détériore d'années en années (-13,2% entre 2022 et 2023), tandis que le seuil réglementaire de rendement du réseau de distribution est fixé à 65,6%. **Les pertes sont importantes sur ce réseau** : l'indice de pertes en réseau est passé de 13,41 à 15,94 m³/km/j en 2023. Cette même année, sur 18 816 m³ d'eau mis en distribution, les pertes s'élèvent à 15 704 m³, soit 3 112 m³ réellement consommés. La majorité de l'eau produite par le syndicat est perdue pendant l'acheminement.

Pour le **SIE du Haut-Jura Sud**, après avoir atteint son maximum de ces dernières années en 2020 (74,4%), le rendement continue de baisser : 73,1% en 2021 et 68,8% en 2022 passant en-deçà du rendement minimum de 70% inscrit au CCTP. En 2024, on constate cependant une amélioration du rendement, avec un taux de 70.24%, à nouveau supérieur aux seuils réglementaires.

Concernant le SIE du Plateau des Rousses, après une nette augmentation en 2021, on constate une légère dégradation de la performance du service en 2022 avec une augmentation des pertes sur le réseau de 9,62% par rapport à 2021. Le volume de pertes s'élève à 152 890 m³ en 2022 contre 139 474 m³ en 2021. Les volumes de pertes ont cependant diminué de 20,50% par rapport à 2016, début du contrat de DSP. Une importante fuite a notamment eu lieu aux Rousses le 20 juin 2022. Le rendement du réseau reste supérieur au seuil minimum de rendement imposé par la Loi Grenelle 2.

La commune de Ravilloles enregistre 12 753 m³ de pertes sur 29 097 m³ d'eau mis en distribution en 2022. Les données plus récentes n'étant pas disponibles, il n'est pas possible d'évaluer l'évolution du rendement depuis.

LE SAVIEZ-VOUS?

L'indice linéaire des pertes (ILP) permet de mesurer les volumes d'eau perdus par jour et par kilomètre de réseau. Il permet d'estimer l'état physique du réseau. Sa valeur évolue notamment selon la densité de population raccordée au réseau.

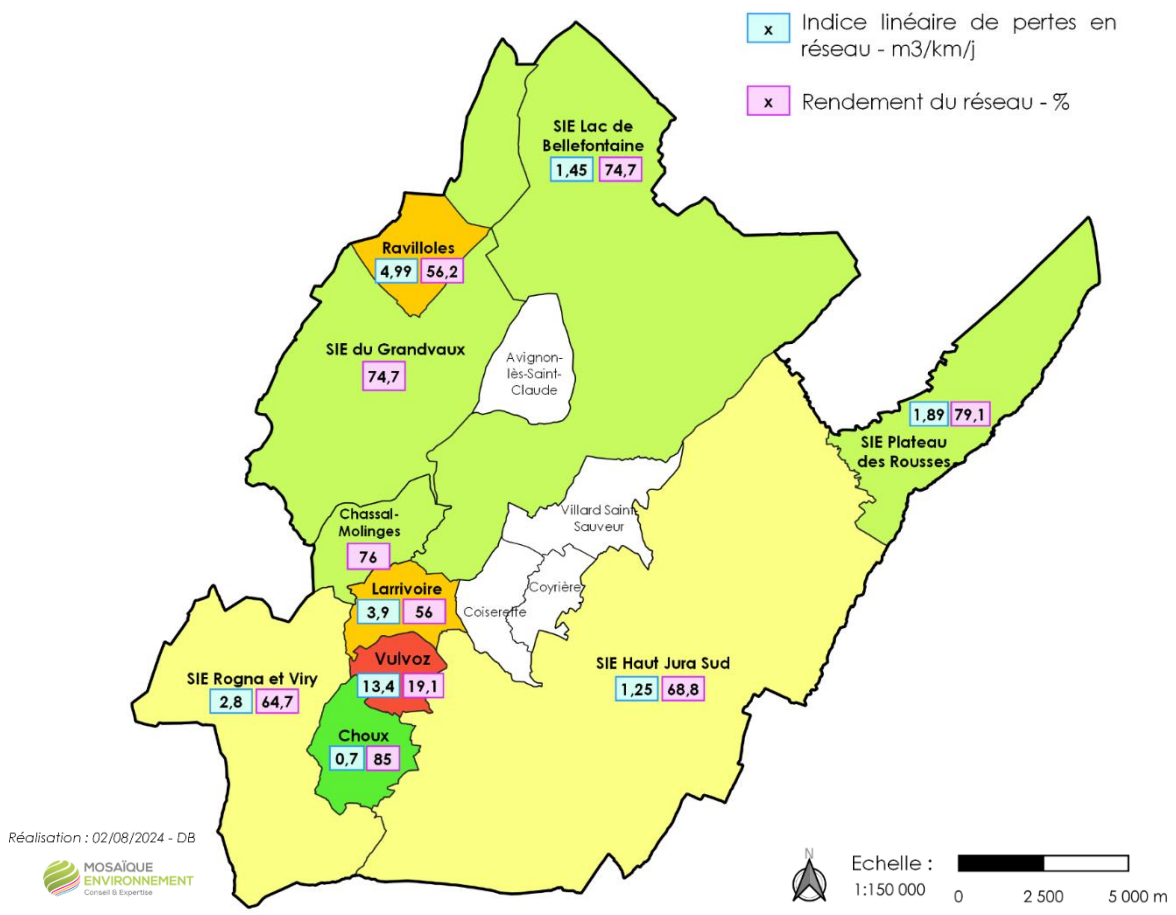
Il se calcule en faisant le ratio entre le volume de pertes (différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé) et le linéaire de réseau de distribution. Pour cet indice, aucune exigence réglementaire n'existe. Des valeurs de référence permettent d'apprécier sa valeur selon la catégorie du réseau…

Catégorie de réseau	rural	Semi-rural	Urbain
Bon	ILP<1,5	ILP<3	ILP<7
Acceptable	1,5<ILP<2,5	3<ILP<5	7<ILP<10
Médiocre	2,5-≤ILP<4	5≤ILP<8	10≤ILP<15
mauvais	ILP≥4	ILP≥8	ILP≥15

Les gestionnaires réalisent de nombreux travaux de réparation afin d'améliorer la performance des réseaux (réparation de fuites, mise en place d'un compteur sur une conduite … à Choux, renforcement des garde-corps du lac, tuyauterie de refoulement à l'usine par le SIE du Haut-Jura Sud …).

Tableau 9. État du réseau de distribution d'eau potable sur le territoire

Collectivités	Rendement en % (2024)	Indice linéaire de pertes m³/km/j (2024)
Avignon-lès-Saint-Claude	-	-
Chassal-Molinges	66 %	5.12
Choux	79 %	0.45
Coiserette	-	-
Coyrière	-	-
Larrivoire	61.7%	3.6
Saint-Claude	83.8%	3.4
Ravilloles	72.4%	4,99
SIE de Rogna et Viry	70.8%	2.1
SIE du Grandvaux	77.3 %	1.7
SIE du Haut Jura Sud	70.2%	1,25
SIE du Lac de Bellefontaine	72.7 %	1,7
SIE du Plateau des Rousses	81.2%	1.63
Villard-Saint-Sauveur	-	-
Vulvoz	16.5 %	15.9



Carte 18. État du réseau de distribution d'eau potable en 2022 (source : Système d'information sur les services Publics d'Eau et Assainissement – SISPEA 2022 et RPQS 2022)

Consommations et interconnexions

Des consommations d'eau globalement en baisse

Dans l'ensemble, on note une diminution des volumes produits au cours de ces dernières années.

Sur la commune de Choux, on note la présence d'un élevage de bovins (Croix de la Mission) ayant une consommation supérieure à 500 m³ et qui représente 13% des volumes vendus.

Les volumes produits sur la commune de Vulvoz sont en augmentation depuis 2020 (9 776 m³) mais restent toutefois inférieurs aux valeurs de 2018 et 2019 (respectivement 21 093 et 25 762 m³).

Tableau 10. Détail des consommations en eau potable sur l'année 2022

Gestionnaire		Volumes produits en 2024 (m³) (évolution par rapport à 2023)		Volumes consommés comptabilisés (m³)	Consommation moyenne par abonné (m³/ab)	Indice linéaire de consommation en m³/km/j
Avignon-lès-Saint-Claude						
Chassal-Molinges		72 258 (–4.2%)		46 958	101,01	9.95
Choux		6 652 (-527 m³)		5 159 (+273)	55,89	1,84
Coiserette						
Saint-Claude		518 524 (+1.9%)		372 026	74.4	//
Coyrière						
Larrivoire	Les Fouillats	3 949 – 26.4%)	5 364 (-16.1%)	4 025 (-0.5%)	86,12	5.8
	Samiat	1 415 (+37.1%)				
Ravilloles	Thiers	22 554	23 806	14 755	73.78	6,75
	Les Nans	1 252				
SIE de Rogna et Viry	Échelleux	20 580 (-9%)	60 427 (-7.9%)	38 408	71,35	4,34
	Ganguis	13 739 (+21.7%)				
	Les Vignettes	26 108 – 17.5%)				
SIE du Grandvaux	L'Abbaye	564 318	717 526 (-3.8%)	493 550	94	6,06
	Le Coupet	153 208				
	Les gorges					
SIE du Haut Jura Sud	Embouteilleux	171 244 (-1.6%)	171 519 (-1.6%)	66 509 (–8.8%)	111,69	2,76
	La Burne	275 (+0%)				
SIE du Lac de Bellefontaine	Noire Combe	2 389	436 615 (-7.6%)	255 043 (-1.4%)	81.2	3.94
	Lac de B.	432 226				
SIE du Plateau des Rousses		743 200 (-3.56%)		465 673	88.31	7,1
Villard-Saint-Sauveur						
Vulvoz		18 816 (+15.3)		18 816	/	3,2

Des transferts d'eau potable

En 2024, le SIE du Plateau des Rousses a importé 2 276 m³ d'eau potable depuis d'autres entités. En effet, le SIE Plateau des Rousses ne possède que l'eau produite par la station du bord du lac. Cette dernière est complétée par des achats d'eau à la commune de Mijoux pour l'alimentation de Lajoux. En 2024, le volume importé depuis Mijoux est de 2 276 m³, soit -33.7% par rapport à 2023 : une partie a été destinée à l'alimentation plusieurs communes non rattachées au SIE (les Écarts de Saint-Claude, le Hameau de la Cure à Saint-Cergues en Suisse, Morez, le hameau de la Faucille à Mijoux et les Hauts de Gex).

Le syndicat des Rousses exporte également de l'eau porduite via son captage pour renforcer l'alimentation de certaines communes hors de son territoire. Ces volumes exportés sont en augmentation par rapport à 2023. En particulier, les volumes exportés à La Faucille (+80% depuis 2023) et ceux vendus à Saint-Claude (+22% depuis 2023). Au total, les volumes exportés par ce syndicat s'élèvent à 72 828 (+31% depuis 2023) m³ en 2024 dont 29 999 m³ pour Saint-Claude.

Le SIE du Grandvaux a également vendu de l'eau potable à d'autres entités : 2 302 m³ exportés en 2024.

Le SIE des Eaux du Haut Jura Sud ne procède à aucune importation ou exportation d'eau. Une interconnexion existe avec le syndicat SIE du Plateau des Rousses : elle alimente uniquement le service Nord (Bellecombe, les Molunes et les Moussières).

Afin de palier aux périodes de déficit, les collectivités ont mis en place des solutions de substitution (achats d'eau, interconnexions avec des collectivités voisines mieux pourvues, sollicitations d'autres ressources telles que nappes alluviales, prises d'eau en rivière ...).

Des ressources de qualité mais inégalement protégées

Dans l'ensemble, l'eau distribuée sur le territoire est de bonne qualité.

Les analyses microbiologiques et physico-chimiques sont conformes.

Si de nombreuses actions ont été menées afin d'approfondir la connaissance et la gestion patrimoniale des réseaux, des efforts restent à fournir.

La protection de la ressource en eau est, quant à elle, plutôt hétérogène sur le territoire.

Pour la commune de Choux, l'arrêté préfectoral est complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminus). Désormais, la mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté préfectoral est en cours. De même, sur le Plateau des Rousses, les préconisations pour la finalisation du périmètre de protection sont la désignation d'une personne pour suivre les périmètres protégés et la mise en œuvre d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté. La commune de Vulvoz a en revanche lancé un dossier de protection des captages.

Il convient de noter que le SDAGE liste les masses d'eau souterraine et les aquifères à fort enjeu pour la satisfaction des besoins d'alimentation en eau potable. Parmi elles, il liste aussi les captages dits prioritaires, c'est-à-dire ceux qui nécessitent la mise en place de programmes d'actions vis-à-vis des pollutions diffuses nitrates et pesticides à l'échelle de leur aire d'alimentation.

Le territoire n'est pas concerné par la présence de captages prioritaires.

Tableau 11. Qualité et protection de la ressource en eau

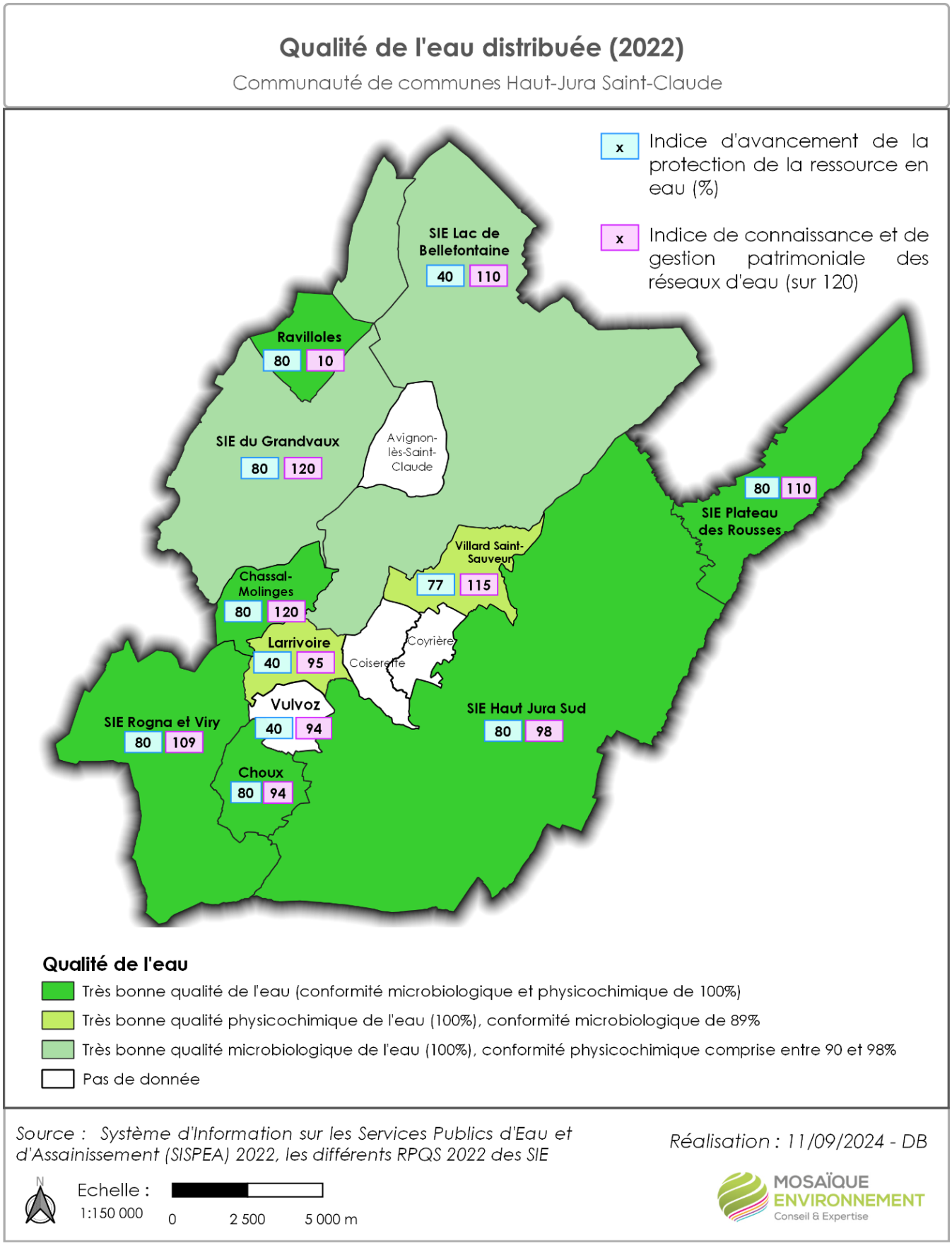
Collectivités	Conformité microbiologique (2024) en %	Conformité physico-chimique (2024) en %	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau en % (2024)
Avignon-lès-Saint-Claude				
Chassal-Molinges	100	100	94 /120	100
Choux	100	80 (turbidité)	94 / 120	80
Coiserette				
Coyrière				
Larrivoire	0 (présence d'*Entérocoques*)	100	105 /120	40
Saint-Claude	100	88.9	110/120	//
Ravilloles	100	100	120/120	80
SIE de Rogna et Viry	100	100	109 /120	100
SIE du Grandvaux	100	100	117 /120	80
SIE du Haut Jura Sud	100	100	98 /120	80
SIE du Lac de Bellefontaine	100	100	120	100
SIE du Plateau des Rousses	100	100	110 /120	80
Villard-Saint-Sauveur				
Vulvoz	Aucun prélèvement réalisé		94 /120	40

Les Schémas d'Eau Potable

Un schéma d'alimentation en eau potable (SDAEP) est un outil de planification et de gestion du système de production et de distribution d'eau potable qui permet de faire le point sur les conditions réglementaires, techniques et financières du service de l'eau, de déterminer les zones desservies par le réseau et d'évaluer les travails nécessaires pour assurer la fonctionnalité et la pérennité du système.

Un schéma départemental d'Alimentation en Eau Potable a été élaboré pour la période 2015-2025.

Plusieurs communes disposent d'un SDAEP.



Carte 19. Qualité de l'eau distribuée

Une vulnérabilité sur le plan quantitatif

Des situations problématiques pour l'alimentation en eau de certaines communes

Le territoire a le privilège de disposer d'abondantes ressources en eau et d'un climat qui reste frais et bien arrosé. Il jouit d'une eau potable de qualité, issue à la fois d'une géologie favorable et des diverses actions destinées à la protéger. Mais cette ressource renouvelable n'en n'est pas moins pas inépuisable.

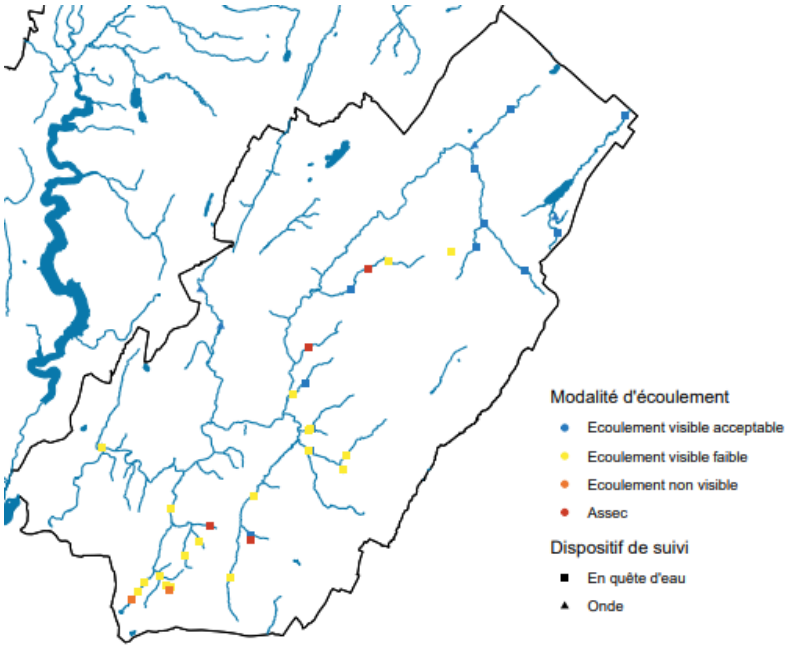
Le changement climatique modifie en effet la disponibilité de l'eau au cours de l'année : les sécheresses de ces dernières années ont montré la vulnérabilité de la ressource en eau face aux aléas météorologiques. S'y ajoutent les pressions liées à l'imperméabilisation des sols, associée à la nature karstique des sols. La hausse des températures augmente le besoin en eau en même temps qu'elle raréfie la ressource.

Plusieurs arrêtés de restriction d'eau ont été émis ces dernières années afin de préserver la ressource et les météorologues prévoient une plus grande fréquence de ces épisodes.

La vulnérabilité de la ressource, sur le plan quantitatif, nécessite aussi une vigilance toute particulière, notamment sur neuf communes, où la disponibilité en période d'étiage est de plus en plus fragile : Avignon-les-Saint-Claude, Choux, Saint-Claude, Villards-Saint-Sauveur, Bellecombe, La Pesse, Les Bouchoux, Les Moussières, et Septmoncel-les-Molunes.

Un phénomène qui dure et tend à s'accentuer

L'Office Français de la Biodiversité porte l'Observatoire National Des Étiages (ONDE) depuis 2012, sur 42 stations dans le Jura. Cette approche vise à créer un historique et à disposer d'un outil d'aide à la décision dans le cadre de la gestion de crise. Il s'agit de surveiller et comprendre l'assèchement des cours d'eau en été.



Carte 20. Extrait d'une vue cartographique générée pour l'unité sécheresse « Haute chaîne » - Suivi des étiages – 2022 - Source des données : ONDE, En quête d'eau

En 2022, le Jura fait partie des départements pour lesquels la part d'assecs observés représentait plus de 20% du total des observations réalisées entre fin mai et fin septembre (28,57% pour le Jura). Cette situation n'a jamais été observée depuis la mise en place du dispositif en 2012. Les sources karstiques sont très sensibles à cette évolution : ce sont des systèmes aquifères très réactifs aux phénomènes climatiques saisonniers, la fonction conductrice étant prépondérante par rapport à la fonction de stockage. L'enjeu est d'autant plus important que la période critique d'exploitation des ressources pour l'eau potable se situe au moment de l'étiage, qui coïncide souvent avec les pointes de consommation. Par ailleurs, la qualité des eaux peut également affectée par ces situations, la baisse des débits d'étiage favorisant la concentration des flux polluants. L'enjeu est particulièrement fort dans ce contexte karstique vulnérable sensible à la contamination bactériologique (circulation rapide et dépourvu de filtration).

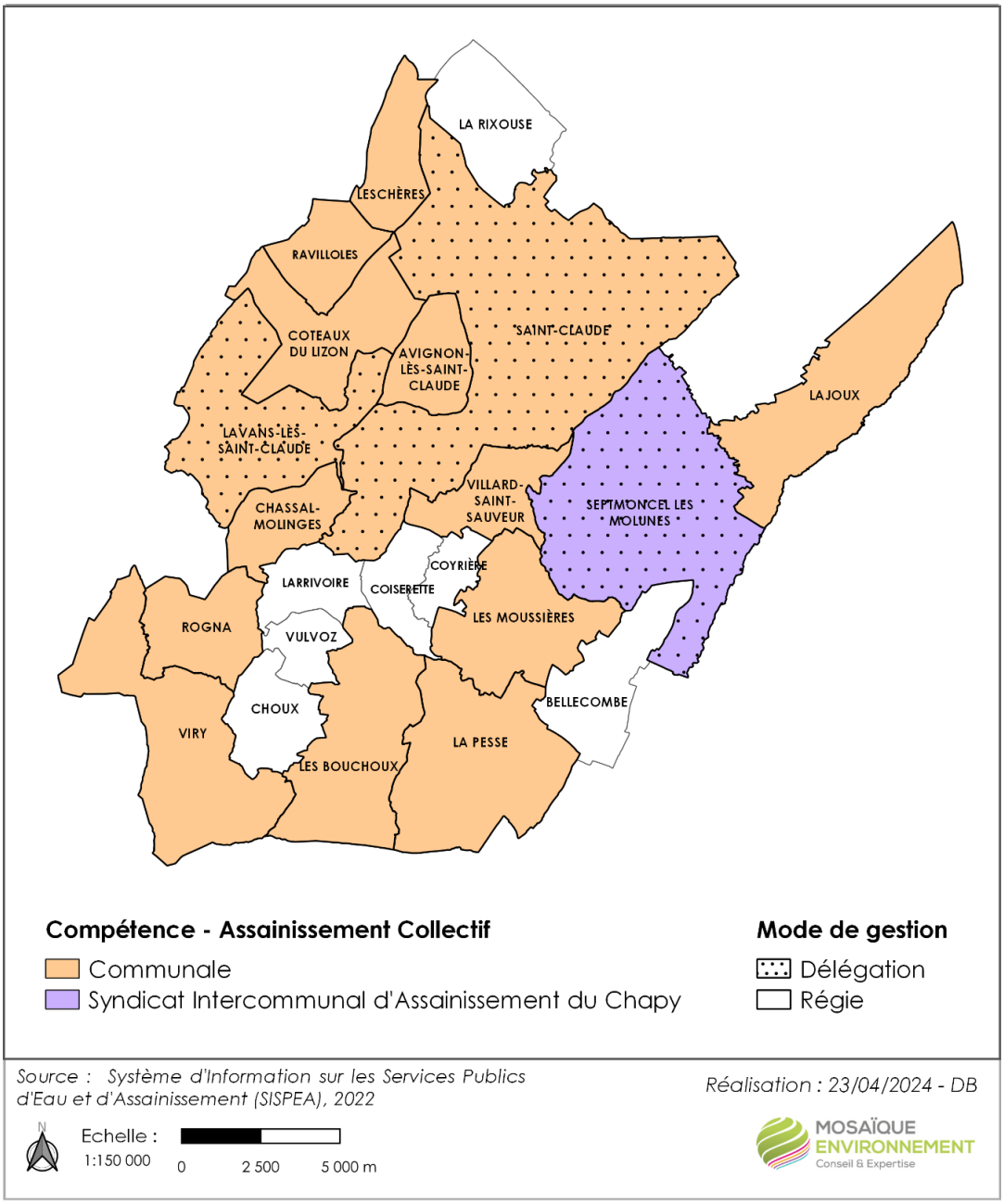
II.E. L'assainissement

L'assainissement collectif

Gestion et compétences

15 communes sont concernées par de l'assainissement collectif.

La gestion se fait à l'échelle communale, sauf pour Septmoncel-les-Molunes, commune adhérente au syndicat intercommunal d'assainissement du Chapy. Seules 3 communes sont concernées par un mode de gestion en délégation (entreprises privées telles que SUEZ et SOGEDO).



Carte 21. Gestion et compétences du service Assainissement Collectif

Tableau 12 : STEP du territoire et niveau de conformité en 2024

Commune	Nom du système de traitement	Capacité de traitement	Charge entrante	Capacité résiduelles	Conformité des équipements	Conformité des performances	Conformité globale
Chassal-Molinges	MOLINGES RIVE DROITE	350	65	285	Oui	Oui	Oui
Chassal-Molinges	MOLINGES BOURG	600	600	0	Oui	Oui	Oui
Chassal-Molinges	CHASSAL 2	800	114	686	Oui	Oui	Oui
La Leschères	LESCHERES	200	150	50	Oui	Oui	Oui
La Pesse	LA PESSE	600	228	372	Oui	Oui	Oui
Lajoux	LAJOUX	700	312	388	Oui	Oui	Oui
Lavans-Lès-Saint-Claude	LAVANS-LÈS-SAINT-CLAUDE	4000	2126	1874	Oui	Oui	Oui
Les Bouchoux	LESBOUCHOUX	50	40	10	Non	Non	Non
Les Moussieres	LES MOUSSIERES	1100	1900	-800	Non	Non	Non
Rogna	ROGNA	100	75	25	Non	Non	Non
Coteaux-du-Lizon	SAINT LUPICIN	3500	2200	1300	Non	Non	Non
Saint-Claude	SAINT-CLAUDE-RANCHETTE	200	23	177	Oui	Oui	Oui
Saint-Claude	SAINT CLAUDE VILLE	9800	8227	1573	Non	Oui	Non
Saint-Claude	SAINT-CLAUDE - CINQUETRAL	350	44	306	Oui	Oui	Oui
Saint-Claude	SAINT-CLAUDE CHAUMONT	250	16	234	Oui	Oui	Oui
Saint-Claude	SAINT-CLAUDE VALFIN	250	80	170	Non	Non	Non
Septmoncel-les-Molunes	SEPTMONTCEL	6200	2009	4191	Oui	Oui	Oui
Viry	VIRY	1500	326	1174	Oui	Oui	Oui
Viry	VIRY-SIEGES	150	63	87	Oui	Oui	Oui

Des réseaux principalement séparatifs

Sur le territoire du Haut-Jura, les réseaux de collecte des eaux usées sont principalement **séparatifs**.

La Pesse et Lajoux possèdent un réseau uniquement en séparatif, ce qui permet d'éviter le risque de débordement d'eaux usées dans le milieu naturel en cas de pluie. À l'inverse, la commune de Rogna présente un réseau uniquement de type unitaire.

Ces dernières années, plusieurs communes ont engagé des travaux pour la mise en séparatif de leurs réseaux. La commune de Coteaux du Lizon a engagé la mise en séparatif du centre bourg en 2023. Ces travaux n'ont malheureusement pas d'impact direct sur le fonctionnement de la station car les effluents se retrouvent en réseau unitaire par la suite. La commune s'est donc engagée pour une seconde phase de travaux sur 2024 et 2025 sur la partie sud de la commune au départ de la STEP.

Des équipements épuratoires globalement suffisamment dimensionnés

Le territoire compte 19 stations d'épuration dont 4 à Saint-Claude, 2 à Viry et 3 à Chassal-Molinges.

Les rejets se font dans le milieu naturel, tel que le cours d'eau La Bienne pour les stations de Chassal-Molinges et de Saint-Claude.

Les stations ayant la capacité nominale la plus importante sont celles de Septmoncel-les-Molunes (6 200 Équivalent-Habitants) et Saint-Claude Ville (9 800 EH).

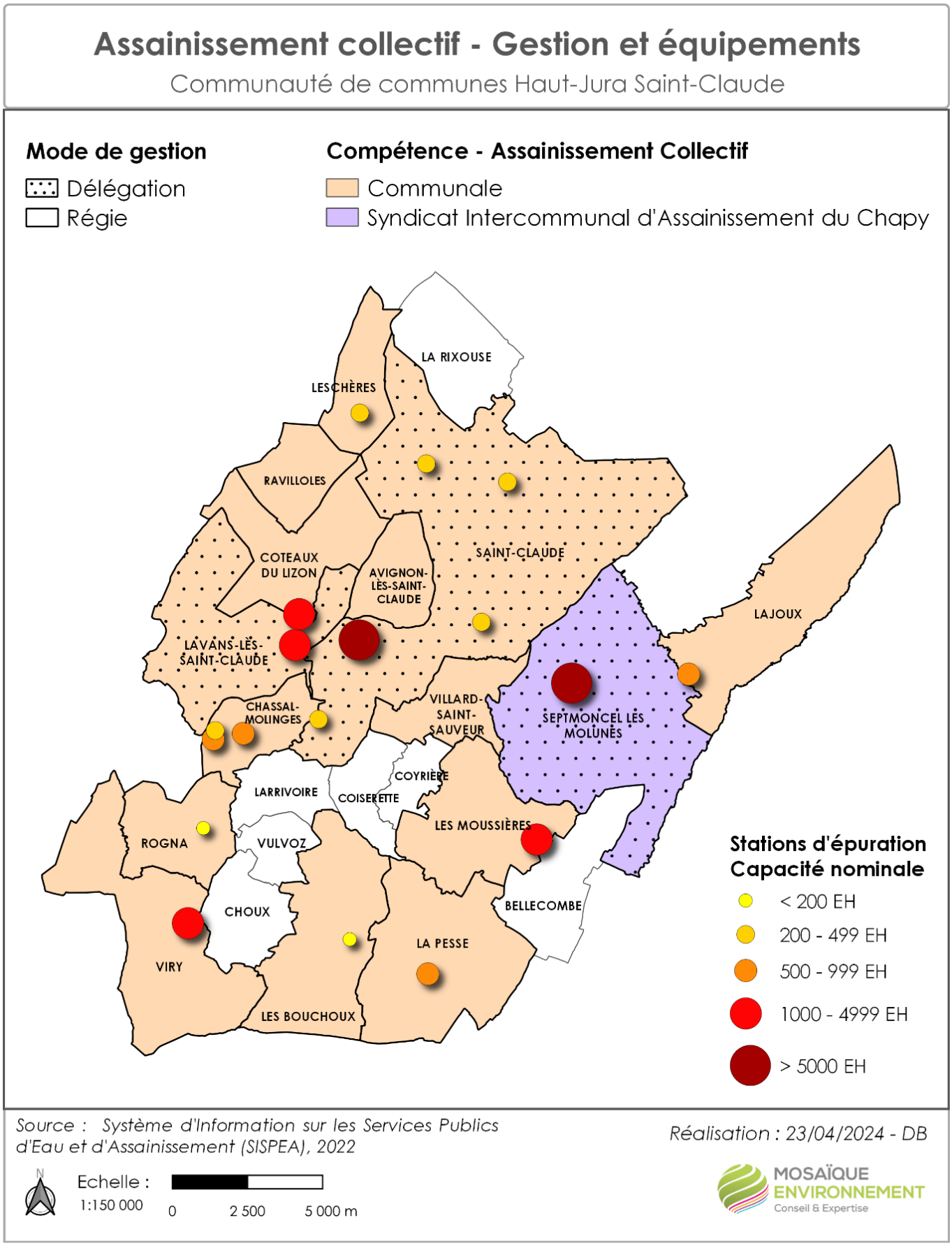
La majorité des stations d'épuration du Haut-Jura Saint-Claude présentent une capacité d'accueil résiduelle suffisante pour accueillir de nouveaux raccordements, à l'exception des stations de Chassal-Molinges Bourg et Les Moussières, qui sont en limite de leur capacité de traitement.

Mais des dysfonctionnements de certains systèmes de traitement des eaux usées

Concernant le réseau de collecte, les stations suivantes présentent une non-conformité : STEP de Chassal, de Molinges rive droite, de Saint-Lupicin (Coteaux du Lizon), de La Pesse, de Lavans-lès-Saint-Claude et des Bouchoux.

En particulier :

- STEP de Chassal : la police de l'eau (DDT) a informé la commune en 2023, de la non-conformité au niveau de la collecte en raison de l'impact de la pluviométrie sur la station de traitement. Les surfaces actives sont estimées à 4700 m^2. Le taux de collecte est à peine supérieur à 50 %. Seul le dernier bilan montre un taux de collecte de 77 % ;
- STEP de Molinges rive droite : la DDT motive sa non-conformité par la présence d'eaux claires parasites et la nécessité de retirer les eaux pluviales du réseau d'eaux usées pour minimiser l'impact des rejets de la Bienne. Elle constate aussi le faible taux de collecte en 2021 avec 56 EH mesuré pour une charge attendue de 150 EH.
- STEP La Pesse : d'après le courrier de la DDT en 2022, le système d'assainissement est jugé non conforme en collecte à cause de présence d'eaux pluviales dans le réseau séparatif et des déversements importants en tête de station ;
- STEP Lavans-lès-Saint-Claude : la station présente une non-conformité de collecte en raison d'un taux de collecte inférieur à 50 % (900 EH mesurés en entrée de station pour 2200 EH attendus) et des déversements fréquents en tête de station et pour de faibles précipitations.



Carte 22. Stations de traitement des eaux usées du territoire

Concernant les équipements d'épuration, les stations suivantes présentent une non-conformité : Les Bouchoux, Les Moussières, Rogna, Coteaux-du-Lizon, Saint-Claude Ville et Saint-Claude Valfin.

Concernant la performance des ouvrages d'épuration, les stations suivantes présentent une non-conformité : Les Bouchoux, Les Moussières, Rogna, Coteaux-du-Lizon et Saint-Claude Valfin.

Les stations de traitement de Les Bouchoux, Les Moussières, Rogna, Coteaux-du-Lizon et Saint-Claude Valfin présentent une non-conformité à la fois en équipement et en performance.

Le système d'assainissement de Les Bouchoux a fait l'objet de mises en demeure répétées qui ont conduit la commune à reprendre dans sa totalité la question de l'assainissement des eaux usées de l'habitat groupé. La première échéance de réalisation des travaux est pour fin 2024 et l'ensemble des travaux doit se conclure fin 2025. Les derniers bilans en date de fin 2024 présentent toujours une non-conformité globale du système de collecte.

Concernant le système de traitement de Les Moussières, une surcharge très importante est constatée en 2024. Avec une charge entrante estimée à 1 900 EH et une capacité de traitement de 1 100 EH, le système est largement surchargé et les normes de rejets dans le milieux naturel ne sont pas respectées.

Concernant le système de traitement de Saint-Claude Valfin, malgré une charge entrante de 80 EH pour une capacité de traitement de 250 EH, le paramètre déclassant est la charge polluante rejetée en milieux naturelle. La charge de DBO5 en sortie de traitement n'est pas conforme aux exigences réglementaires. Des travaux de remise en conformité sont prévus en 2026.

Pour la station de Saint-Claude Ville, la plus importante du territoire qui collecte les eaux usées de Avignon-lès-Saint-Claude, Villard-Saint-Sauveur et Saint-Claude, le fonctionnement du système est jugé non-conforme avec une collecte des eaux usées qui ne respecte pas les normes réglementaires. Le caractère unitaire du réseau de collecte est à l'origine de la non-conformité, avec une arrivée d'eau claires parasites qui surcharge la station.

Concernant le syndicat du Chapy, plusieurs travaux ont été menés en 2024 : mise en conformité et création d'un séparatif Eaux Pluviales à Montépile, mise en conformité à Lamoura d'une habitation dans le lotissement « Le Relai » et mise à jour des conventions de rejet pour les établissement DALLOZ à Septmoncel. En 2023, on note la rénovation du bassin d'aération de la STEP de Septmoncel – Lamoura.

L'assainissement autonome

La communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude est compétente en matière d'assainissement non collectif (ANC) sur le territoire. Depuis le 1er janvier 2011, elle possède son Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) qui a pour missions de contrôler le bon fonctionnement, par une surveillance régulière, des installations existantes, et de conseiller les particuliers sur les démarches à suivre pour entreprendre, réhabiliter ou entretenir leur dispositif d'assainissement. Elle propose aussi un service de vidange des fosses et des microstations ouvert à tous les propriétaires ou locataires d'une installation d'assainissement autonome.

On y comptabilise 2 000 installations d'ANC pour un taux de conformité de l'ordre de 30%.

À titre d'exemple :

- sur La Pesse, on compte 101 habitations en assainissement non collectif dont 36 conformes. Ces habitations ont été contrôlées par le SPANC entre 2011 et 2021.
- à Chassal, 21 habitations disposant d'un dispositif de traitement en ANC sont identifiées (d'après le SPANC 2020 et SATESE).
- à Molinges (Molinges Bourg et rive droite), on compte 33 abonnés en non-collectif.
- 42 abonnés en assainissement non collectif sont recensés sur le territoire communal de Coteaux du Lizon et 27 sur Ravilloles d'après le SDA.

- à Lavans-lès-Saint-Claude, on compte 135 dispositifs ANC (SPANC 2017)

Les eaux pluviales

Dans l'ensemble, les communes ne disposent pas de schéma directeur des eaux pluviales.

Toutefois, la question de la gestion de ces eaux est traitée et les communes ne rencontrent globalement pas de problématique. Par exemple, la commune de Leschères dispose d'un plan de zonage comportant le réseau des eaux usées et pluviales.

De plus, plusieurs secteurs sont en réseau séparatif permettant de limiter le risque de débordement d'eaux usées dans le milieu naturel en cas de pluie :

- sur La Pesse, 35% des réseaux sont en séparatif ;
- sur la commune des Coteaux du Lizon, des parties du réseau sont en séparatif, et les eaux pluviales sont dirigées dans le milieu naturel.
- sur la commune des Bouchoux, la séparation des réseaux est prévue eet le cœur du village est déjà en séparatif
- à Lavans-lès-Saint-Claude beaucoup de secteurs sont en unitaire et la mise en séparatif sera nécessaire pour solutionner l'engorgement de la station d'épuration par les eaux pluviales parasites ;
- le SIE du Chapy délègue la compétence Eaux pluviales aux communes rattachées à la voirie.

Des schémas directeurs d'assainissement

Un schéma directeur d'assainissement (SDA) est un programme pluriannuel, comprenant des actions hiérarchisées qui sont destinées à améliorer la connaissance, la gestion et le fonctionnement du système d'assainissement collectif des eaux usée.

Plusieurs communes disposent d'un tel schéma.

La commune de Leschères dispose d'un SDA datant de 2004, tout comme les communes de Ravilloles et Coteaux du Lizon, qui disposent ensemble d'un SDA. En effet, la commune de Coteaux du Lizon a initié l'établissement d'une étude diagnostic du système d'assainissement collectif intégrant l'ensemble du système d'assainissement collectif de la STEP de Coteaux du Lizon à savoir les communes de Coteaux du Lizon et Ravilloles, afin d'améliorer le fonctionnement du réseau d'assainissement en supprimant les sources importantes d'apport d'eaux claires parasites permanentes arrivant en entrée de l'unité de traitement des eaux usées. La commune de Viry dispose également d'un SDA qui concerne les hameaux et écarts non desservis par le réseau et la station d'épuration du village. Le zonage d'assainissement concerne la totalité de la commune. Par ailleurs, la commune Les Bouchoux dispose d'un SDA consultable en mairie mais qui ne semble n'avoir jamais été validé.

La commune de **La Pesse** a lancé un SDA en 2021. Le schéma directeur assainissement du SIE du Chapy (comprenant la **Septmoncel les Molunes**) est en cours de réalisation conjointement avec la commune de Lajoux.

Les communes de **Chassal-Molinges** et **Lavans-lès-Saint-Claude** disposent d'un SDA en cours d'élaboration.

À l'inverse, certaines communes ne sont couvertes par aucun schéma, c'est le cas de la commune de **Vulvoz**, qui ne dispose d'aucun schéma de distribution ni de règlement de service. Un fichier sanitaire existe cependant.

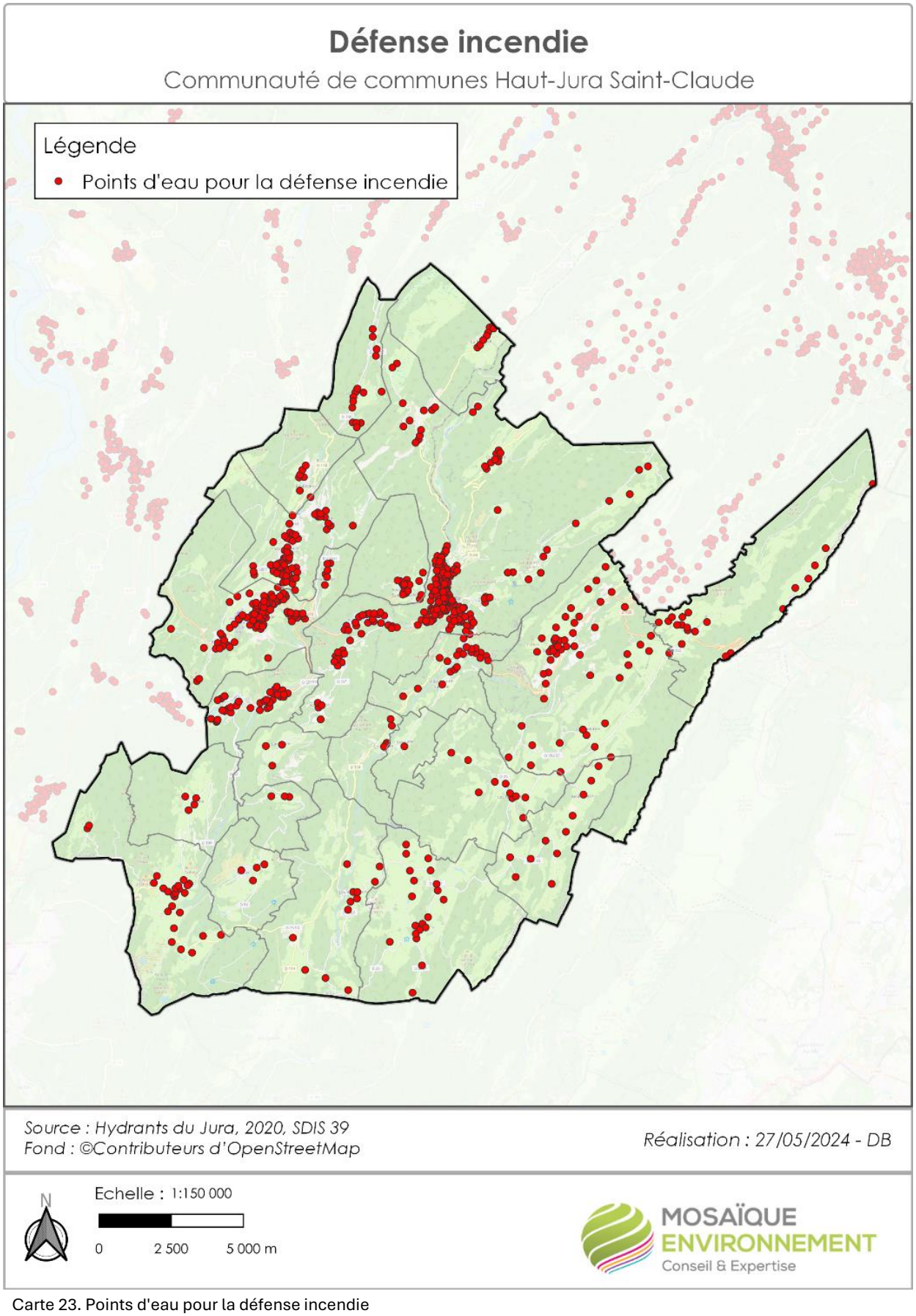
La défense incendie

Le territoire est couvert par le service départemental d'incendie et de secours du Jura - SDIS 39 – qui est un établissement public autonome. Il pour mission exclusive la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies et concourt, avec les autres services et professionnels concernés, à la protection et à la lutte contre les autres accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels ainsi qu'aux secours d'urgence.

HJSC est équipé de nombreux poteaux incendie et réserves en bâche.

Par exemple :

- Vulvoz dispose d'un schéma communal de défense extérieure contre l'incendie. Elle compte 3 points d'eau incendie disponibles (lieux-dits sous Bousson, Sur la Cour, et le Moulin). Le volume dédié et nécessaire pour assurer la DECI est de 120 m^3 (60 m^3 / h pendant deux heures). Les poteaux incendie sont tous en bon état et disponibles ;
- Lavans-lès-Saint-Claude dispose d'environ 90 poteaux incendie (bilan de conformité des hydrants 2021). Une 15^{aine} de poteaux sont identifiés comme indisponibles (débit insuffisant, manœuvre impossible, équipement à renouveler) ;
- à La Pesse, le sujet de la défense incendie est en pourparlers au sein du SIVU des Couloirs (communes de La Pesse et Les Bouchoux). Ce dernier doit reprendre la compétence pour permettre de refaire des contrôles des bornes et des poteaux ;
- Les Bouchoux dispose de 14 poteaux incendie, tous identifiés comme disponibles ou disponibles avec débit insuffisant (5 sur 14) ;
- Choux dispose de 3 poteaux incendies de type « PIBI » dont 1 est identifié comme indisponible (demi-raccord non adapté, débit restreint, poteau non conforme). Le volume dédié à la DECI est de **120 m^3**. La commune possède également 2 aires artificielles d'une capacité de 120 m^3. D'après le SDA 2012, la commune dispose de 6 poteaux incendies. L'état des installations est **globalement bon**. Deux zones sont identifiées comme n'étant pas couverte par la défense incendie.
- Leschères a mandaté le prestataire EDTECH pour réaliser un nouveau bilan de conformité des hydrants ;
- un schéma de défense incendie est en cours d'élaboration sur la commune de Viry.



Carte 23. Points d'eau pour la défense incendie

II.F. Synthèse des enjeux liés à l'eau

Atouts

Des documents cadres pour gérer la ressource en eau et ses usages

Un réseau hydrographique atypique marqué par des résurgences, des cascades ; …

Bon état écologique des principaux cours d'eau

Deux masses d'eau souterraines, en bon état qualitatif et quantitatif

Une zone humide d'importance internationale

Des rendements des réseaux AEP globalement bons et supérieurs aux seuils réglementaires

5 zones de sauvegarde pour préserver les ressources stratégiques

Une diminution des volumes AEP produits

Une qualité de l'eau distribuée bonne

Des efforts pour la protection de la ressource

Des réseaux séparatifs favorisant la gestion des eaux pluviales

Faiblesses

Des masses d'eau superficielles quasiment toutes concernées par le risque de non atteinte du bon état en 2027

Un état chimique dégradé pour La Valserine et Le Lizon

Des zones sensibles à l'eutrophisation concernant le phosphore

Un réseau de distribution de l'eau potable particulièrement dégradé à Vulvoz

De nombreux dysfonctionnements des dispositifs d'assainissement des eaux pluviales

Des dispositifs d'assainissement autonome globalement peu performants

Une baisse attendue de la ressource en eau et une sensibilité accrue aux pollutions du fait du changement climatique qui devrait accentuer les étiages

Enjeux de diagnostic

La préservation et la restauration des milieux aquatiques et humides

La sécurisation de l'alimentation en eau potable (en préservant sa qualité et sa quantité pour les besoins actuels et futurs)

Un développement prenant en compte le cycle de l'eau

Enjeux d'aménagement

Dans un contexte de changement global, la durabilité des territoires et de leur aménagement est directement contrainte par la ressource en eau, sa quantité et sa qualité. Le territoire doit alors poursuivre les actions d'amélioration et d'optimisation des réseaux d'eau potable, d'économie d'eau pour réduire la vulnérabilité et anticiper les besoins futurs. La sécurisation des usages de l'eau et de sa qualité (maîtrise des pollutions, protection des berges, valorisation …) est également un enjeu majeur. Ainsi, le développement urbain doit prendre en compte le cycle de l'eau, de la gestion intégrée des eaux pluviales aux performances des systèmes d'assainissement, en passant par le renouvellement des réseaux d'eau potable.

Leviers du PLUi

- limitation des écoulements naturels des eaux lors de tout aménagement

- désimperméabilisation des sols

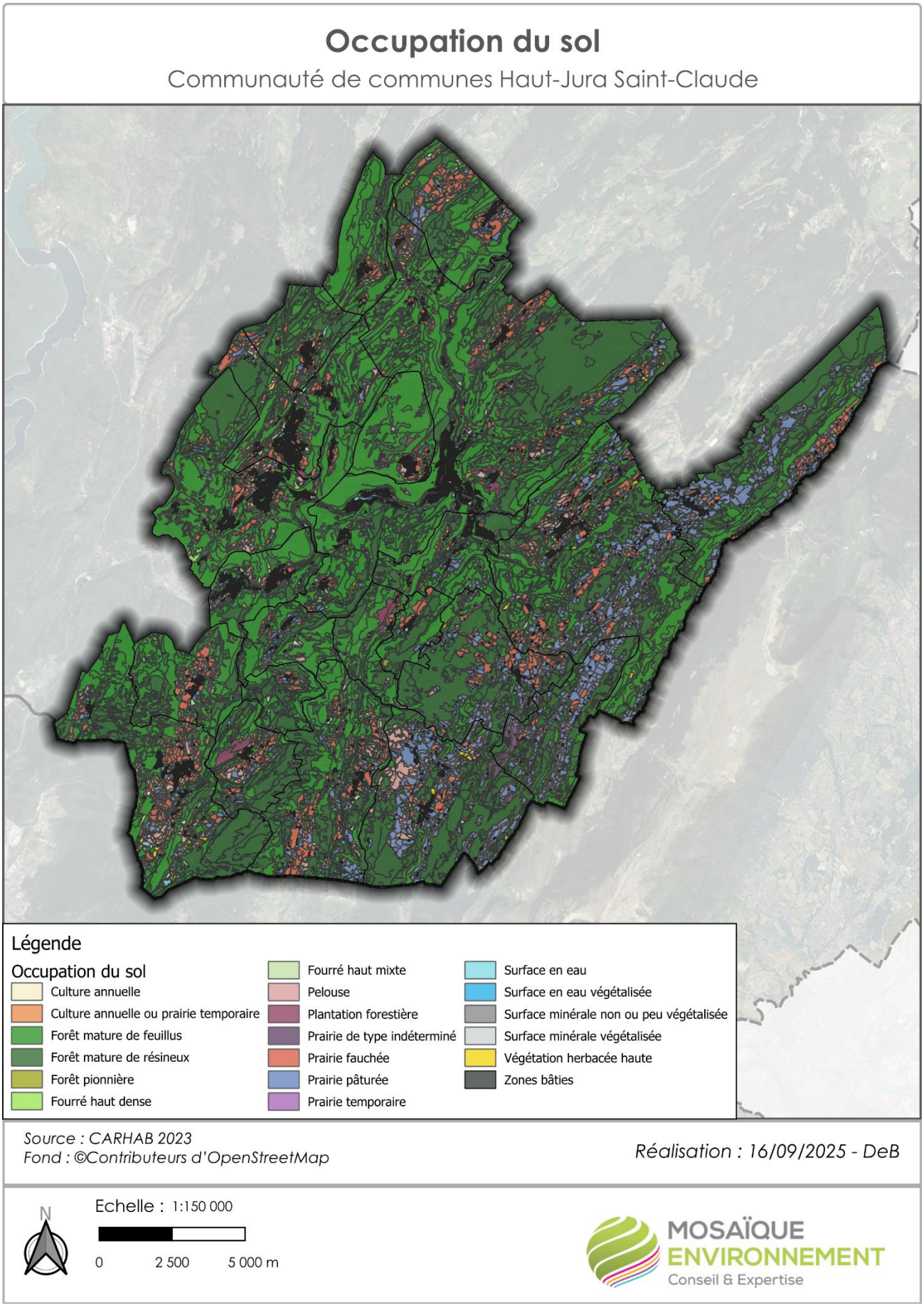
III. Biodiversité et trame verte et bleue

III.A. Une occupation du sol dominée par la forêt

La communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude est marquée par la **forte présence d'espaces naturels**. En particulier, les forêts qui représentent plus de 70% de la superficie totale du territoire et les espaces agricoles (prairies, pâturages naturels, cultures ...) qui représentent environ 20% du territoire. Les espaces artificialisés sont relativement concentrés au niveau des villes et villages, préservant les espaces agricoles et forestiers du mitage urbain.

Tableau 13. Occupation du sol sur le territoire de l'intercommunalité *(Carhab, 2023)*

Type d'occupation	Surface (%)	Surface (ha)
Forêt mature de feuillus	41,81	15173,45
Forêt mature de résineux	31,34	11374,64
Forêt pionnière	0,16	57,48
Prairie fauchée	8,05	2920,09
Prairie pâturée	10,71	3886,30
Prairie de type indéterminé	0,38	139,10
Prairie temporaire	0,00	0,71
Fourré haut dense	0,18	64,58
Fourré haut mixte	0,97	351,50
Végétation herbacée haute	0,46	165,61
Culture annuelle	0,02	8,27
Culture annuelle ou prairie temporaire	0,04	12,72
Plantation forestière	0,51	185,32
Pelouse	2,25	816,56
Surface minérale végétalisée	0,03	9,60
Surface minérale non ou peu végétalisée	0,07	24,17
Surface en eau	0,25	91,68
Surface en eau végétalisée	0,01	3,40
Surfaces bâties	2,77	1005,5854
	100,00	**36290,76**



Carte 24. Occupation des sols sur le territoire

III.B. Un patrimoine naturel (re)connu

De vastes espaces protégés

Les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope

Les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB) ont pour objectif de protéger, par des mesures réglementaires spécifiques, les habitats naturels ou biotopes nécessaires à l'alimentation, la reproduction, le repos et la survie des espèces animales et végétales présentes sur le site.

Le territoire compte 3 Arrêtés de Protection de Biotope (APPB).

Le premier arrêté a été pris le 01/07/2009 puis modifié le 27/12/2011 (FR3800742). Il vise à protéger le biotope de **l'Ecrevisse à pattes blanches et la faune patrimoniale associée**. Ravilloles et Lavans-lès-Saint-Claude sont concernées.
Le second arrêté, pris le 05/07/13 (FR3800859), vise à protéger les **corniches calcaires du département du Jura**. Les communes concernées sont celles du centre du territoire.
Le troisième arrêté a été pris le 27/05/2019 (FR3800988). Il vise à protéger les **forêts d'altitude du Jura**. Il concerne la commune de Lajoux.

Les Parcs Naturels Régionaux

Créés à l'initiative des Régions, les **parcs naturels régionaux** (PNR) sont un cadre privilégié pour les actions des collectivités publiques en faveur de la **préservation des paysages et du patrimoine naturel et culturel**. Ils concourent aux politiques de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, de développement économique et social et d'éducation et de formation du public. Chaque PNR est géré par un syndicat mixte chargé de l'aménagement et de la gestion du parc. Il fait l'objet d'une charte, qui constitue le projet du parc naturel régional et avec lesquels les documents d'urbanisme doivent être compatibles.

La CCHJSC est entièrement comprise dans le **Parc Naturel Régional du Haut-Jura.**

Le PNR du Haut-Jura a été créé en 1986 et regroupait, à l'époque, 37 communes. En 2023, il concerne 109 communes de 10 intercommunalités et compte les plus hauts sommets de la chaîne du Jura (Crêt de la Neige à 1720 m, Reculet à 1717 m, Crêt de Chalam à 1545 m). Il se caractérise par ses paysages variés, la présence de l'eau qui sculpte la roche et coule dans de très nombreux cours d'eau et cascades. Le Haut-Jura est aussi une terre de forêts qui recouvrent 70% du territoire du Parc. Les prairies naturelles où pâturent majoritairement des vaches laitières Montbéliardes complètent ce paysage.

Le réseau Natura 2000

Le réseau européen Natura 2000 de sites écologiques doit permettre de réaliser les objectifs fixés par la Convention sur la diversité biologique, adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée par la France en 1996.

Il comprend 2 types de sites naturels identifiés pour la rareté ou la fragilité des habitats naturels, des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats :

- **les Zones de Protection Spéciale** (ZPS) désignées au titre de la directive 79/409/CEE du conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages dite Directive "Oiseaux" ;
- **les Zones Spéciales de Conservation** (ZSC) et/ou Sites d'Importance Communautaire (SIC) désignés au titre de la directive 92/43/CEE du conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages dite Directive "Habitats, Faune, Flore" du 22 mai 1992.

Ce réseau écologique européen d'espaces gérés est créé avec le souci de **préserver les richesses naturelle**s tout en **tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités locales** de chaque état membre. Il doit permettre de réaliser les objectifs fixés par la Convention sur la diversité biologique, adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée par la France en 1996.

Les sites Natura 2000 font l'objet de mesures de protection, et les projets et programmes pouvant les affecter doivent faire l'objet d'une évaluation appropriée de leurs incidences.

La communauté de communes abrite **4 sites Natura 2000** : 1 ZSC et 3 sites qui sont à la fois classés comme ZSC et ZPS.

Le site Natura 2000 « **Forêts, corniches calcaires, ruisseaux et marais de Vulvoz à Viry** » (FR4301332) est une ZSC située au sud-ouest du territoire. Ce site présente une grande variété de milieux : falaises et corniches, éboulis, pelouses sur sols superficiels, ruisseaux de montagne, lac, marais, tourbières et forêts qui sont à l'origine de communautés végétales riches et variées. Parmi les espèces de vertébrés associées au milieux rupestres, il convient de signaler plusieurs oiseaux comme le Faucon pèlerin, le Martinet alpin, l'Hirondelle des rochers et le Grand corbeau. Le développement de plusieurs espèces invertébrées comme l'Apollon ou le Bel argus est lié à la présence, en retrait, de pelouses mésophiles calcicoles. Concernant les secteurs boisés, les hêtres et les sapins sont majoritaires. Le lac de Viry forme le centre d'un complexe de milieux humides : marais, tourbières et prairies qui recèlent une végétation caractéristique. On trouve des communautés végétales à nitelles, charas, potamots et nénuphars qu'accompagne le rubanier nain, espèce protégée au niveau régional. Plusieurs espèces protégées sont présentes : fougère des marais, grassette vulgaire, laîche des bourbiers ou encore oeillet superbe.

Le site Natura 2000 « **Plateau du Lizon** » (FR4312026 et FR4301316) est à la fois une ZPS et une ZSC située au nord-ouest du territoire. Le plateau dominant un marais est occupés par des pelouses sèches. Là où les dalles de calcaire dur affleurent, se développent des groupements plus xérophiles, adaptés à des conditions extrêmes d'aridité.

Cette pelouse est malheureusement très envahie par des formations buissonnantes, à base de buis principalement, qui marquent une évolution naturelle vers la forêt. Le Lizon est marqué par une qualité des eaux optimale et la présence de l'écrevisse à pattes blanches est notée (l'un des rares ruisseaux du massif jurassien). Les forêts qui dominent le site constituent un refuge très favorable pour le lynx.

Le site Natura 2000 « **Forêt du Massacre** » (FR4312003 et FR4301320) est à la fois une ZPS et une ZSC située au nord-est du territoire. Ce massif, l'un des plus élevés du Jura français, culmine à 1495 m d'altitude au Crêt Pela. Au niveau des altitudes les plus élevées, le peuplement est dominé par le sapin et l'épicéa ; le hêtre, souvent présent est peu abondant. Le sous-bois, toujours frais, est particulièrement riche en espèces avec une strate herbacée dominée par la fétuque des bois. Sur les étages inférieurs, on trouve une strate arbustive également bien développée (sorbier des oiseleurs, chèvrefeuille noir et des Alpes, rosier des Alpes, etc.), puis une strate herbacée et arbustive basse caractérisée par la grande abondance de l'airelle et de la myrtille. Cette variété de milieux s'accompagne d'une faune caractéristique des forêts d'altitude. La forêt du Massacre se caractérise par la présence des deux chouettes d'altitudes (Chevêchette d'Europe et Chouette de Tengmalm). Le Grand Tétras, très menacé par la situation exposée de ce massif aux activités touristiques, présente une population de 28 individus dont 6 coqs chanteurs en 2000/2001. Ce secteur n'accueille pas, ou de façon très marginale, les espèces d'oiseaux des milieux ouverts. Chez les mammifères, le Lynx boréal est bien représenté dans ce secteur. Cette forêt est l'une des plus fréquentée du massif jurassien. La proximité des centres touristiques des Rousses et de Prémanon, la régularité de l'enneigement et de l'infrastructure routière et touristique (station de ski de descente, nombreuses pistes de ski de fond, parcours balisés pédestres, raquette hors-piste, VTT, chalet-auberge...) font que la pression humaine est très importante pratiquement toute l'année.

Le site Natura 2000 « **Vallée et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen** » (FR4312012 et FR4301331) est à la fois une ZPS et une ZSC située au centre du territoire. L'encaissement des vallées, l'opposition de versants plus ou moins abrupts, le contraste entre la haute et la basse vallée, la nature des calcaires, la présence d'anciennes vallées glaciaires et des plateaux occasionnent une grande diversité de milieux naturels. La forêt couvre la majeure partie du site (65%), en raison surtout de sa topographie marquée, et elle est le siège d'une activité économique importante. Les milieux ouverts herbacés représentent environ 25% de la superficie du site et, à l'exception des prairies pâturées, il s'agit toujours de formations d'intérêt européen. En raison de l'extrême karstification du sous-sol calcaire du Haut-Jura, les formations humides restent localisées malgré un contexte général de forte pluviosité. De nombreuses tourbières à forte valeur patrimoniale sont présentes qu'il s'agisse de tourbières hautes, de tourbières de transition, de tourbières basses alcalines ou de tourbières boisées. Toutes sont riches d'une flore et d'une faune menacée et rare dont la vulnérabilité est accentuée par la fragmentation des sites et leur petite taille. Pour la flore, le nombre d'espèces rares et menacées est élevé et leur présence concerne l'ensemble des milieux naturels représentés. On peut citer deux espèces d'intérêt communautaire sur ce site, que sont le sabot de Vénus et le glaïeul des marais.

Les sites inscrits et classés

Un site inscrit est un espace naturel ou bâti de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque qui nécessite d'être conservé.

Cinq sites inscrits sont répertoriés au sein de la communauté de commune :

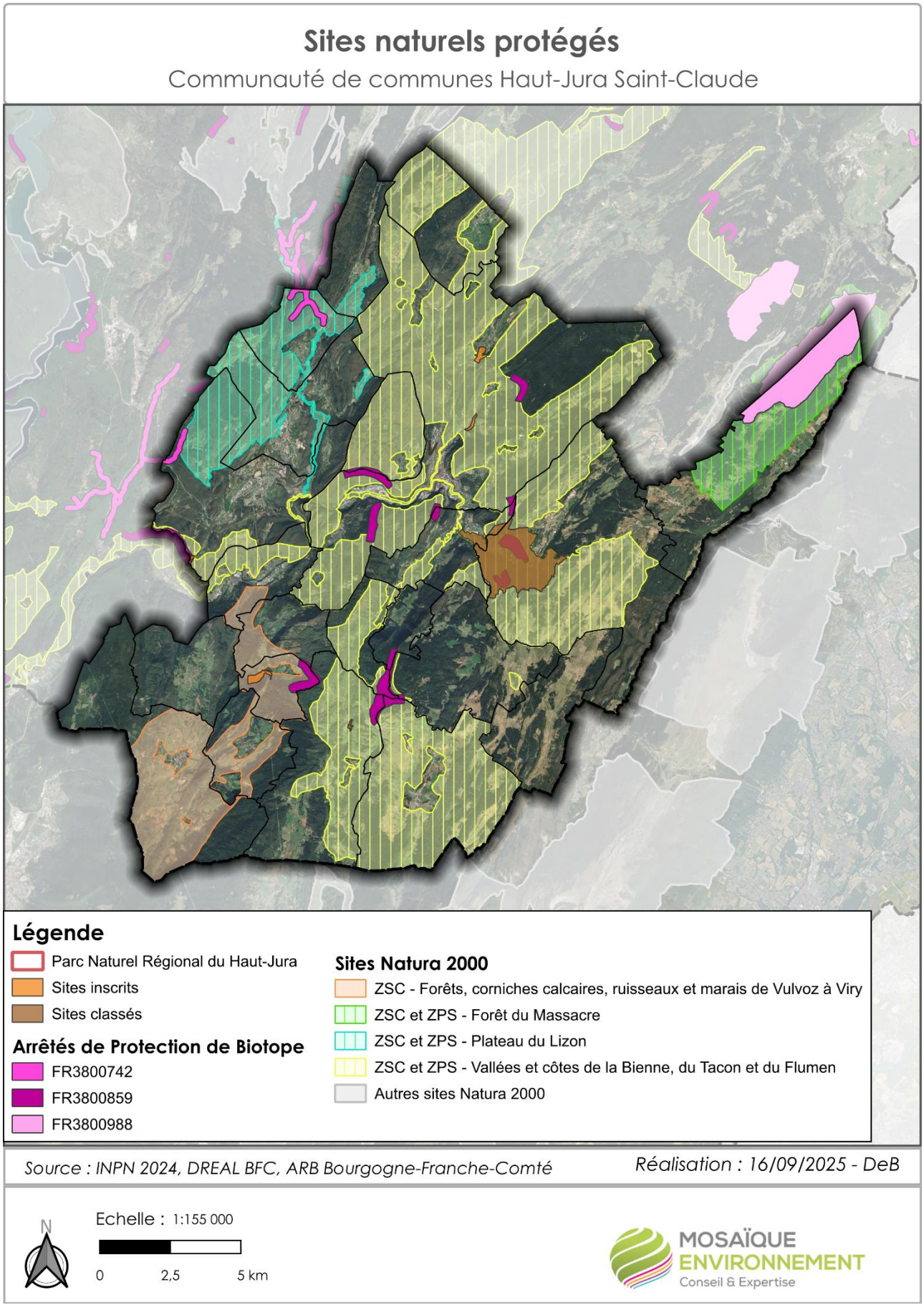
- Les Gorges de l'Abime à Saint-Claude ;
- La Cascade de Vulvoz ;
- La Chapelle de Saint-Romain-de-Roche à Pratz ;
- Le terrain situé en contrebas du chemin de Grande Communication n°69 à Saint-Claude ;
- Le terrain situé en contrebas du chemin départemental n°303.

Un site classé est un site de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, dont la qualité appelle, au nom de l'intérêt général, la conservation en l'état et la préservation de toute atteinte grave. Le classement concerne des espaces naturels ou bâtis, quelle que soit leur étendue.

Deux sites classés sont présents au sein de la communauté de commune :

- La Cascade du moulin des Bouchoux ;
- Les Gorges du Flumen.

La communauté de communes abrite **5 sites inscrits** et **2 sites classés.**



Carte 25. Les sites protégés

De nombreux espaces inventoriés

Les espaces inventoriés ne constituent pas une mesure de protection réglementaire. Toutefois, il s'agit d'outils de connaissance qui permettent une meilleure prévision des incidences des aménagements et des nécessités de protection de certains espaces naturels fragiles.

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

L'inventaire des ZNIEFF a été initié en 1982 par le Ministère de l'Environnement et mis à jour en 1996. Ces espaces participent au maintien de grands équilibres naturels, de milieu de vie d'espèces animales et végétales. Leur objectif est de recenser, de manière la plus exhaustive possible ces espaces naturels. On distingue :

- les **ZNIEFF de type I**, qui sont des espaces homogènes d'un point de vue écologique, de superficie réduite, qui abritent au moins une espèce et / ou un habitat rare ou menacé, d'intérêt aussi bien local que régional, national ou communautaire. Ce sont des espaces d'un grand intérêt fonctionnel au niveau local.
- les **ZNIEFF de type II**, qui sont de vastes ensembles naturels, riches ou peu modifiés, qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure des zones de type I et possèdent un rôle fonctionnel ainsi qu'une cohérence écologique et paysagère.

Le territoire de la CCHJSC abrite **59 ZNIEFF de type I** et **6 ZNIEFF de type II**.

Tableau 14. ZNIEFF de type II sur le territoire de la CCHJSC (INPN, 2024)

Code	Nom
430002208	Haute vallée de la Bienne et de ses affluents
430020165	Basse Vallée de la Bienne de Vaux-lès-Saint-Claude à Chancia
430010501	Pâturages et zones humides du Grandvaux
430020527	Bois des Écollets et de Viry
430020529	Haut plateau de Bellecombe et La Pesse
820003706	Ensemble formé par la haute chaîne du Jura, le défilé de Fort-l'Écluse, l'Étournel et le Vuache.

Tableau 15. ZNIEFF de type I sur le territoire de la CCHJSC (INPN, 2024)

Code	Nom	Code	Nom
430002196	FORET DU MASSACRE ET COMBE A LA CHEVRE	430010978	SUR CRÉDULON ET EN DARBENT
430002246	TOURBIERES DE LA COMBE DE LAISIA	430013628	GROTTE DES MOULINS DE MONTEPILE
430002247	LES TOURBIERES AUX MOUSSIERES	430013629	LA ROCHE BLANCHE ET GORGES DU FLUMEN
430002248	TOURBIERE DU PRE REVERCHON	430013881	SUR LA ROCHE LEZAN
430002249	TOURBIERE SUR LA MOUILLE	430015589	PELOUSE SUR LA COTE
430002250	TOURBIERE SOUS L'ANQUERNE	430020002	SUR LA ROCHE ET SUR LA CROCHERE
430002251	TOURBIERE SUR LES PIÈCES	430020003	LES COULOIRS
430002254	TOURBIERE DE LA PENEYA	430020004	LAPIAZ, PELOUSES ET PRAIRIES MAIGRES DE SEPTMONCEL
430002255	TOURBIERE AUX BOURBOUILLOTTES	430020005	COTE DE LA TENDUE ET CIRQUE DES FOULES
430002256	LAC ET ROCHE D'ANTRE	430020006	MARAIS AUX GOURDIS ET SOUS LES ROCHES DU SURMONTANT
430002257	LE LAC, LES LÈCHES ROUGES ET COMBALE CHEVRON	430020007	EBOULIS DU MOULIN D'AVAL
430002258	A LA MIGNAUDE ET MONT DE VARLON	430020008	VERSANT DU CRET POURRI
430002259	TOURBIERE : SOUS LES MOUSSES	430020009	LE CUCHET ET LE PRÉ NARDET
430002260	LE MARAIS ET EN PIBLA	430020250	RUISSEAU DU LIZON
430002262	ZONE HUMIDE DU LOUTRE	430020475	PÂTURAGES ET PELOUSES DU PRÉ D'AVAL AU PRÉ CURTET
430002263	LE PRE BARBOUILLON ET LA COMBE DE LAUME	430020476	PRAIRIES ET PELOUSES DE LA COMBE DE LAISIA ET LA GRANDE MOLUNA
430007726	TOURBIERE DU MANON	430020478	CHEZ BOQUIN ET LE CRÊT GIROD
430007728	FALAISES DE VULVOZ ET DE CHOUX	430020489	LES LOGETTES ET LES NARCISSES
430007729	TOURBIERE DU PRÉ GAILLARD	430020490	TRÈS LA VILLE ET LA COMBE DE LÉARY
430007730	BOIS ET FALAISES DU PLAN D'ACIER SOUS AVIGNON	430020491	CÔTE DU CARA ET LA QUALUE
430007731	COTEAU DES GENEVRIERS	430020492	DERRIÈRE LE BOUCHAT
430007776	TOURBIERES DES COMBES ET EN PISSARD	430020516	EN GIGARD ET SUR LA CROIX
430009473	FALAISES DU MONT CHABOT	430020517	RUISSEAU D'HÉRIA
430009474	FALAISES DU SURMONTANT	430020526	BOIS DE VIRY
430009475	FALAISE ET CIRQUE DE VAUCLUSE	430020528	CRÊT À LA MYA
430009486	FALAISES DE VAUX-LES-ST-CLAUDE, JEURRE ET ST ROMAIN-DE-ROCHE	430010954	PELOUSE DE COISERETTE
430010503	TOURBIERE DES QUATRE CHEMINS	430010977	PELOUSE DE VILLARD-SUR-BIENNE
430010504	TOURBIERE AU NORD DU PRE GAILLARD	430010517	COTEAU ET MARE DE LA GRANDE SEIGNE
430010505	MARAIS ET MARES DE L'ANQUERNE	430010948	SUR LES GRES
820030583	CRÊT AU MERLE		

Des espaces gérés par le conservatoire d'espaces naturels

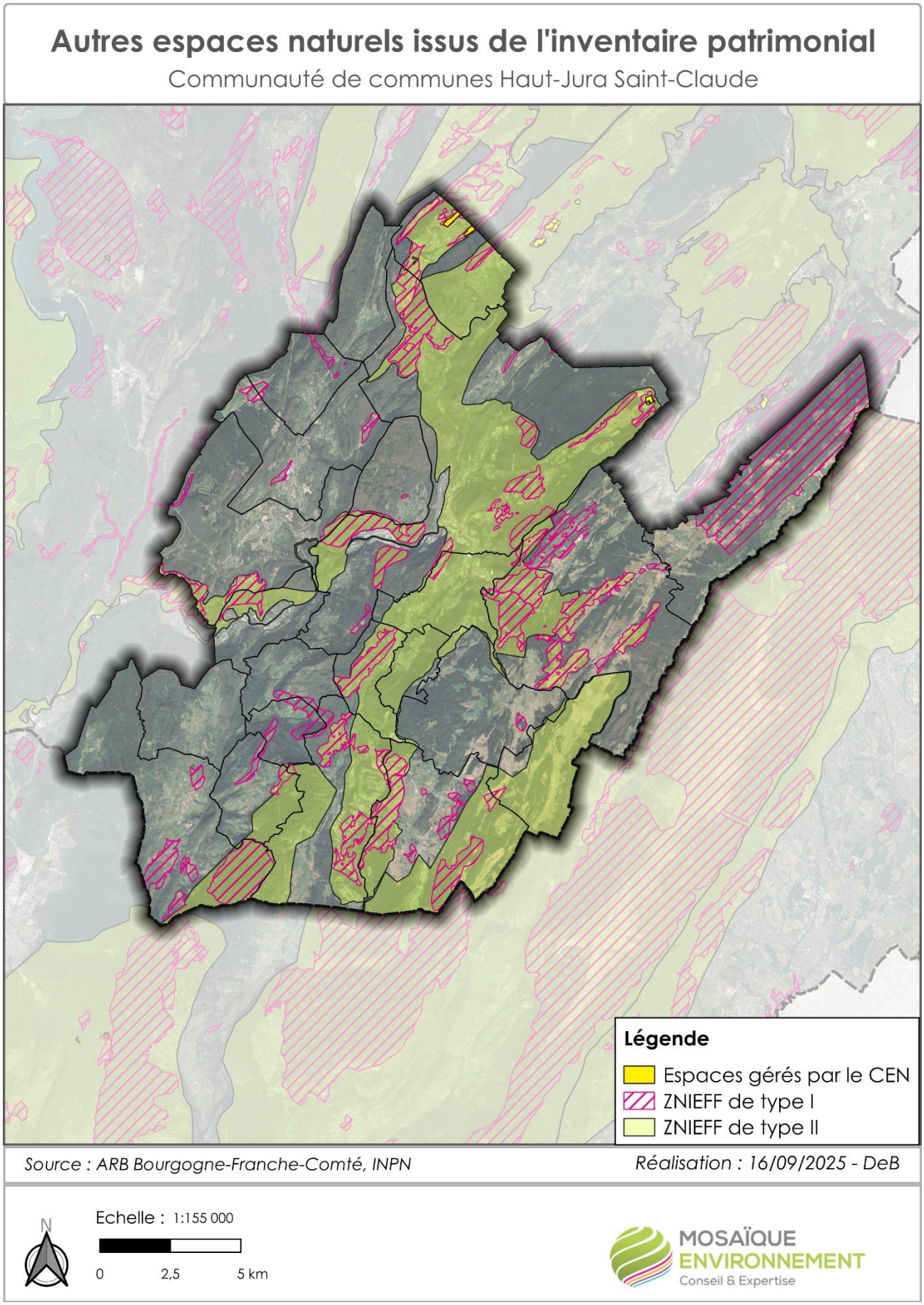
Les **conservatoires régionaux d'espaces naturels** (CEN) sont des organismes qui contribuent à la préservation d'espaces naturels et semi-naturels du territoire régional, notamment par des actions de connaissance, de maîtrise foncière et d'usage, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel.

Le territoire compte **quatre sites gérés** par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne-Franche-Comté, qui correspondent à des tourbières et marais.

Les sites sont les suivants :

- « Sous les Montagnes » sur la commune de La Rixouse ;
- « En Praillard » sur la commune de La Rixouse ;
- « Sous la Roche » sur la commune de La Rixouse ;
- « Tourbière du roselet » sur la commune de Saint-Claude.

Conservatoire d'espaces naturels Franche-Comté



Carte 26 : Autres espaces naturels issus de l'inventaire patrimonial

L'inventaire des milieux et zones humides

Un milieu humide est une portion du territoire, naturelle ou artificielle, qui peut « *être ou a été en eau, inondé ou gorgé d'eau de façon permanente ou temporaire. L'eau peut y être stagnante ou courante, douce, salée ou saumâtre*. » Cette notion regroupe 4 grands ensembles[1] :

- les zones humides selon la définition Ramsar (Valable en France métropolitaine, Corse, DOM et TOM) ;
- les zones humides selon la définition de la loi de 1992 (Valable en France métropolitaine, Corse, DOM) (cf volet biodiversité) ;
- les zones humides selon la définition de la loi de 1992 avec l'arrêté d'identification et de délimitation du 24 juin 2008 modifié" (Valable en France métropolitaine, Corse) ;
- les marais selon la définition jurisprudentielle française (Valable en France métropolitaine, Corse, DOM).

D'après l'inventaire régional[2], **environ 326 milieux humides** sont recensés sur le territoire, regroupant des marais et tourbières, des prairies humides, des forêts humides, des mares ou encore des cultures et des plantations humides.

En particulier, les communes de La Pesse, Viry et Bellecombe abritent plusieurs milieux humides.

La commune de La Rixouse est par ailleurs concernée par le **site RAMSAR « Tourbières et lacs de la Montagne jurassienne** ».

La prise en compte, la préservation et la restauration des zones humides constituent une des orientations fondamentales du SDAGE dans le but d'améliorer les connaissances sur ces espaces fragiles et d'en assurer une meilleure gestion.

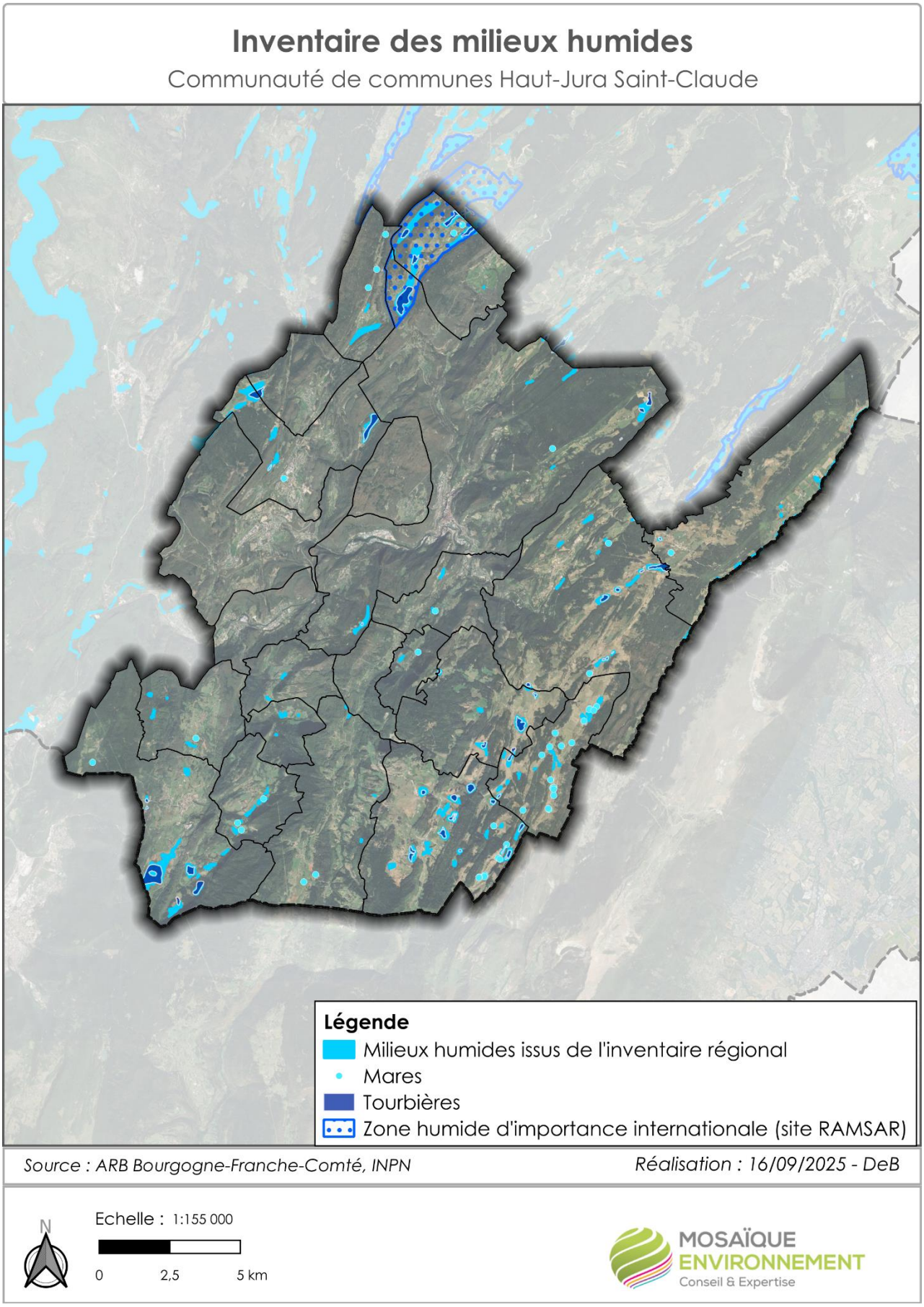
1 Extrait du Dictionnaire de description des milieux humides-version 3

2 Données de l'inventaire des zones humides provenant de l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) Bourgogne-Franche-Comté, cet inventaire téléchargeable depuis la plateforme « SIGOGNE ».

LE SAVIEZ-VOUS?

Signataire de la Convention de Ramsar en 1971, la France s'est engagée à préserver les zones humides de son territoire.

Le site RAMSAR « Tourbières et lacs de la Montagne jurassienne » couvre quelques 12 000 ha entre Pontarlier et Saint-Claude. Ses 18 lacs et 2 000 ha de tourbières représentent environ 40 % de toute la zone tourbeuse du massif du Jura. Le substrat calcaire favorise la juxtaposition de tourbières alcalines et acides, ce qui, dans ces dimensions, est unique en France. Le site offre de nombreux habitats importants pour une diversité d'espèces protégées au niveau national ou international, des plantes et champignons aux libellules, papillons, poissons, oiseaux, amphibiens et reptiles. Les habitats tourbeux ont été, autrefois, profondément modifiés par l'exploitation de la tourbe, le développement forestier et les activités agricoles mais des mesures de restauration des tourbières ont été appliquées avec succès. Cependant, le site est encore très sensible aux sécheresses et à la pollution provenant des terres agricoles environnantes.



Carte 27 : Inventaire des milieux humides

III.C. La trame verte et bleue

Présentation

Il est désormais établi que la principale cause de la perte de biodiversité à l'échelle mondiale résulte de la disparition et de la fragmentation des habitats naturels, conséquences de l'accroissement accéléré des activités humaines au cours du siècle dernier.

Ce constat a fait évoluer les stratégies de protection de la nature, et a laissé place à une stratégie basée sur un aménagement planifié et une gestion intégrée, dans une recherche de connectivité biologique et de continuité physique.

La **Trame Verte et Bleue** (TVB) vise à maintenir et à reconstituer un réseau écologique pour que les espèces animales et végétales puissent communiquer, circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer… c'est-à-dire assurer leur survie. Elle contribue ainsi au maintien des services que rend la biodiversité : qualité des eaux, pollinisation, prévention des inondations, amélioration du cadre de vie, etc.

Les composantes de la trame verte et bleue

La trame verte et bleue (TVB) comprend une composante « verte », qui correspond aux milieux naturels et semi-naturels terrestres, et une composante « bleue » qui fait référence au réseau aquatique et humide. Elle est composée de :

- **réservoirs de biodiversité** : il s'agit d'espaces où la biodiversité est la plus riche et la mieux représentée (périmètres des espaces naturels protégés), riches en habitats et espèces, et/ou abritant des habitats/espèces rares et/ou menacés … ou de nature non fragmentée, qui peuvent se trouver en dehors des zonages réglementaires ou inventaires ;
- **corridors écologiques** : ils permettent la circulation et les échanges entre réservoirs de biodiversité. Ce sont les voies de déplacement de la faune et de la flore, pouvant être ponctuelles, linéaires (haies, chemins, ripisylve, cours d'eau), en pas japonais (espaces relais), ou une matrice paysagère, ou agricole ;
- **sous-trames écologiques** (continuums) : c'est un ensemble de milieux favorables à une espèce ou un groupe d'espèces dans une aire donnée. Il comprend un ou plusieurs réservoirs de biodiversité, des zones périphériques et des corridors.

Des échelles complémentaires

En France, l'élaboration de la TVB repose sur 3 niveaux territoriaux d'intervention :

- **des orientations nationales** pour la préservation et la restauration des continuités écologiques, qui précisent le cadre retenu pour approcher les continuités écologiques à diverses échelles spatiales, identifiant notamment les enjeux nationaux et transfrontaliers et précisant les grandes caractéristiques et les priorités ;
- **un Schéma d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)** qui cartographie la TVB régionale et ses diverses composantes ;
- **des documents de planification et projets des collectivités territoriales** et de leurs groupements, particulièrement en matière d'aménagement de l'espace et d'urbanisme, prennent en compte les SRCE (SCoT, PLU …).

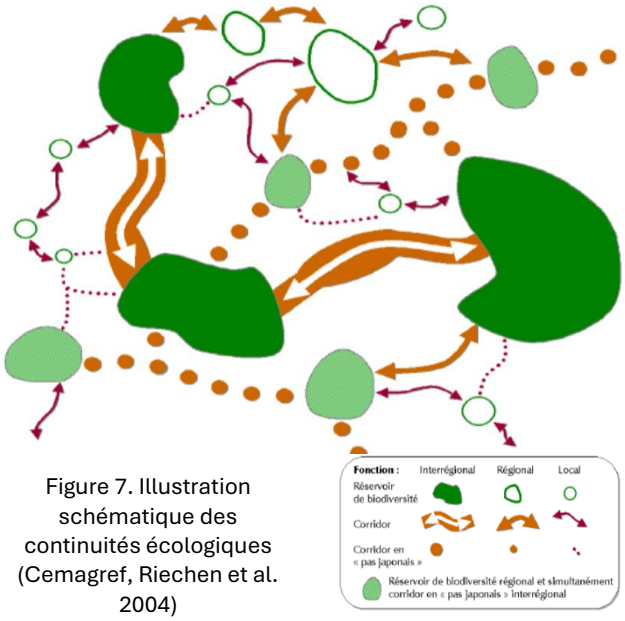


Figure 7. Illustration schématique des continuités écologiques (Cemagref, Riechen et al. 2004)

La Trame verte et bleue en Bourgogne-Franche-Comté

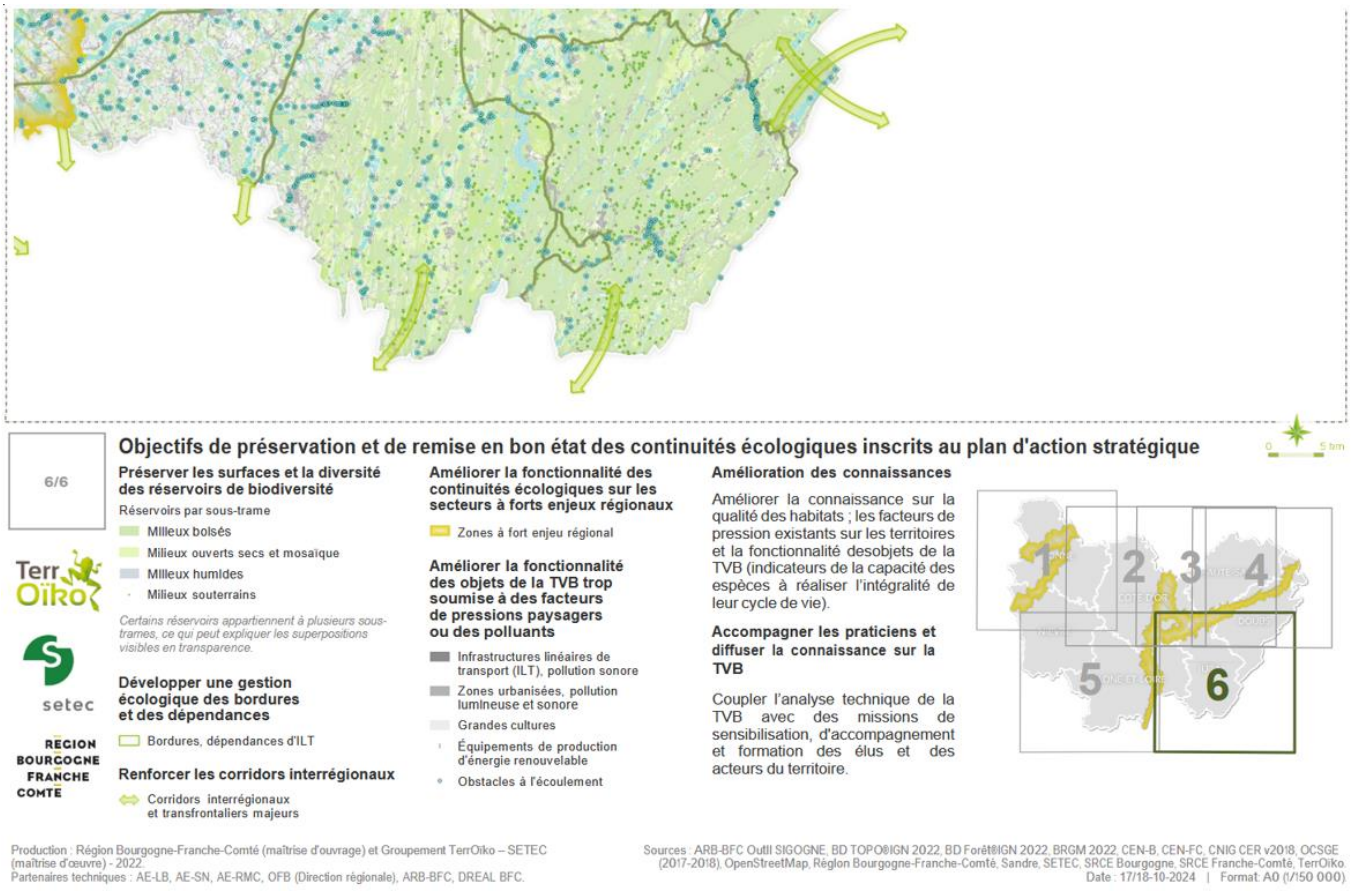
Le **Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)** de la Région Bourgogne-Franche-Comté a été adopté les jeudi 25 et vendredi 26 juin 2020. L'enjeu du SRADDET est de mettre en cohérence à l'échelle de la Région Bourgogne Franche Comté, les SRCE des 2 anciennes Régions (la région Bourogne a adopté son SRCE le 06 mai 2015 et la région Franche-Comté le 02 décembre 2015) afin de continuer à poursuivre cette ambition.

Par un jugement du 12 janvier 2023, le tribunal administratif de Dijon a annulé le SRADDET de la région Bourgogne-Franche-Comté, en raison de son caractère incomplet. L'annulation différée reposait sur le fait que, en annexes, le porteur du projet n'avait pas inséré un SRCE propre à la nouvelle Région Bourgogne-Franche-Comté, mais le SRCE de Bourgogne et celui de Franche-Comté.

Lors de l'assemblée plénière des 17 et 18 octobre 2024, la Région a adopté deux modifications du SRADDET approuvées par le Préfet de Région les 20 novembre et 18 décembre 2024 : le SRADDET ainsi modifié, rentre en application.

En Bourgogne-Franche-Comté, il a été approuvé en septembre 2020 et fait l'objet d'une modification n°2 par Arrêté préfectoral du 18 décembre 2024 **relative aux continuités écologiques.**

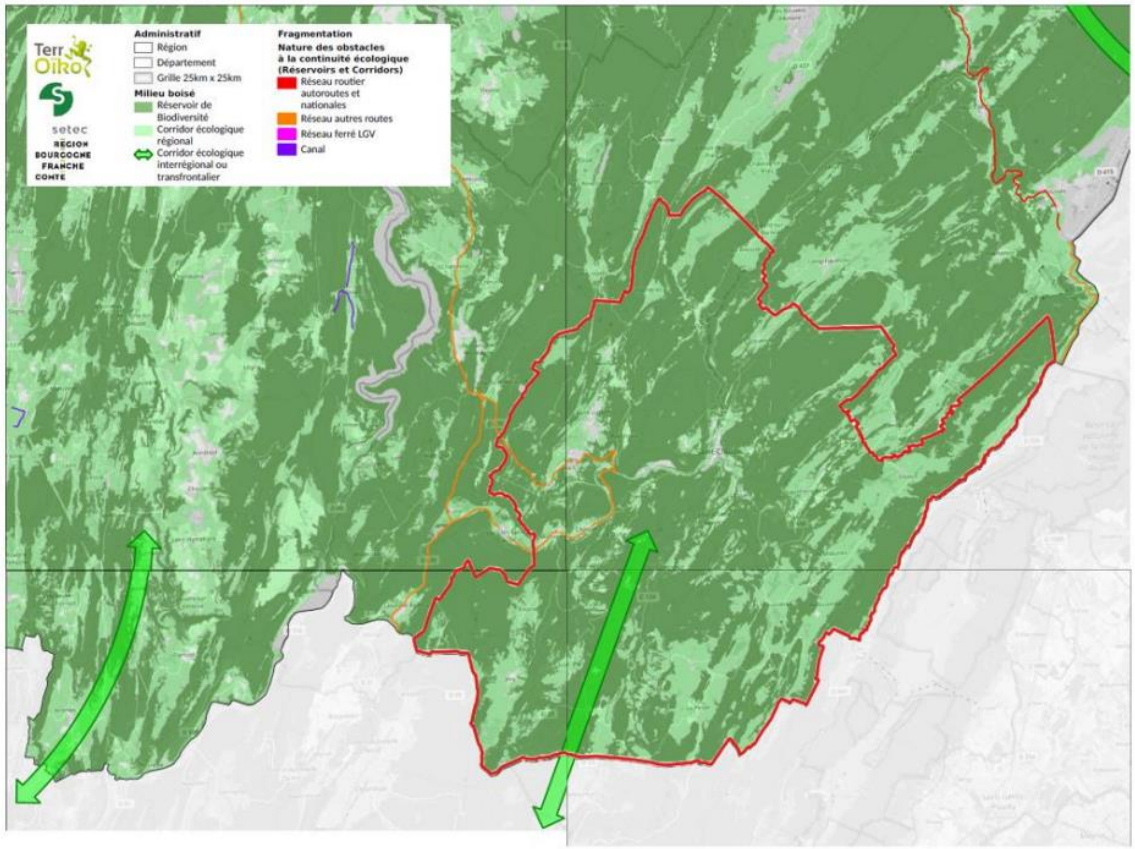
Le SRADDET fixe des objectifs de moyen et long terme (**horizon 2050**). Deux objectifs cités sont notamment de « Placer la biodiversité au cœur de l'aménagement » (Objectif n°16) et « Préserver et restaurer les continuités écologiques » (Objectif n°17). Le territoire du Haut-jura présente des **continuités interrégionales**, notamment avec le sud du territoire (département de l'Ain, région Auvergne-Rhône-Alpes), et **transfrontalières** (à l'est du territoire avec la Suisse).



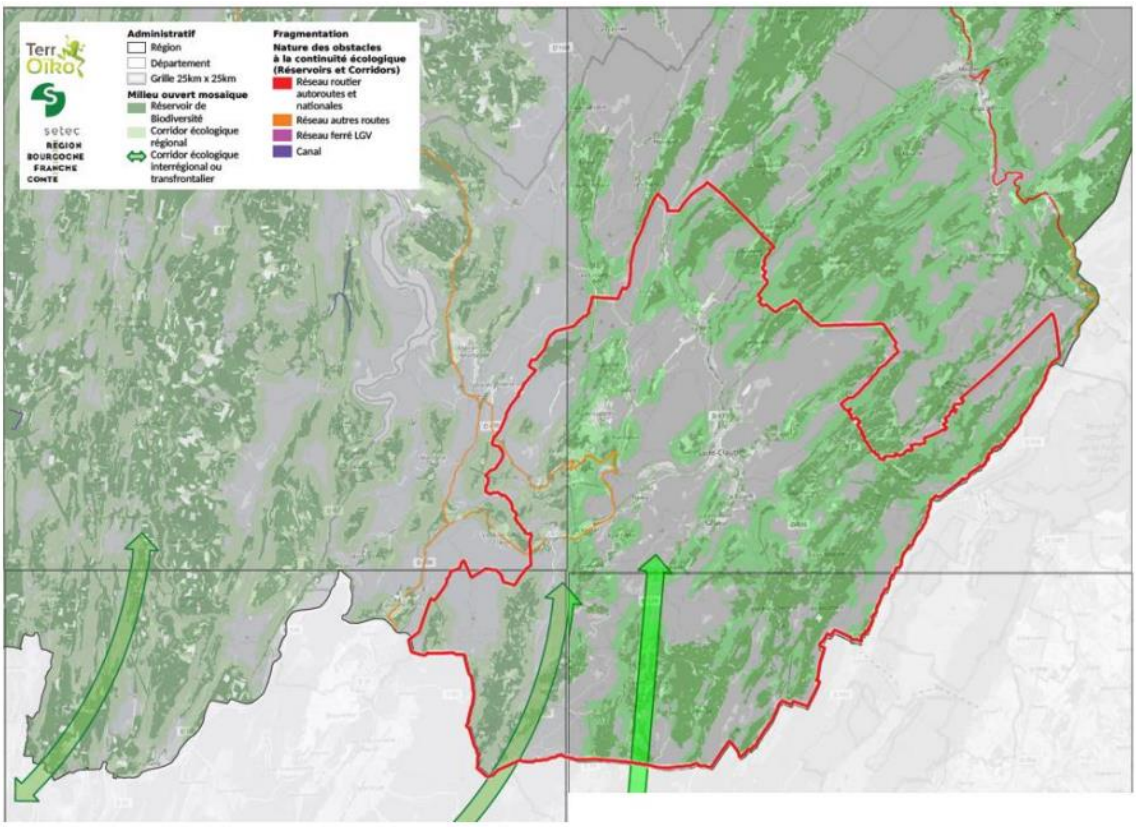
Carte 28 : Carte de synthèse de la TVB Bourgogne-Franche-Comté

Le SRADDET identifie sur le territoire des **réservoirs régionaux de biodiversité** et des **corridors à préserver** ou **restaurer**, de la trame verte et de la trame bleue. Ces derniers sont cartographiés par sous-trames. Ainsi, 6 sous-trames sont identifiées :

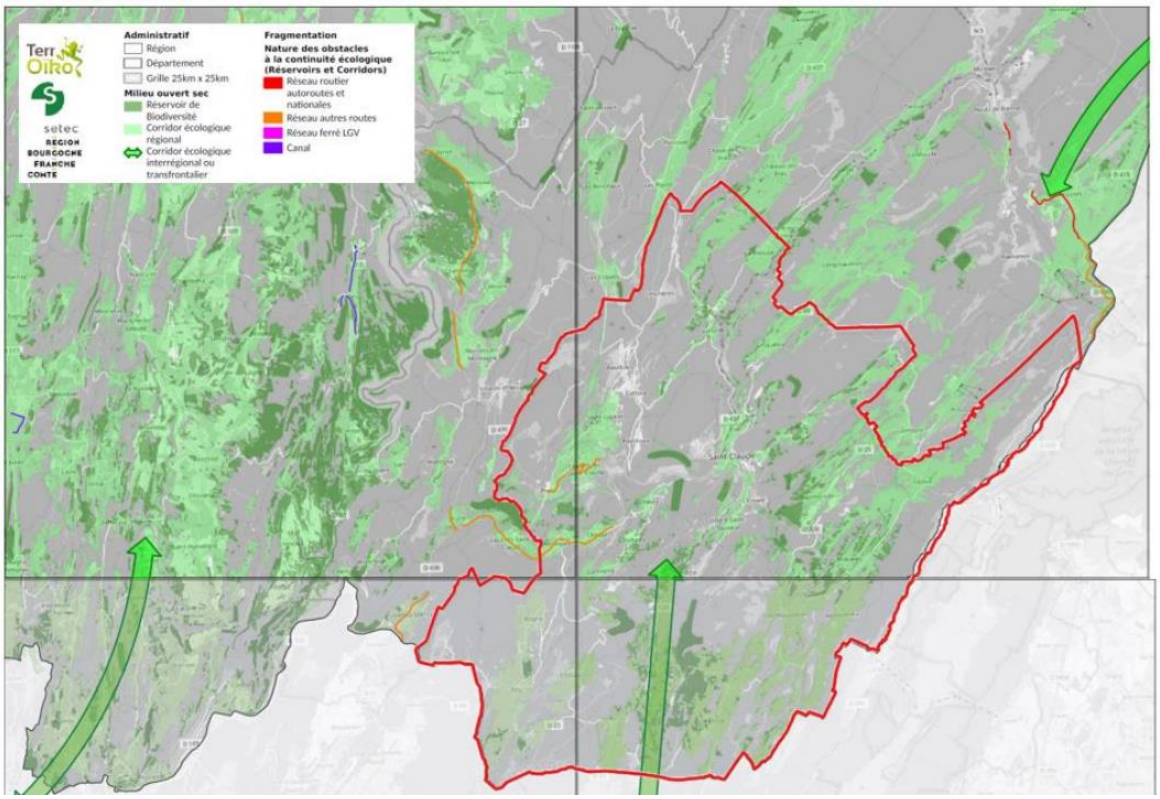
- La sous-trame des **milieux boisés** : le territoire est recouvert majoritairement de boisements, les composantes 'réservoirs' et 'corridors' régionaux présentant un territoire très perméable pour cette sous-trame, la D470 et la D436 sont notées comme des obstacles à la continuités écologique. Les milieux boisés présentent un enjeu interrégional avec le Haut-Bugey (Cf. **Carte 29 : Cartographie des enjeux liés aux milieux boisés issus du SRADDET)** ;
- La sous-trame des **milieux ouverts mosaïque** : ces espaces représentent en grande partie le reste des espaces non boisés et non urbanisés, également très perméables au regard des composantes 'réservoirs' et 'corridors' régionaux, la D470 et la D436 sont également notées comme barrières. Les milieux ouverts en mosaïque présentent un enjeu interrégional avec le Haut-Bugey (Cf. **Carte 31 : Cartographie des enjeux liés aux milieux ouverts secs issus du SRADDET)**
- La sous-trame des **milieux ouverts secs** : ce sont des secteurs plus spécifiques, qui peuvent se superposer à la sous-trame précédente avec, en complément, des secteurs de pelouses sèches et de falaises, la D470 et la D436 sont également notées comme barrières. Les milieux ouverts secs présentent un enjeu interrégional avec le Haut-Bugey (Cf. **Carte 31 : Cartographie des enjeux liés aux milieux ouverts secs issus du SRADDET**) ;
- La sous-trame des **milieux humides** : ce sont des secteurs plus spécifiques, qui correspondent pour la composante 'réservoir' aux données d'inventaires des milieux humides du pôle régional, situés beaucoup sur les parties plateaux avec une part importante de tourbières. Les milieux humides présentent un enjeu interrégional avec le Haut-Bugey (Cf.
- La sous-trame des **milieux souterrains :** ces milieux correspondent aux grottes et cavités dont les enjeux pour les espèces cavernicoles sont importants. Le territoire offre des milieux perméables à la dispersion de ces espèces au sein de ce réseau ;
- La sous-trame des **cours d'eau** : un réseau hydrographique dont les réservoirs de biodiversité sont plus larges que les seuls éléments comme les réservoirs biologiques, cours d'eau classés, etc. De nombreux obstacles à l'écoulement sont à noter.



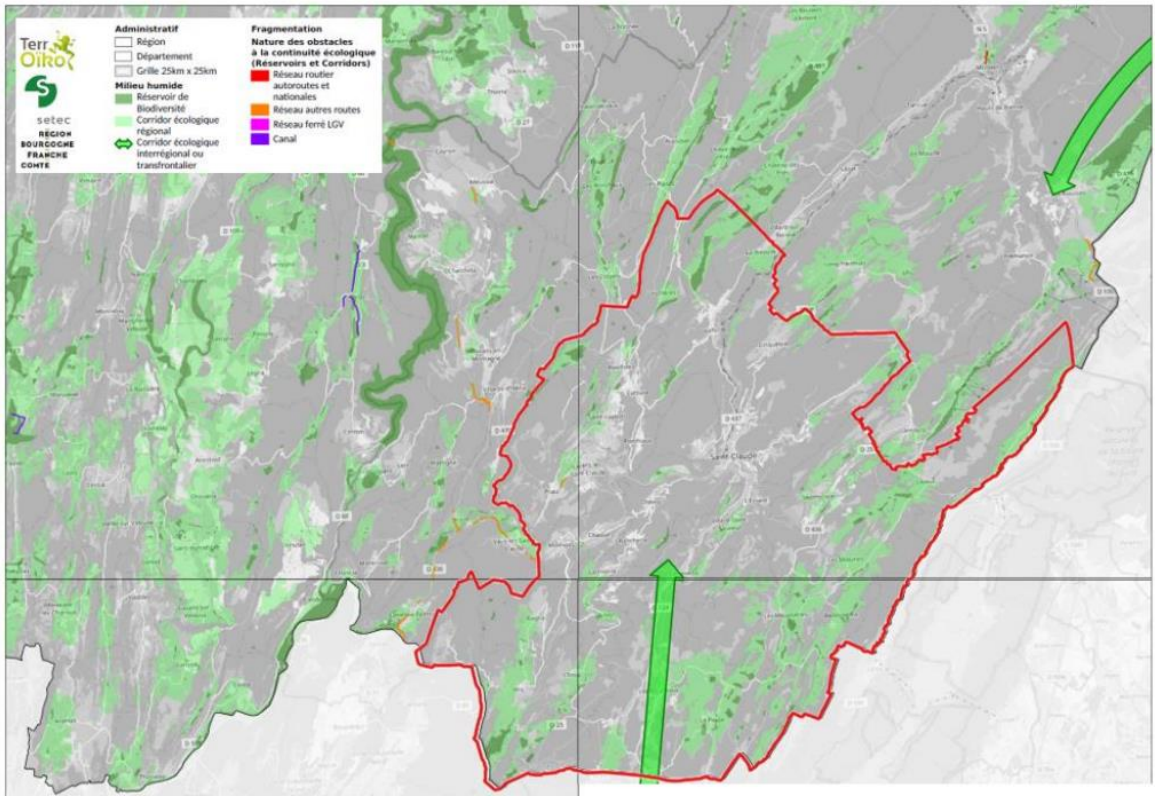
Carte 29 : Cartographie des enjeux liés aux milieux boisés issus du SRADDET



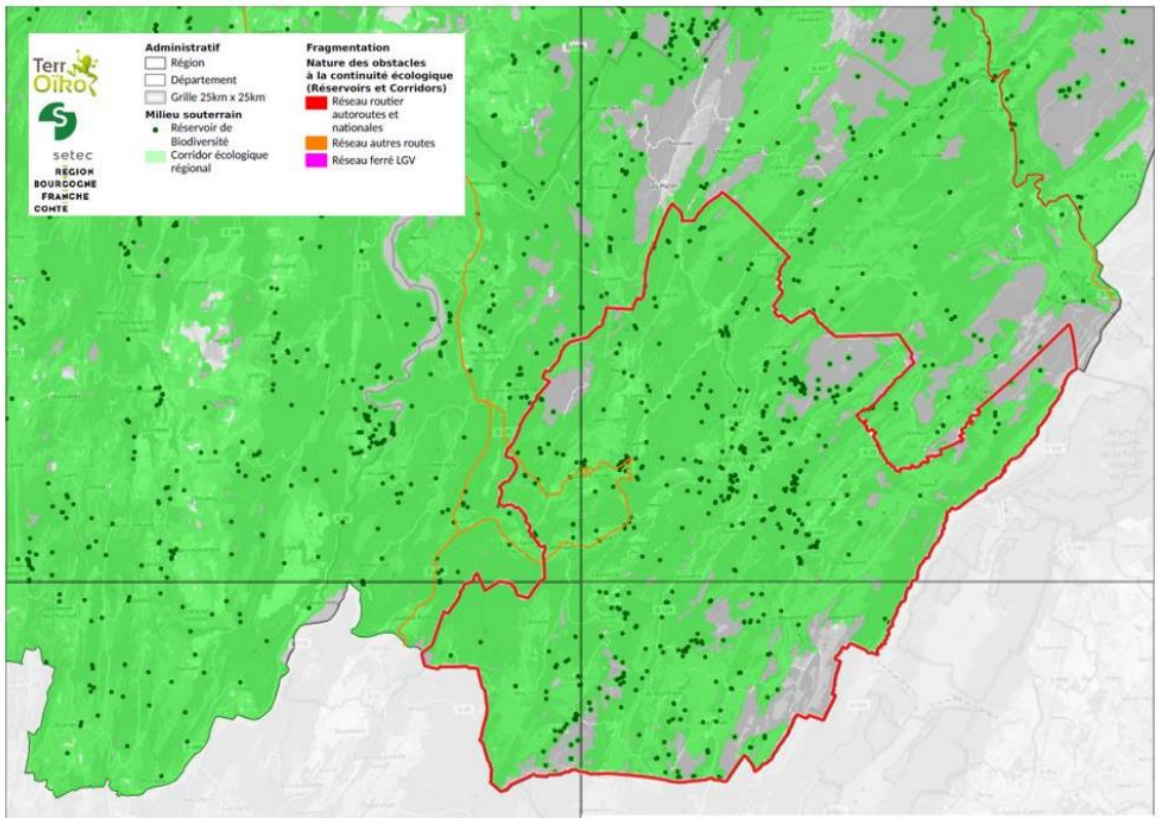
Carte 30 : Cartographie des enjeux liés aux milieux ouverts mosaïque issus du SRADDET



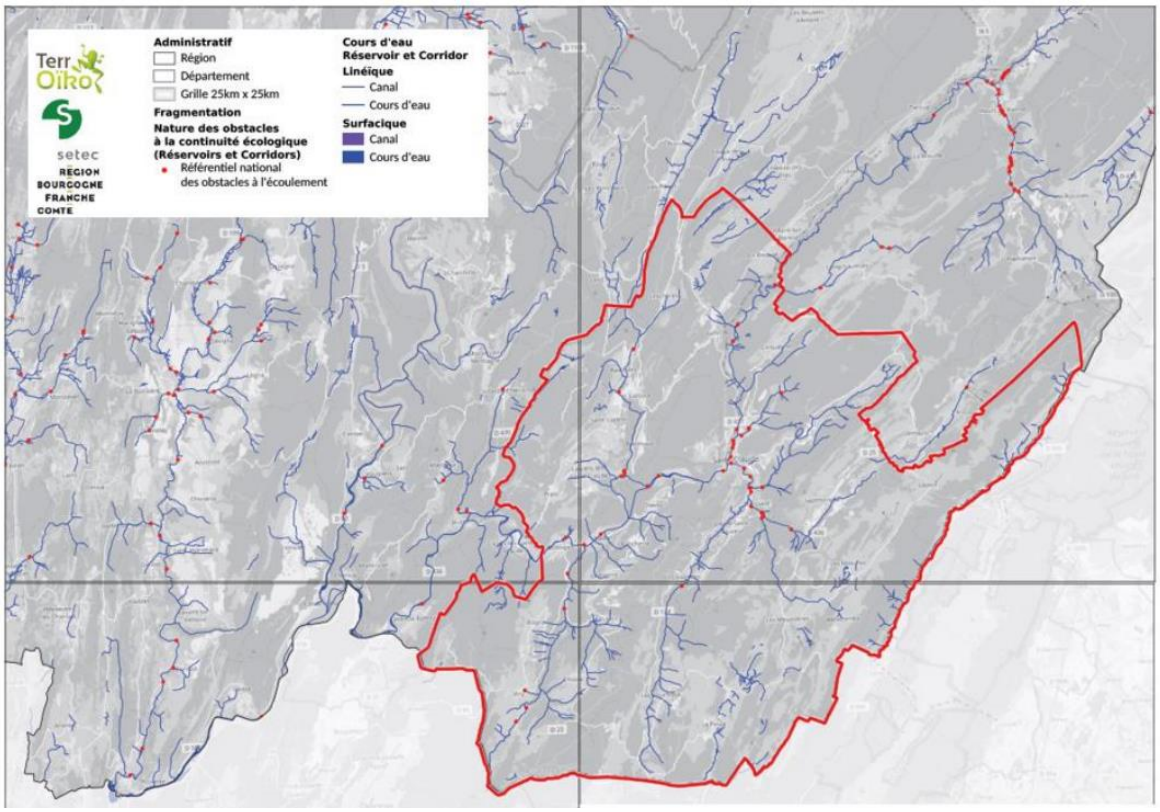
Carte 31 : Cartographie des enjeux liés aux milieux ouverts secs issus du SRADDET



Carte 32 : Cartographie des enjeux liés aux milieux humides issus du SRADDET



Carte 33 : Cartographie des enjeux liés aux milieux souterrains issus du SRADDET



Carte 34 : Cartographie des enjeux liés aux cours d'eau issus du SRADDET

Les réservoirs biologiques et cours d'eau classés du SDAGE

Le Préfet coordinateur de bassin définit, par arrêté, au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement, 2 catégories de cours d'eau :

- les **cours d'eau de type 1** sont les cours d'eau en très bon état écologique ou nécessitant une protection complète pour les espèces de poissons migrateurs amphihalins (vivant en milieu marin et en eau douce). Aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique et le renouvellement de la concession ou de l'autorisation des ouvrages existants est subordonnée à des prescriptions permettant de maintenir le très bon état écologique ;

- les **cours d'eau de type 2** comprennent des cours d'eau ou tronçons nécessitant des actions de restauration de la continuité écologique, tant au niveau de la circulation piscicole que d'un point de vue hydro-sédimentaire.

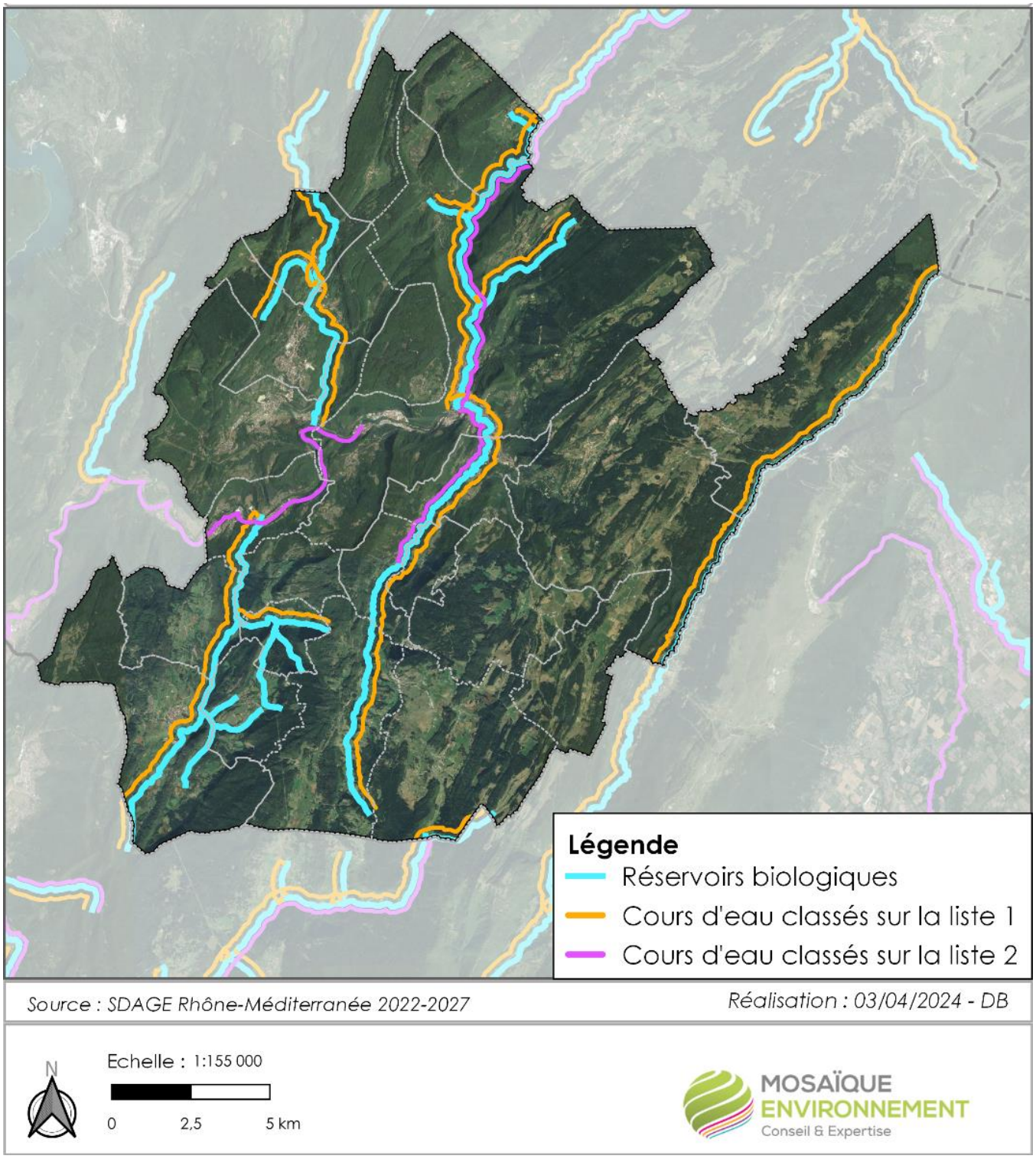
LE SAVIEZ-VOUS?

D'après l'article R. 214-108, les Réservoirs Biologiques sont définis comme « les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux qui jouent le rôle de réservoir biologique au sens du 1° du I de l'article L. 214-17 sont ceux qui comprennent une ou plusieurs zones de reproduction ou d'habitat des espèces de phytoplanctons, de macrophytes et de phytobenthos, de faune benthique invertébrée ou d'ichtyofaune, et permettent leur répartition dans un ou plusieurs cours d'eau du bassin versant ».

La communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude compte **4 réservoirs biologiques**, **9 cours d'eau classés sur la liste 1 et 3 cours d'eau classés sur la liste 2**.

Tableau 16. Réservoirs biologiques et cours d'eau classés du SDAGE *(SDAGE RM 2022-2027)*

Réservoir biologique	Cours d'eau de type 1	Cours d'eau de type 2
La Bienne de sa source jusqu'à la confluence avec le Tacon, Tacon inclus, le Bief de la Chaille et les affluents non inclus dans le référentiel masse d'eau du bassin Rhône-Méditerranée	**La Bienne** de sa source à sa confluence avec le Tacon	La **Bienne** du barrage de Tancua à sa confluence avec le Tacon
		La **Bienne** de l'aval du barrage d'Étables au lac de Coiselet
X	Le **Tacon**	Le **Tacon** du barrage de Croiserette à la Bienne
Le **Longiviry** et ses affluents	Le **Longviry**	X
Le **Lison** et ses affluents	Le **Lison** et ses affluents	X
X	La **Blénière,** Le **Ruisseau de la Foulasse,** Le **Bief du Château** Le **Ruisseau de la Vulve**	X
En bordure Est du territoire : La **Valserine**, de sa source à sa confluence avec le Rhône, affluents compris exceptés le Combet, la Semine de sa source au Bief Brun et le Ruisseau de Vaucheny	En bordure Est du territoire : la **Valserine**, affluents compris sauf le Combet, la Semine et le Ruisseau de Vaucheny, de sa source jusqu'à ses pertes à l'entrée de Bellegarde-sur-Valserine	X



Carte 35. Réservoirs biologiques et cours d'eau classés)

La trame verte et bleue du SCoT

Le SCoT du Pays du Haut-Jura a été approuvé le 24 juin 2017, sur un territoire de 60 communes correspondant à 5 communautés de communes. Depuis la sortie de la communauté de communes Jura Sud, il ne couvre désormais plus que **38 communes et 4 communautés de communes**, à savoir Haut-Jura Saint-Claude, Haut-Jura Arcade, Station des Rousses et La Grandvallière.

Par délibération du 17 décembre 2022, le comité syndical du Parc naturel du Haut-Jura a décidé de prescrire la **révision du SCoT du Pays du Haut-Jura**.

Les cœurs de biodiversité

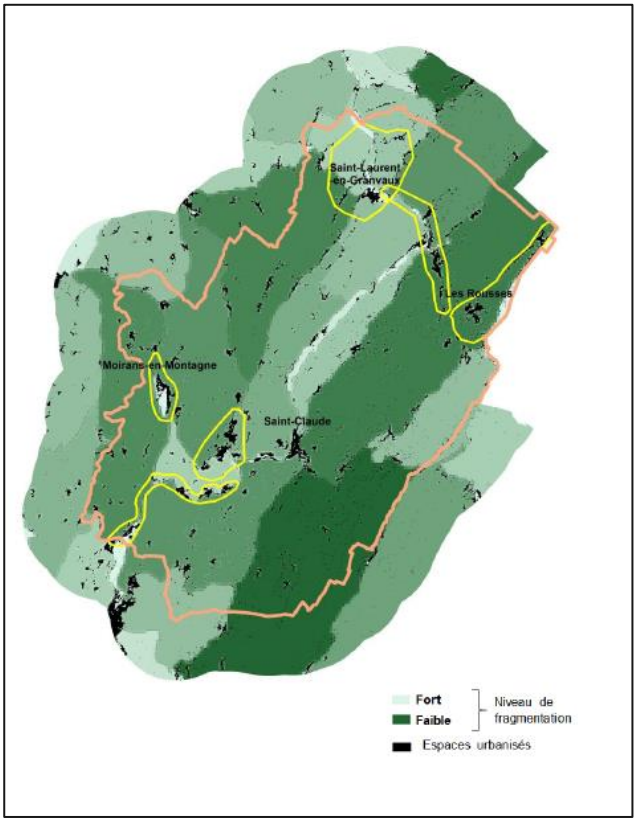
Le niveau de biodiversité à l'échelle du SCoT est élevé : couverture forestière étendue mêlant forêts anciennes et forêts récentes produit d'une recolonisation naturelle, milieux agricoles gérés par l'élevage extensif, espaces en voie d'abandon car éloignés des sièges d'exploitations ou difficiles à exploiter ou à l'inverse, prairies de plus en plus intensifiées…

Le SCoT reconnait l'intérêt écologique des espaces naturels remarquables et des éléments qui permettent les échanges entre les « **cœurs de biodiversité** » qui s'appuient sur les périmètres de protection et institutionnels (des zonages de protection stricte existants (APPB, réserve naturelle, Natura 2000, ZNIEFF de type I, forêts à grand tétras, prés-bois, zones d'estives principales identifiées au plan de Parc, zones humides …).

Le territoire compte de grands ensembles de zones humides fonctionnelles et de grande qualité biologique dont les prés de Valfin et de la Rixouse, que viennent conforter les petites et toutes petites zones humides relais. En ce qui concerne la trame aquatique, le bassin versant de la Bienne est considéré comme prioritaire, intégrant les cours d'eau et les milieux humides attenants, en particulier les ripisylves (forêts alluviales relictuelles notamment).

Ces caractéristiques, associées à une urbanisation encore peu étendue (4% du territoire en 2017) et à des infrastructures dont les caractéristiques ne constituent pas des coupures très fortes (pas d'autoroute ou de ligne ferroviaire à grande vitesse) permettent au territoire du SCoT du Haut-Jura de maintenir un large éventail de continuités écologiques, qu'elles soient interrégionales ou territoriales (y compris transfrontalières), qu'elles soient terrestres ou aquatiques.

Il apparait globalement **peu fragmenté et fonctionnel** hormis quelques secteurs prioritaires eu égard de l'état de fragmentation actuel et aussi (et surtout) du fait de l'évolution pressentie de ces secteurs : augmentation du trafic, développement de l'urbanisation et, très ponctuellement, intensification des pratiques agricoles. Parmi les secteurs concernés figurent la Basse vallée de la Bienne, entre Saint-Claude et Lavancia-Epercy, et le Plateau du Lizon.



Carte 36. Etat de la fragmentation du territoire du SCoT du Haut-Jura (indice CBC)



Carte 37.Continuités écologiques du DOO du SCoT du Pays du Haut Jura

Toutefois, le territoire est habité, aménagé, valorisé et évolue dans son occupation du sol, entraînant potentiellement des modifications dans les conditions de maintien de cette biodiversité. Certaines parties du territoire, présentant des niveaux de biodiversité variables, se retrouvent au centre de plusieurs types d'enjeux concurrents en matière d'occupation du sol ou d'usages : urbanisation (lotissement, zone d'activité économique, etc.), équipement (hébergement touristique, etc.), agriculture (prairies de fauches).

Par ailleurs, la consommation foncière concerne certains milieux à haute valeur écologique. La dispersion et l'effet diffus de cette consommation foncière souligne la nécessité de s'interroger sur les impacts qu'elle peut générer sur le territoire en matière de fragmentation et de discontinuités écologiques notamment.

La TVB du PNR du Haut-Jura

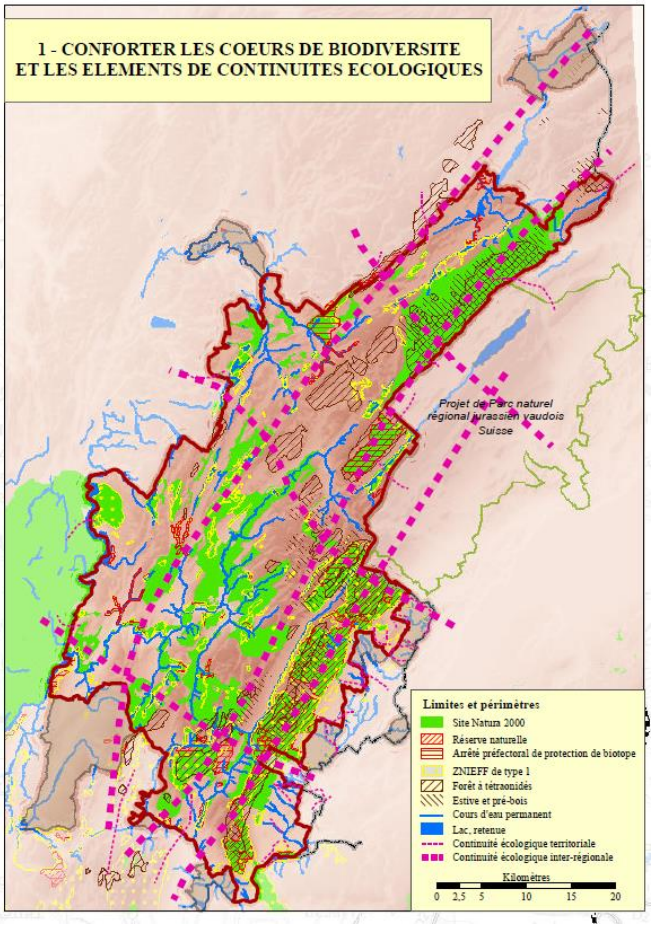
Comme évoqué précédemment, les 10 intercommunalités sont signataires d'un projet commun inscrit dans la Charte du Parc (2010-2025), s'engageant ainsi à en respecter les principes et les objectifs.

Cette charte se structure autour de trois vocations et 11 axes :

- Un territoire construit, vivant et animé ensemble ;
- Un territoire responsable de son environnement ;
- Un territoire qui donne de la valeur à son économie.

Cette charte comporte des orientations plus affirmées en matière d'urbanisme avec le choix d'un urbanisme frugal et l'expérimentation de nouvelles formes de vie sociale dans l'habitat.

Le PNR a engagé, en 2022, la révision de la Charte (2026-2040) dont le périmètre d'étude intègre 24 nouvelles communes.



Carte 38. Extrait du Plan de Parc - Mars 2011

Dans le cadre de la révision de la Charte du Parc (2026-2041), le PNR du Haut-Jura a souhaité redéfinir la Trame Verte et Bleue sur l'ensemble de son territoire permettant également à ce travail d'alimenter la révision du SCOT (en cours de révision) et notamment cibler des zones préférentielles de renaturation.

A noter que le PNR du Haut-Jura a lancé, fin 2025, une étude de déclinaison de la Trame Verte et Bleue du Parc naturel régional du Haut-Jura à l'échelle des EPCI dans les documents d'urbanisme à partir du travail de définition de la TVB présenté synthétiquement ci-après et que les résultats de cette étude ne sont donc pas connus au moment de l'élaboration du PLUi de Haut-Jura Saint-Claude.

Ce travail de définition se base sur une modélisation de 6 sous-trames :

- Milieux forestiers
- Milieux ouverts herbacés regroupant les pâturages, les prairies et les alpages

- Milieux bocagers
- Zones humides
- Milieux aquatiques regroupant les cours d'eau et les plans d'eau.

L'analyse intègre également la pollution lumineuse comme donnée d'entrée et permet d'obtenir une deuxième cartographie par sous-trames intégrant la fragmentation liée à celle-ci.

Les résultats de cette modélisation sont cartographiés « bruts », il est ainsi nécessaire de les interpréter à l'échelle de chaque PLUi en y intégrant les spécificités de chaque territoire.

Les sites du grand Tétras

Habitant des forêts jurassiennes, le Grand tétras est une espèce phare du massif. Il est cependant en déclin sur le territoire, menacé par la fragmentation de son habitat et le dérangement. Ce Galliforme fait donc l'objet de mesures de conservation depuis de nombreuses années.



Source : PNR du Haut-Jura (https://www.parc-haut-jura.fr/agir-pour-le-territoire/preserver-les-equilibres-ecologiques-des-milieux-naturels-et-leur-biodiversite/conserver-les-especes/grand-tetras/)

Le Grand tétras est un oiseau forestier. Il affectionne tout particulièrement les forêts résineuses claires et étagées. La structuration de ces forêts permet un apport conséquent de lumière sur la strate herbacée et facilite son développement. Cette strate basse revêt un rôle majeur. Elle prodigue à l'oiseau sa ressource alimentaire, principalement de la myrtille. Elle fournit également une couverture protectrice pour la nidification et l'élevage des jeunes.

Dans le Massif du Jura, la gestion en futaie jardinée a permis de maintenir des habitats favorables à l'espèce sur une grande partie du territoire. Les milieux intra-forestiers (clairières) et les pré-bois (interface entre milieu forestier et milieu ouvert) apportent une hétérogénéité appréciée par l'oiseau.

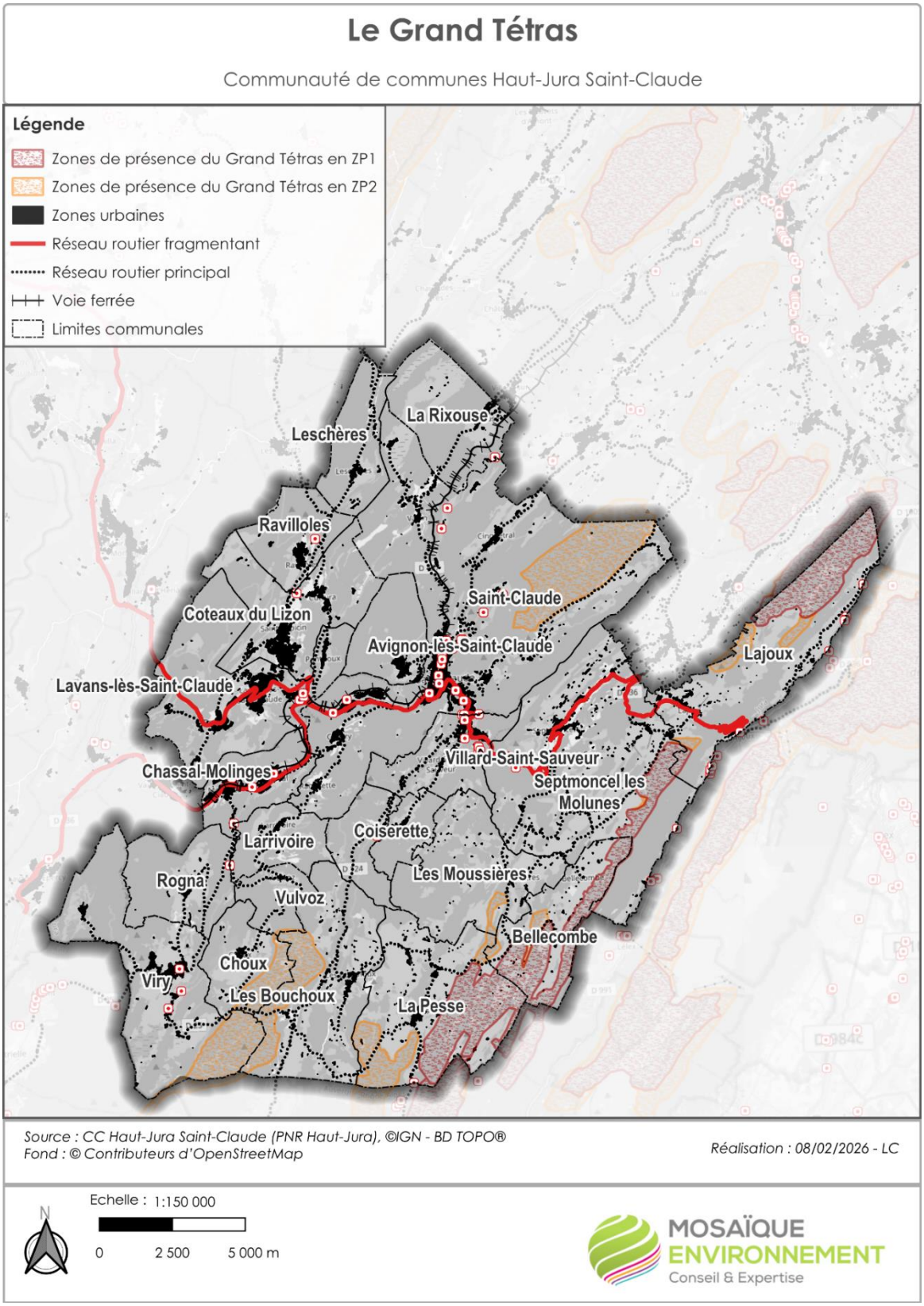
Depuis les années 1970, les effectifs jurassiens ont fait l'objet d'estimations à intervalles irréguliers. La première estimation qui fait référence est celle de Couturier en 1964. L'effectif mais aussi l'aire de répartition étaient alors bien plus importants qu'aujourd'hui.

Dès 1975, les comptages de l'Office national de la chasse attestaient d'une régression nette. La création de différentes structures environnementales depuis les années 1990 a permis d'obtenir les chiffres annuellement. En effet, ces structures assurent le suivi des populations.

La dernière estimation du nombre de Grand tétras atteste d'une dynamique toujours aussi négative. Le Groupe Tétras Jura comptait 278 oiseaux pour la population du Haut-Jura en 2021.

Cette baisse des effectifs de la population s'accompagne d'une forte réduction et fragmentation de l'aire de présence de l'espèce. Deux dynamiques sont à l'œuvre sur le territoire :

- Le maintien des noyaux cœurs de la population du Parc (Aire de type I 2020), c'est-à-dire les zones où l'espèce est encore bien présente et où les effectifs se maintiennent. Ces aires sont considérées comme essentielles pour la conservation de l'espèce, car elles abritent les populations les plus stables et les habitats les plus favorables ;
- Le déclin très important des massifs périphériques (Aire régulière 1999 et aire de présence ancienne 1975) qui connaissent un déclin marqué et une fragmentation de l'habitat.



carte 39 : Carte des zones de présence du Grand Tétras : zone de présence sensible et régulière selon la cartographie établie par Marc Montadert et le Groupe Tétras Jura Source : Groupe Tétras Jura, 2020, DREAL, 2022

La TVB intercommunale, un maillon essentiel de la trame verte et bleue régionale

Un territoire globalement fonctionnel et riche en biodiversité

Le territoire est riche en espaces agricoles, naturels et forestiers. Ils représentent plus de 80% de la superficie totale du territoire.

Les cœurs de biodiversité peuvent d'être délimités en s'appuyant sur les périmètres des zonages de protection stricte existants tels que les arrêtés préfectoraux de biotope, les sites Natura 2000, les ZNIEFF de type I ou encore les zones humides. Ils sont une composante importante du bon fonctionnement des sous-trames.

La sous-trame forestière sur le territoire est très représentée et fonctionnelle. La grande majorité des cœurs de biodiversité sont connectés avec cette sous-trame. La sous-trame des milieux ouverts se trouve principalement dans le sud-est du territoire. La sous-trame des milieux humides est intégrée dans sa presque totalité aux cœurs de biodiversité. Le fonctionnement de cette sous-trame repose sur le principe des corridors en pas japonais.

La sous-trame aquatique regroupe tous les milieux d'eau libre, rivières et lacs en particulier et fonctionne en étroite relation avec la sous-trame des milieux humides. Elle présente la particularité que les cœurs de biodiversité sont également des corridors. Cette sous-trame doit être rendue plus fonctionnelle du point de vue de la circulation des espèces, car la continuité écologique est souvent interrompue par des seuils d'origine anthropique.

La biodiversité et les espèces du territoire

Certaines espèces particulièrement importantes d'un point de vue écologique font l'objet de zonages de protection. C'est le cas de l'Ecrevisse à pattes blanches, par exemple sur la commune de Ravilloles, ou de certains oiseaux protégés sur les communes de Coiserette, Coyrière, La Pesse ou encore Les Bouchoux, tels que le Faucon pèlerin *(Falco peregrinus),* le Grand-Duc d'Europe *(Bubo bubo),* le Harle bièvre (*Mergus merganser*), le Grand Corbeau (*Corvus corax)*, le Faucon crécerelle (*Falco tinnunculus*), le Choucas des tours (*Corvus monedula*), le Martinet à ventre blanc (*Tachymarptis melba*), l'Hirondelle de rochers (*Ptyonoprogne rupestris*), Hirondelle de fenêtre (*Delichon urbicum*)…

Les forêts d'altitude du Haut-Jura abritent également plusieurs espèces protégées au titre de l'article L.411.1 du Code de l'Environnement dont notamment deux espèces menacées de disparition en Franche-Comté sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) : Grand Tétras *(Tetrao urogallus)* et le Pic tridactyle *(Picoides tridactylus)*. Les forêts constituent aussi un refuge très favorable pour le Lynx boréal.

Les reptiles et batraciens sont connus et ont fait, par le passé, l'objet d'une publication pour sensibiliser le public à leur préservation. Dans les milieux humides et aquatiques, parmi les amphibiens du territoire, on recense : le groupe de « grenouilles vertes », la Grenouille rousse, le Crapaud commun, l'Alyte accoucheur, ou encore le Triton crêté.

Un territoire peu fragmenté

Le territoire du Haut-Jura reste fortement perméable et peu fragmenté. Aucune autoroute ni voie de chemin de fer à grande vitesse ne traverse l'intercommunalité. Parmi les principaux éléments qui fragmentent la continuité écologique du territoire, on note l'urbanisation existante et son développement (bourgs, tissus urbains, hameaux) ainsi que les infrastructures majeures de transport (RD436, RD437…). La vallée de la Bienne est particulièrement concernée.

Quelques secteurs ont été identifiés comme secteurs à enjeux dans le SCoT. Ce caractère prioritaire est motivé non seulement par l'état de fragmentation identifié à l'heure actuelle mais également (et surtout) par l'évolution pressentie de ces secteurs : augmentation du trafic, développement de l'urbanisation et, très ponctuellement, intensification des pratiques agricoles. Il s'agit notamment du secteur de la basse vallée de la Bienne, entre Saint-Claude et Lavancia-Epercy ainsi que du Plateau du Lizon.

Le territoire étant très perméable, il a été choisi de réaliser une cartographie mettant en évidence les secteurs à enjeux à l'échelle de l'intercommunalité qui doivent faire l'objet d'une attention particulière en termes de préservation des milieux et des espèces, plutôt que de représenter toutes les continuités écologiques du territoire à préserver.

La trame verte et bleue du territoire

Les principales sous-trames écologiques du territoire

Pour rappel, une sous-trame écologique est un ensemble de milieux favorables à une espèce ou un groupe d'espèces dans une aire donnée. Il comprend un ou plusieurs réservoirs de biodiversité, des zones périphériques et des corridors. Eu égard à la diversité de ses conditions topographiques et géologiques, le territoire comporte de nombreuses sous-trames :

- **La sous-trame forestière :** Le territoire présente une part surfacique équilibrée entre feuillus et résineux. Cependant le facteur altitudinal implique un étagement de cette végétation et donc une répartition géographique marquée. Les peuplements résineux sont notamment majoritaires en altitude, au-dessus de 800 mètres. En termes d'essences, l'épicéa commun, fortement favorisé par la gestion humaine (gestion forestière et pâturage boisé) est aujourd'hui majoritaire, le sapin pectiné et le hêtre commun l'accompagnent comme essences majoritaires. Les habitats forestiers sont très diversifiés en raison de l'aspect montagnard, on y trouve donc des chênaies, charmaies, hêtraies, hêtraies thermophiles et mésophiles, hêtraies sapinières, hêtraies à érable, sapinières à érables et pessières à érable, pineraies à crochet. La gestion sylvicole présente une majorité de futaie irrégulière, pouvant être qualifiée de futaie jardinée. Ces milieux sont support d'une biodiversité importante.

- **La sous-trame prairie et milieux ouverts** : ces espaces regroupent deux types de milieux ouverts.

D'une part, les milieux ouverts productifs dont la production herbacée est importante (prairies pâturées, prairies fauchées etc). La qualité écologique de cette sous-trame n'est pas homogène à l'échelle du SCOT. En effet, les prairies sont des milieux souvent intensifiés pour permettre une production fourragère importante (fertilisation, multiplication du nombre de coupes, suppression des haies, etc.). Cette intensification, selon son niveau, conduit à une réduction et une banalisation de la biodiversité de ces milieux. Au niveau franc-comtois, le Haut-Jura est l'un des grands secteurs de présence significative de ces prairies extensives.

D'autre part, les milieux ouverts peu productifs en mosaïque paysagère : pelouses rases, buissons, arbres isolés, dalles rocheuses, murets. Elle représente une partie du caractère social et de l'histoire du Haut- Jura.

Cette sous-trame est celle pour laquelle le territoire du SCOT présente la plus forte responsabilité en termes de conservation mais également, localement, en termes de restauration, à travers la reconquête d'espaces de pelouses sèches abandonnés ou sous exploités et embroussaillés et la réouverture de pré-bois.

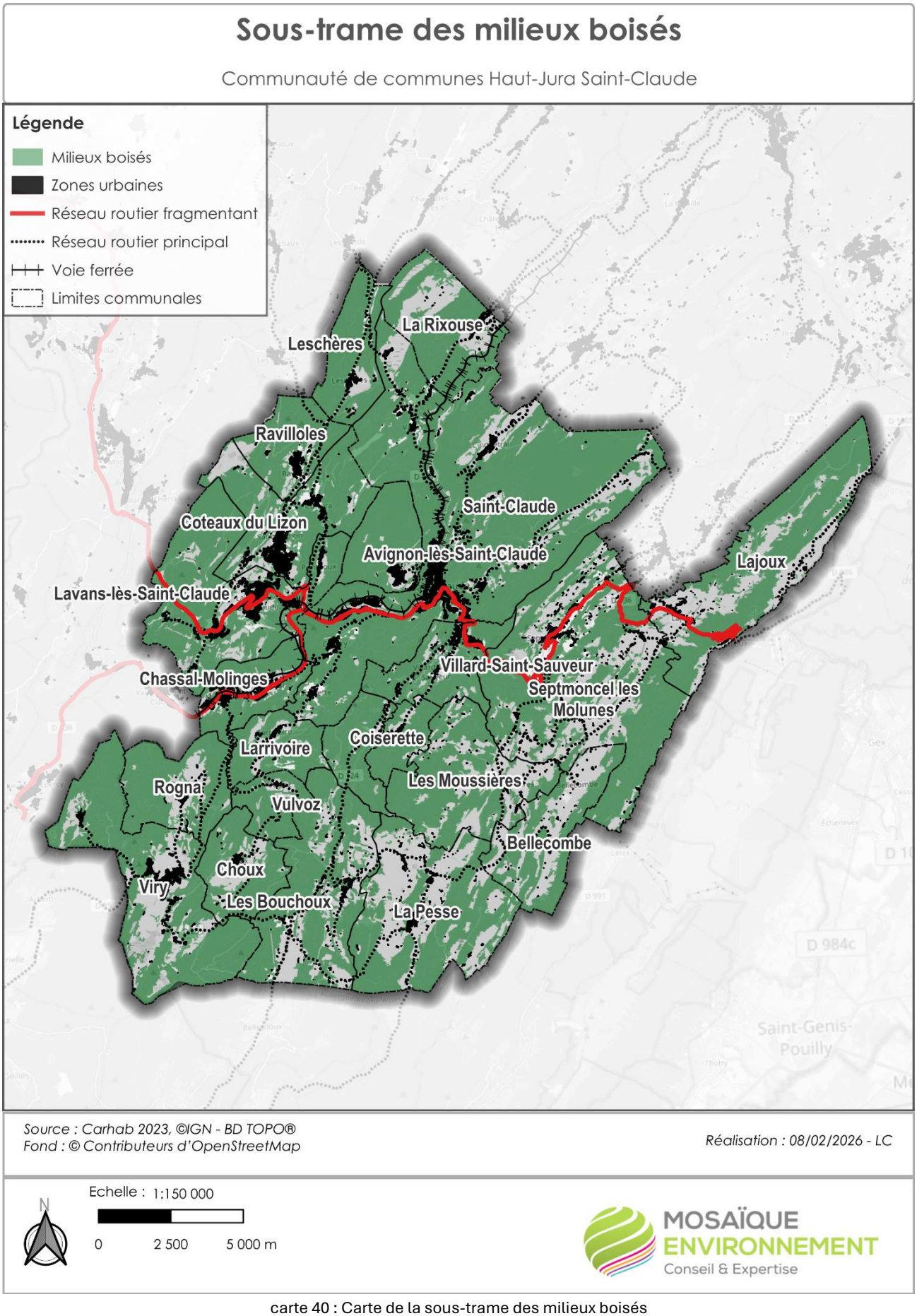
- La sous-trame des milieux agricoles cultivés : elle regroupe des cultures annuelles peu intéressantes du point de vue écologique (généralement exploitation intensive, utilisation d'intrants ...).

- La sous-trame des milieux humides et aquatiques :

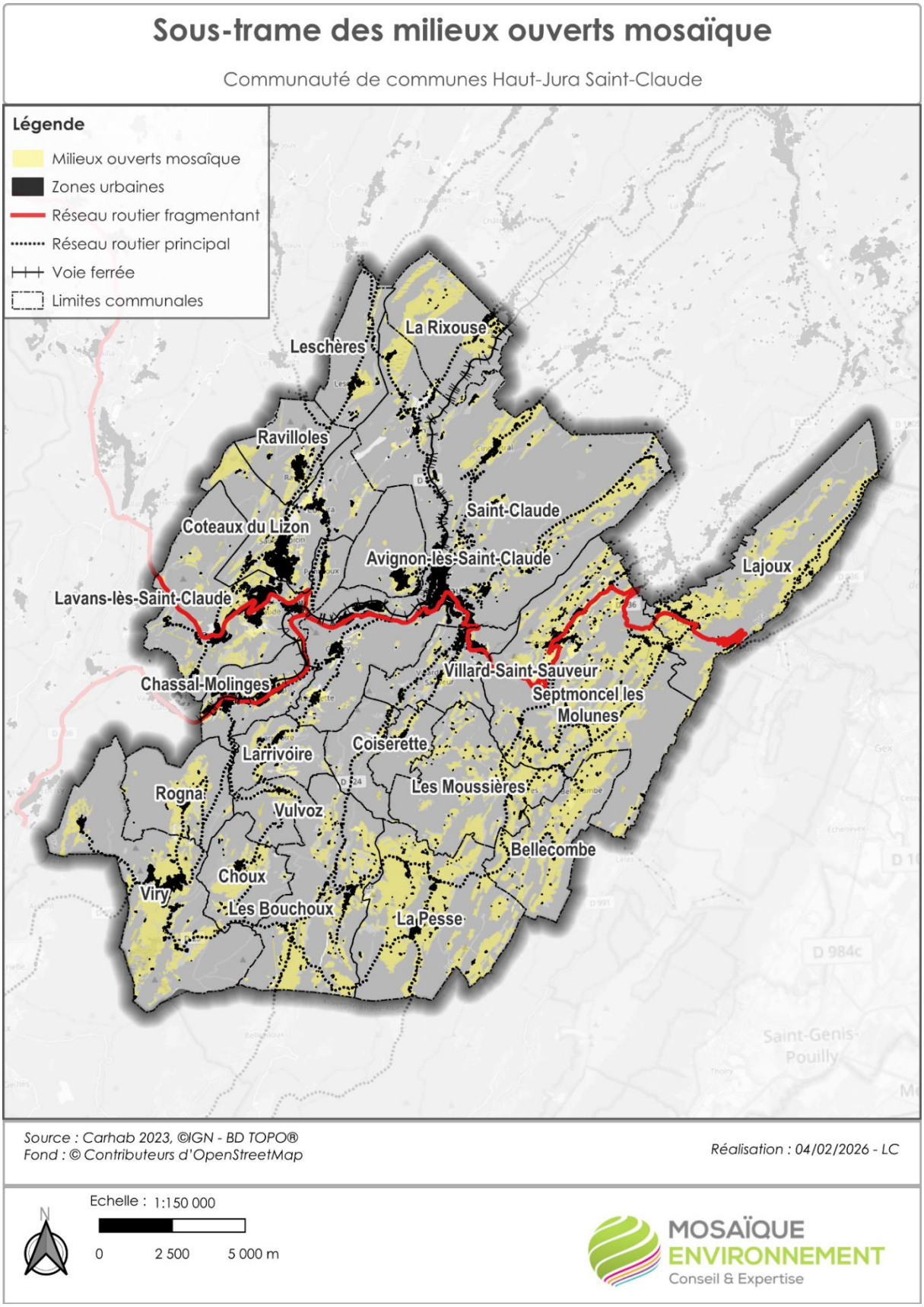
Les milieux humides sont de très haute importance pour le territoire du Haut-Jura (enjeux écologiques, paysagers et socio-économiques). Ce haut niveau patrimonial et la nécessité de les cartographier et de les préserver dans les documents d'urbanisme est acté dans la charte du Parc naturel régional du Haut-Jura depuis 1998. Si le territoire compte de grands ensembles de zones humides fonctionnels et de grande qualité biologique (près de Valfin et de la Rixouse, Hautes-Combes, etc.), l'importance des petites et toutes petites zones humides relais ne doit pas être sous-estimée en particulier pour les espèces à plus faible capacité de dispersion. Leur préservation passe par l'identification de ces micro milieux dans les documents d'urbanisme, la sensibilisation du monde agricole et du grand public, etc.

La continuité des milieux aquatiques au niveau du SCOT et des principaux cours d'eau, est souvent interrompue par des seuils d'origine anthropiques, autrefois créés pour faire fonctionner des moulins et autres scieries ou encore utilisés à des fins de production d'hydro-électricité. La sous-trame des milieux aquatiques doit être rendue plus fonctionnelle du point de vue de la circulation des espèces.

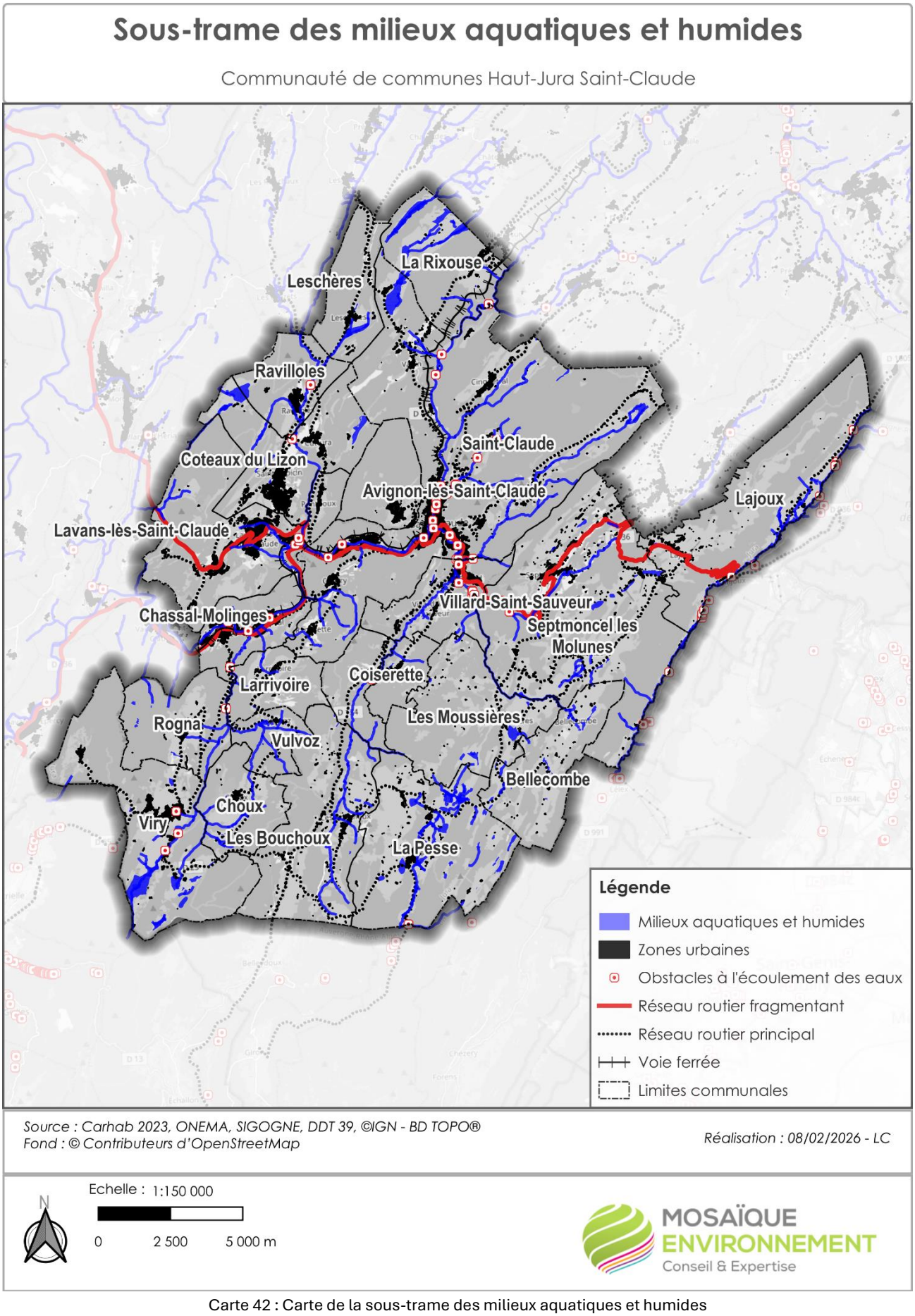
En la matière, le bassin versant de la Bienne, en totalité sur le territoire du SCOT, doit être considérée comme prioritaire. Da la même façon, les milieux humides attenants, en particulier les ripisylves (forêts alluviales relictuelles notamment), sont à préserver. Au-delà de leur rôle sur l'atténuation des crues, l'épuration, la stabilisation des berges (...), ils sont très importants pour certaines espèces (Castor, etc.).



carte 40 : Carte de la sous-trame des milieux boisés



Carte 41 : Carte de la sous-trame des milieux ouverts mosaïque



Carte 42 : Carte de la sous-trame des milieux aquatiques et humides

Les réservoirs de biodiversité

Il s'agit de secteurs dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée et qui présentent une superficie suffisante pour permettre aux espèces d'accomplir leur cycle de vie et de se disperser tout en bénéficiant d'une tranquillité relative. Sur le territoire, ils sont représentés par :

- **Les réservoirs de biodiversité majeurs à statut :** ils sont issus des protections, inventaires ou de sites en gestion (Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope, ZNIEFF de type I, Espaces Naturels Sensibles, Sites du Conservatoire d'Espaces Naturels, sites classés et inscrits à caractère naturel). Pour la trame bleue, ils regroupent les milieux humides à partir des éléments identifiés par l'Agence Régionale de la Biodiversité Bourgogne-Franche-Comté (milieux humides), mais également à une échelle plus locale à partir d'inventaires complémentaires (zones humides issues de terrains OAP) et pour les milieux aquatiques, les réservoirs biologiques du SDAGE 2022-2027, les cours d'eau liste 1 et 2 et les cours d'eau de l'APB Ecrevisse.

- **Les réservoirs de biodiversité complémentaires :** ils ont été définis à partir des périmètres des sites Natura 2000, des réservoirs de biodiversité identifiés par le PNR du Haut-Jura dans le cadre de son travail d'identification (réservoirs ont été définis par sous-trames : réservoirs des milieux forestiers, réservoirs des milieux ouverts en mosaïque), des éléments identifiés à partir des éléments identifiés par la plateforme SIGOGNE de l'Agence Régionale de la Biodiversité Bourgogne-Franche-Comté (mares). Ce sont également les autres réservoirs inscrits au SRADDET (réservoirs de biodiversité souterrains).

Les corridors écologiques

Les corridors écologiques sont des connexions fonctionnelles entre réservoirs de biodiversité et/ou espaces perméables.

Leur définition à l'échelle du PLUi est issue d'un travail de déclinaison de la trame verte et bleue supra-territoriale (issue du SRADDET et de la modélisation du PNR du haut-Jura) et d'un complément d'analyse.

Ces espaces de connexion entre les réservoirs de biodiversité sont de trois types :

- **Les corridors interrégionaux :** La recherche de la cohérence nationale impose de prendre en compte les continuités écologiques interrégionales et transfrontalières. La communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude est concernée par des corridors en lien avec la région Auvergne-Rhône-Alpes et plus précisément le territoire du Haut-Bugey ;

- **Les corridors prioritaires du plan de parc :** Ces derniers sont déclinés par le PNR du Haut-Jura. Ce sont les corridors à restaurer et ceux en lien avec les territoires adjacents ;

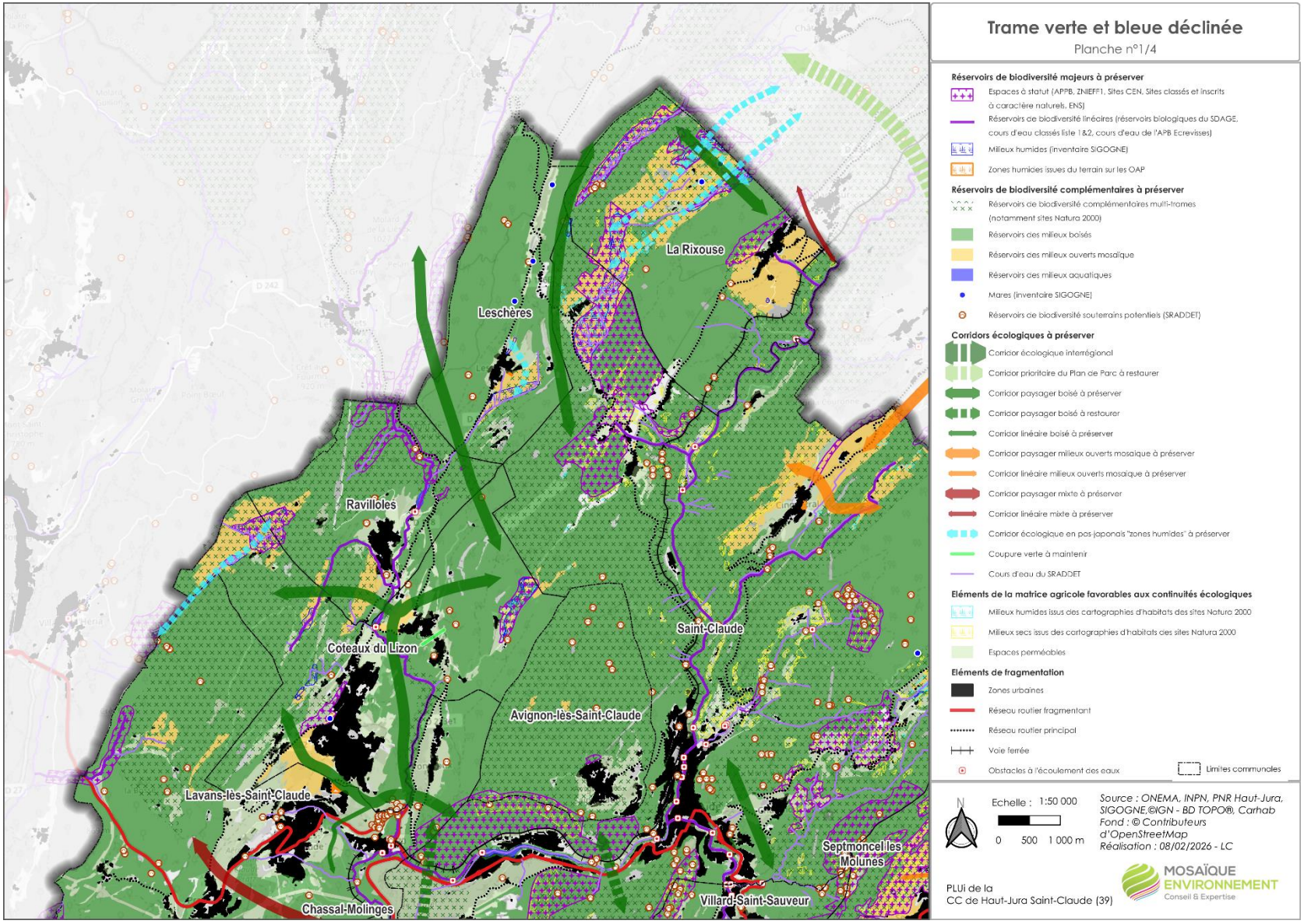
- **Les corridors paysagers :** ils sont généralement larges et supports de plusieurs sous-trames (par exemple les milieux associés à un cours d'eau et sa vallée alluviale, associant les sous-trames aquatiques, boisées, prairiales et zones humides). Ce sont généralement les corridors les plus fonctionnels, pouvant être utilisés par un grand nombre de groupes d'espèces. Ils sont encore peu contraints par l'urbanisation. Cependant, ils peuvent être atteints par la présence d'une infrastructure avec un trafic important et ainsi perdre en fonctionnalité ;

- **Les corridors linéaires** : souvent réduits en largeur entre deux fronts d'urbanisation (dernier secteur à préserver) ou de milieux peu favorables au déplacement des espèces (secteur à restaurer) ; ou réduits à une seule sous-trame (par exemple un ruisseau traversant un centre-ville). Ils sont en général assez contraints, étroits et plus exposés au dérangement qu'un corridor large de type paysager ;

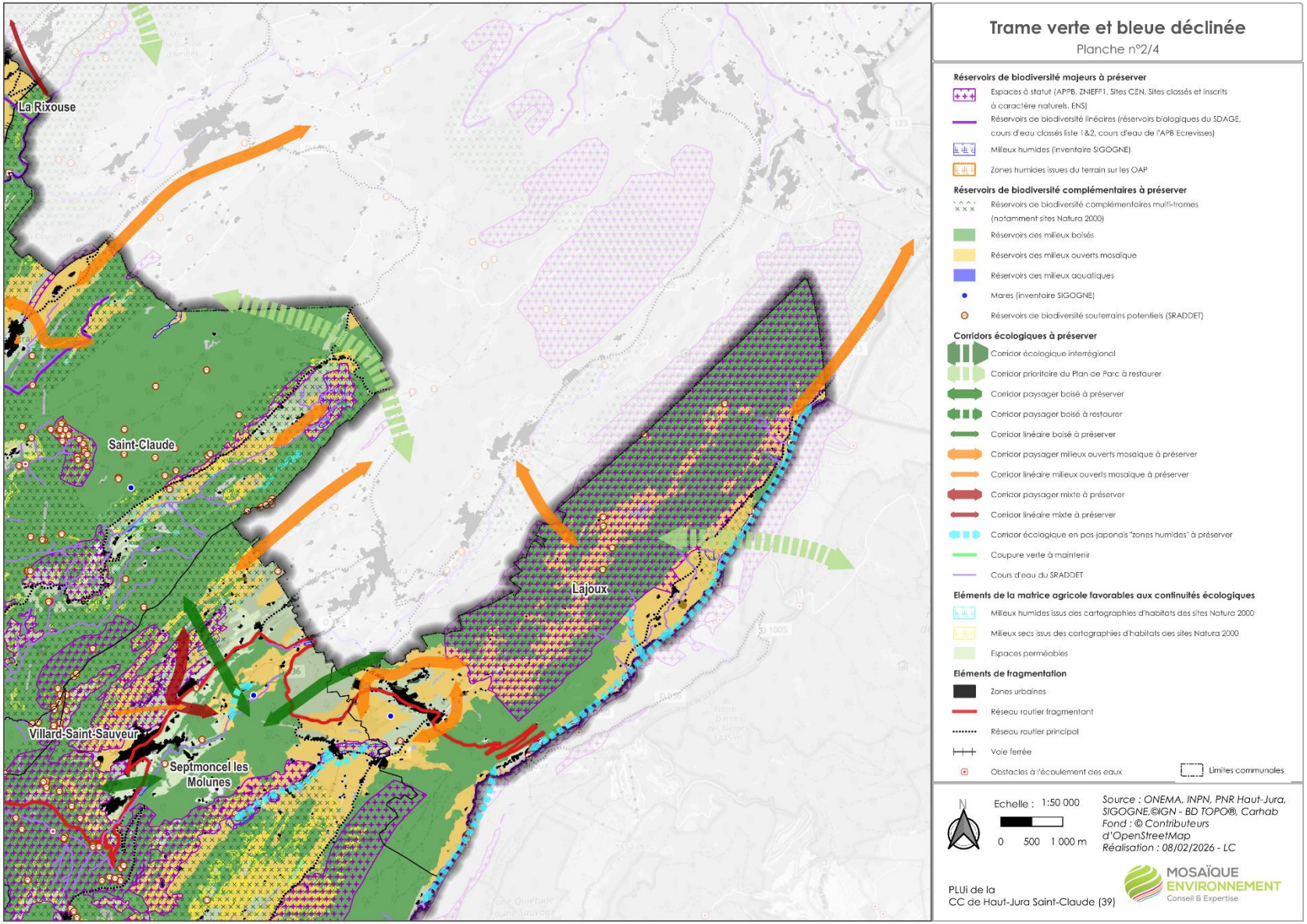
- **Les corridors écologiques en « pas japonais » :** ces corridors sont constitués de reliques de milieux favorables, dont la connexion terrestre est la plupart du temps inexistante. Ils sont potentiellement fonctionnels pour des espèces

ayant une grande capacité de déplacement (oiseaux, grands mammifères) ou volantes mais ne le sont plus pour des espèces se déplaçant peu ou pas en dehors de milieux favorables (insectes, amphibiens et reptiles, micromammifères). Selon la sous-trame considérée et les besoins des espèces concernées, ces corridors peuvent nécessiter une restauration afin de retrouver leur fonctionnalité ;

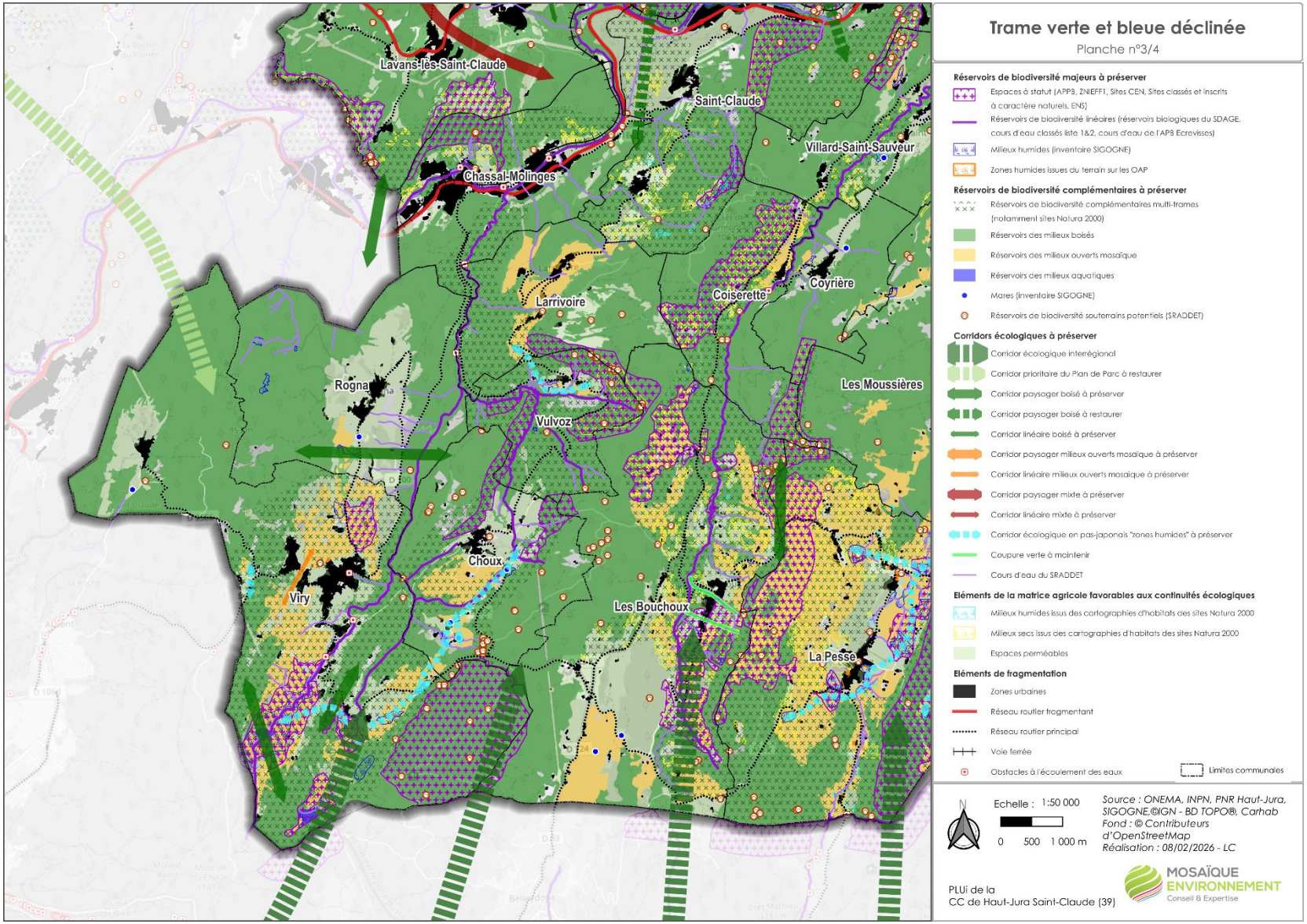
- Les **coupures vertes à maintenir** : Ce sont des coupures en milieux urbains relativement contraints et dégradés mais importantes à prendre en compte dans les aménagements urbains pour maintenir une perméabilité des milieux favorables aux petites espèces.



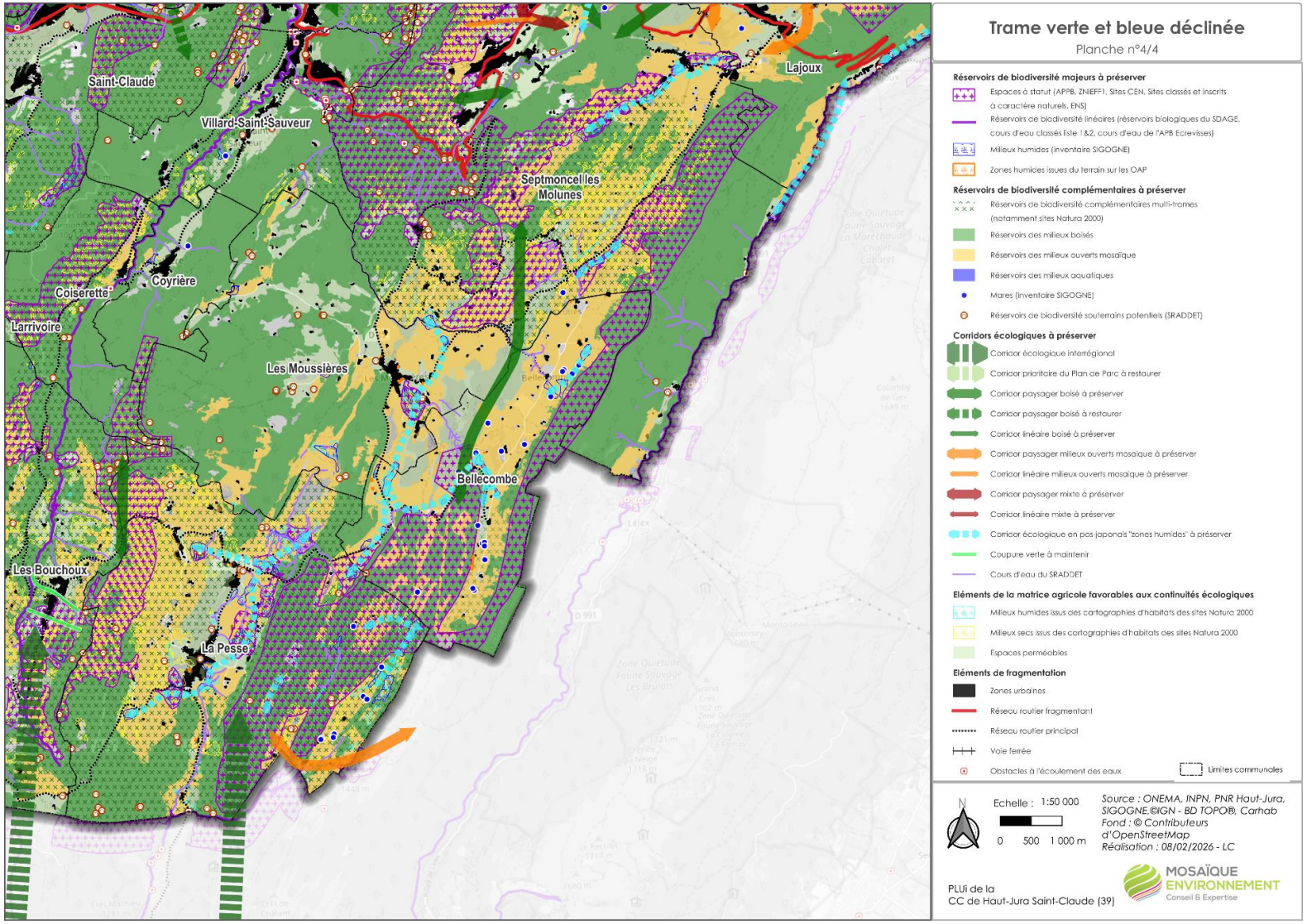
Carte 43 : Carte de la trame verte et bleue – planche 1



Carte 44 : Carte de la trame verte et bleue – planche 2



Carte 45 : Carte de la trame verte et bleue – planche 3



carte 46 : Carte de la trame verte et bleue – planche 4

Cas particulier de la sous-trame des milieux urbains

Milieu hostile ou écosystème spécifique ?

Eu égard à la nature de l'occupation de ses sols, les territoire de la CC HJSC dispose d'une trame verte et bleue globalement bien fonctionnelle à l'intérieur des grands massifs, mais plus fragile au niveau des vallées urbanisées (comme la vallée de la Bienne) qui ont un effet fragmentant.

La sous-trame des milieux urbains est peu représentée sur le territoire et regroupe des espaces très concentés et peu fragmentés.

Au sein des espaces bâtis, quelques espaces verts intra-urbains, les jardins, ou encore les bords de routes, permettent l'accueil de la petite faune dite « anthropophile », c'est-à-dire adaptée à vivre à proximité de l'homme (petits insectes, mammifères et oiseaux ...). Outre ce rôle primordial dans les continuités écologiques intra-urbaines, ces espaces participent également à la régulation du microclimat urbain, au cycle de l'eau (infiltration des eaux de pluie, etc.), à l'atténuation des nuisances sonores et des pollutions, ainsi qu'au paysage urbain et donc au cadre de vie

Le maintien ou le développement d'une biodiversité urbaine riche et fonctionnelle nécessite de redonner la possibilité à de nombreuses espèces de cheminer dans l'espace construit, tout comme cela est promu dans l'espace rural. La qualité de l'habitat ne suffit pas pourl animaux terrestres, il y a un problème de capacité de déplacement qui implique directement la structure du tissu urbain.

Par ailleurs, si la trame bleue y a toute son importance, notamment dans le contexte du réchauffement climatique et de la nécessité de développer des îlots de fraîcheur, elle est toutefois souvent moins prégnante, ou tout du moins moins visible, les cours étant parfois busés ou inacessibles pour éloigner l'urbanisation des zones de risques, les zones humides dégradées voire remblayées ...

LE SAVIEZ-VOUS?

Le milieu urbain constitue un écosystème à part entière, où les espaces susceptibles d'accueillir la biodiversité sont très restreints en superficie, et entourés par des bâtiments, des rues, des murs, ... au sein d'une matrice urbaine inhospitalière (climat plus chaud, plus sec, air plus pollué, bruit ...).

La richesse et la variété des espèces présentes dépendent de leurs exigences et de leur tolérance à ces conditions de vie différentes. La faune et la flore recèlent ainsi une forte proportion d'espèces pionnières, qui font preuve de fortes capacités d'adaptation. On y trouve également une grande proportion d'espèces cultivées ou domestiques. La faune regroupe des espèces généralistes qui ont su tirer profit de ces espaces contraints du fait de leur alimentation opportuniste et de leur capacité de dispersion. Les espèces volantes (oiseaux, libellules...) qui arrivent à s'affranchir des obstacles que constituent les bâtiments sont les plus nombreuses.

Enfin, l'espace urbain est le domaine prioritaire de prise en compte de la trame noire, dont l'objectif est de réduire les impacts de l'éclairage sur les écosystèmes et la qualité de vie des habitants.

Des fonctions multiples

La trame verte et bleue dans les espaces bâtis répond aux défis contemporains tels que la densification urbaine, la préservation environnementale et l'amélioration de la qualité de l'air. Elle est indispensable à la conception d'espaces urbains résilients, agréables et adaptés aux besoins évolutifs des habitants.

Plus spécifiquement, la nature en ville est un maillon indispensable des continuités écologiques en permettant la dispersion des espèces jusqu'au cœur des espaces bâtis. A l'échelle locale, elle permet de maintenir une diversité de la faune et de la flore ouvrant ainsi la voie à la sensibilisation de la population sur les enjeux du maintien de la biodiversité et au développement de techniques de gestion plus raisonnée dans les espaces publics et dans leurs pratiques de jardinage. Elle permet par ailleurs, d'améliorer le cadre de vie dans sun contexte de densification, elle sert aussi de support aux déplacements alternatifs, favorise l'infiltration des eaux de pluies, atténue les amplitudes thermiques (pics de chaleur) etc. Au croisement de l'écologie et de l'aménagement urbain, la trame verte et bleue urbaine intégre ainsi, en plus de la biodiversité, de nombreuses autres fonctions et usages (utilitaires, récréatifs, santé, lien social, paysage ...). Elle désigne le réseau complexe de voies, d'îlots et de parcelles ... définissant la structure de la ville. De ce fait, elle peut revêtir des aspects très divers : liaisons douces, parcs, jardins familiaux ou partagés, bassins tampons, végétation d'agrément ... Elle se caractérise par la connectivité, la largeur des voies, et la forme des îlots, influençant l'usage des espaces.

Une nature omniprésente

A l'échelle du territoire communautaire, les centralités disposent d'un taux de végétalisation, variable.

On note ainsi que Saint-Claude, principale centralité bâtie du territoire, ne dispose véritablement que d'un parc central vraiment structurant — le Parc du Truchet — qu'accompagnent plusieurs petites aires paysagères et de jeux dispersées.

Elles sont confortées par des jardins et aménagements verts de quartiers, souvent autour des écoles, places ou à proximité de quartiers résidentiels.

Selon les données de la base géographique « nos villes vertes », la ville-centre de Saint-Claude se caractérise par :

- 33 % de couverture végétale en milieu urbain (incluant arbres, herbacées, pelouses, etc.), c'est-à-dire une part du territoire bâti où la végétation est présente. Cela est inférieur de 8 points par rapport à la moyenne nationale ;

- 59 % de couverture arborée et herbacée totale dans les zones urbaines : cela inclut arbres et autres végétaux : cela est supérieur d'1 point par rapport à la moyenne nationale.

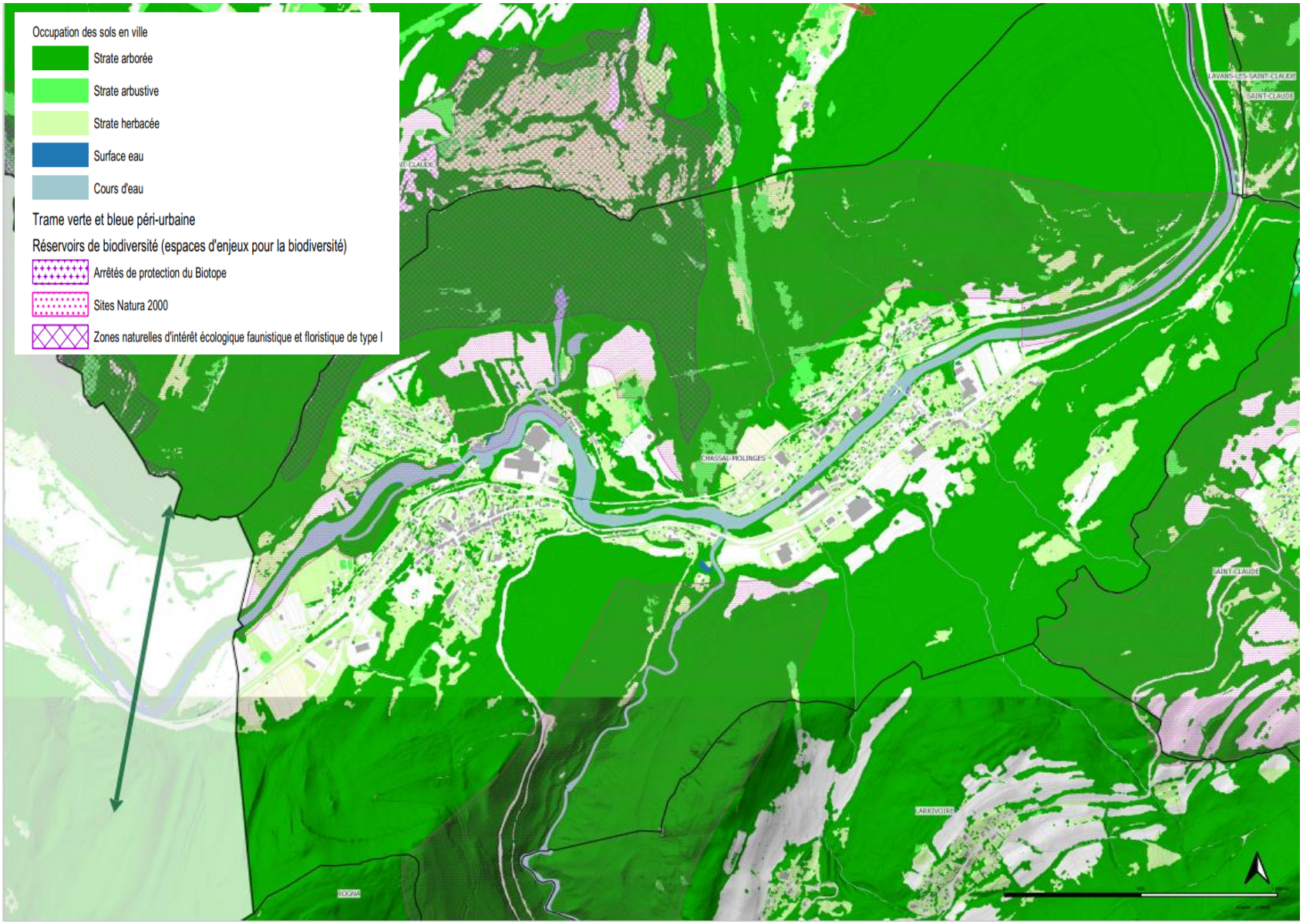
Pour les autres centraliés, ces indicateurs révèlent que les espaces b^tis sont globalement moins arborés que la moyenne nationale, mais présentent par contre un niveau de végétalisation dans la moyenne, voire au-delà si on prend en compte la végétation herbacée.

A Sain-Claude, la surface arborée en ville est de 165 m^2 par habitant. Cet indicateur monte par exemple à 219 m^2 à Lavans-les-Saint-Claude, 441 m^2 à Chassal-Molinges et 569 m^2 à Choux.

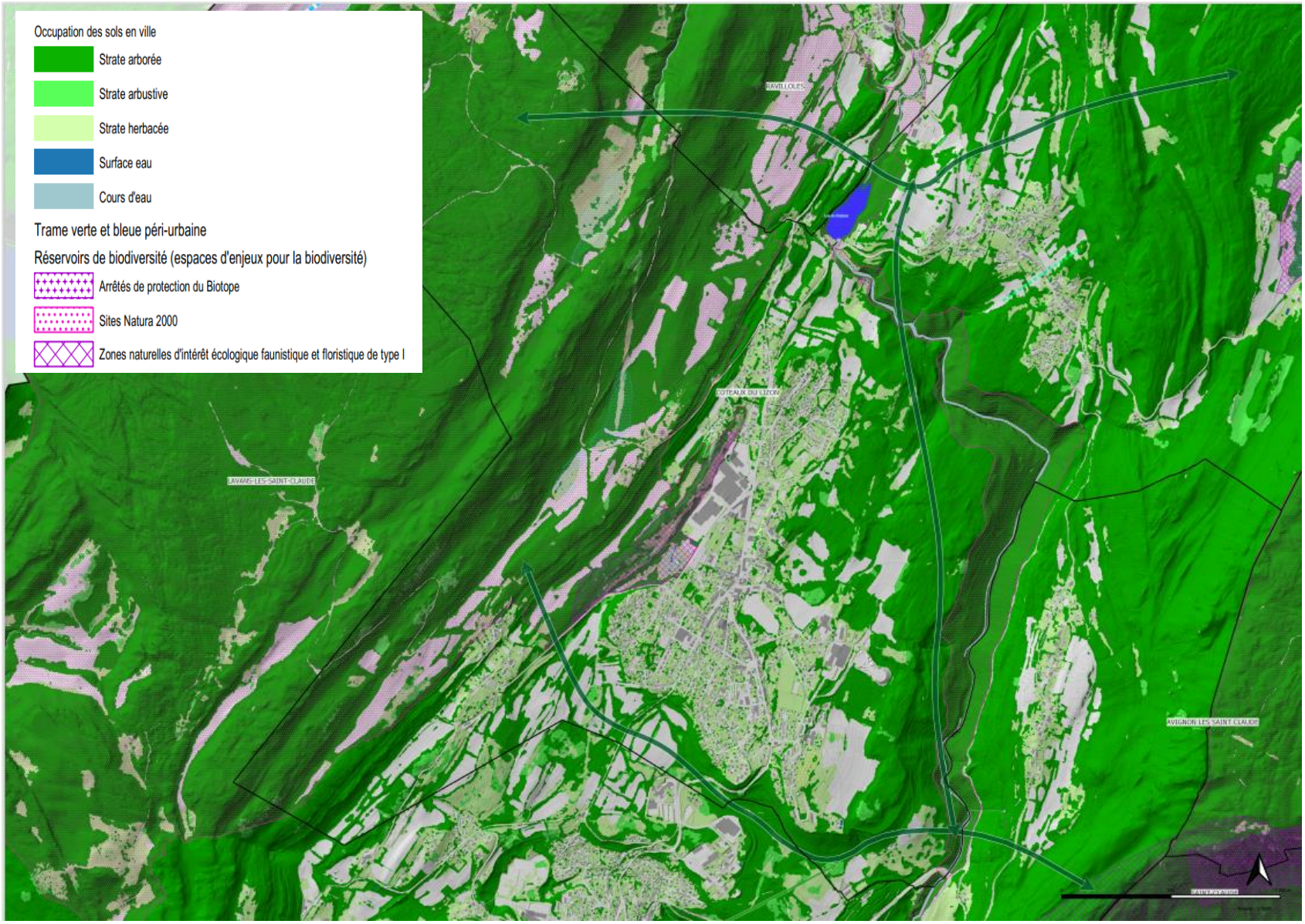
Les espaces de nature sont ainsi globalement bien intégrés dans la morphologie urbaine des principaux bourgs, sous la forme d'espaces verts de proximité (parcs, jardins, espaces de loisirs) ... Ils relèvent avant tout de la végétalisation des espaces privés.

La proximité immédiate de grands espaces naturels font de la végétation une composante forte du cadre de vie dans les villes et villages, tout comme la présence, dans certains, de cours d'eau.

Autrement dit, les bourgs et villages de l'intercommunalité sont globalement verts, et la présence de la nature est confortée, par l'omniprésence des espaces de nature aux portes des centres.



carte 47 : Trame verte et bleue urbaine de Chassal-Molinges



carte 48 : Trame verte et bleue urbaine de Coteaux du Lizon



carte 49 : Trame verte et bleue urbaine de Lavans-les-Saint-Claude



carte 50 : Trame verte et bleue urbaine de Saint-Claude

III.D. Synthèse des enjeux liés aux milieux naturels

Atouts

Un patrimoine naturel reconnu et protégé : 3 arrêtés de protection de biotope, 4 sites Natura 2000, 1 Parc Naturel Régional (PNR du Haut-Jura), quatre sites gérés par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne-Franche-Comté, des sites classés et inscrits naturels, des ZNIEFF de type I et II

De nombreuses zones humides et mares inventoriées

Des cours d'eau faisant l'objet d'un classement ou d'une reconnaissance comme réservoir biologique par le SDAGE

La présence d'une faune et d'une flore remarquable

Un territoire très perméable et peu fragmenté

Une importance des milieux forestiers en termes de superficie

Faiblesses

Des zones urbaines proches des réservoirs de biodiversité et des milieux ouverts et bocagers

Des infrastructures de transport qui divise le territoire, notamment du nord au sud, mais d'impacts modérés

Des impacts attendus du changement climatique sur la répartition des espèces

Enjeux de diagnostic

La protection du patrimoine naturel remarquable (réservoirs de biodiversité, zones humides, pelouses sèches, pré-bois, espaces favorables au Grand Tétras ...), avec une vigilance particulière pour ceux qui sont à proximité immédiate des tissus urbains

La préservation, voire la restauration des continuités écologiques jusque dans l'espace urbain

La préservation des éléments de nature ordinaire et l'intégration du végétal dans le traitement de l'espace public et les aménagements futurs

Enjeux d'aménagement

La disparition accélérée des espèces, la nécessaire transition écologiques et énergétique, la recherche de bien-être et de santé sont autant de préoccupations qui interpellent de plus en plus la relation de l'homme à la Nature. Le non bâti prend en effet une place aussi importante que le bâti et tend à faire évoluer le paradigme de ce qu'est une ville qui, du fait même qu'elle occupe de plus en plus d'espace, a désormais un rôle à jouer dans la conservation de la biodiversité.

Leviers du PLUi

- protection des éléments remarquables
- limitation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et de l'étalement urbain
- développement de solutions fondées sur la nature en milieu urbain dans l'espace urbain
- protection des structures agro-écologiques dans l'espace rural

IV. Les risques majeurs

Un **risque majeur** est la possibilité d'un événement (appelé **aléa**) dont les effets exposent un grand nombre de personnes et de biens (appelés **enjeux**) à des dommages importants (humains, économiques, environnementaux), tels que les capacités ordinaires de réaction de la société peuvent être dépassées. Le risque majeur se caractérise par sa nature, par sa faible fréquence et par sa gravité (impacts sur l'environnement et dégâts matériels et humains).

On distingue deux catégories principales de risques majeurs, les **risques naturels** (inondations, mouvements de terrain, feux de forêts ...) **et technologiques** (industries, ruptures de barrages, transport de marchandises dangereuses, nucléaire ...).

La politique de prévention des risques s'articule autour de trois axes : Ne pas installer de nouvel enjeu là où il existe un aléa ; Ne pas créer d'aléa là où préexistent des enjeux ; Lorsque la superposition aléa-enjeu préexiste, mise en œuvre de protections adaptées quand cela est possible, et information préventive des populations.

IV.A. Des risques naturels très prégnants

Des cours d'eau et une topographie, source d'inondations

Une **inondation** est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

L'inondation peut se traduire par une inondation de plaine dont la caractéristique principale est la relative lenteur des écoulements, par une crue à écoulement rapide, comme les crues torrentielles, ou encore par un ruissellement en secteur urbain par exemple.

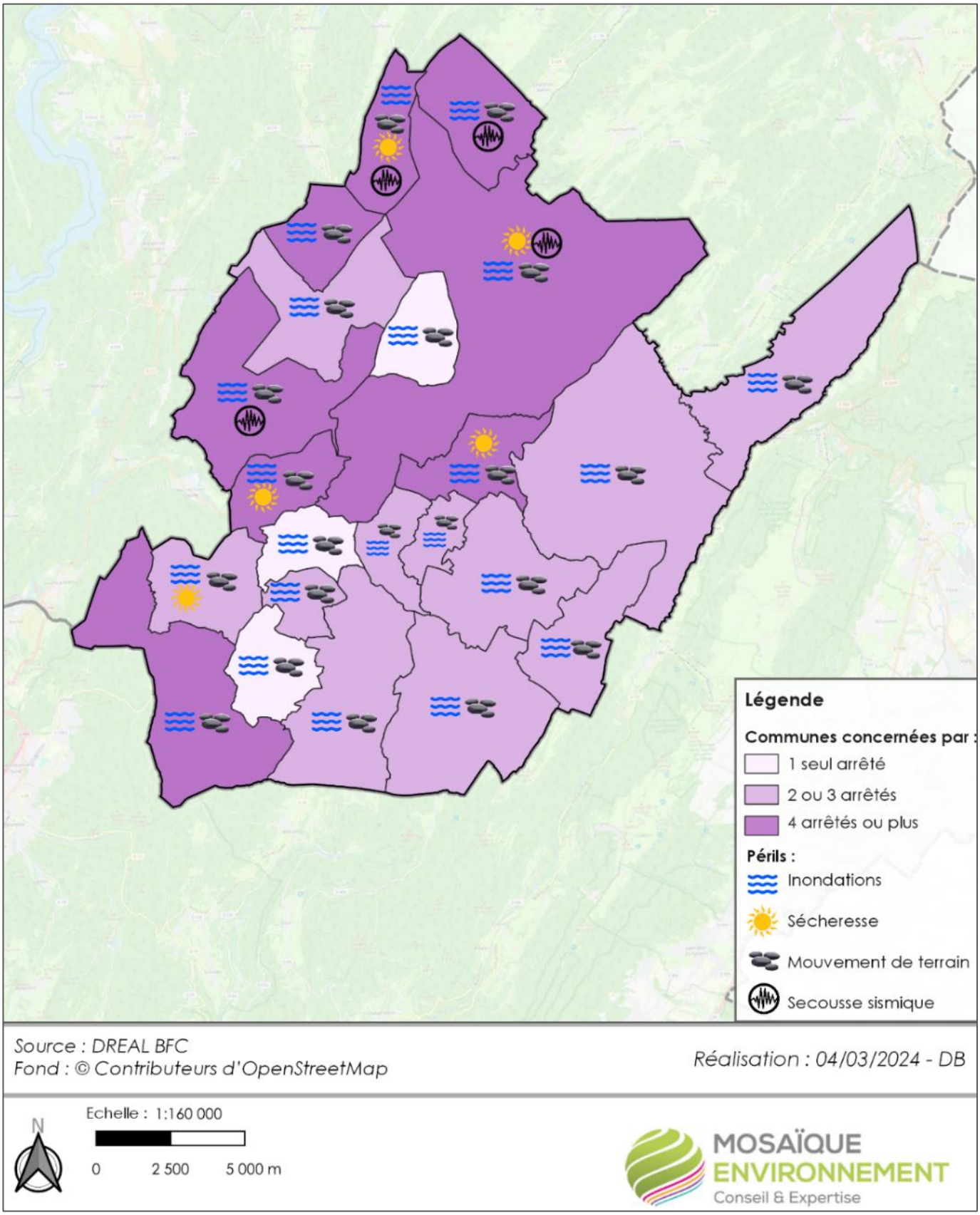
Une maîtrise des imperméabilisations est souhaitable afin de maîtriser les débits supplémentaires apportés en cas d'événements pluvieux intenses. Une recherche des zones d'extension de l'urbanisation en dehors des zones identifiées comme inondables est nécessaire. Le PLU devra prendre en compte ces cartes portées à connaissance et interdire l'urbanisation des espaces non encore construits en zone inondable.

Le territoire est concerné par le risque d'inondations. Il est en effet traversé par la Bienne et le Tacon, passant au plus près des habitations et ayant déjà fait l'objet de plusieurs débordements et crues.

Toutes les communes du territoire ont déjà fait l'objet d'un arrêté préfectoral reconnaissant l'état de catastrophe naturelle pour cause d'inondations.

Quatre communes sont concernées par **un Plan de Protection des Risques (PPR) d'inondations** : Lavans-lès-Saint-Claude, Chassal-Molinges, Saint-Claude, et Villard-Saint-Sauveur.

Ces documents de planification mettent en évidence les zones à risques, réglementent l'aménagement et les usages du sol, et définissent des mesures pour réduire la vulnérabilité des enjeux (personnes, biens et activités). Il s'agit d'une servitude d'utilité publique qui s'impose à tous : particuliers, entreprises, collectivités et État. Les cartes correspondantes sont reportées en annexe.



Carte 51. Historique des arrêtés reconnaissant l'état de catastrophe naturelle sur le territoire

Le risque mouvement de terrain et les cavités souterraines

Un **mouvement de terrain** est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Ces mouvements peuvent être provoqués par diverses causes naturelles, comme la fonte des neiges ou une pluviométrie importante. Le risque peut prendre plusieurs formes : l'affaissement ou l'effondrement, la chute de pierres, l'éboulement ou le glissement de terrain.

La base de données Géorisques (2024) indique que **6 mouvements de terrain** (éboulements ou glissements) sont déjà survenus sur le territoire, en particulier sur les communes de Lavans-lès-Saint-Claude, Choux, Vulvoz et Les Bouchoux.

Les **cavités souterraines** sont des trous dans le sol, d'origine naturelle ou provoquées par l'homme. Leur dégradation peut provoquer des affaissements et/ou effondrements et mettre en danger les constructions et personnes alentours.

On recense environ 500 cavités souterraines abandonnées d'origine non minière.

Le plan de prévention des risques mouvement de terrain (PPRMT) **définit des zones d'interdiction et des zones de prescription ou constructibles sous réserve**. Il peut imposer d'agir sur l'existant pour réduire la vulnérabilité des biens.

Lavans-lès-Saint-Claude, Septmoncel les Molunes, Saint-Claude et Villard-Saint-Sauveur **sont concernée par un PPR Mouvement de terrain** :.

Les cartes sont reportées en annexe.

Le risque sismique

Un séisme résulte de la libération brusque d'énergie cumulée par les contraintes exercées sur les roches, provoquant des fractures de celles-ci en profondeur, le long d'une faille généralement préexistante. Il se traduit en surface par des vibrations du sol.

L'ensemble du territoire se trouve en zone de **sismicité modérée**.

L'aléa retrait-gonflement des argiles

Les sols qui contiennent de l'argile gonflent en présence d'eau (saison des pluies) et se tassent en saison sèche. Ces mouvements de gonflement et de rétractation du sol peuvent endommager les bâtiments, notamment via des fissures. Les maisons individuelles qui n'ont pas été conçues pour résister aux mouvements des sols argileux peuvent être significativement endommagées.

L'aléa retrait-gonflement d'argiles est **faible à moyen** sur le territoire.

Le risque radon

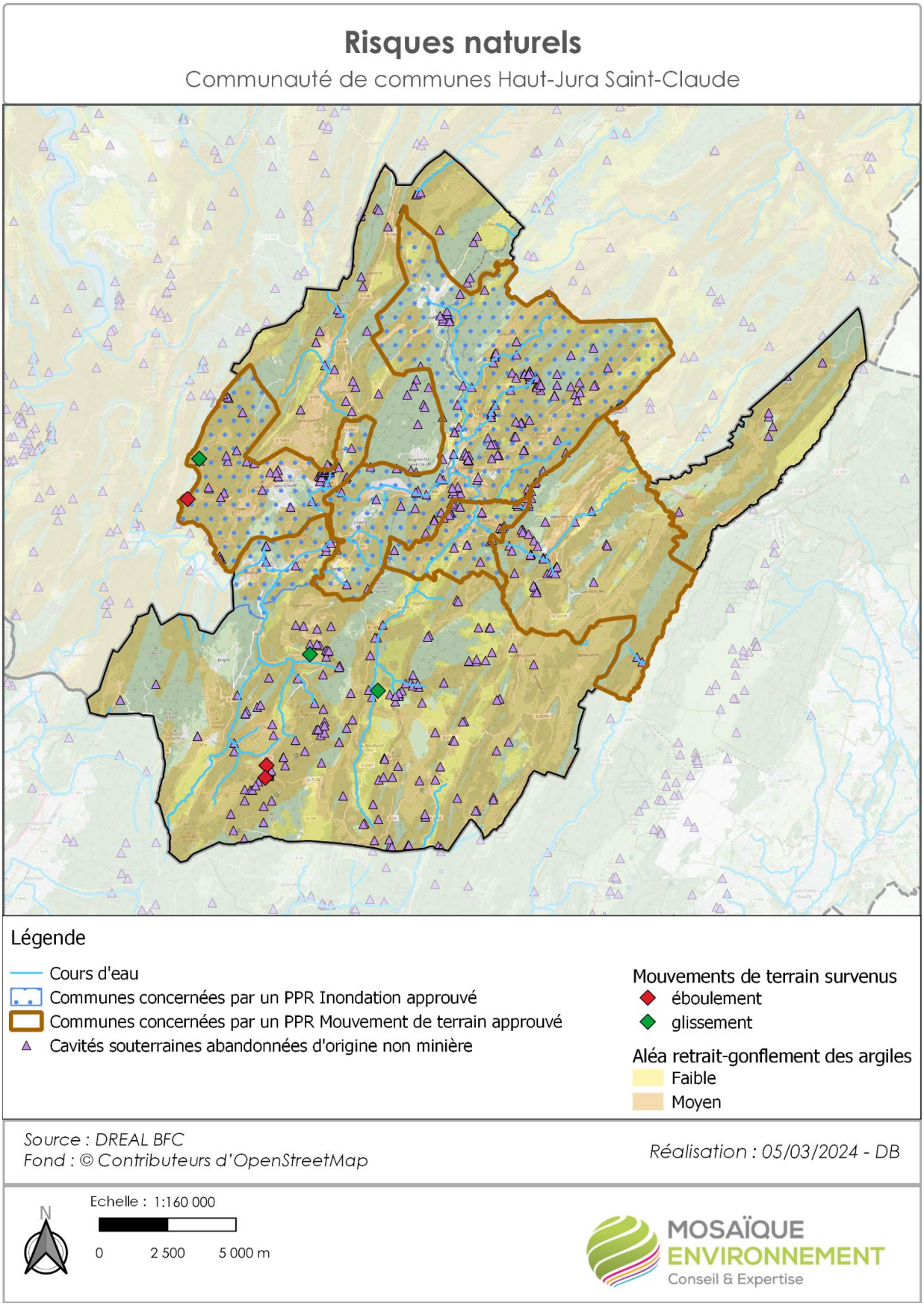
Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces derniers peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Il présente donc principalement un risque sanitaire pour l'homme lorsqu'il s'accumule dans les lieux confinés.

L'ensemble du territoire est classé en catégorie 1 face au risque d'exposition au radon. C'est-à-dire que les communes sont localisées sur des formations géologiques présentant des teneurs en uranium **faibles**.

Les feux de forêts

On parle d'incendie de forêt lorsque le feu couvre une surface minimale de 0,5 hectare d'un seul tenant et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés est détruite. Le terme incendie vaut aussi pour les formations forestières de plus petites tailles que sont le maquis, la garrigue et les landes.

D'après le dossier départemental des risques majeurs du Jura, le territoire n'est pas concerné par le risque de feux de forêts. Toutefois, il est à noter que l'intercommunalité est couverte à plus de 65% par des forêts (feuillus, conifères). Au regard du contexte climatique actuel et futur, ce risque est amené à se renforcer.



Carte 52. Risques naturels sur la commune

IV.B. Des risques technologiques plus localisés

Les risques technologiques majeurs, par opposition aux risques naturels, sont **directement liés aux activités humaines** (industrielles, nucléaires, de transport, ainsi que les grands barrages), qui présentent un danger important pour les populations en cas de dysfonctionnement. La région Rhône-Alpes, et notamment l'Ain, sont très concernés.

Le risque industriel

Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une **Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE).** Une ICPE est soumise à de nombreuses réglementations de prévention des risques environnementaux, notamment en termes d'autorisations.

Le territoire compte **42 installations classées**. Aucune n'est classée SEVESO. Elles sont principalement localisées sur les communes de Chassal-Molinges, Lavans-lès-Saint-Claude, Saint-Claude et Villard-Saint-Sauveur. En effet, l'accessibilité vers la Suisse a favorisé le partage de savoir-faire communs et complémentaires entre le territoire et son pays voisin et ainsi le développement d'une activité industrielle concentrée principalement dans la vallée de la Bienne.

Tableau 17. Installations classées sur le territoire *(Base de données Géorisques, 2024)*

Établissement	Commune	Activité	Régime
EUROSTYLE SYSTEMS MOLINGES SAS	Chassal-Molinges	Industrie automobile	Autorisation
ROCAMAT			Autorisation
FELIX BARONI SA		Construction de bâtiments	Autorisation
JB TECNICS (ZA Molinges)		Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Autres régimes
ERDF			Autres régimes
ALAIN ANDREY SARL		Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Enregistrement
PLASTIMOD SARL			Enregistrement
LAHU Michel		Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Autres régimes
BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS JURA	Coteaux du Lizon	Industrie automobile	Autorisation
SARL GOYARD		Travaux de construction spécialisés	Enregistrement
BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS		Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	Enregistrement
SMOBY TOYS SAS	Lavans-lès-Saint-Claude	Autres industries manufacturières	Enregistrement
ODOBEZ SA		Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Autres régimes
RGF MANUFACTURE SARL			Autorisation
SJE (Pratz)		Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	Enregistrement

Établissement	Commune	Activité	Régime
RGF PLASTIQUE		Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Autres régimes
Scierie du Grand Chalesmes	Les Chalesmes		Enregistrement
SICA PORCS	Les Moussières		Enregistrement
MIFLEX	Saint-Claude	Fabrication de produits métalliques, à l?exception des machines et des équipements	Enregistrement
VILLE ST CLAUDE - compostage boues		Commerce de détail, à l?exception des automobiles et des motocycles	Autres régimes
RECUP 39		Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	Autorisation
TUBINDUS		Fabrication de produits métalliques, à l?exception des machines et des équipements	Enregistrement
SICTOM du Haut Jura (Quai transfert)		Génie civil	Autorisation
MANZONI BOUCHOT FONDERIE - MBP SAS			Enregistrement
COMTOISE TRAITEMENT DE SURFACE (CTS)			Autorisation
MBF ALUMINIUM		Métallurgie	Autorisation
COMMUNE DE SAINT CLAUDE		Enquêtes et sécurité	Autres régimes
COMMUNE DE ST CLAUDE (Porte Sachet)		Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	Autres régimes
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT		Activités immobilières	Autres régimes
SAS MBF ALUMINIUM		Métallurgie	Autorisation
CURTIL SA		Fabrication de produits métalliques, à l?exception des machines et des équipements	Enregistrement
CENTRE HOSPITALIER		Activités pour la santé humaine	Autres régimes
JEANTET ELASTOMERES		Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Autres régimes
SICTOM du Haut Jura (Compostage)			Autres régimes
EARL DU BOUCHAT			Autres régimes
COLAS SJE (Les Molunes)	Septmoncel les Molunes	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	Autorisation
ISDI de Villard-St-Sauveur (M. CLEMENT)	Villard-Saint-Sauveur		Enregistrement
DALLOZ freres		Activités immobilières	Autorisation
Décharge de Viry	Viry		Autorisation
GMV ESCHMANN		Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	Enregistrement
DSI PLASTICS		Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Enregistrement

Le transport de matières dangereuses

Le risque de transport de matières dangereuses ou risque TMD est consécutif à un accident se produisant lors du transport, par voie routière, ferroviaire, aérienne, voie d'eau ou par canalisation, de matières dangereuses. Par ailleurs, le TMD ne concerne pas que les produits hautement toxiques, explosifs ou polluants. Il peut également s'agir de carburants, de gaz ou d'engrais, qui, en cas d'événement, peuvent présenter des risques pour les populations ou l'environnement.

D'après le dossier départemental des risques majeurs du Jura, toutes les communes sont concernées par le risque de transport de matière dangereuse, principalement par **voies routières**.

Certaines communes sont plus impactées que d'autres, telles que les communes de la vallée industrielle de la Bienne (Saint-Claude, Lavans-lès-Saint-Claude, Villard-Saint-Sauveur…) qui sont traversées en leur centre par la route départementale RD436 fréquentées par de nombreux automobilistes, dont les transports de marchandises.

Le territoire est également traversé par **une canalisation de gaz**, du sud-ouest au nord-est.

Finalement, le risque de transport de matières dangereuses se matérialise au niveau de la **voie ferrée**, traversant Chassal-Molinges, Lavans-lès-Saint-Claude et Saint-Claude. Sur la partie nord-ouest du territoire, cette ligne de chemin de fer passe au cœur du tissu urbain de ces communes.

Le risque de rupture de barrage

Le phénomène de rupture de barrage correspond à une destruction partielle (brèche) ou totale d'un barrage. Il entraîne la formation d'une onde de submersion se traduisant par une élévation brutale du niveau de l'eau à l'aval. Le phénomène de rupture de barrage dépend des caractéristiques propres du barrage.

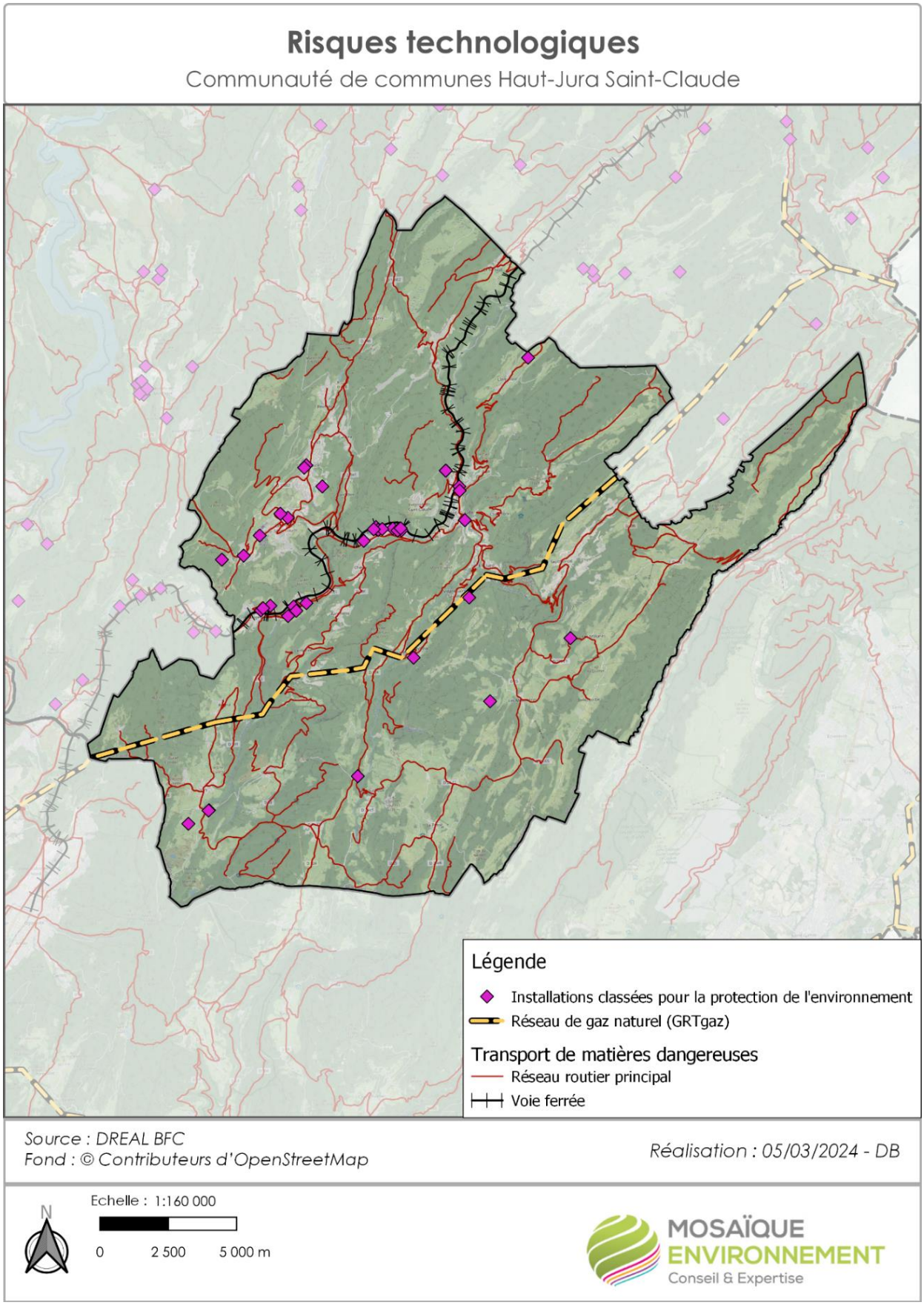
Ainsi, la rupture peut être progressive, dans le cas des barrages en remblais, par érosion régressive, ou brutale, dans le cas des barrages en béton, par renversement ou par glissement d'un ou plusieurs plots.

Aucune commune n'est concernée.

Le risque nucléaire

Ce risque est présent lorsque lorsqu'une commune se trouve dans un rayon de 20 km d'une installation industrielle utilisant des substances radioactives de fortes activités. Ces installations sont réglementées au titre des « installations nucléaires de base » et sont placées sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Aucune commune n'est concernée.



Carte 53. Risques technologiques sur la commune

IV.C. Synthèse des enjeux liés aux risques majeurs

Atouts	Faiblesses
Plusieurs communes couvertes par des Plans de Prévention des Risques d'inondations et de mouvements de terrain, permettant d'identifier et de prévenir ces risques	Un territoire sujet aux inondations, principalement dans la vallée de la Bienne Un aléa de retrait-gonflement des argiles moyen dans plusieurs secteurs urbanisés De nombreuses cavités souterraines sur l'ensemble du territoire Un risque industriel existant dans la vallée de la Bienne (installations classées) Un territoire vulnérable au risque de transport de matières dangereuses par voies routières et voie ferrée (vallée de la Bienne), et par canalisation Une vulnérabilité aux risques susceptible de s'accroître avec le changement climatique

Enjeux de diagnostic

La réduction de la vulnérabilité du territoire (maîtrise de l'occupation des sols, préservation des zones d'expansion de crues).

L'intégration du risque comme composante de l'aménagement (dispositions constructives, limitation de l'imperméabilisation).

Enjeux d'aménagement

Dans un contexte de changement global, la durabilité des territoires et de leur aménagement est directement contrainte par les risques naturels et anthropiques. Avec la multiplication des risques climatiques, la notion de résilience urbaine et des territoires est un des enjeux majeurs. On désigne par résilience, la capacité des systèmes urbains à anticiper et affronter les phénomènes climatiques extrêmes. Le PLUi devra veiller à ne pas accentuer les aléas existants et de ne pas accroître les risques par des interventions inadaptées. Les villes peuvent s'adapter en recourant à des solutions fondées sur la nature qui les rendent également plus attrayantes et plus agréables à vivre pour leurs habitants.
L'accessibilité aux zones urbanisées exposées à des risques constitue également un enjeu fort : comme pour tous les réseaux, le maintien d'un maillage d'infrastructures de transport en cas de catastrophe naturelle ou d'accident technologique participe de la capacité de résilience du territoire.

Leviers du PLUi

- maîtrise de l'occupation des sols - protection des zones d'expansion des crues	- dispositions constructives - limitation de l'imperméabilisation - préservation de la trame verte et bleue

V. Santé et environnement

V.A. Les nuisances sonores

Données générales

Le bruit est un son complexe produit par des vibrations aléatoires des molécules d'air. Il s'agit d'un phénomène à la fois physique (variation de pression conduisant à l'émission et la propagation d'une onde sonore), physiologique (réception et traitement de l'onde par le système auditif) et psychologique (perception du bruit). De fait, sa perception est à la fois objective et subjective.

Le bruit de la circulation, qu'elle soit routière ou ferroviaire, est un phénomène essentiellement fluctuant. La mesure instantanée (au passage d'un camion par exemple), ne suffit pas pour caractériser le niveau d'exposition des riverains. Les enquêtes et études menées ces vingt dernières années dans différents pays ont montré que c'est le cumul d'énergie sonore reçue par un individu qui est l'indicateur le plus représentatif des effets du bruit sur l'homme et, en particulier, de la gêne issue du bruit de trafic. Ce cumul est traduit par le niveau sonore équivalent noté LAeq, qui correspond au niveau énergétique moyen pour une période donnée. En France, ce sont les périodes (6h – 22h) et (22h – 6h) qui ont été adoptées comme référence pour le calcul du LAeq : on parle de niveaux diurne et nocturne. Le LAeq s'exprime en décibel pondéré dB(A) qui intègre le rôle de filtre joué par l'oreille humaine (amplifie les fréquences entre 1 000 et 4 000 Hz, atténue les autres).

Les bruits ne sont audibles qu'à partir de 10 dB(A). Ils font ensuite partie intégrante de la vie quotidienne jusqu'à un seuil de 75 dB(A). Dès lors, le bruit commence à devenir pénible. Passé 85 dB(A), il existe un risque de lésion du système auditif.

La difficulté de réduction de cette pollution provient de la complexité de cette notion : la gêne vis-à-vis du bruit est affaire d'individu, de situation, de durée, de lieux … Par ailleurs, les lois physiques et biologiques liées au bruit imposent une arithmétique particulière :

- lorsqu'une source sonore est multipliée par 2, le niveau augmente de 3 dB, variation tout juste perceptible par l'oreille humaine ;
- multiplier par 10 la source de bruit revient à augmenter le niveau sonore de 10 dB, ce qui correspond à un doublement de la sensation auditive.



Figure 8. Échelle de bruit à titre indicatif

Une pollution sonore relativement faible et essentiellement liée aux infrastructures de transport

Conformément à la loi « Bruit » du 31 décembre 1992, chaque département français recense, puis classe, **les infrastructures de transports terrestres** en fonction de leurs **caractéristiques acoustiques et du trafic**[1] pour identifier les secteurs exposés à la nuisance sonore terrestre à partir des niveaux sonores dits « de référence » sur la période diurne (6h-22h) et nocturne (22h-6h). Les principales infrastructures de transports terrestres sont classées de la catégorie 1 (la plus bruyante) à la catégorie 5 : à chaque catégorie correspondent une délimitation géographique de secteurs dits « affectés par le bruit » de part et d'autre de chaque infrastructure classée (entre 10 et 300 mètres selon la catégorie de la voie).

Le classement (acté par arrêté préfectoral) n'engendre pas d'inconstructibilité : il a pour effet d'affecter des **normes d'isolement** acoustique de façade à toute construction nouvelle située dans un secteur identifié de classement sonore.

D'après l'arrêté préfectoral du classement sonore dans le département du Jura en date du 18 janvier 2024, à l'échelle de la CCHJSC, les RD470 et RD436 sont classées en **catégorie 2, 3, 4 ou 5 selon les tronçons**. Elles concernent les communes de Chassal-Molinges, Lavans-lès-Saint-Claude, Coteaux du Lizon et Saint-Claude.

Le territoire n'est concerné par **aucun tronçon de voie ferrée faisant l'objet d'un classement sonore** (d'après l'arrêté préfectoral du classement sonore dans le département du Jura en date du 10 décembre 2021).

Tableau 18. Classement sonore des infrastructures routières *(Services de l'État, 2023)*

Catégorie de classement de l'infrastructure	Niveau sonore de référence à proximité de l'infrastructure		Largeur maximale des secteurs affectés au bruit
	Laeq (6h-22h) en dB(A)	Laeq (22h-6h) en dB(A)	
1	L > 81	L > 76	d = 300m
2	76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	d = 250m
3	70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	d = 100m
4	65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	d = 30m
5	60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	d = 10m

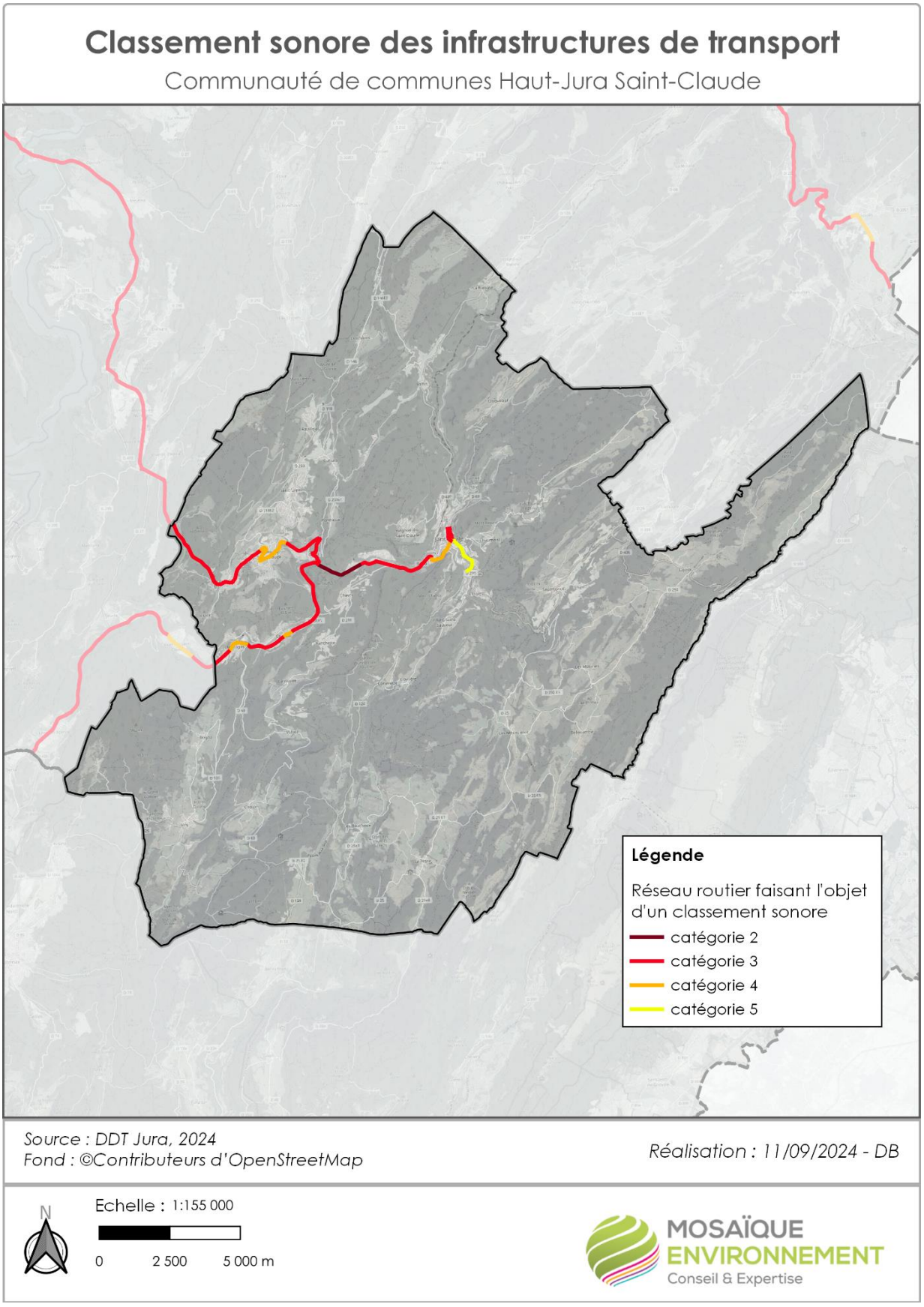
Des populations exposées au bruit

Conformément à la directive européenne n°2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, des Cartes de Bruit Stratégiques (CBS) sont élaborées pour permettre une évaluation globale de l'exposition au bruit dans l'environnement et limiter l'exposition de la population aux nuisances sonores.

Elles sont établies pour les routes supportant un trafic supérieur à 3 millions de véhicules par an et les voies ferrées supportant un trafic supérieur à 30 000 trains par an.

Le territoire est concerné par la **carte stratégique de bruit (4ème génération) 2022-2027** du département du Jura. La **RD436** y est inscrite et les zones exposées au bruit concernent tout particulièrement la portion de route comprise entre Lavans-lès-Saint-Claude et Saint-Claude, ainsi que celle entre Dortan et Jeurre, en dehors du territoire de l'intercommunalité.

[1] Le classement sonore se limite aux voies routières recevant plus de 5 000 véhicules par jour en moyenne annuelle. Il concerne également le réseau ferré (plus de 50 trains par jour) et les lignes de tramway (trafic moyen journalier supérieur à 100).



Carte 54. Classement sonore des infrastructures routières du Jura *(DDT Jura, 2024)*

Les données d'exposition des populations consignées dans le tableau suivant montrent que, **sur 24h (L_{den}) aucun établissement de santé n'est exposé**. Un établissement d'enseignement est exposé à des valeurs L_{den} comprises entre 55 et 60 dB(A).

Au total, **234 personnes et 130 logements** sont exposés à des valeurs L_{den} supérieures à 68dB(A).

En période de nuit, **5 établissements de santé et 1 établissement d'enseignement** sont exposés à des valeurs L_{night} comprises entre 50 et 55 dB(A). **Un établissement d'enseignement** est exposé à des valeurs L_{night} comprises entre 55 et 60 dB(A).

Au total, **146 personnes et 81 logements** sont exposés à des valeurs L_{night} supérieures à 62 dB(A).

Les cartes de Bruit Stratégiques ont servi de base à l'élaboration de Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) qui ont pour objectifs de prévenir les effets du bruit, réduire les niveaux de bruit dans les situations critiques et protéger les « zones calmes ».

En application de la directive européenne n°2002/49/CE du 25 juin 2002, l'État a élaboré un projet de PPBE de 4e échéance 2024-2029 pour les grandes infrastructures routières et ferroviaires dans le département du Jura. Ce PPBE fait suite à la publication des Cartes de Bruit Stratégiques (CBS) de 4e échéance approuvées par le préfet du Jura par arrêté le 9 mai 2023.

Aucune voie routière du territoire intercommunal n'est concernée par le PPBE de 4e échéance du Jura.

D'autres sources de bruit plus ponctuelles

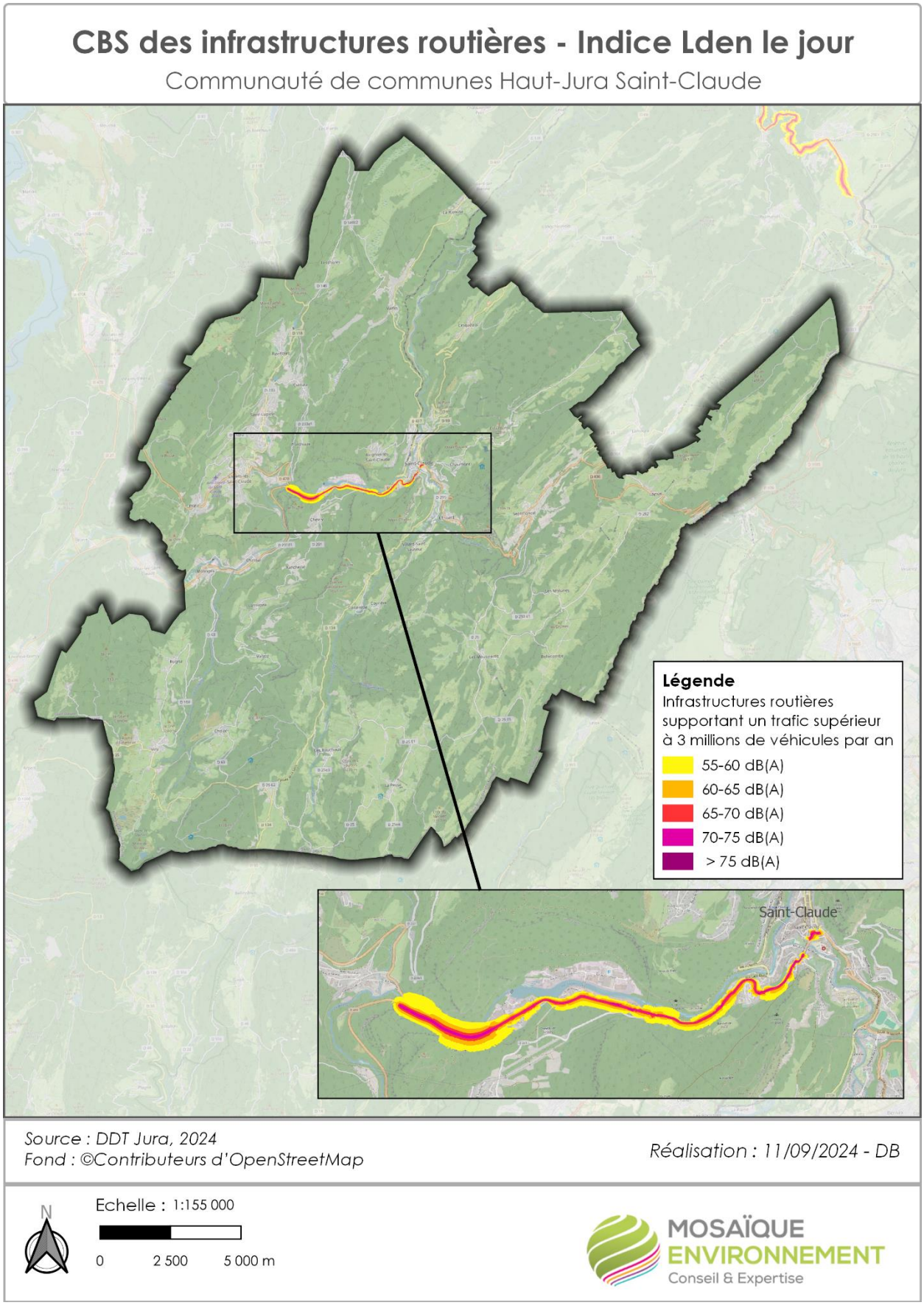
Si le bruit lié aux infrastructures de transport est diffus, en lien avec le déplacement des sources de nuisances, le territoire est également affecté par des sources de bruit plus ponctuelles :

- liées aux installations industrielles et activités : ces nuisances sont encadrées par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

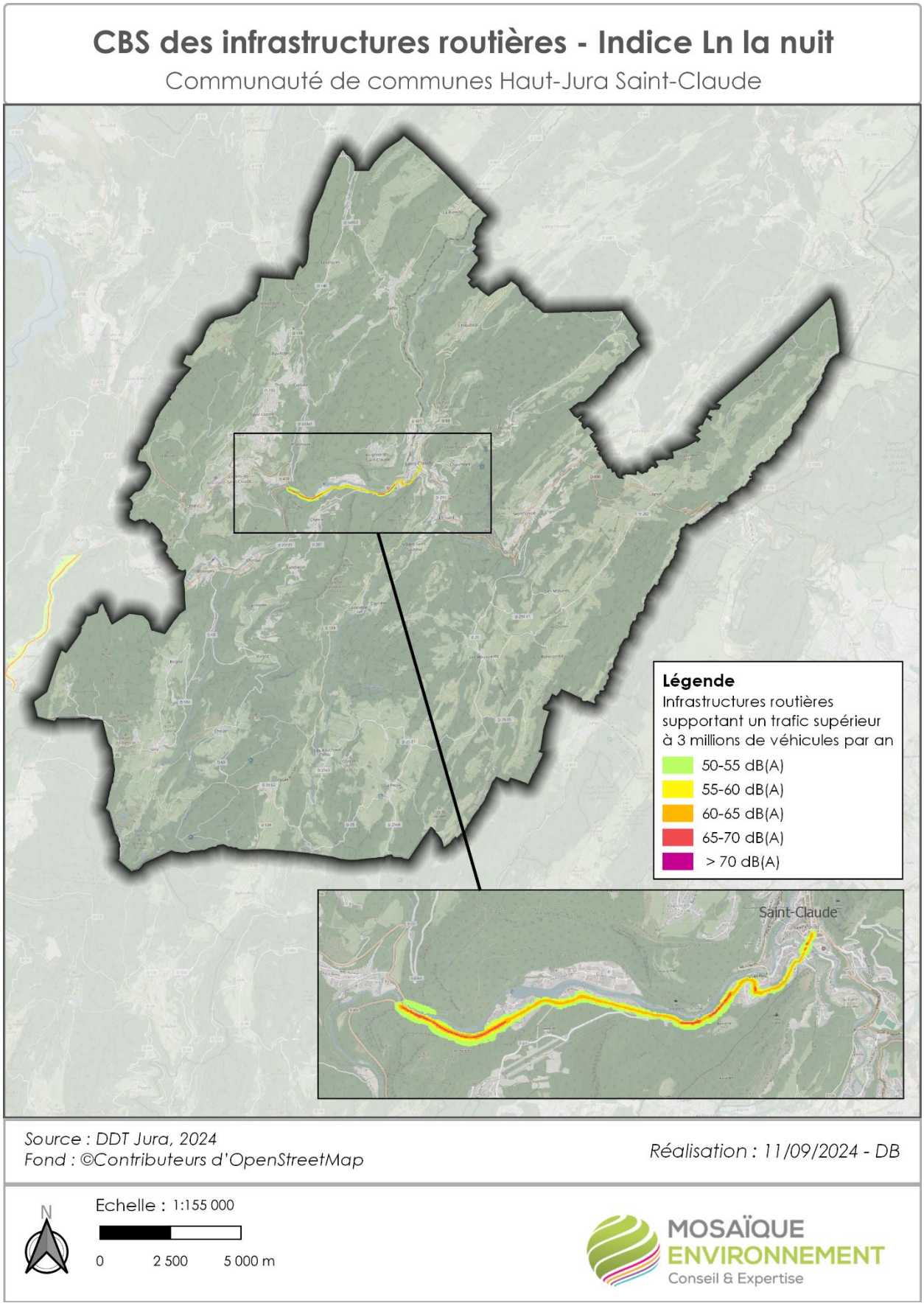
- liées au voisinage : ces nuisances relèvent de la compétence du maire. Ils ont pour origines le comportement des occupants des logements ou maisons et l'isolation acoustique insuffisante du bâtiment.

Tableau 19. Données d'exposition des populations – Lden *(DDT du Jura, 2024)*

	Nombre de personnes exposées					Nombre de logements exposés				
L_{den}	[55-60[	[60-65[	[65-70[	[70-75[	>75	[55-60[	[60-65[	[65-70[	[70-75[	>75
D436	244	314	186	162	10	135	174	103	90	6
L_{night}	[50-55[	[55-60[	[60-65[	[65-70[	>70	[50-55[	[55-60[	[60-65[	[65-70[	>70
D436	327	204	174	10	0	182	113	97	6	0



Carte 55. Carte de bruit stratégique des infrastructures routières du Jura – Indice Lden le jour



Carte 56. Carte de bruit stratégique des infrastructures routières du Jura – Indice Ln la nuit

V.B. Une qualité de l'air globalement bonne

Un enjeu de santé humaine

Elle est déterminée grâce aux concentrations de polluants dans l'air ambiant. Ce sont en effet ces dernières qui sont l'indicateur de référence d'un point de vue sanitaire : elles permettent d'estimer la dose de polluants inhalée et, ainsi, de définir les risques liés à l'exposition de la population à l'air ambiant.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) définit des niveaux de concentration qu'il est recommandé de ne pas dépasser pour limiter les risques sanitaires liés à la pollution atmosphérique (niveaux d'exposition en dessous desquels il n'a pas été observé d'effets nuisibles pour la santé ou l'environnement).

La qualité de l'air est un enjeu majeur tant pour la santé humaine que pour l'environnement.

Un cadre réglementaire renforcé

La pollution atmosphérique est encadrée par plusieurs éléments de règlementation : certains textes précisent des niveaux de **concentrations** moyens à ne pas dépasser pour plusieurs polluants dits réglementés, tandis que d'autres textes encadrent le niveau des **émissions** de certains polluants et imposent une trajectoire de baisse progressive de ces émissions.

Les concentrations

La réglementation française des concentrations de polluants dans l'air ambiant, issue d'une transposition des directives européennes de 2004/107/CE et 2008/50/CE concernant la pollution de l'air ambiant, concerne en particulier 13 polluants cités par l'article R.221-1 du code de l'environnement. Il s'agit notamment des **oxydes d'azote** (NOx), des **particules en suspension** de diamètre inférieur à 10 µm (**PM_{10}**) et inférieur à 2.5µm (**PM2,5**), du **monoxyde de carbone** (CO), des **dioxydes de soufre** (SO_2) et de **l'ozone** (O_3).

LE SAVIEZ-VOUS?

Il ne faut pas confondre :

- les **concentrations** de polluants qui caractérisent la qualité de l'air que l'on respire, et qui s'expriment le plus souvent en microgrammes par mètre cube (µg/m^3) ;
- les **émissions** de polluants qui correspondent aux quantités de polluants directement rejetées dans l'atmosphère par les activités humaines ou par des sources naturelles (volcans, végétation, sols) exprimées par exemple en kilogrammes ou tonnes par an ou par heure ;

Pour chacun de ces polluants sont fixées une ou plusieurs valeurs réglementaires correspondant à des niveaux de **concentration** à ne pas dépasser en situation chronique, ou bien dont le dépassement journalier conditionne le déclenchement de procédures de gestion des épisodes de pollution :

- **les valeurs limites** : niveaux de concentration de substances polluantes à ne pas dépasser afin d'éviter, de prévenir et de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou sur l'environnement dans son ensemble ;
- **les seuils d'information – recommandation** : niveau de concentration au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé de populations sensibles ;
- **les seuils d'alerte** : niveau de concentration au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine de l'ensemble de la population ou de dégradation de l'environnement, justifiant la mise en place de mesures d'urgence.

Au-delà de ces valeurs limites réglementaires, dont le respect doit être considéré comme obligatoire, l'article R.221-1 du code de l'environnement définit également **les valeurs cibles, ou encore les objectifs de qualité** vers lesquels il convient de tendre pour limiter les impacts sur la santé humaine. En outre, les valeurs recommandées par l'Organisation Mondiale de la Santé donnent également une cible à atteindre à long terme pour minimiser ces impacts sanitaires :

- Valeurs cibles : niveaux de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère à atteindre, dans la mesure du possible, dans un délai donné, et fixés afin d'éviter, de prévenir ou réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou l'environnement dans son ensemble ;

- **Objectifs de qualité de l'air** : niveaux de concentration de substances polluantes à atteindre à long terme et à maintenir, sauf lorsque cela n'est pas réalisable par des mesures proportionnées, afin d'assurer une protection efficace de la santé humaine et de l'environnement ;
- **Recommandations de l'OMS** : basées sur l'analyse par des experts des données scientifiques les plus récentes concernant l'impact sanitaire des différents polluants atmosphériques. Ces valeurs sont des recommandations.

La réglementation des émissions

Le niveau d'émissions de certains polluants dans l'air, ainsi que l'évolution de ces émissions, font également l'objet d'un encadrement réglementaire au travers du PREPA (**Plan national de Réduction des Émissions de Polluants Atmosphériques**) approuvé en 2017 (une mise à jour est en cours) qui a été instauré par l'article 64 de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV).

Parmi les polluants visés, on retrouve les NOx, les $PM_{2,5}$ et le SOx, mais aussi les COVnM (précurseurs d'ozone) et le NH_3 (précurseur de particules).

Tableau 20. Objectifs de réduction à horizon 2020 et 2030 du PREPA [Source : PREPA])

Polluant	Horizon 2020	Horizon 2030
NOx	50%	-69%
PM 2.5	-27%	-57%
SO2	-55%	-77%
NH3	-4%	-13%
COVNM	-43%	-52%

La réglementation européenne prévoit, dans sa directive 2008/50/CE du 21 mai 2008 que, dans les zones ou agglomérations où les valeurs limites ou valeurs cibles de concentration de polluants atmosphériques sont dépassées ou susceptibles de l'être, les Etats membres doivent élaborer des plans relatifs à la qualité de l'air afin d'atteindre ces valeurs. En droit français, les plans ainsi désignés sont les **Plans de Protection de l'Atmosphère** et concernent les agglomérations de plus de 250 000 habitants et les zones dans lesquelles le niveau dans l'air ambiant d'au moins un des polluants mentionnés à l'article R221-1 du code de l'environnement dépasse ou risque de dépasser une valeur limite ou une valeur cible.

Le territoire n'est pas concerné.

Le SRADDET Bourgogne-Franche Comté, résultat de la fusion de plusieurs plans sectoriels et schémas régionaux préexistants, dont le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) comporte, de fait, un objectif stratégique visant à réduire les émissions des polluants les plus significatifs.

Il définit des objectifs pour la région en matière de qualité de l'air à l'horizon 2050 en s'appuyant sur le Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (décret PREPA du 10 mai 2017) qui fixe des objectifs ambitieux de réduction à l'horizon 2030 pour le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote, les composés organiques volatils non méthaniques, l'ammoniac et les particules PM2,5. **Au-delà de 2030, les objectifs visés par le SRADDET ont pour ambition d'amener la qualité de l'air à un niveau répondant à l'ensemble des objectifs de qualité de l'OMS.** Avec l'abaissement de l'objectif de qualité recommandé par l'OMS à 40µg/m^3 en 2021, la quasi-totalité de la région se situe au-delà de cette recommandation.

Les émissions de polluants

Des sources et effets différents

À l'échelle de l'intercommunalité, les principaux polluants émis sont :

- **les oxydes d'azote** (NOx) : principalement générés par combustions d'énergies fossiles (véhicules), ils aggravent les maladies, les infections respiratoires et les allergies. Les NOx renforcent également le phénomène d'effet de serre. La part très importante de ce polluant dans les émissions du territoire illustre la forte dépendance à la voiture individuelle. Les NOx représentent un enjeu de réduction du trafic routier, en particulier dans les zones habitées et de conversion vers les énergies renouvelables du transport routier ;

- **les oxydes de soufre** (SO_2) : Ils sont émis essentiellement par des usages résidentiels et industriels ;

- **l'ammoniac** (NH_3) : ce gaz est principalement généré par le secteur agricole (engrais azotés déjections d'origine animale) ;

- **les particules fines PM_{10} et $PM_{2.5}$** : ces particules de diamètre inférieur à 10µm et inférieur à 2.5 µm sont des poussières qui proviennent du secteur résidentiel et sont principalement liées à l'usage du chauffage au bois dans les logements. Elles peuvent causer des gênes et des irritations respiratoires même à des concentrations basses, certaines ayant également des propriétés mutagènes et cancérigènes. Elles représentent un enjeu de renouvellement des appareils de chauffage, pour une meilleure performance et filtration ;

- **les composés organiques volatiles non méthaniques** (COVNM) : ce sont des hydrocarbures, comme le benzène et le toluène, qui sont dégagés par le secteur du résidentiel et de l'industrie (hors branche énergie). Ils sont principalement dangereux car, en réagissant avec les oxydes d'azote, ils créent de la pollution à l'ozone.

Une forte contribution du résidentiel et de l'industrie

Avec 513 tonnes en 2018, les COVNM sont les polluants atmosphériques les plus largement émis sur le territoire du Haut-Jura Saint-Claude. Viennent ensuite les oxydes d'azote, émis à hauteur de 193 tonnes en 2018, puis les particules fines, l'ammoniac et les oxydes de soufre.

Pour la plupart des polluants, on remarque une forte contribution des secteurs du résidentiel et de l'industrie manufacturière, à l'exception de l'ammoniac, dont le principal émetteur correspond au secteur agricole. Les transports routiers ont aussi un impact dans les émissions de polluants atmosphériques, en particulier les oxydes d'azote et les particules fines.

Des émissions en baisse

Par ailleurs, à l'échelle du territoire du Haut-Jura Saint-Claude, la tendance est à la **diminution des émissions de polluants atmosphériques** depuis 2008, en particulier celles de COVNM, d'oxydes d'azote et de particules fines.

Cela s'explique notamment par la diminution de la consommation du résidentiel et du transport (avec un contrôle technique plus sévère) par l'efficacité des équipements et des industries qui réduisent leurs impacts.

Les émissions de NH_3 connaissent une diminution moins marquée et celles de dioxyde de soufre sont davantage fluctuantes. On notera sur le graphique suivant, la particularité de l'année 2020, qui, marquée par la crise sanitaire, enregistre des valeurs plus faibles.

Tableau 21. Contribution des différentes activités humaines aux émissions de polluants atmosphériques en pourcentage sur le territoire *(OPTEER 2018)*

Polluants de l'air	Activités humaines les plus contribuantes aux émissions de ces polluants	Émissions totales en 2018 (en tonnes)
COVMN	Industrie manufacturière (74%) et résidentiel (23%)	511
NOx	Transport routier (64%) et industrie manufacturière (14%)	193
PM10	Résidentiel (51%) et transport routier (23%)	73
NH3	Agriculture (98%) et transport routier (2%)	68
PM2.5	Résidentiel (59%) et industrie manufacturière (21%)	62
SO2	Résidentiel (56%) et industrie manufacturière (31%)	11

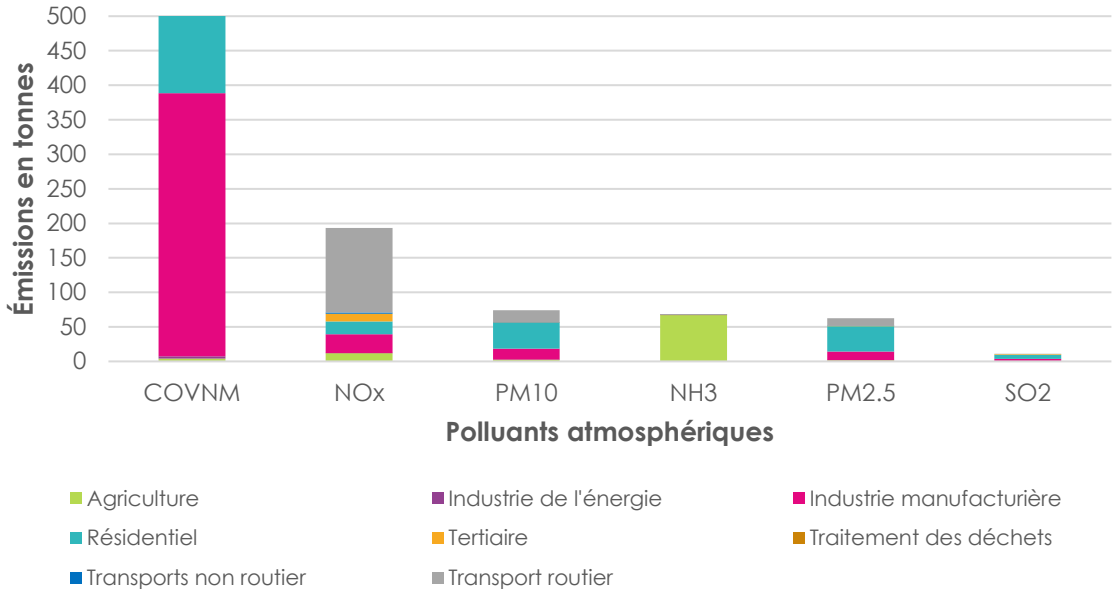


Figure 9. Répartition des émissions de polluants atmosphériques par secteur en 2018 sur l'intercommunalité *(OPTEER 2018)*

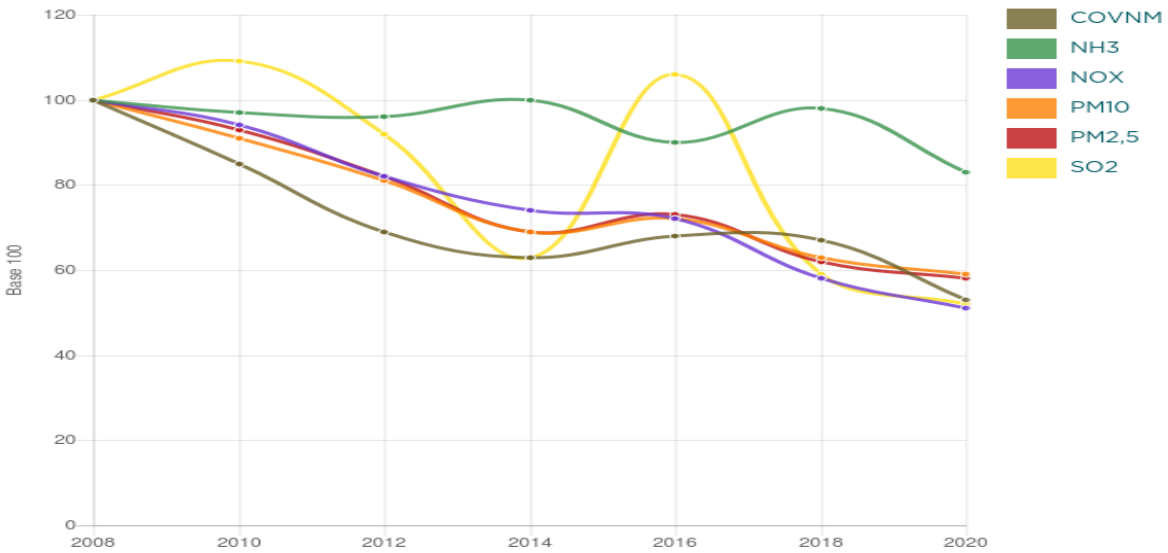


Figure 10. Évolution des émissions en base 100 sur l'intercommunalité sur la période 2008-2020 *(OPTEER)*

Une population peu exposée

Les habitants d'un territoire peuvent être exposés à des niveaux plus ou moins élevés de polluants concentrés dans l'air lors de pics de pollution ou de façon quotidienne.

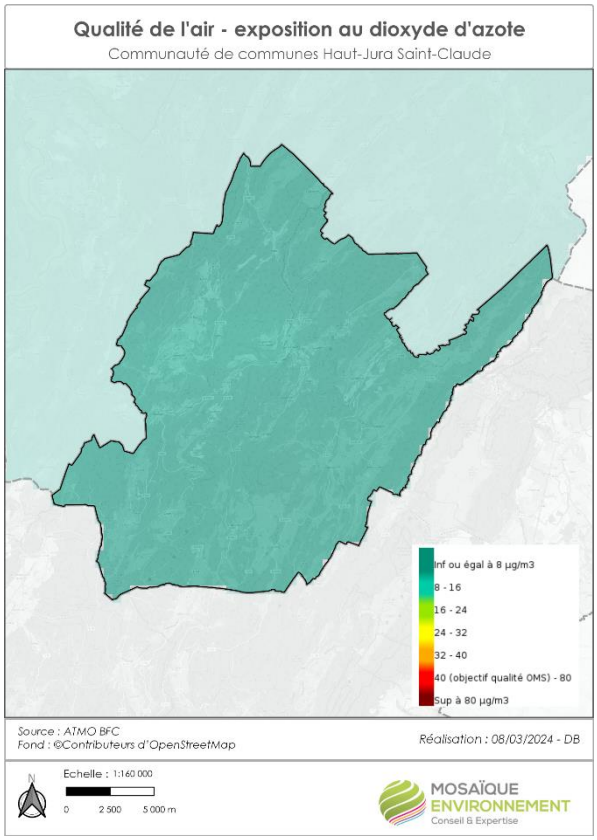
En particulier sur la CCHJSC :

- **exposition aux particules fines $PM_{2.5}$** : entre 2017 et 2021, **aucun habitant n'a été exposé** à des valeurs supérieures à la valeur cible de l'OMS, ni supérieures aux valeurs limites. En 2022, la moyenne annuelle de concentration se situe aux alentours de 6 µg/m³ et respecte ainsi la valeur limite de 25 µg/m³ ;

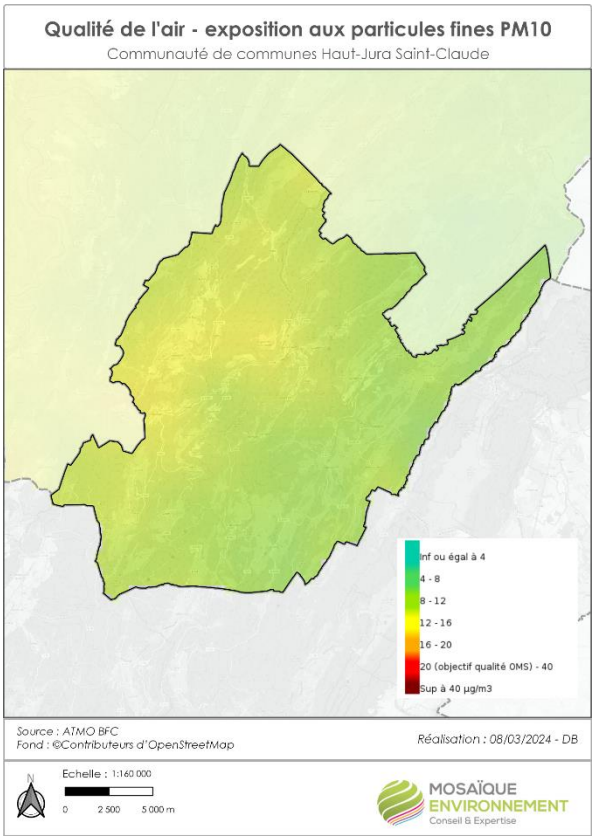
- **exposition aux particules fines PM_{10}** : entre 2017 et 2021, **aucun habitant n'a été exposé** à des valeurs supérieures à la valeur cible de l'OMS, ni supérieures aux valeurs limites. En 2022, la moyenne annuelle de est comprise entre 8 et 16 µg/m³ et respecte la valeur limite de 40µm/m³ ;

- **exposition aux oxydes d'azote** : en 2022, la valeur limite réglementaire (moyenne annuelle de 40µg/m³) concernant l'exposition au dioxyde d'azote est largement **respectée**. La population est exposée à des concentrations en NO_2 inférieures à 16 µg/m³.

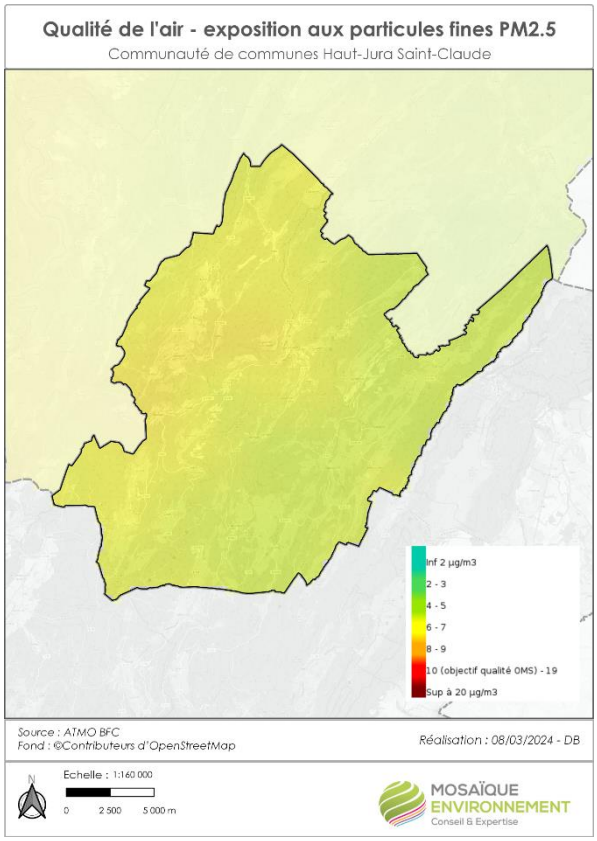
D'après l'observatoire de Bourgogne-Franche-Comté (ORECA), la qualité de l'air est **bonne** sur le territoire n'exposant aucun habitant à des concentrations dangereuses pour la santé.



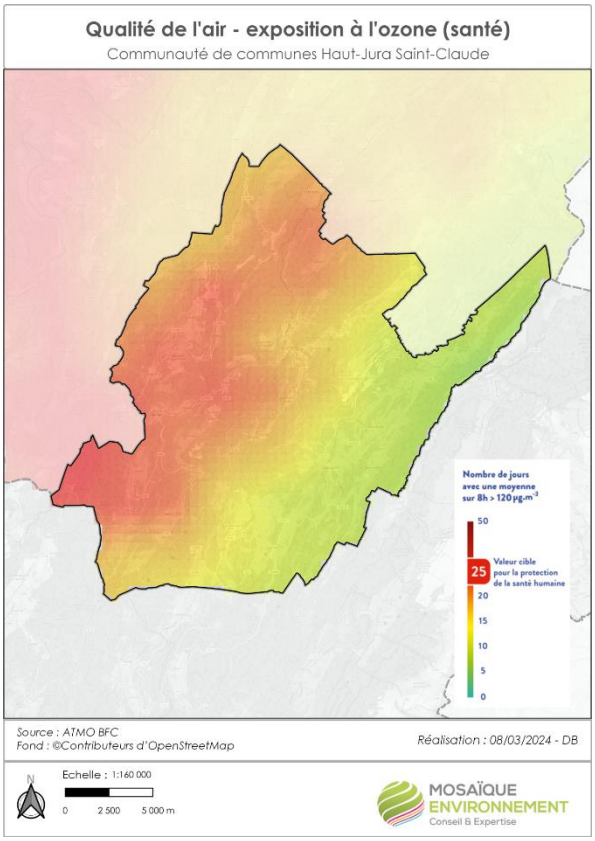
Carte 57. Exposition de la population au NOx *(ATMO BFC, 2022)*



Carte 58. Exposition de la population aux PM_{10} *(ATMO BFC, 2022)*



Carte 59. Exposition de la population aux $PM_{2.5}$ *(ATMO BFC, 2022)*



Carte 60. Exposition de la population à l'ozone (santé) (ATMO BFC, 2022)

Cas particulier de l'ozone

On fait ici référence à l'ozone dit troposphérique, présent naturellement mais en faible quantité sous 10 km d'altitude (au-delà, il s'agit de l'ozone stratosphérique, la « couche d'ozone »). C'est un gaz irritant, auquel de nombreuses personnes sont sensibles, qui provoque toux, essoufflements et augmente la sensibilisation aux pollens.

Sur les années 2017, 2019, 2020 et 2021, **aucun habitant n'a été exposé à un dépassement de la valeur cible** de l'OMS. En revanche, en 2022, comme en 2018, l'ouest de la CCHJSC a connu 25 jours de dépassement de la valeur limite.

En 2018, 9 233 habitants ont été exposés à ce dépassement (13 962 habitants non exposés). L'est du territoire est moins touché, avec des valeurs comprises entre 10 et 20 jours. L'OMS a récemment revu ses recommandations : le nombre de jours de dépassement de la valeur cible (100µg/m^3 en maximum journalier sur 8h) ne doit désormais pas dépasser plus de 25 jours par an.

En 2022, le territoire du Haut-Jura Saint-Claude dépasse ce critère, tout comme l'entièreté de la région Bourgogne-Franche-Comté.

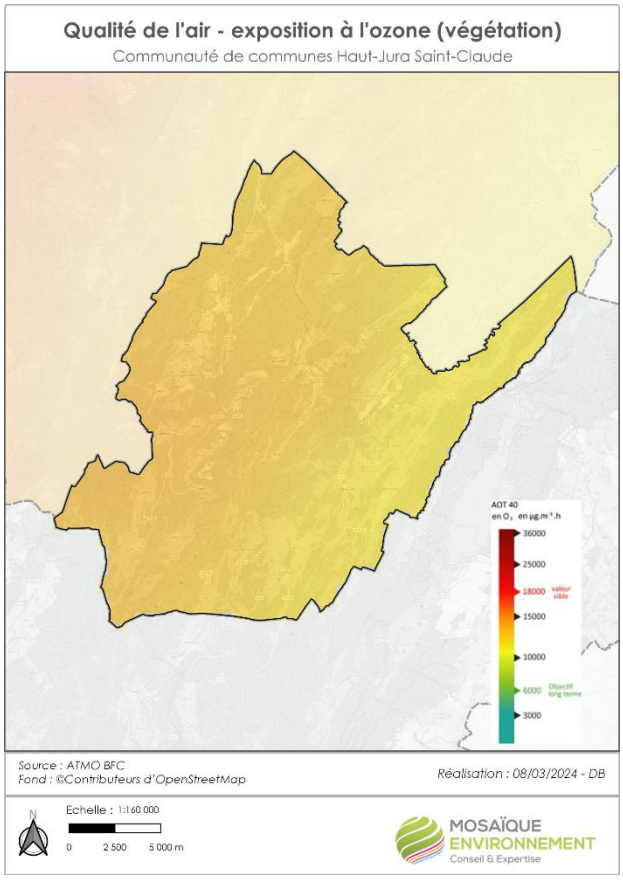
LE SAVIEZ-VOUS?

L'ozone est un polluant secondaire, formé à partir d'un mélange de NOx et de COV sous l'effet du rayonnement solaire. Il n'est donc pas émis directement. Les fortes concentrations apparaissent donc en période estivale, lorsque l'ensoleillement est important et lorsque les conditions climatiques sont peu dispersives et favorisent son accumulation. La forte dépendance aux conditions météorologiques peut donc induire une variabilité interannuelle assez importante.

L'ozone a également des effets néfastes sur la végétation, dont il perturbe la croissance et engendre des baisses de rendement. En 2022, l'indice AOT40 (seuil de concentration d'ozone dans l'air ambiant) est compris entre 10 400 et 14 200 sur le territoire, respectant ainsi la valeur cible européenne de 18 000.

Des modélisations réalisées par ATMO dans le cadre de divers programmes montrent que les baisses d'émissions et concentrations de polluants primaires n'aboutissent pas nécessairement à une baisse des concentrations d'ozone. Selon l'ORECA, alors que les pics de pollution sont en diminution, les niveaux de fond en ozone sont en augmentation, accentués par le réchauffement climatique.

Une réflexion à l'échelle nationale, voire continentale serait en outre nécessaire afin de permettre une action éventuelle à une échelle adaptée.



Carte 61. Exposition de la population au NOx *(ATMO BFC, 2022)*

V.C. Le transport d'électricité

La Très Haute Tension (THT) est la dénomination des lignes électriques qui dépassent les 100 000 volts et qui concerne principalement les tensions utilisées pour le transport de longue distance.

Un certain nombre d'études tendent à associer Lignes à haute et très haute tension et effets sur la santé. Les résultats de ces études, bien que demeurant à l'heure actuelle au stade de l'incertitude, ont conduit le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) à classer, en 2002, les champs électromagnétiques de très basses fréquences (50-60 Hz) en « *peut être cancérogènes pour l'homme* ».

Ils justifient la recommandation de l'ANSES, par précaution, de ne plus installer ou aménager d'établissements sensibles aux abords des lignes THT

Selon la cartographie du Réseau de Transport d'Électricité (RTE), la communauté de communes est traversée par **9 lignes aériennes à haute ou très haute tension**.

Les deux lignes aériennes traversant le territoire et situées sur la partie ouest de l'intercommunalité (de Ravilloles à Choux et sur la commune de Viry), correspondent à des lignes de 225 kV. La ligne aérienne traversant le territoire du nord au sud, de la Rixouse à Bellcombe correspond à une ligne de 400 kV. Les autres lignes ont une tension de 63 kV.

V.D. Les sites et sols pollués

La pollution résulte d'une activité actuelle ou ancienne. Elle est le plus souvent ponctuelle et généralement d'origine industrielle. Un transfert de la pollution des sols vers d'autres milieux via certains vecteurs (air du sol, nappe ...) est possible en fonction de la nature des polluants et de la vulnérabilité du milieu naturel.

La France a été l'un des premiers pays européens à conduire des inventaires au travers de 2 bases de données :

- Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL) : « La nécessité de connaître les sites pollués ou potentiellement pollués, de les traiter le cas échéant, en lien notamment avec l'usage prévu, d'informer le public et les acteurs locaux, d'assurer la traçabilité des pollutions et des risques y compris après traitement a conduit le ministère chargé de l'environnement à créer la base de données BASOL. Les données reprises de cette base de données historique sont aujourd'hui diffusées dans Géorisques en tant qu'Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée. Le nouveau système d'information mis en place par le ministère chargé de l'environnement permet la cartographie de ces sites (ex-BASOL) à l'échelle de la parcelle cadastrale ».

- CASIAS (Carte des Anciens Sites Industriels et Activités de Services, ex-BASIAS) : « La CASIAS recense les anciennes activités susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols. Il peut s'agir d'anciennes activités ou encore d'anciennes activités de services potentiellement polluantes. La constitution de la CASIAS a pour finalité de conserver la mémoire d'anciens sites industriels et activités de service pour fournir des informations utiles à la planification urbanistique et à la protection de la santé publique et de l'environnement ».

LE SAVIEZ-VOUS?

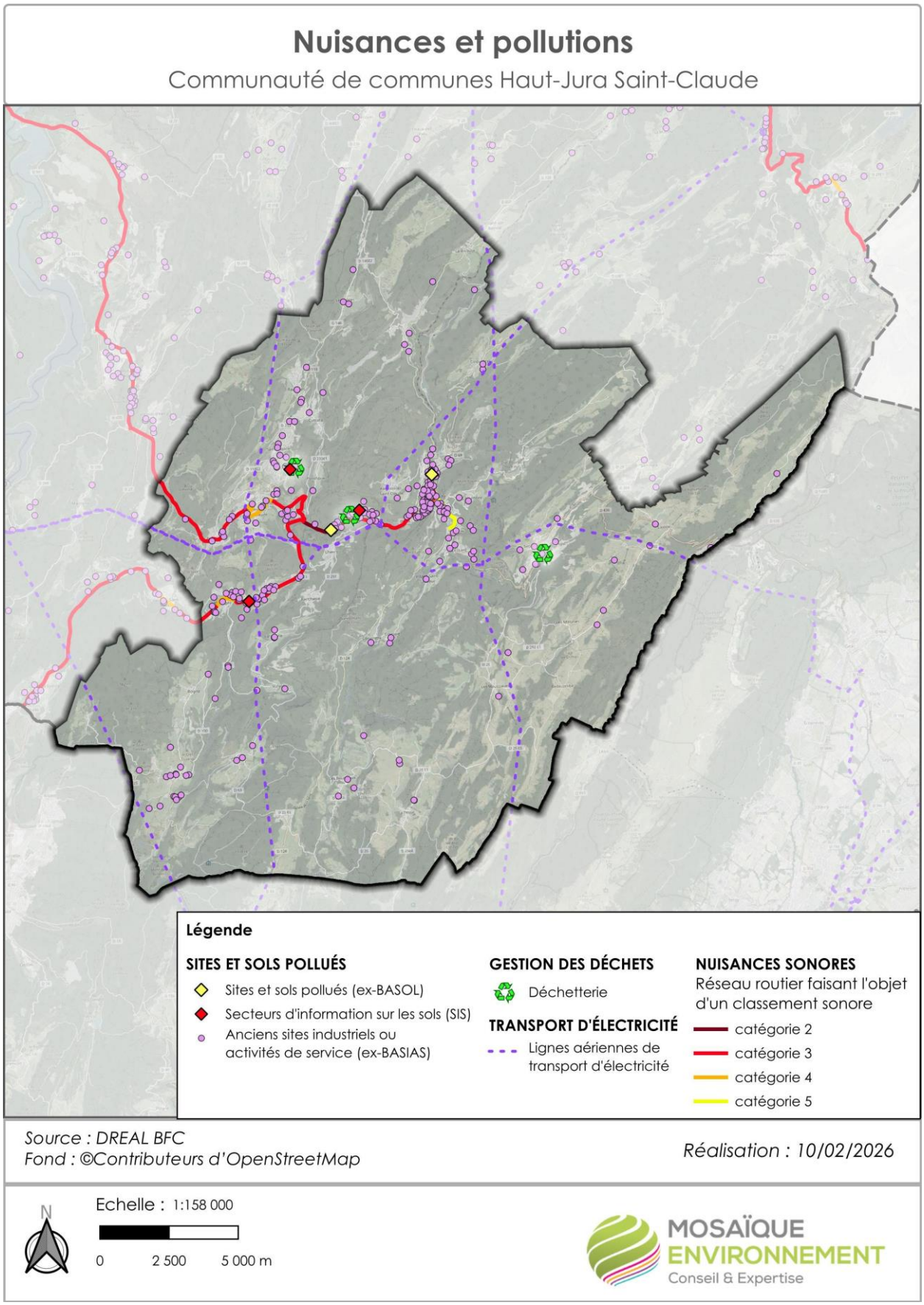
« Un site pollué est un site dont le sol, ou le sous-sol, ou les eaux souterraines ont été polluées par d'anciens dépôts de déchets ou l'infiltration de substances polluantes, cette pollution étant susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement (...) » (Ministère de l'Environnement, 1994, Recensement des sites et sols pollués 1994, p. 7-8).

Le territoire compte **2 sites pollués ou potentiellement pollués**, appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (ex BASOL). Il compte également **294 anciens sites industriels ou activités de services** (ex BASIAS).

Tableau 22. Sites pollués ou potentiellement pollués sur le territoire (Base de données Géorisques, mars 2024)

Code	Site	Commune
SSP000921401	Ancienne usine à gaz de Saint Claude	SAINT CLAUDE
SSP001104901	Jeantet Elastomères	SAINT CLAUDE

L'intercommunalité est concernée par **3 Secteurs d'Information sur les Sols** (SIS) comprenant les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement : Site Rocamat à Chassal-Molinges, Mécaplast (ex Sofairel ex Mayet) à Coteaux-du-Lizon et Thévenin Ducrot Distribution à Saint-Claude. Les fiches des sites, assortis de Servitudes d'Utilité Publique, sont annexées au PLUi.



Carte 62. Nuisances et pollutions sur le territoire

V.E. La gestion des déchets

Le terme de « gestion des déchets » englobe toute activité participant à l'organisation de la prise en charge des déchets depuis leur production jusqu'à leur traitement final. Elle inclut les activités de collecte, transport, négoce, courtage, et traitement – valorisation ou élimination – des déchets.

Des objectifs fixés à l'échelle régionale

Prévu comme un volet du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) depuis la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) du 7 août 2015, le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) relève d'une nouvelle compétence de la Région.

Le SRADDET Bourgogne-Franche-Comté approuvé le 16 septembre 2020, comporte 2 objectifs ayant attrait à la gestion des déchets dans son orientation n°2 « Préparer l'avenir en privilégiant la sobriété et l'économie des ressources » :

- Objectif 5 : Réduire, recycler, valoriser les déchets

- Objectif 6 : Organiser le traitement des déchets à l'échelle régionale en intégrant les objectifs de réduction, de valorisation et de stockage.

La Région souhaite tendre vers une région zéro déchet d'ici 2050 et le SRADDET :

- ambitionne de **réduire de -20% la quantité produite de déchets ménagers et assimilés** (soit 448 kg/hab) d'ici 2031 par rapport à 2010.

- ambitionne en particulier de **réduire de 16% la quantité produite d'ordures ménagères** d'ici 2031 par rapport à 2010.

- a un **objectif de stabilisation à 1 351 kT** la quantité produite de déchets d'activités économiques, malgré les perspectives de croissance économique.

Concernant la valorisation des déchets, une valorisation matière et organique en augmentant les performances de collecte est visée avec notamment une hausse des performances des collectes sélectives des emballages et papier graphiques, ainsi qu'un développement de la collecte des biodéchets : de 60 000 à 120 000 habitants supplémentaires en 2031.

De plus, une réduction des déchets collectés en déchetterie est attendue, avec par exemple une réduction de - 45 % pour 2031 pour les déchets verts et - 8 % pour 2031 pour les encombrants. Le SRADDET fixe aussi des objectifs pour les autres types de déchets (déchets d'activités économiques, boues de station d'épuration, BTP…).

Une collecte organisée

Compétences et Territoire

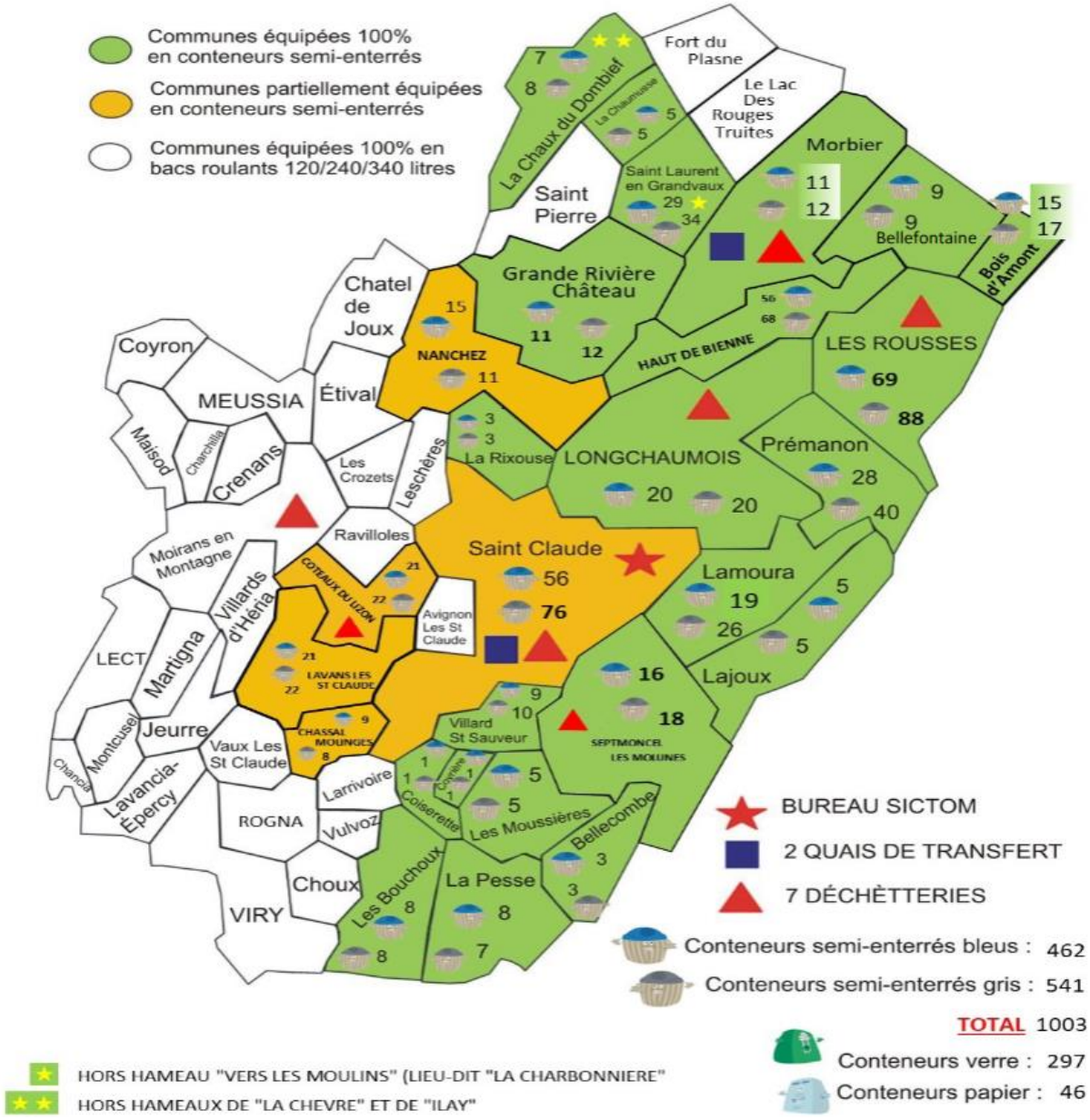
Le **SICTOM (Syndicat Intercommunal Ordures Ménagères) du Haut-Jura** a pour compétence la collecte des ordures ménagères et déchets assimilés.

Il regroupe 55 communes adhérentes, ce qui représente un total de 58 097 habitants sur 5 communautés de communes différentes. Il gère 7 déchèteries et 2 quais de transfert. Les bureaux se situent à Saint-Claude.

Mode de collecte

La collecte s'effectue en partie en **porte à porte** (bacs roulants) et par **points d'apport volontaire** (conteneurs semi-enterrés).

Pour le verre et le papier, des conteneurs de 4m^3 sont installés dans les communes du SICTOM.



Carte 63. Équipements de collecte sur le territoire du SICTOM *(Rapport annuel 2019, SICTOM Haut-Jura)*

Quantités collectées

En 2019, 13 282 tonnes d'ordures ménagères ont été traitées par le SYDOM du JURA, 10 410 tonnes de déchets ultimes (177,79 kg/an/hab) et 2 872 tonnes de déchets recyclables (49,05 kg/an/hab), soit un total de 226,84 kg/an/hab. La moyenne nationale en 2019 était de 254 kg/hab.

Le tonnage du verre collecté par SOLOVER en 2019 s'élève à 2 176,56 tonnes, soit 37,17 kg/an/hab. (32 kg/hab/an en moyenne nationale) pour un total de 301 conteneurs. Le tonnage de papier collecté par le SICTOM s'élèvait à 158,15 tonnes (46 conteneurs).

Les quantités de carton collecté par les associations (St-Michel le Haut et ALCG) s'élèvent à 52,81 tonnes et par le SICTOM du Haut-Jura, 121,44 tonnes, soit un total de 174,25 tonnes.

Les déchetteries

Le territoire compte **trois déchetteries** : celle de Saint-Claude, et deux déchetteries relais, celle de Septmoncel les Molunes et celle des Coteaux du Lizon (Saint-Lupicin). Entre l'année 2018 et 2019, les tonnages déposés en déchetterie et collectés ont baissé de 8%.

Le traitement des déchets

Le **Syndicat de traitement Des Ordures Ménagères (SYDOM) du Jura**, situé à Lons-le-Saunier, a pour compétence le traitement des déchets (incinération, tri et enfouissement), la communication (sensibilisation auprès des usagers) et la prévention des déchets (réduction de la quantité de déchets).

Le territoire

Le SYDOM assure le traitement des déchets ménagers et assimilés de 5 EPCI du département du Jura, dont la CCHJSC. Ce territoire regroupe 492 communes pour une population de 267 000 habitants environ, avec un excédent estival significatif sans être disproportionné.

Les installations du syndicat

Le SYDOM possède **5 stations de transfert** (à Brevans, Poligny, Champagnole, Morbier-Col de la Savine et Saint-Claude). **Un centre départemental de traitement**, composé d'un centre de tri et d'une unité de valorisation énergétique, se trouve à Lons-le-Saunier. Le SYDOM possède aussi **une installation de stockage de déchets non dangereux** à Courtaoux et les Repôts.

Les quantités traitées

D'après le rapport annuel de 2022 du SYDOM, **454 kg de déchets ménagers et assimilés** (DMA) sont collectés par habitant, contre 466kg/hab en 2021. Le détail est présenté sur la figure ci-contre.

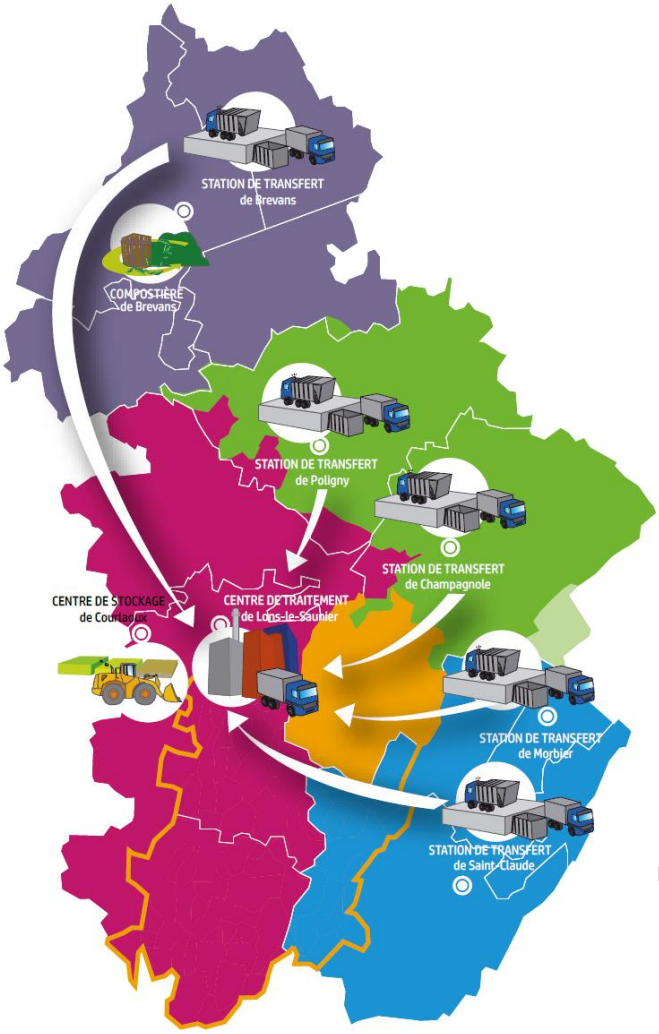


Figure 11. Les déchets collectés *(SYDOM 2022)*

Les quantités de déchets traitées sont :

- **14 432 tonnes de déchets issues de la collecte sélective pour recyclage** (verre et emballage) ;
- **47 112 tonnes d'OMR collectées dont 17 922 tonnes pour incinération** (une performance énergétique de 54% contre 71% en 2021, une énergie dégagée de 43 848 MWh dont 22 345 MWh d'énergie valorisée) ;
- **46 211 tonnes de déchets collectés en déchèteries**.

Il existe des marges de progrès possibles concernant la réduction des ordures ménagères. En effet, un jurassien jette en moyenne **176 kg d'ordures ménagères par an**. En particulier, 67kg sont des déchets compostables, 55kg des déchets incinérables, et 54 kg sont des déchets recyclables (39 kg d'emballages, 5kg de verre et 10kg de déchets de déchèterie). Ainsi, 60 % des ordures ménagères pourraient être valorisés vers d'autres filières.

Par ailleurs, au cours des dernières années, les quantités de déchets traitées se maintiennent (verre, recyclable), à l'exception des OMR et des déchets collectés en déchèteries, pour lesquels on note une diminution des quantités traitées depuis 2014.

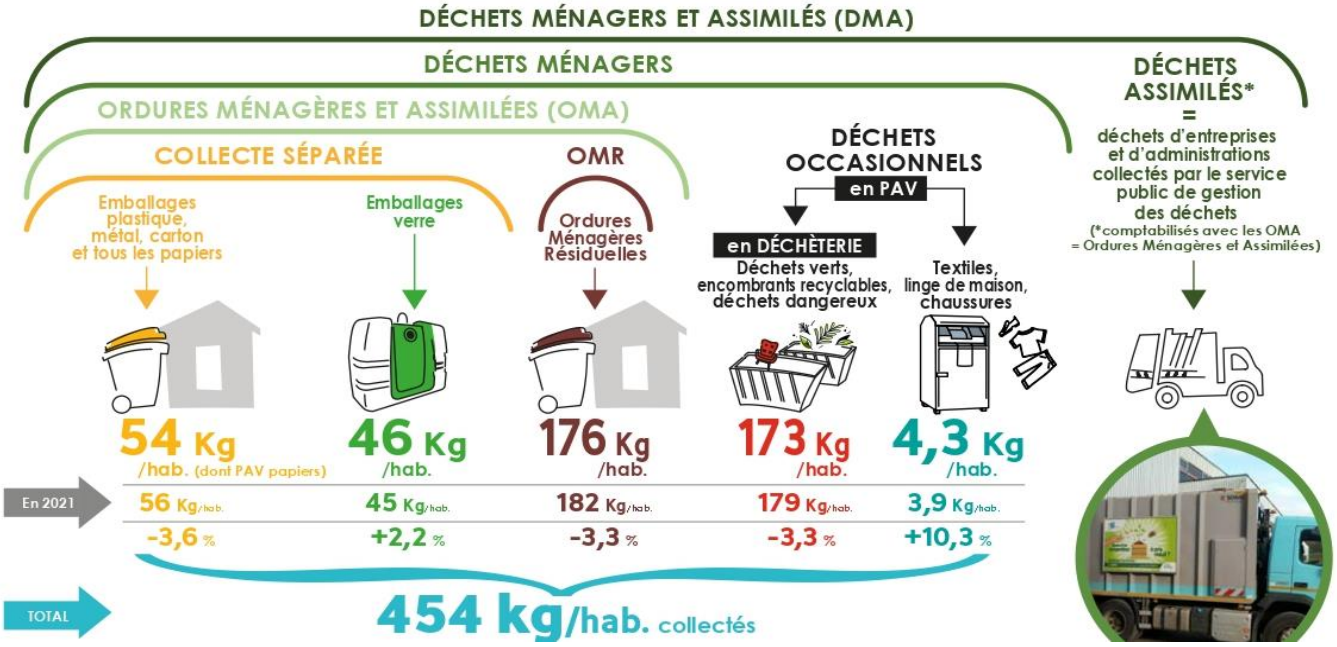


Figure 12. Les différents flux par habitant *(SYDOM 2022)*

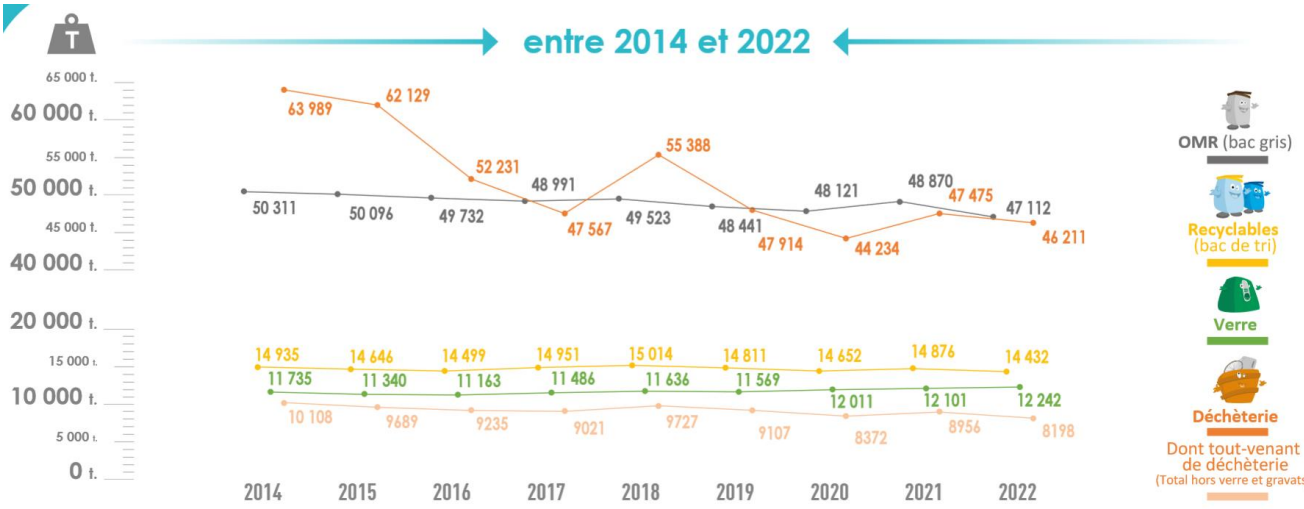
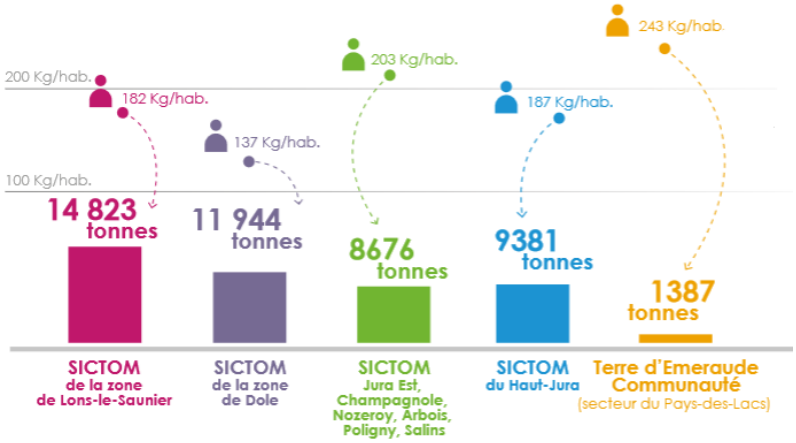


Figure 13. Évolution des principaux tonnages *(Rapport annuel 2022, SYDOM du Jura)*

Les déchèteries

À l'échelle du SICTOM du Haut-Jura, 9 381 tonnes de déchets (187 kg/hab) ont été accueillis en déchèterie en 2022 (les tonnages indiqués ne tiennent pas compte du verre et des gravats, ni des fluctuations estivales pour les kg/hab). L'intercommunalité se place en 4e position parmi les 5 EPCI, le SICTOM Lons-le-Saunier étant le secteur ayant accueilli le plus de déchets dans ses déchèteries.



V.F. Synthèse des enjeux liés aux pollutions et nuisances

Atouts

Une collecte des déchets structurée
Un traitement et une valorisation des déchets performants et bien organisés (SYDOM)
Des nuisances sonores concentrées aux abords des principales infrastructures de transport
Une qualité de l'air globalement bonne
Seulement 2 sites pollués appelant une action des pouvoirs publics (ex BASOL)

Faiblesses

Les RD470 et RD436 classées au titre de la loi Bruit
Des nuisances sonores impactant des établissements sensibles et des logements.
9 lignes aériennes à haute ou très haute tension
Une forte contribution du résidentiel et de l'industrie aux émissions de polluants
Une pollution à l'ozone qui risque de s'accroître avec le changement climatique
Près de 300 anciens sites industriels ou activités de services (ex BASIAS).

Enjeux de diagnostic

Un aménagement urbain qui limite l'exposition des populations et des espaces au bruit et la préservation de zones de calme
L'amélioration de la qualité de l'air pour réduire l'exposition des populations
L'intégration de la connaissance des sites et sols pollués dans l'anticipation des projets et des changements d'usages et la reconquête de ce foncier dégradé
La poursuite des efforts pour réduire la production des ordures ménagères et assimilés, développer le recyclage matière et organique, et limiter la mise en décharge et l'incinération
Offrir à tous un environnement favorable à la santé et un cadre de vie de qualité

Enjeux d'aménagement

La création de nouveaux logements sur un secteur peu, voire pas urbanisé, implique nécessairement d'ajuster la gestion des déchets, tant pour la collecte que pour le traitement (capacité de la déchèterie, collecte des déchets, des unités de valorisation...). Le territoire doit poursuivre les efforts réalisés pour diminuer les erreurs de tri et encourager la valorisation des déchets.

L'un des principaux enjeux est également de réduire les nuisances sonores dans les secteurs les plus affectés, correspondant aux zones d'exposition les plus importantes, en limitant le trafic, en régulant les vitesses de circulation, ou en incitant la population au report modal (via les transports en commun ou les modes actifs) dans les zones urbanisées.

La pollution d'origine routière, liée aux émissions du moteur à l'échappement, à l'usure des véhicules, de la chaussée et des équipements de la route, constitue une pollution chronique qui affecte directement l'environnement de proximité via les eaux de ruissellement et les dépôts atmosphériques secs et humides.

Leviers du PLUi

- Rénovation urbaine
- Mixité fonctionnelle pour réduire les déplacements
- Mobilités alternatives et décarbonées
- Prévision des équipements pour la gestion des déchets

VI. Énergie et climat

VI.A. Un contexte supra-communal cadré

Des objectifs régionaux ambitieux

En Bourgogne-Franche-Comté, le SRADDET adopté par la Région en 2020 s'appuie sur un scénario ambitieux : faire de la Bourgogne-Franche-Comté une région à énergie positive et bas carbone en 2050.

Sur cette base, il fixe des objectifs quantifiés à 2026, 2030 et 2050. Certains objectifs 2030 représentent même une évolution plus rapide que celle visée au niveau national :

- en matière de **consommation d'énergie**, le SRADDET vise une réduction de la consommation énergétique (par rapport au référentiel de 2012) de 26 % en 2030 et de 54 % en 2050 ;

- concernant les **énergies renouvelables**, le SRADDET fixe notamment comme objectifs pour 2030 :

  • énergie éolienne : 2 800 MW installés (708 MW en 2018), pour produire 5 300 Gwh/an

  • électricité photovoltaïque : 3 800 MW installés (271 MW en 2018), production 4 600 GWh/an

  • énergie hydroélectrique : 530 MW installés (522 MW en 2018) pour produire 720 GWh / an

  • 1 500 GWh PCI/AN DE GAZ RENOUVELABLE (production de biogaz et pyrogazeïfication de déchets et de biomasse solide).

  • 12 200 GWh PCI/AN en biomasse solide.

Les objectifs de taux de production locale d'énergies renouvelables dans la consommation finale sont de 34 % en 2030, et 77 % en 2050.

Le Plan Climat Air Energie Territorial

L'intercommunalité est engagée dans la réalisation d'un **Plan-Climat-Air-Energie-Territorial (PCAET).**

Ce programme d'orientation stratégique porte sur les nombreux thèmes liés à la préservation de l'environnement : la gestion des ressources, la qualité de l'air, la précarité énergétique, la gestion des déplacements sur le territoire, la capacité de stockage et d'absorption du carbone, les stratégies d'adaptations aux changements climatiques, la biodiversité, et bien d'autres. Le diagnostic va être engagé. Le PLUi devra être compatible avec le PCAET quand ce dernier sera approuvé.

D'autres démarches complémentaires

La CCHJSC s'est engagée dans plusieurs programmes ayant pour objectif d'atténuer et d'adapter le territoire au changement climatique :

- le programme « **Territoires à Energie Positive pour la Croissance Verte** » (TEPCV) a permis de de financer des actions en faveur de la transition énergétique 2018-2019 : acquisition de 25 VTT à assistance électrique, travaux de rénovation énergétique pour l'office de tourisme à Lajoux. Des travaux de rénovation énergétique d'un bâtiment situé rue Carnot à Saint-Claude sont en cours ;

- la démarche « **Territoires à Energie Positive** » (TEPOS) a permis la définition et la mise en œuvre d'une stratégie commune de transition énergétique 2017-2020 entre la Communauté de Communes Haut Jura Saint Claude, les Communautés de Communes voisines de Jura Sud, La Grandvallière et Arcade, le tout coordonné par le Parc Naturel Régional du Haut-Jura. Les objectifs ambitieux fixés à l'horizon 2050 sont de diviser par 2 les consommations énergétiques globales du territoire (mobilité, habitat, industrie, tertiaire, agriculture ...) et développer les énergies renouvelables afin que leur production couvre les besoins du territoire à 100% ;

- dans le cadre du **Contrat de Relance et de Transition Ecologique** (CRTE) les axes de réflexions ont porté sur des sujets très diversifiés visant à réduire les consommations énergétiques, développer les circuits courts et engager le territoire vers la résilience : développement des énergies renouvelables, transformation et adaptation des mobilités, rénovation des bâtiments avec des matériaux sains et biosourcés ...

- le Projet Alimentaire Territorial a pour objectif de relocaliser les filières et les circuits alimentaires avec le monde agricole en réponse à des travers sociétaux, économiques et environnementaux.

VI.B. La situation énergétique

Les données proviennent de l'Observatoire Régional et Territorial Énergie Climat Air (ORECA) de Bourgogne-Franche-Comté. Elles sont observées sur l'année 2018 (l'année 2020 n'étant pas représentative du fait de la crise sanitaire et l'année 2022 n'étant pas parue lors de la rédaction de l'état initial de l'environnement).

Une consommation d'énergie modérée

En 2018, la consommation énergétique de l'intercommunalité s'élève à **530 GWh**, soit **26,14 MWh par habitant**. À titre de comparaison, les consommations énergétiques à l'échelle départementale et régionale s'élèvent respectivement à 46,15 MWh/hab et 31,63 MWh/hab.

La consommation d'énergie moyenne par habitant par an sur le territoire est inférieure à la moyenne départementale et régionale.

Une prédominance des transports, de l'industrie et du résidentiel

Le **transport routier** est le secteur le plus consommateur en énergie sur le territoire, suivi du **résidentiel** et de **l'industrie manufacturière**.

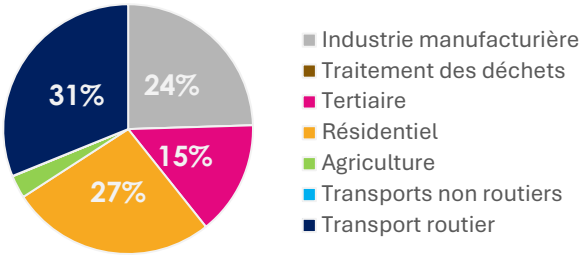


Figure 14. Consommations énergétiques par secteur sur le territoire du Haut-Jura Saint-Claude en 2018 *(ORECA)*

Suivent l'industrie et le résidentiel.

Ce profil est le reflet du territoire, marqué par sa dépendance à la voiture, la persistance d'une industrie dynamique tet un habitat, parfois ancien, dans un contexte montagnard.

En lien avec les secteurs dominants, les consommations énergétiques sont principalement tournées vers les **produits pétroliers** (43%, 11.2 MWh/hab), **l'électricité** (32%, 8.4 MWh/hab) et le **gaz naturel** (17%, 4.5 MWh/hab). Les **énergies renouvelables** représentent **8% des consommations énergétiques du territoire** (40 GWh en 2018).

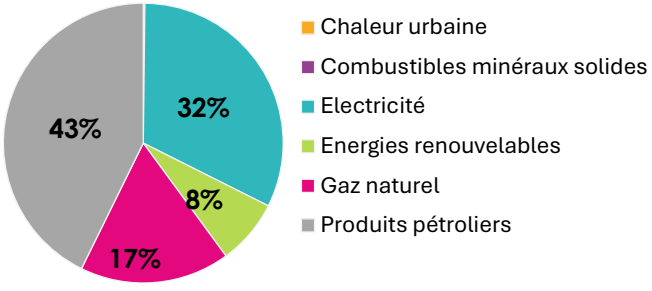


Figure 15. Consommations énergétiques par vecteur sur le territoire du Haut-Jura Saint-Claude en 2018 *(ORECA)*

En cohérence avec leurs caractéristiques socio-démo-économiques, les communes ayant la plus forte consommation énergétique en 2018 sont Saint-Claude (240 GWh), Lavans-lès-Saint-Claude (62 GWh), et Coteaux-du-Lizon (44 GWh).

Des consommations en baisse

On note une **diminution des consommations énergétiques** sur le territoire depuis 2008, à l'exception d'une légère remontée en 2016. En particulier, le résidentiel, le tertiaire et l'industrie manufacturière sont les secteurs où cette baisse de consommation est la plus marquée. Les consommations énergétiques liées au transport routier sont stables jusqu'en 2018 et baissent en 2020, en lien avec la crise sanitaire. Quant aux transports non routiers et à l'agriculture, les consommations énergétiques sont relativement stables et faibles.

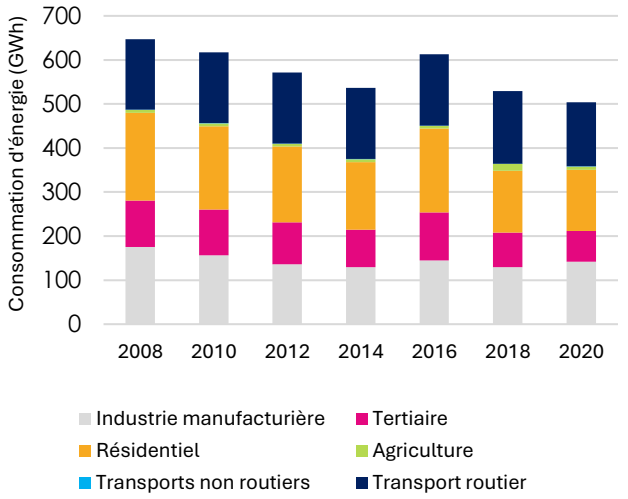


Figure 16. Évolution des consommations énergétiques sur le territoire *(ORECA)*

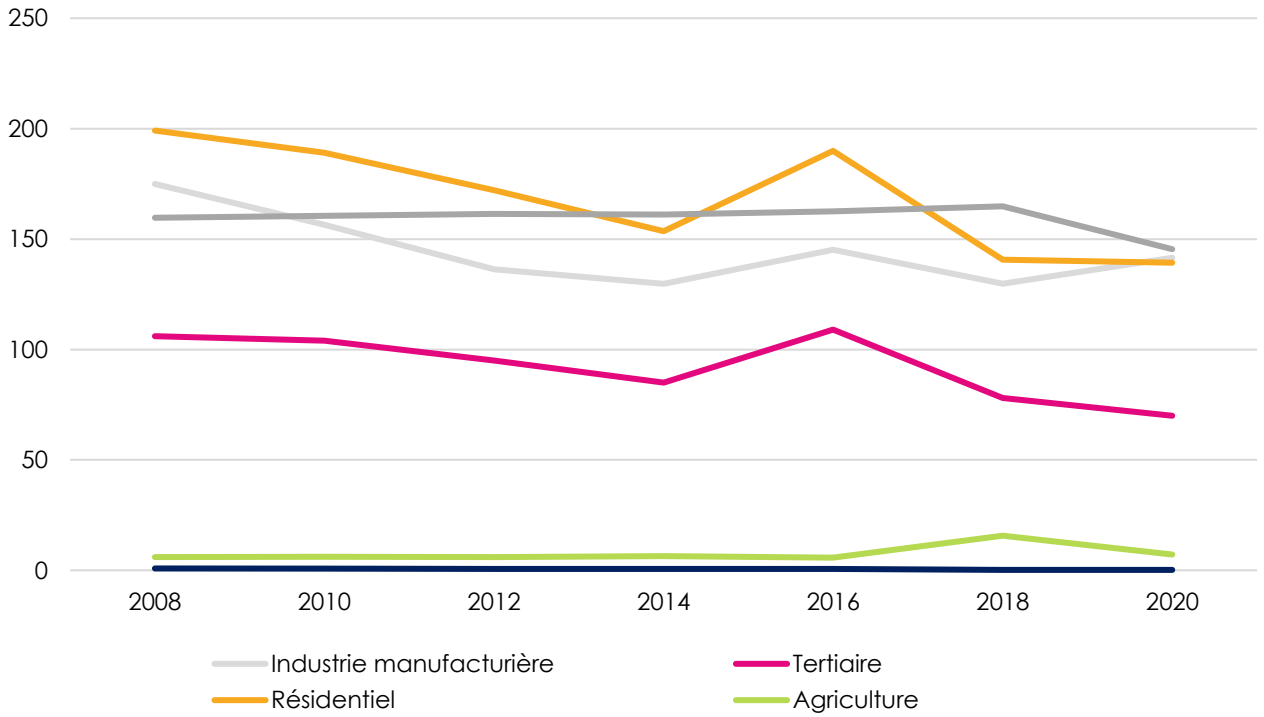


Figure 17. Évolution des consommations énergétiques par secteur sur le territoire *(ORECA)*

La production d'énergies renouvelables

La production d'énergies renouvelables (ENR) est donnée par l'Observatoire Régional et Territorial Énergie Climat Air (ORECA) de Bourgogne-Franche-Comté. Elle est principalement observée sur l'année 2018, l'année 2020 n'étant pas représentative du fait de la crise sanitaire.

Le ratio production / consommation

En 2018, la production totale d'ENR de l'intercommunalité s'élève à **60 GWh,** ce qui correspond à **11% des consommations énergétiques** de la même année. Cette valeur comprend le bois des ménages.

Comme le montre le graphique ci-dessous, les consommations énergétiques restent bien supérieures à la production d'énergie. Un enjeu du territoire du Haut-Jura Saint-Claude est donc d'accroître la part d'énergies renouvelables.

La tendance montre cependant une positive diminution des consommations, améliorant le ratio production d'ENR / consommation d'énergie, contrairement à la tendance départementale (augmentation des consommations énergétiques sans augmentation de la production d'ENR).

À noter que la collectivité de Haut-Jura Saint-Claude est engagée dans une démarche d'économies d'énergies à court et moyen termes, en particulier concernant les nouveaux grands bâtiments communautaires. La Maison de Santé de Saint-Claude construite en 2021 est par exemple un bâtiment basse consommation conçu avec des matériaux biosourcés, un système de chauffage-ventilation par géothermie et un éclairage entièrement LED. L'extension du Stade Edouard Guillon à Chassal Molinges dispose également de 180m^2 de panneaux photovoltaïques pour la consommation interne. Le surplus est quant à lui revendu.

Le taux d'autonomie énergétique (hors PAC et agrocarburants) **est de 10,7%** sur le territoire du Haut-Jura Saint-Claude, ce qui est supérieur à la valeur départementale (10,6%) et régionale (9,8%).

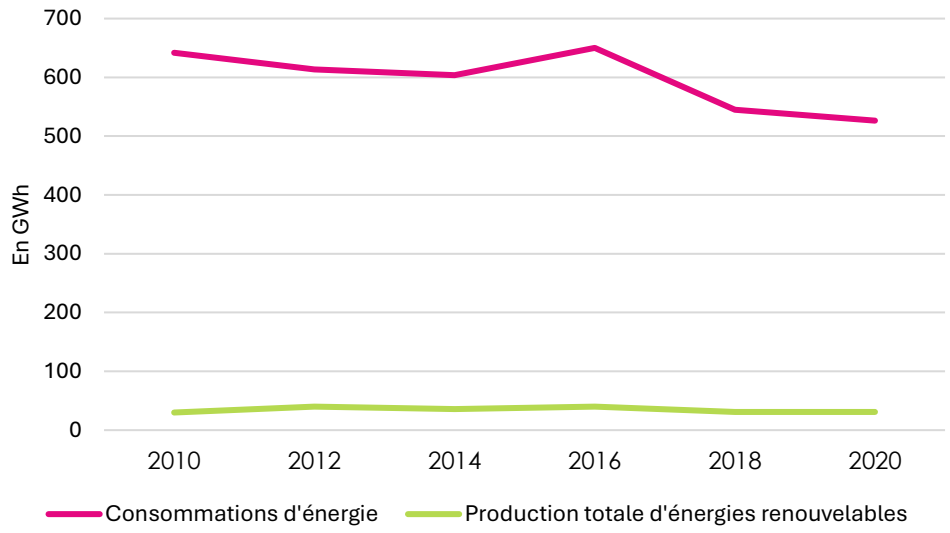


Figure 18. Comparaison entre consommation d'énergie finale et production d'ENR sur le territoire

Des filières dominées par l'hydroélectricité et le bois-énergie

Les énergies produites sont principalement issues des filières **bois-énergie** et **hydroélectricité**. Hors bois des ménages, l'hydroélectricité représente 82% des énergies renouvelables produites sur le territoire en 2021.

La part d'énergie solaire dans les productions énergétiques du territoire reste faible.

En particulier :

- **l'énergie hydroélectrique** est principalement produite sur Lavans-lès-Saint-Claude (12 GWh), puis Saint-Claude, Chassal-Molinges et Villard-Saint-Sauveur. Dans une moindre mesure, elle est produite sur les Coteaux du Lizon, Ravilloles et La Rixouse. La part de l'hydroélectricité dans les productions énergétiques du territoire est plus élevée que celle du territoire départemental et régional ;

- **l'énergie solaire thermique** est principalement produite à Saint-Claude (0,13 GWh), puis sur les Coteaux du Lizon et Lavans-lès-Saint-Claude. La part de l'énergie thermique dans les productions énergétiques du territoire est plus élevée que celle du territoire départemental et régional ;

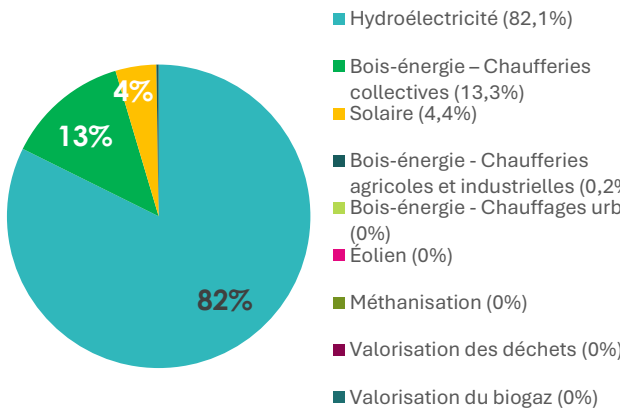


Figure 19. Productions totales d'ENR par filière (hors bois des ménages) sur Haut-Jura Saint-Claude en 2021 *(OPTEER)*

- **l'énergie solaire photovoltaïque** est principalement produite à Saint-Claude (0,15 GWh), puis sur Lavans-lès-Saint-Claude, La Pesse et Coteaux du Lizon. La part de l'énergie photovoltaïque dans les productions énergétiques du territoire est plus faible que celle du territoire départemental et régional.

Le territoire ne produit **pas d'énergie éolienne** et ne compte **aucune installation de méthanisation** ni **aucune valorisation énergétique des déchets** (production électrique, thermique, biométhane).

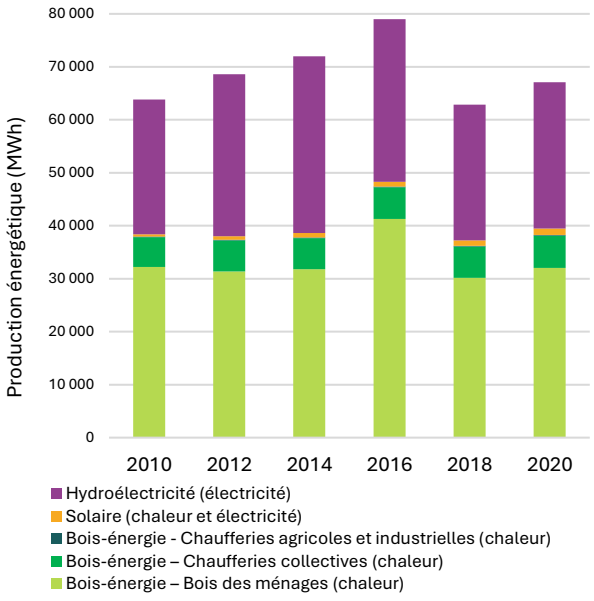


Figure 20. Évolution des productions totales d'énergies renouvelables par filière

La production d'ENR est relativement fluctuante ces dernières années. Hors bois des ménages, elle s'élevait à 33 GWh en 2018, a connu un pic à 38 GWh en 2019 avant de redescendre à 35 GWh en 2020 et 29 GWh en 2021. Ces fluctuations s'expliquent par 2 principaux facteurs : des hivers plus ou moins rigoureux pour le bois énergie (2016 par exemple), et les années de sécheresse pour la production hydroélectrique, qui est amenée à varier sensiblement, voire à diminuer, avec le changement climatique.

En 2018, les communes dont la production totale d'ENR est la plus importante sont Lavans-lès-Saint-Claude (18,63 GWh) et Saint-Claude (11,75 GWh).

Finalement, de manière globale, on notera que la production électrique l'emporte sur la production thermique (hors bois des ménages).

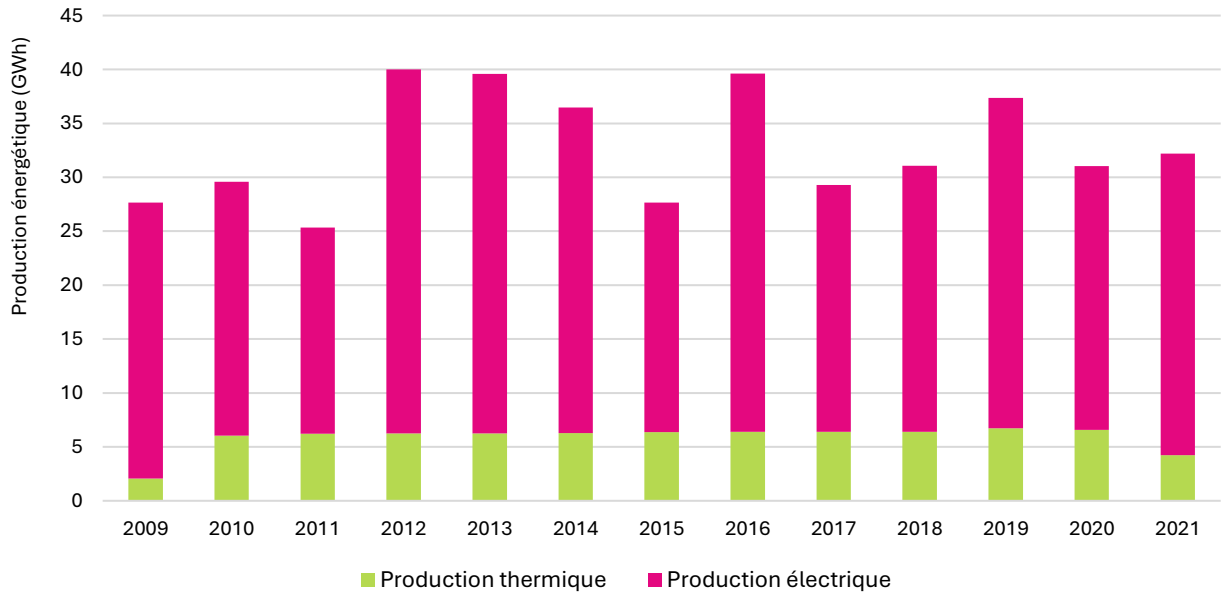


Figure 21. Production d'énergies renouvelables par usage (hors bois des ménages) sur le territoire intercommunal *(OPTEER)*

Des situations de précarité énergétique liée au logement

La précarité énergétique résulte de la combinaison de trois facteurs principaux : des ménages vulnérables en raison de la faiblesse de leurs revenus, les mauvaises performances thermiques des logements occupés, et le coût de l'énergie.

En 2018, la communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude compte **18,7% de ménages** dont le taux d'effort énergétique (TEE) logement est supérieur à 8% (dépensent plus de 8 % de leurs revenus pour payer leurs factures d'énergie) et les revenus sont inférieurs au 3e décile (font partie des 30% des ménages les plus modestes). Cela représente **1 746 ménages** sur le territoire.

LE SAVIEZ-VOUS?

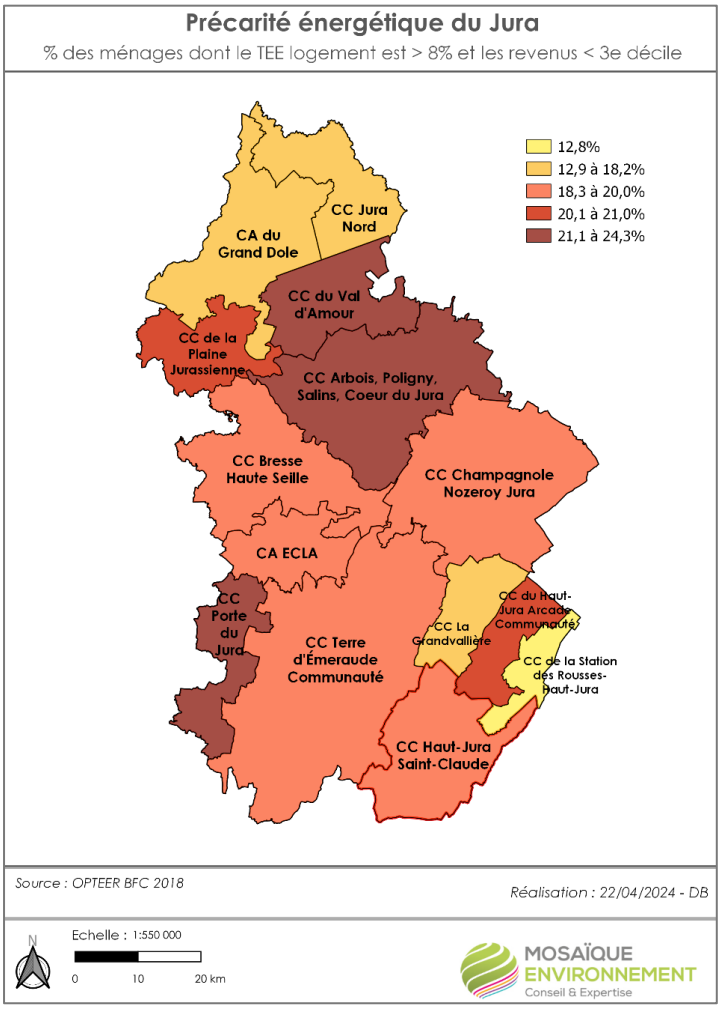
« Est en situation de précarité énergétique une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou conditions d'habitat » (loi Grenelle 2).

Le taux d'effort énergétique (TEE) (part de la facture énergétique annuelle d'un ménage par rapport à son revenu annuel) estimé correspond à l'indicateur « brut » de précarité énergétique.

À titre de comparaison, le Jura compte 19,40% de ménages avec les mêmes caractéristiques de TEE logement et de revenus. À l'échelle régionale, 18,6 % de ménages sont concernés.

La Bourgogne-Franche-Comté est la région de France la plus touchée par la précarité énergétique dans le logement. Cela s'explique notamment par les caractéristiques du parc de logements en moyenne plus grands, plus anciens, avec une part plus importante de maisons individuelles, ainsi que par un climat plus rigoureux que la moyenne. Ces logements sont également plus souvent occupés par des ménages retraités.

Sur le territoire intercommunal, Les Moussières est la commune la plus concernée avec 25,9% des ménages ayant un TEE logement > 8% et des revenus < 3e décile. Elle est suivie de Vulvoz (25% des ménages).

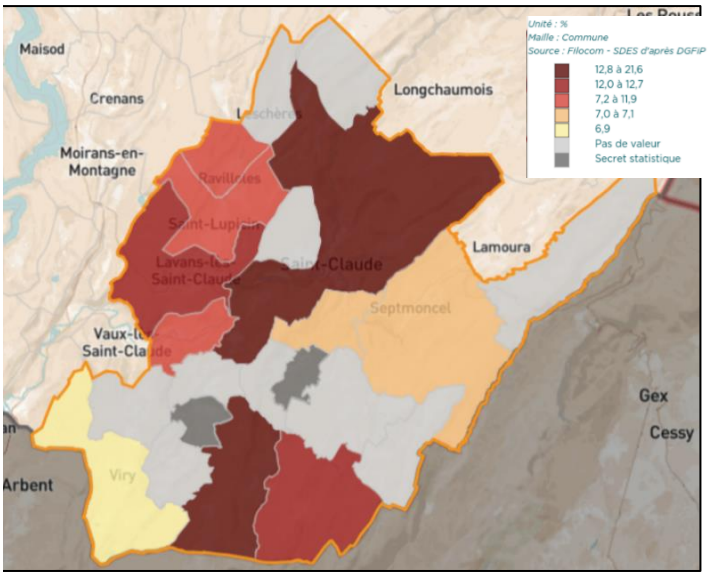


Carte 64. Précarité énergétique du Jura(Source : GEODIP/ONPE/2021 et ORECA)

Le nombre de ménages **sous le seuil de pauvreté** au sein de l'intercommunalité est de 1 416 en 2019, soit 15%. À titre de comparaison, la part des ménages sous le seuil de pauvreté est de 14,71% à l'échelle du Jura , et de 15,79% à l'échelle régionale (Source : Filocom – SDES D'après DGFiP). Le taux de ménages sous le seuil de pauvreté fiscale est **en légère baisse** depuis 2011 où il était supérieur à 16%.

Les communes les plus concernées au sein du territoire du Haut-Jura Saint-Claude sont Saint-Claude (21,6% de ménages sous le seuil de pauvreté) et Les Bouchoux (20%).

À l'inverse, la commune de Viry a un taux de ménages sous le seuil de pauvreté parmi les plus bas (6,9%).



Carte 65. Taux de ménages sous le seuil de pauvreté fiscale (2019)

Les données comportant moins de 11 ménages sous le seuil de pauvreté fiscale sont soumises au secret statistique et sont exclus de l'analyse à une échelle supérieure à la commune.

Une évolution attendue des besoins en énergie

On utilise les **degrés-jours-unifiés** (DJU) pour calculer les consommations de chauffage d'une année sur l'autre ce qui permet de connaitre le degré de sévérité d'un hiver dans un lieu donné.

Les DJU annuels moyens varient en France de 1 400 pour la Corse à 3 600 dans les Alpes jusqu'à 3 800 DJU dans le Jura. Dans le Jura, le DJU annuel moyen est de 3 800 sur la période 2002-2021.

L'évolution des DJU de chauffe pour les dix dernières années montre une tendance à la baisse, malgré plusieurs hivers rigoureux (2012, 2013, 2016). Sur la période 1970 – 2008, cette tendance est notable partout en France, et en particulier dans les départements du sud du pays. C'est vrai également dans le département du Jura.

LE SAVIEZ-VOUS?

Le DJU est l'unité de mesure de l'écart entre la température extérieure moyenne et une valeur de référence. On distingue les DJU de chauffe (la valeur de référence est 18°C, et le résultat le besoin conventionnel de chauffer le logement du fait de la rigueur de l'hiver) et les DJU de rafraîchissement (la valeur considérée ici s'élève à 25°C, et permet d'évaluer un besoin refroidissement du logement). Les DJU sont cumulés sur une année civile.

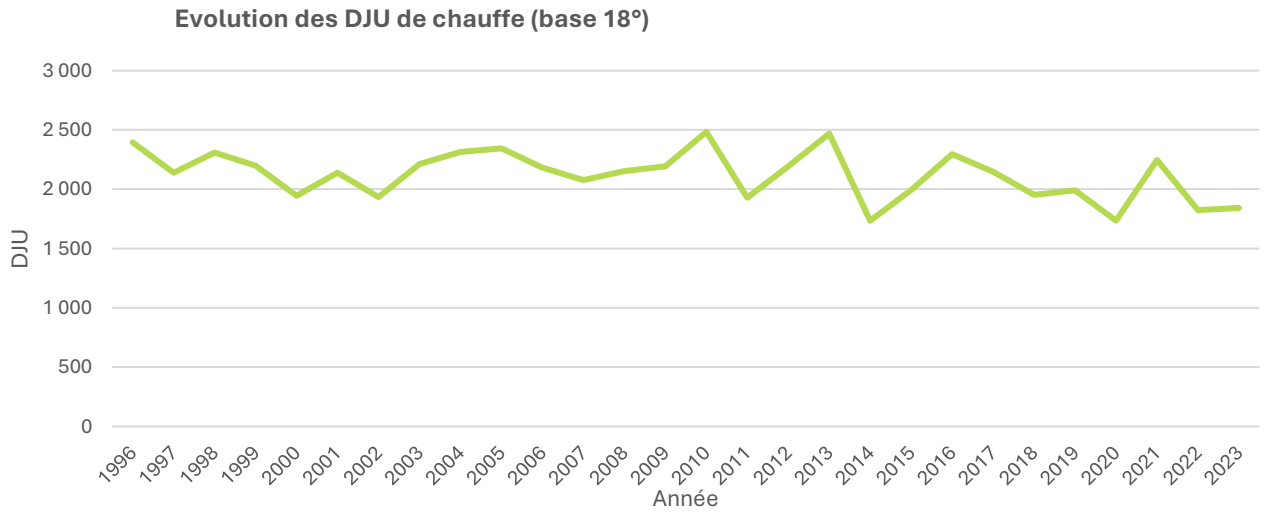


Figure 22. Evolution des DJU de chauffe (base 18°C) dans le Jura sur la période 1996-2023 *(Calcul SDES d'après les données INSEE et Météo France)*

À l'inverse, les DJU de rafraîchissement sont en hausse générale, avec des saisons particulièrement chaudes (2012, 2013, 2015, 2018 et 2019). Sur la période 2011 – 2020, on constate une nette augmentation des consommations énergétiques des ménages liées à la climatisation (de 0,5 TWh en 2011 à 1,8 TWh en 2020 d'après le CEREN).

Au vu des évolutions des DJU chauffe et refroidissement, les besoins en énergie vont évoluer dans les années à venir.

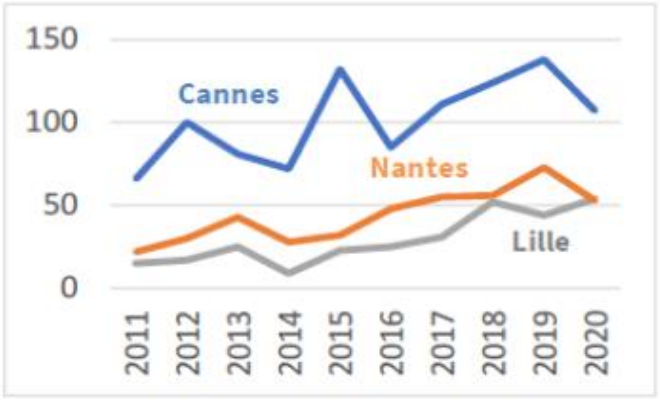


Figure 23. Evolution des DJU de rafraichissement (base 25°C) dans 3 villes françaises

VI.C. Les gaz à effet de serre

Des émissions de gaz à effet de serre globalement faibles

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont observées à partir des données produites par ORECA. L'année de référence utilisée est 2018, l'année 2020 étant peu significative du fait de la crise sanitaire.

En 2018, les émissions de GES sur le territoire du Haut-Jura Saint-Claude s'élèvent à **91 680 tCO2e**, soit **4,8 tCO2e par habitant**.

Cette valeur est particulièrement et positivement faible, en comparaison à la moyenne départementale (10,7 tCO2e par habitant) et à la moyenne régionale (8 tCO2e par habitant).

En 2018, le **transport routier** est responsable de 45% des émissions, le **résidentiel** 16%, l'agriculture et l'industrie manufacturière 13%.

LE SAVIEZ-VOUS?

Les gaz à effet de serre (GES) sont responsables du changement climatique. Ils restent très longtemps dans l'atmosphère mais ont peu d'effets directs sur la santé, contrairement aux polluants de l'air. Les principaux GES sont le dioxyde de carbone (CO2), le méthane (CH4), le protoxyde d'azote (N2O) et les gaz fluorés. Ces gaz n'ont pas tous le même effet sur le climat. Certains ont un pouvoir de réchauffement plus important que d'autres et/ou une durée de vie plus longue. Par exemple, le méthane a un impact sur l'effet de serre 30 fois plus important que celui du dioxyde de carbone.

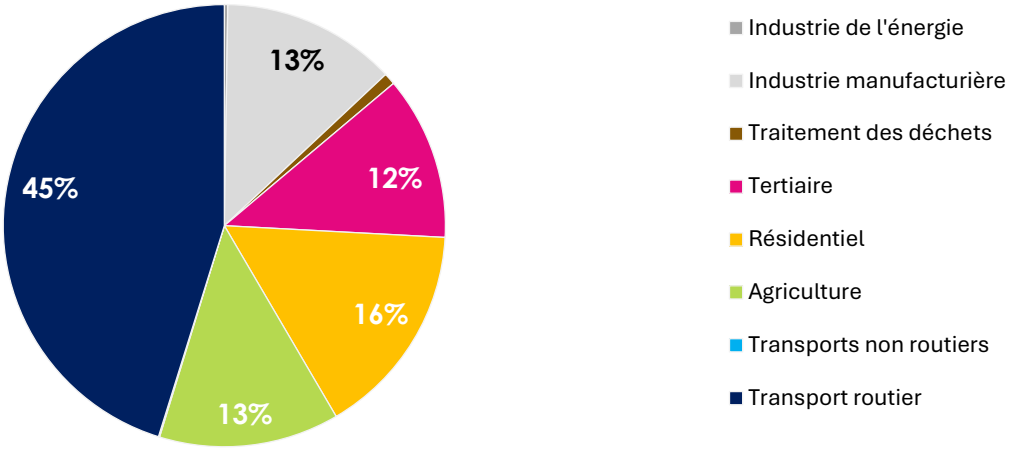


Figure 24. Émissions de GES par secteur en 2018 sur l'intercommunalité *(ORECA)*

Hormis en 2016, les émissions de GES du territoire du Haut-Jura Saint-Claude sont en diminution depuis 2008 (**108 811 tCO2e en 2008** et **88 957 tCO2e en 2020**). Cette diminution s'explique principalement par la baisse des émissions de GES du secteur résidentiel, du tertiaire et des transports routiers. En revanche, on constate une remontée des émissions de l'industrie manufacturière.

Les émissions liées à l'agriculture, au traitement des déchets, aux transports non routiers et à l'industrie de l'énergie, sont stables et faibles.

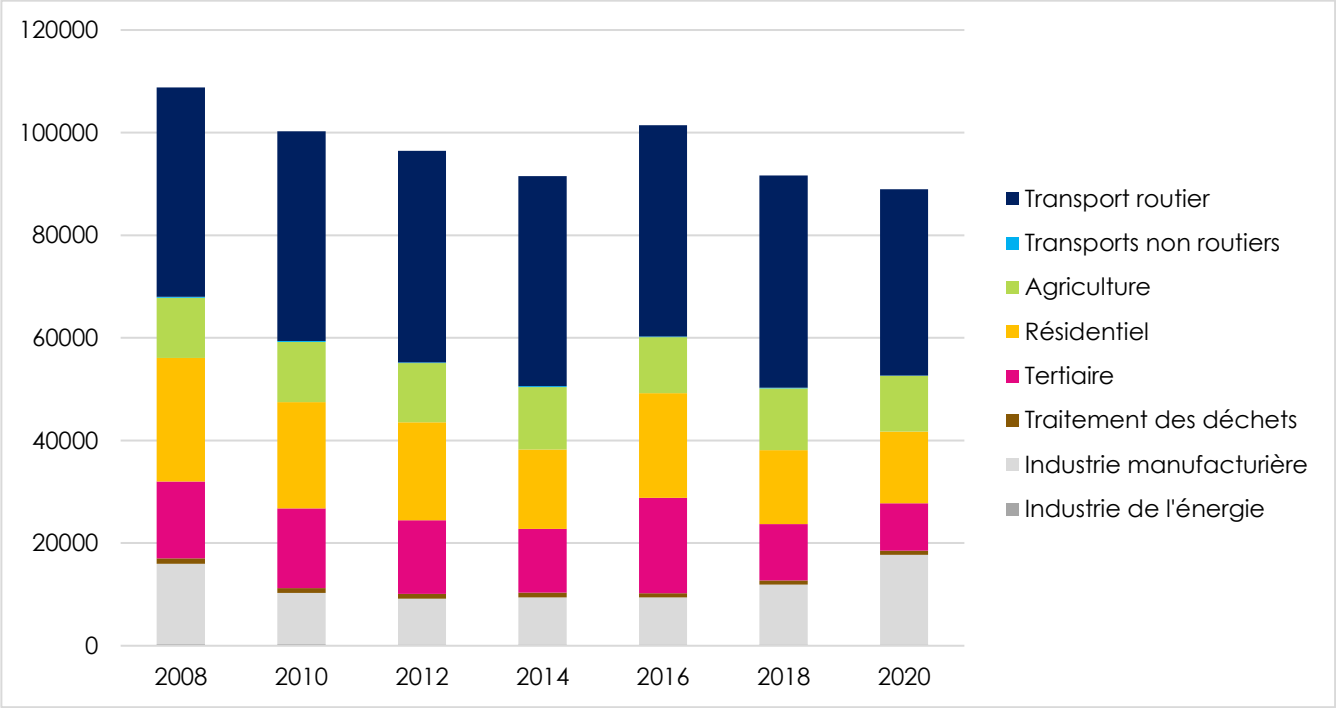


Figure 25. Évolution des émissions de GES sur le territoire intercommunal depuis 2008 *(ORECA)*

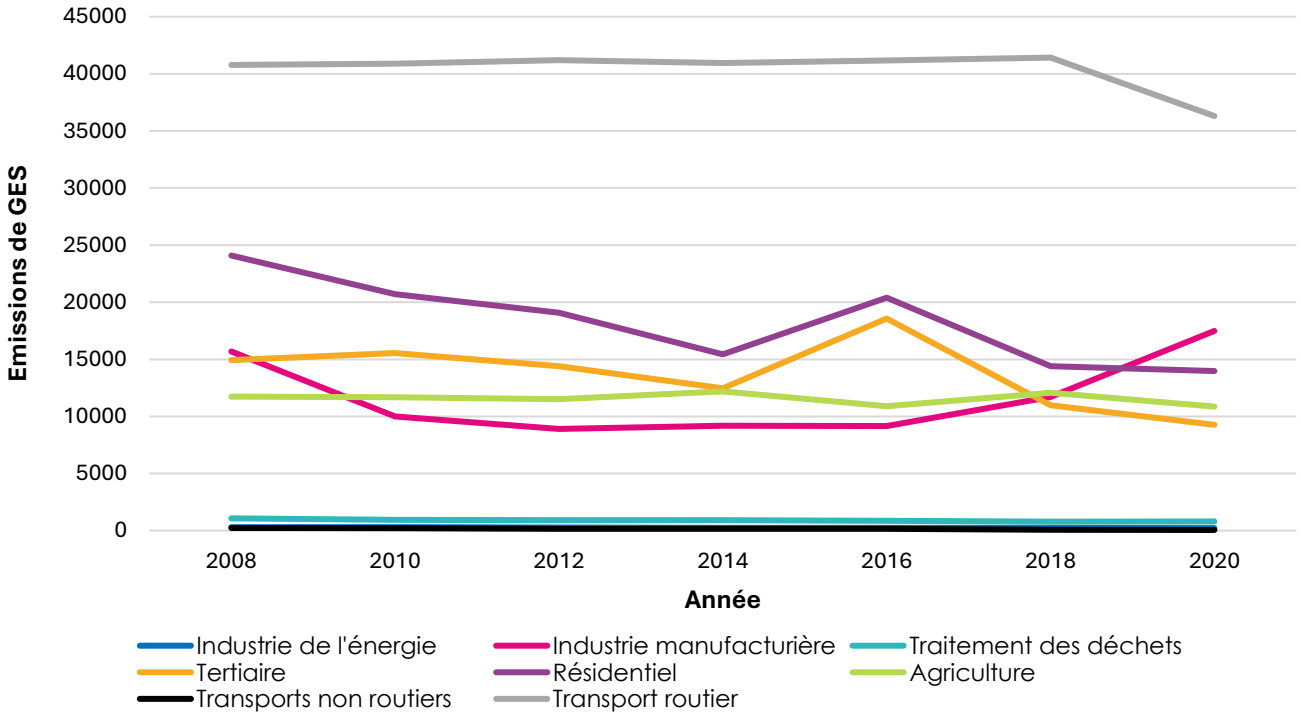


Figure 26. Évolution des émissions de GES par secteur sur le territoire intercommunal *(ORECA)*

Des puits de carbone

L'outil ALDO de l'ADEME permet une estimation du stock de carbone et de la séquestration. Il propose des ordres de grandeurs sur les stocks et flux de carbone dans les sols et la biomasse pour initier une réflexion sur la gestion des sols et des forêts en lien avec les activités agricoles, sylvicoles et l'aménagement du territoire.

Sur le territoire du HJSC, la **séquestration nette de carbone est de 61,8 ktCO2e[2] par an** et le stock total est de 7,15 millions tC.

Si tout le stock de carbone était réémis vers l'atmosphère, cela représenterait une émission de 26 304 ktCO2e, soit 287 fois les émissions du territoire de 2018.

À ce jour, il y a une **augmentation** du stock **de 0,9%/an**.

Au regard de l'occupation du sol sur l'intercommunalité, le stock de carbone se trouve principalement au niveau des forêts. Les espaces agricoles, notamment les prairies, constituent également des puits de carbone, tout comme les zones humides.

Tableau 23. Stock de carbone sur le territoire du Haut-Jura Saint-Claude *(ALDO, 2024)*

Occupation du sol	Surface (ha)	Stocks carbone (tC)	Stocks carbone (%)
Forêts	27 031	5 837 908	81%
Prairies	9 756	912 012	13%
Sols artificiels	1 299	58 042	1%
Cultures	1 069	57 764	1%
Produits bois	/	240 264	3%
Haies	/	41 977	1%

LE SAVIEZ-VOUS?

Un **puits de carbone** est un réservoir (naturel ou artificiel) qui absorbe du carbone depuis le cycle du carbone. Ce dernier est séquestré avec un temps de résidence très long par rapport à celui dans l'Atmosphère.

A l'échelle globale, les sols et les forêts (y compris les produits issus du bois) stockent, sous forme de biomasse vivante ou morte, 3 à 4 fois plus de carbone que l'atmosphère. Toute variation négative ou positive de ces stocks, même relativement faible, peut influer sur les émissions de gaz à effet de serre.

Le changement d'usage des sols (et notamment l'imperméabilisation des sols agricoles et espaces naturels) entraîne néanmoins un déstockage, réduisant la capacité de séquestration du territoire. Les pratiques agricoles, dont le potentiel de séquestration est difficile à évaluer par manque de données, peuvent également générer des gains non négligeables.

Un premier levier d'amélioration de la séquestration de carbone du territoire réside dans la limitation de l'artificialisation des sols, par la densification et le renouvellement urbain notamment. Par ailleurs, la mise en place de pratiques agricoles adaptées (implantation de haies, cultures intermédiaires, réduction du travail du sol…) permettrait également d'augmenter le stockage du carbone dans les sols. Bien que l'effet soit difficilement évaluable à ce jour, une optimisation de l'exploitation forestière est un levier envisageable pour optimiser le stockage carbone de la forêt.

[2] L' « équivalent CO_2 » (eq CO_2 ou CO_2 eq en anglais) est une unité créée par le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat pour comparer les impacts de ces différents GES en matière de réchauffement climatique et pouvoir cumuler leurs émissions.

VI.D. Un climat qui évolue

Les observations du climat confirment que le territoire français est déjà impacté par le changement climatique depuis plusieurs décennies. Pour agir, il est indispensable de connaître avec précision les évolutions climatiques auxquelles il faut s'adapter.

Les données suivantes proviennent de l'outil Climadiag (2024), proposé par Météo France, qui calcule plusieurs indicateurs à partir de modélisations et de projections climatiques à l'horizon 2050.

Evolution des paramètres climatiques

Un accroissement des températures, vagues de chaleur et sécheresse

À l'échelle de la France, la température moyenne annuelle augmentera de plus de +2,0 °C d'ici l'horizon 2050 par rapport au climat récent, ce réchauffement étant plus marqué l'été que l'hiver.

D'après l'ORECA, entre la décennie 1959-1968 et celle de 2009-2018, la température moyenne s'est déjà élevée de 1,3°C en Bourgogne-Franche-Comté. A l'horizon 2080, le Jura devrait connaître une hausse des températures de + 2 °C dans les plaines du nord-ouest et jusqu'à + 4 °C dans les parties les plus montagneuses par rapport à la période de référence 1976-2005. Les températures moyennes projetées à Lons-le-Saunier en 2080 seraient les mêmes que celles d'Avignon en 2000.

À l'échelle du Haut-Jura Saint-Claude, la température moyenne entre le climat récent et celui attendu à l'horizon 2050 augmentera de **+2,7°C en été** selon le scénario moyen attendu (+3,5°C selon le scénario le moins optimiste).

D'ici l'horizon 2050, les nuits chaudes (durant lesquelles la température ne descend pas en dessous de 20°C) deviendront beaucoup plus fréquentes. Sur le territoire, il est attendu une augmentation de **+5 nuits chaudes par an** à l'horizon 2050 (+9 selon la valeur haute).

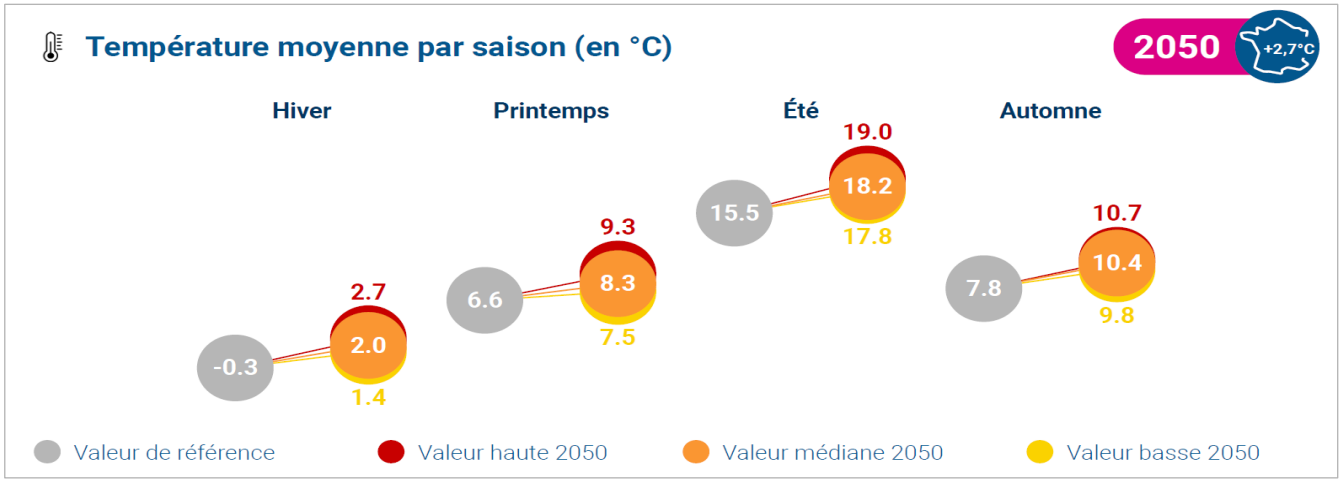


Figure 27. Évolution de la température moyenne entre le climat récent et celui attendu à l'horizon 2050 *(Climadiag)*

L'augmentation du nombre de jours en vagues de chaleur[3] est déjà perceptible et se poursuivra sur l'ensemble du pays d'ici l'horizon 2050. Sur le territoire, il est attendu une augmentation de **+13 jours en vague de chaleur** à l'horizon 2050 (+19 selon la valeur haute).

L'élévation de la température entraînera l'augmentation du nombre de jours avec sol sec (lorsque l'indice d'humidité des sols superficiels est inférieur à 0,4). Sur le territoire, il est attendu une augmentation de **+9 jours en été avec sol sec** et **+8 jours en automne avec sol sec**.

[3] Un jour est considéré en vague de chaleur s'il s'inscrit dans un épisode, se produisant l'été, d'au moins cinq jours consécutifs pour lesquels la température maximale quotidienne excède la normale de plus de cinq degrés.

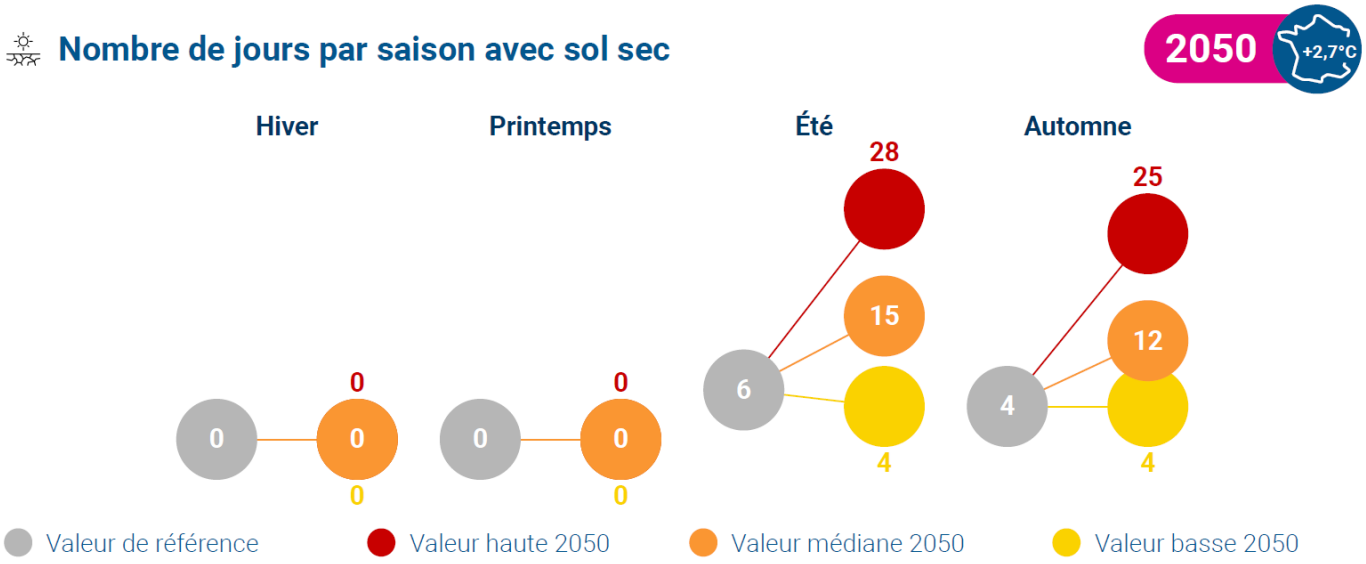


Figure 28. Évolution du nombre de jours avec sol sec entre le climat récent et celui attendu en 2050 (Climadiag)

Les conséquences de ces impacts sont multiples. Par exemple, l'accroissement du nombre de nuits chaudes exacerbera les sensations d'inconfort et les **problèmes de santé**, notamment dans les villes qui sont souvent sujettes au phénomène d'îlot de chaleur urbain. D'ici l'horizon 2050, les conditions climatiques plus sèches conduiront à une augmentation du **risque de feu de végétation**. Au regard de l'occupation du sol (plus de 65% d'espaces forestiers), le territoire du Haut-Jura Saint-Claude est particulièrement à risque. Également, l'augmentation de la sécheresse des sols entrainera l'aggravation des **risques de dommages aux bâtiments** en lien avec le retrait-gonflement des argiles.

Des précipitations plus irrégulières et intenses

À l'échelle de la France, les cumuls annuels de précipitations évolueront peu d'ici l'horizon 2050, mais une **baisse modérée en été** et une **hausse modérée à forte en hiver** sont cependant probables sur la majorité du pays. Cette tendance est attendue à l'échelle du territoire du Haut-Jura Saint-Claude (- 37 mm en été et +99 mm en hiver).

De même, le nombre annuel de jours avec précipitation évoluera peu d'ici 2050, mais une légère baisse en été (-3 jours) et une légère hausse en hiver (+4 jours) sont probables.

Le nombre de jours avec **fortes précipitations augmentera faiblement en hiver** (+1 à 3 jours selon le scenario).

L'augmentation, même faible, des jours avec fortes précipitations représente une **aggravation potentielle du risque d'inondation** par **ruissellement**. Le territoire du Haut-Jura Saint-Claude, caractérisé par un relief marqué et déjà vulnérable aux inondations, est particulièrement concerné. Il est également vulnérable aux mouvements de terrain (glissement, coulée de boue ...).

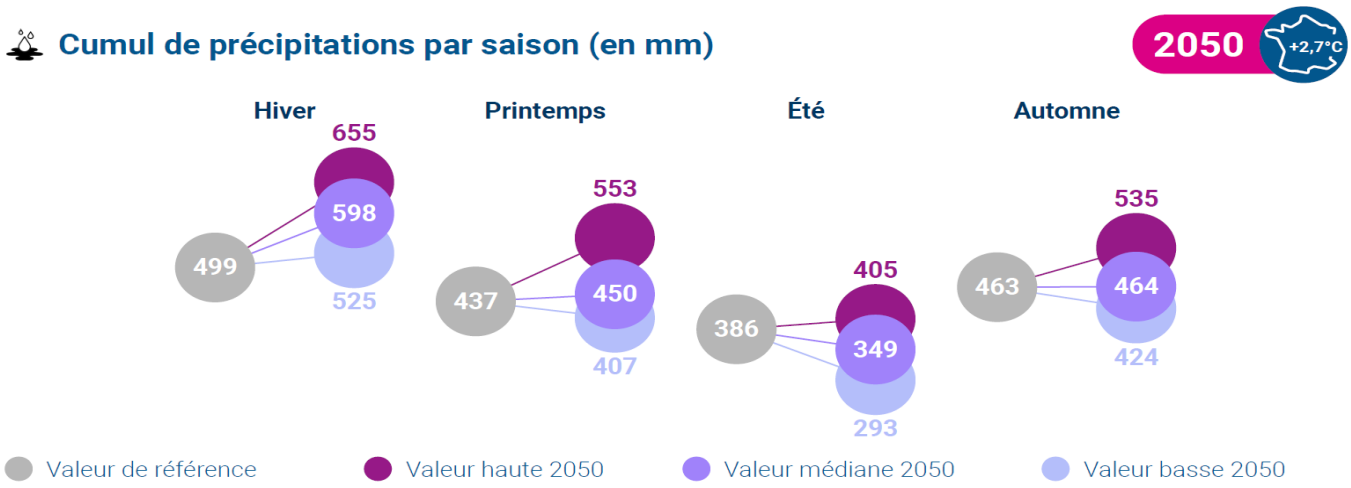


Figure 29. Évolution des cumuls des précipitations[4] entre le climat récent et celui attendu à l'horizon 2050 *(Climadiag)*

Des conséquences sur l'environnement

Enjeux généraux

De façon générale, le territoire du Haut-Jura Saint-Claude connait et connaitra des hivers plus doux, un enneigement plus aléatoire, une remontée progressive du front de neige d'année en année, ou encore des étés alternant périodes canicules et périodes pluvieuses.

Ces constats soulèvent des interrogations notamment sur l'évolution des écosystèmes locaux, ainsi que les modes de gestion agricoles, pastoraux et sylvicoles qui leur sont associés. En effet, en sus des effets précédemment mentionnés, les impacts suivants du changement climatique sont également identifiés sur :

- **la ressource** en eau : rareté, qualité et conflits d'usages, pollutions ;

- **la santé** : pollution de l'air, allergies, risques cardio respiratoire (chaleur/air), risques infectieux et de transmission de maladie, inconfort thermique dans les bâtiments, surchauffe en centre-bourg ;

- **la biodiversité** : fracturation des milieux, disparition ou déplacement d'espèces animales et végétales, peuplement invasif, attaques de ravageurs, feux de forêt ;

- **les cultures** : parasites, sécheresse, ruissellement/inondation, érosion des sols, évolution des calendriers des productions, décalage des cycles avec l'augmentation des températures, sensibilité accrue au gel tardif ;

- **les réseaux d'énergie, de transport, l'habitat et les services** : difficultés d'accès à l'eau potable, paralysie des réseaux de transport, sollicitation estivale du réseau électrique pour climatiser les locaux, dysfonctionnement des stations d'épuration, inconfort d'été dans les bâtiments… ;

- **l'économie et le tourisme** : modification des paysages, arrêt de certaines productions, rupture d'approvisionnement.

En outre, certains éléments peuvent renforcer la vulnérabilité potentielle future et diminuer la résilience ou la capacité d'adaptation du territoire tels que l'étalement urbain et le dimensionnement des réseaux (transport, assainissement, eau potable, énergie).

[4] *Les cumuls de précipitations sont calculés en mm : 1 mm de précipitations correspond au recueil d'un litre d'eau par mètre-carré de surface au sol. Un jour est considéré avec précipitations si la quantité d'eau recueillie est supérieure à 1 mm (c'est-à-dire supérieure à un litre d'eau par mètre-carré). Un jour pluvieux est considéré jour avec fortes précipitations dès lors que la quantité d'eau recueillie est supérieure à 20 mm (c'est-à-dire supérieure à 20 litres d'eau par mètre-carré).*

Focus thématiques

Ressource en eau		
	Qualité	**Quantité**
Enjeux associés	Biodiversité, santé, tourisme	Biodiversité, santé, tourisme
Exposition	Qualité dégradée des ressources (phosphore) Présence de zones de sauvegarde État chimique déjà dégradé pour les rivières de la Valserine et du Lizon Vulnérabilité du karst aux pollutions car très perméable Réseau important de zones humides	Baisse des débits d'étiage impactant les sources karstiques Des situations de vigilance sur la ressource en eau (répétition des périodes de sécheresse) nécessitant des actions de préservation de l'équilibre quantitatif sur les prélèvements
Sensibilité	Système karstique sur une partie du territoire > étiages très forts en période de sécheresses lacs, rivières, zones humides : baisse importante du niveau d'eau, eutrophisation	L'augmentation des périodes de sécheresses et la répétition d'années très sèches tendra à répéter et à faire apparaître des situations de déficit et des risques de pénurie, en particulier sur les secteurs déjà impactés Des tensions sur l'usage de la ressource dans le domaine agricole, avec l'assèchement de sources ou petits cours d'eau peuvent apparaître
Leviers d'adaptation	Surveillance et alerte Limitation des intrants agricoles Développement des mesures de protection des cours d'eau en zone agricole	Réduction des consommations d'eau (usages, amélioration de la performance des réseaux, conditionner le développement de l'urbanisation aux capacités en AEP) Sécuriser (qualité et quantité) des captages

Risques naturels		
	Inondations	**Mouvements de terrain**
Enjeux associés	Bâtiments, santé	Bâtiments
Exposition	4 communes avec un PPRi Risque d'inondation en lien avec la Bienne et le Tacon	4 communes avec un PPR mouvement de terrain Un territoire karstique, avec de nombreuses cavités souterraines Une présence modérée du risque RGA Des feux de forêt récents dans le Jura (2022) et une présence forestière importante
Sensibilité	Évolution du débit des cours d'eau et précipitations intenses > risque de ruissellement et d'inondation accru Risque de pollution des eaux et captages	Accroissement du risque RGA avec les sécheresses Accroissement des mouvements de terrain avec les précipitations intenses (éboulements) Accroissement du risque de feux de forêt
Leviers d'adaptation	Limiter l'urbanisation dans les zones à risque potentiel Prendre en compte les évolutions du changement climatique dans la gestion et l'identification du risque	Limiter l'urbanisation dans les zones à risque potentiel Prendre en compte les évolutions du changement climatique dans la gestion et l'identification du risque

Milieux naturels		
	Milieux et zones humides	**Autres milieux naturels**
Enjeux associés	Ressource en eau, biodiversité	Biodiversité, paysages
Exposition	Présence d'une zone humide RAMSAR sur les tourbières et lacs de la Montagne jurassienne et près de 300 zones humides répertoriées Assèchement de zones humides avec les périodes de sécheresses (perte de biodiversité et de rôle de soutien d'étiage), mais projets en cours de restauration	Réseau riche en N2000, ZPS et ZSC & ZNIEFF Biodiversité de vallées, prairies, forêt, et moyenne montagne : les sécheresses impactent la forêt, les prairies, sur la période estivale Baisse de la qualité des eaux de lacs et rivières (augmentation des températures) : dégradation et eutrophisation des milieux Fragmentation et étalement urbain autour de Saint-Claude Une sensibilité accrue de l'espace forestier
Sensibilité	Renforcement du risque d'assèchement des zones humides avec les périodes de sécheresses et les fortes températures	Sensibilité des espaces de prairies et forets (dépérissements) face au CC en raison des sécheresses. Problématique ponctuelle d'espèces invasives
Leviers d'adaptation	Secteurs de préservation et actions de restauration des zones humides Restauration des continuités écologiques	Secteurs de préservation et actions de restauration Restauration des continuités écologiques Réduction de l'artificialisation avec la ZAN

Santé humaine		
	Températures	**Exposition à l'ozone**
Enjeux associés	Urbanisation, approvisionnement en énergie, tourisme	Forêts, biodiversité
Exposition	Augmentation lors des canicules des visites aux urgences pour les plus de 75 ans principalement (déshydratation, coups de chaud) (source : ARS) Dégradation du confort d'été en période de vagues de chaleur et de canicules, de plus en plus fréquentes et importantes	Dépassement des valeurs cibles pour la santé sur l'ouest du territoire (100% de la population exposée à des valeurs supérieures au seuil « OLT (Objectif Long Terme) – santé ») Seuil de protection de la végétation atteint en moyenne annuelle
Sensibilité	Tendance à la hausse du nombre de jours chauds, de vagues de chaleur et canicules Vieillissement de la population (plus fragile) Augmentation du risque d'inconfort avec des périodes de fortes températures plus importantes et plus longues	Augmentation des concentrations en ozone avec la hausse des températures Augmentation de l'exposition des populations Augmentation de l'impact pour la végétation (ralentissement de la croissance, arrêt de la séquestration de carbone dans les forêts, baisse de nutriments)
Leviers d'adaptation	Surveillance et alerte Végétalisation des centres-bourgs et Isolation des logements	Surveillance et alerte

Exposition aux vecteurs d'allergies et de maladies	
Enjeux associés	Forêts, biodiversité
Exposition	Des enjeux de sensibilité de la ressource en eau aux pollutions (déjà classé sensible aux nitrates) Une situation de tension actuelle autour de la ressource en eau avec des secteurs (nappe de la Dombes notamment) en déficit ou en risque de pénurie, notamment en période estivale
Sensibilité	Développement des espèces allergisantes et allongement de la période pollinique avec l'augmentation des températures Poursuite de la remontée de l'Ambroisie
Leviers d'adaptation	Surveillance et alerte Vigilance sur le choix des essences

Le PLUi peut disposer de différents leviers afin de répondre à ces différents enjeux : préservation et renforcement de la trame verte et bleue, anticipation de l'aggravation des risques naturels, évolution de la filière agricole et sylvicole locale, sécurisation de la ressource en eau pour prévenir les situations de crise, adaptation des espaces urbains...

VI.E. Synthèse des enjeux énergétiques et climatiques

Atouts

Des documents supra-communaux ambitieux sur les thématiques énergie-air-climat.

Une consommation énergétique/habitant inférieure aux valeurs départementales et régionales et en baisse depuis 2008

Une production d'ENR dominée par les filières bois-énergie et hydroélectricité

Une autonomie énergétique (10,7%) supérieure aux valeurs départementale et régionale

De faibles émissions de GES par habitant

Un important stock de carbone au niveau des forêts et une forte séquestration nette

Faiblesses

Prégnance du transport routier, du résidentiel et de l'industrie manufacturière dans les consommations d'énergie et des émissions de GES.

Une consommation énergétique dominée par les énergies fossiles.

Une part encore faible (8%) EnR dans le bilan final des consommations.

Une précarité énergétique liée au logement qui touche 18,7% des ménages

Un territoire vulnérable face au changement climatique

Enjeux de diagnostic

La réduction des dépenses énergétiques liées aux déplacements (valorisation du potentiel de courte distance dans les centres, développement de l'intermodalité)

La promotion de la sobriété et de l'efficacité énergétique du bâti (amélioration de l'efficacité énergétique du bâti existant conciliant la préservation du patrimoine, performance énergétique des nouvelles constructions)

Le développement des énergies renouvelables en cohérence avec les autres enjeux

Le maintien voire l'augmentation du potentiel de séquestration de carbone (maîtrise de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et de l'artificialisation des sols)

Enjeux d'aménagement

En tout lieu, en ville comme en campagne, en plaine ou en montagne, les enjeux énergétiques sont devenus un des défis majeurs de l'aménagement durable du territoire. Alors que les ressources en énergie fossile s'amenuisent, que le dérèglement climatique porte des effets lourds de conséquences, les documents d'urbanisme doivent intégrer traiter les enjeux énergétiques et climatiques.

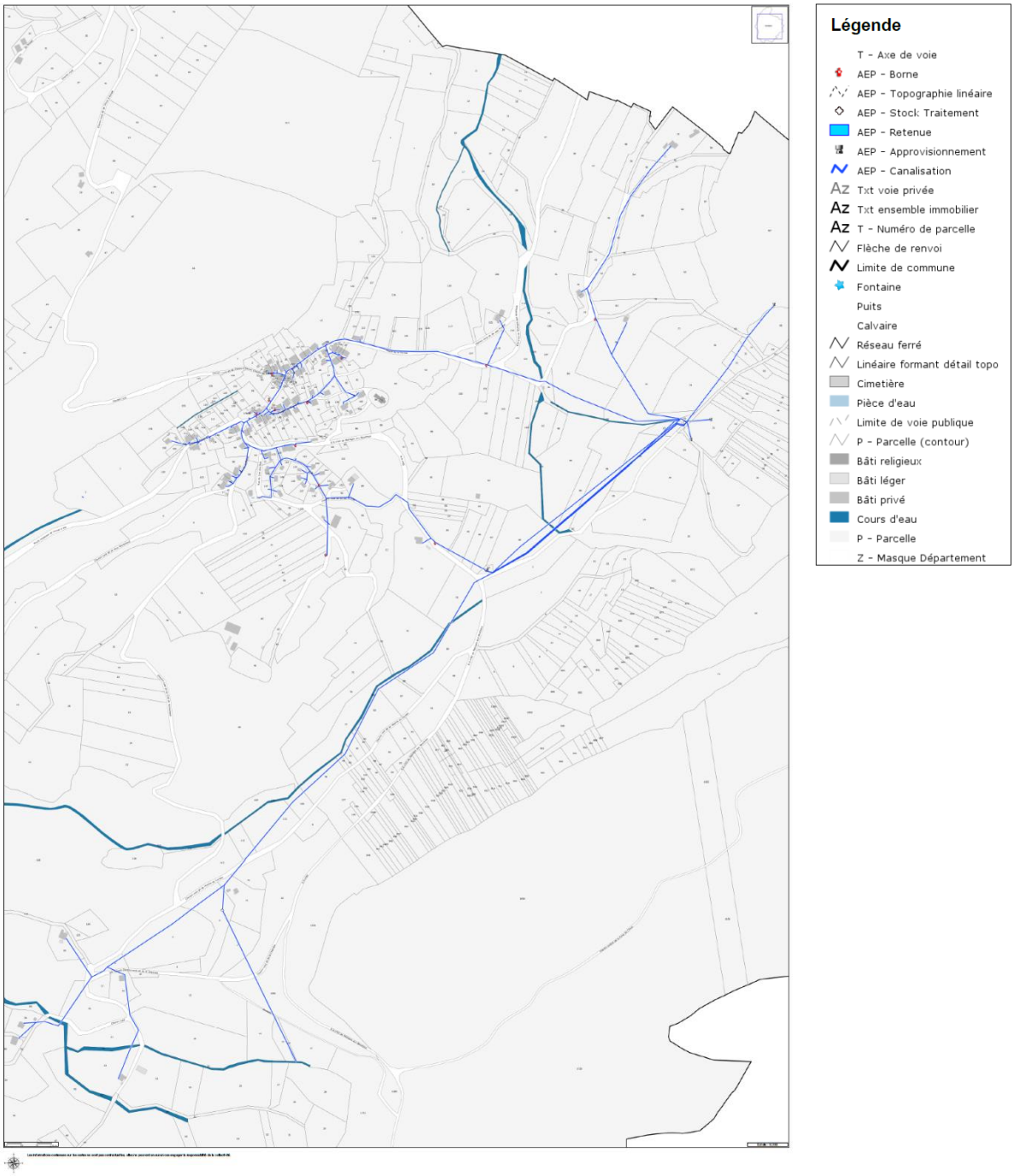
Les consommations énergétiques sont impactées par leurs formes d'urbanisation. L'organisation de l'espace est, en effet, en grande partie le résultat de deux politiques intrinsèquement liées : d'une part le mode d'utilisation des sols et d'autre part le développement des infrastructures de déplacement.

Leviers du PLUi

- amélioration de la performance énergétique du bâti - réduction des besoins en déplacements - développement des mobilités alternatives	- urbanisation compacte conciliant densité et qualité - diversification du bouquet énergétique - développement de la place du végétal et de l'eau dans l'espace bâti

Annexes

Les différents synoptiques et plans du réseau AEP



Carte 66. Réseau d'alimentation en eau potable de la commune de Choux (mairie de Choux)

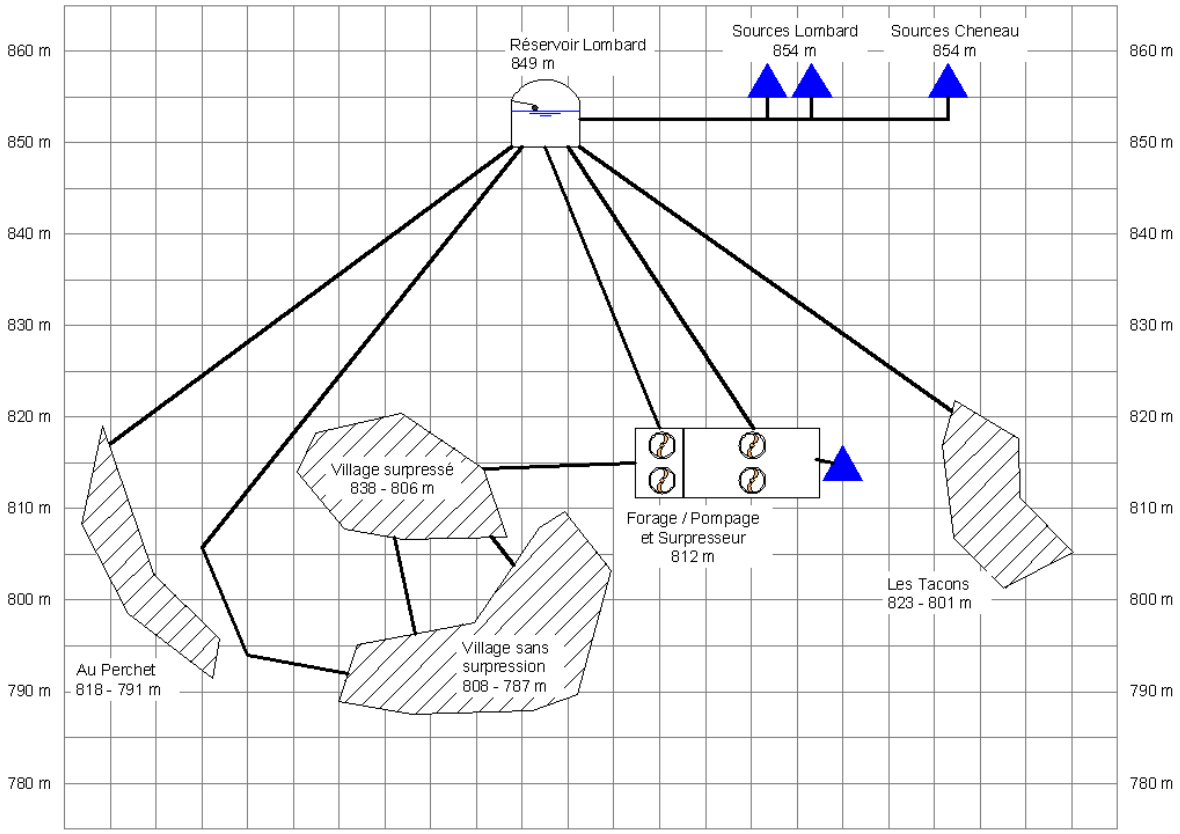


Figure 30. Synoptique du réseau AEP à Choux (SDAEP 2018 de Choux)

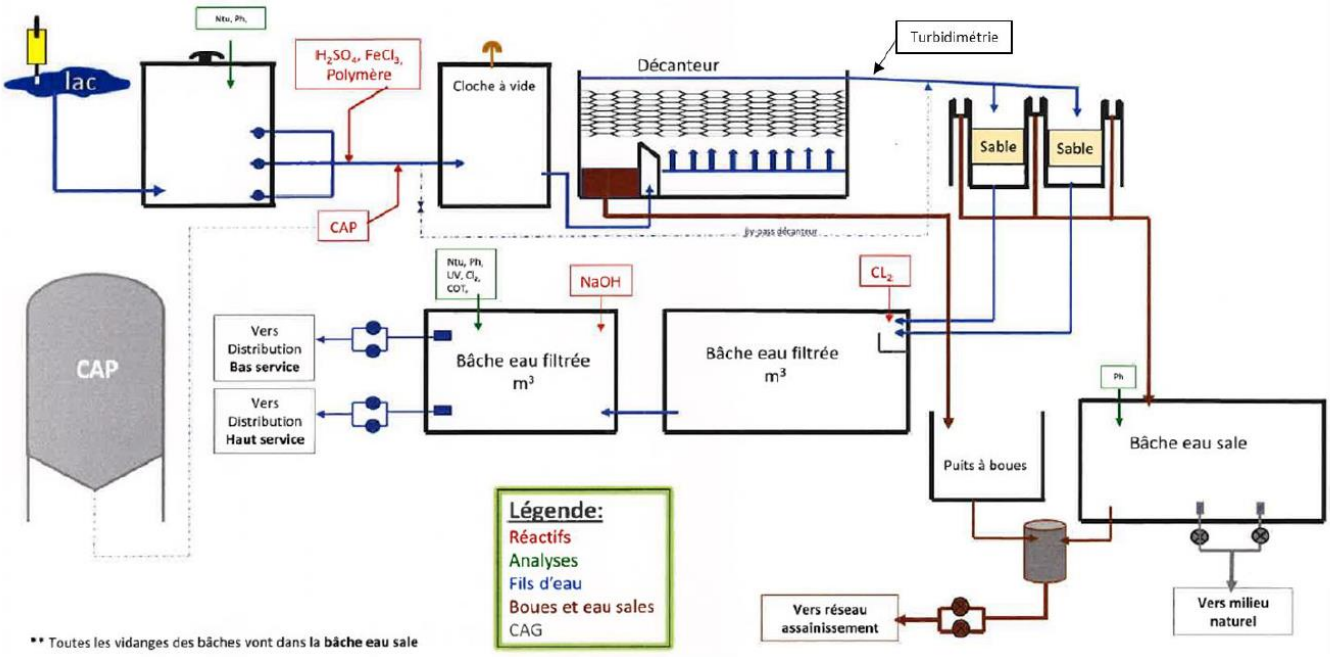


Figure 31. Installation de production d'eau potable au niveau du lac des Rousses (RPQS 2022, SIE Plateau des Rousses)

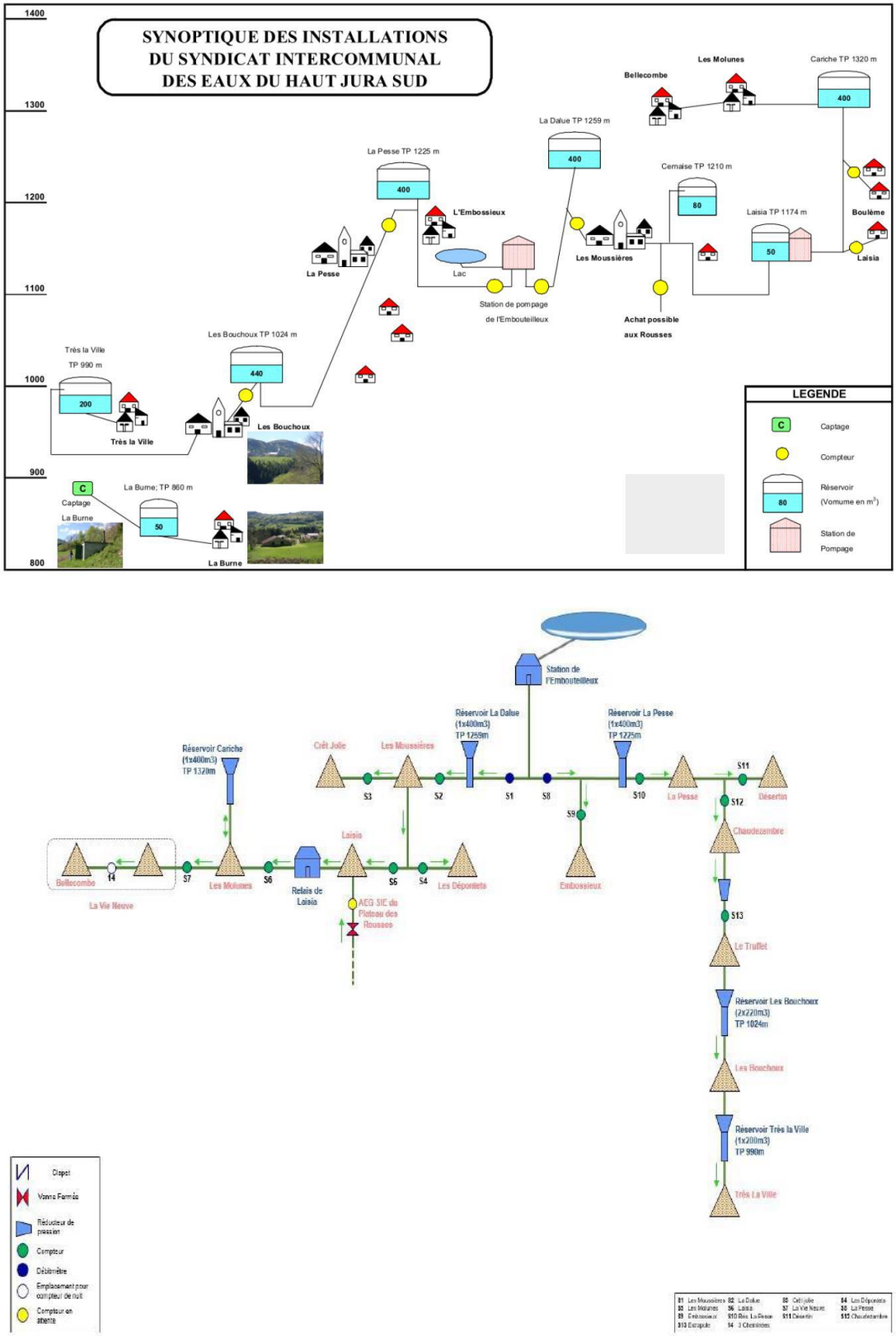
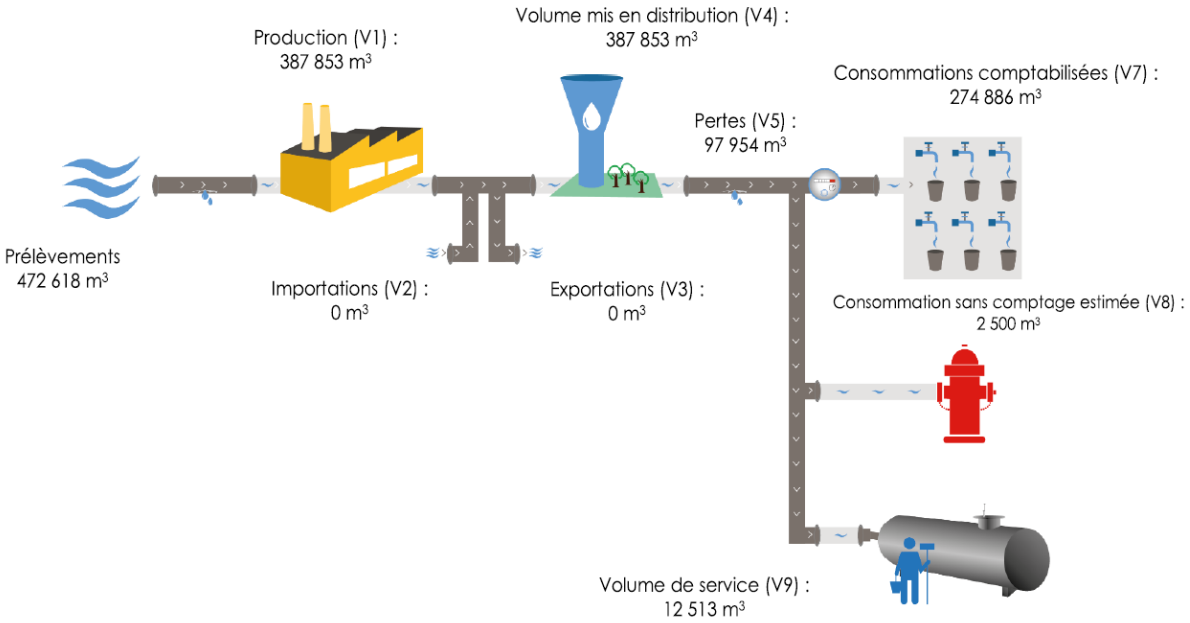


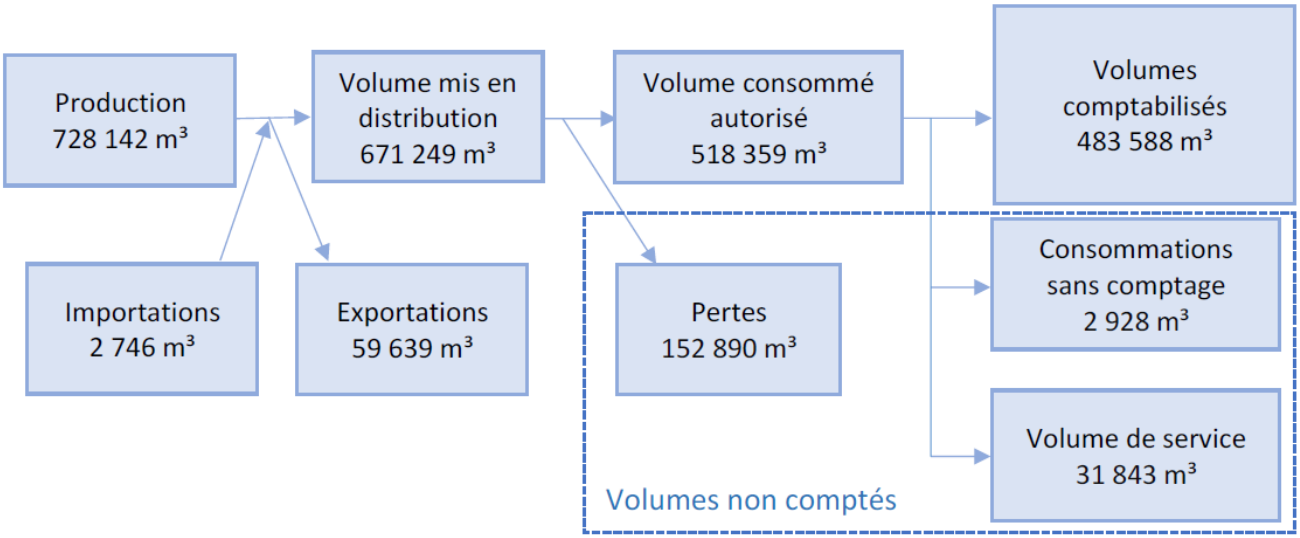
Figure 32. Synoptique du réseau AEP du SIE Haut-Jura Sud

Les schémas des consommations des différentes entités en 2022

La consommation du SIE du Lac de Bellefontaine en 2022 :

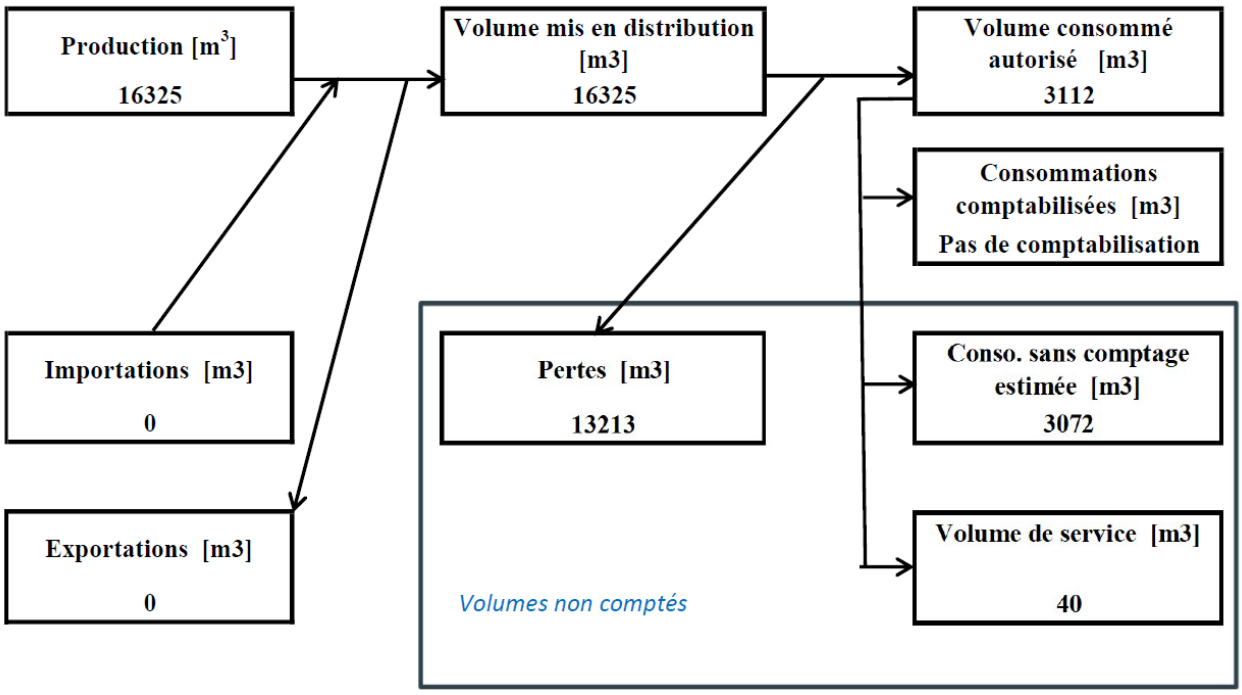


Le bilan des volumes mis en œuvre sur le service du Plateau des Rousses en 2022 :

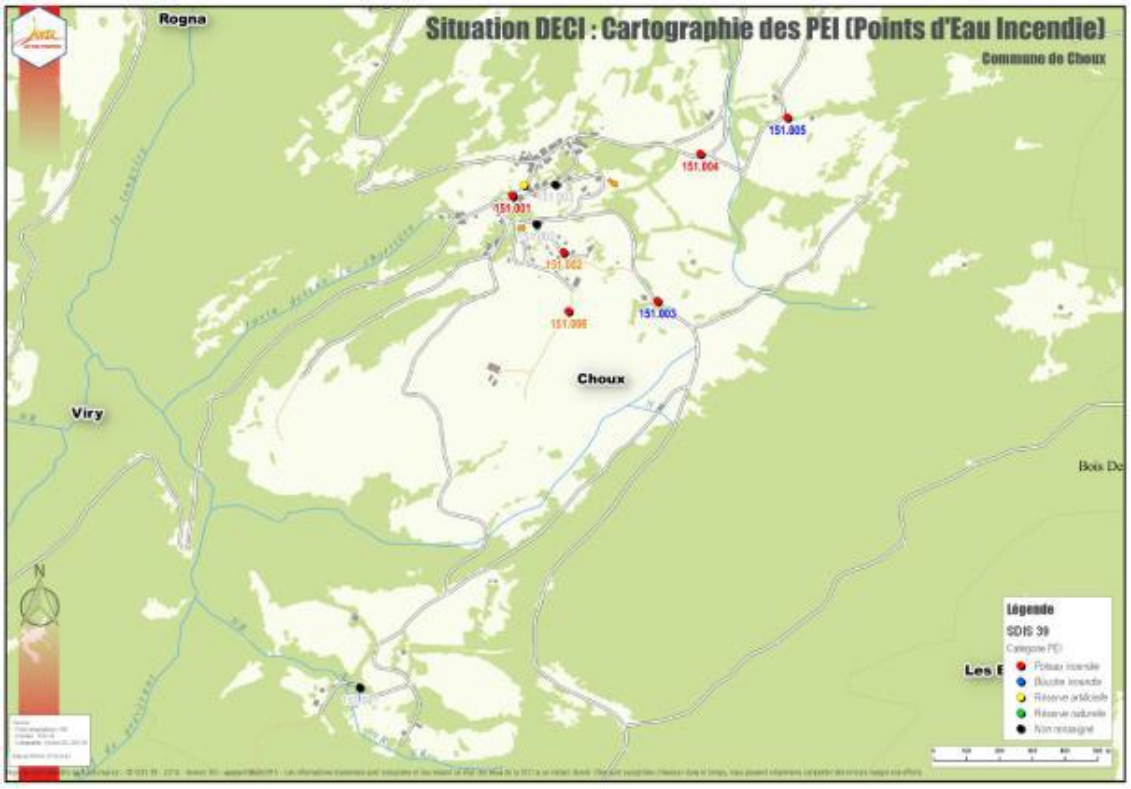


.

La consommation sur la commune de Vulvoz en 2022 :

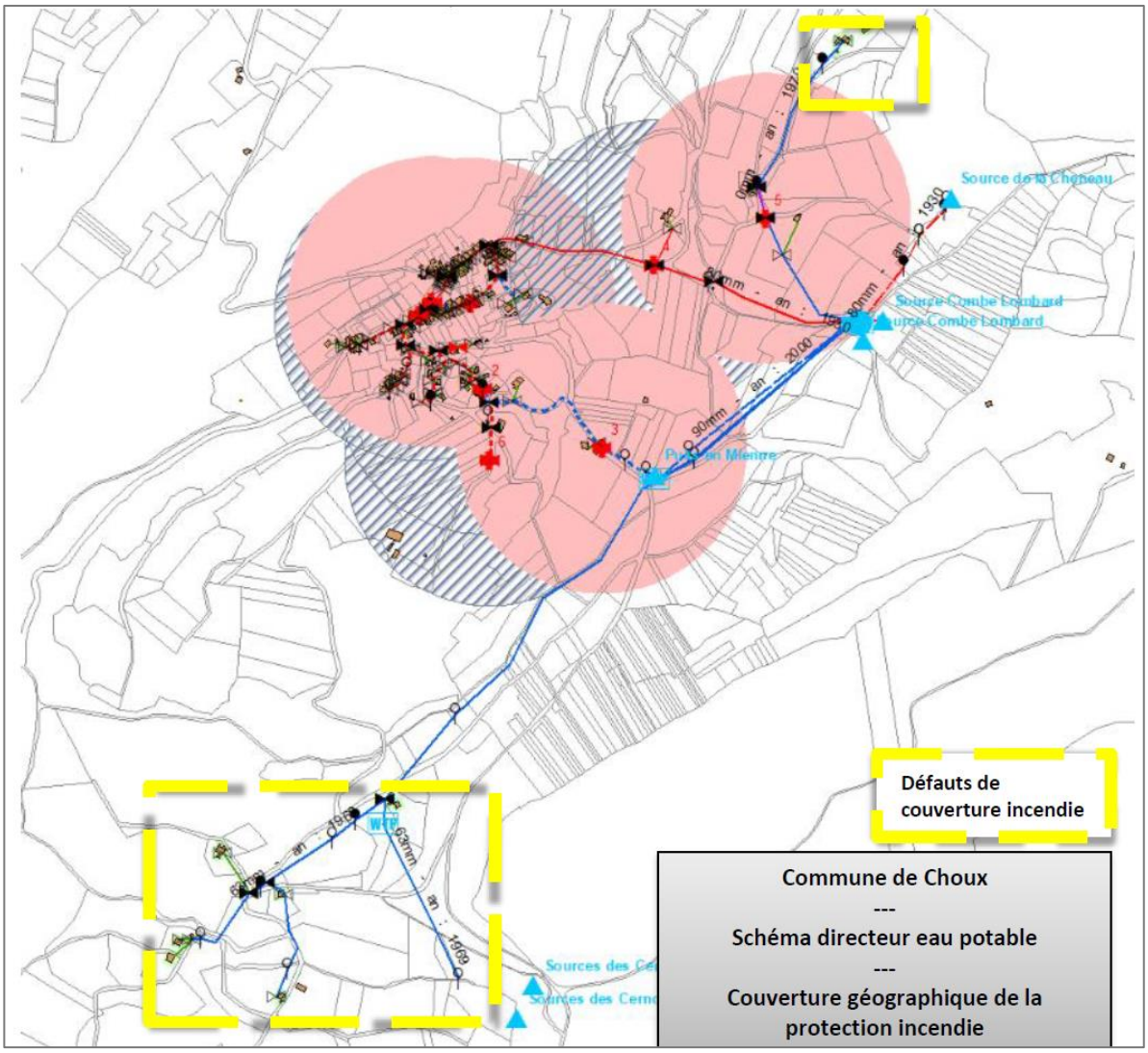


Défense incendie



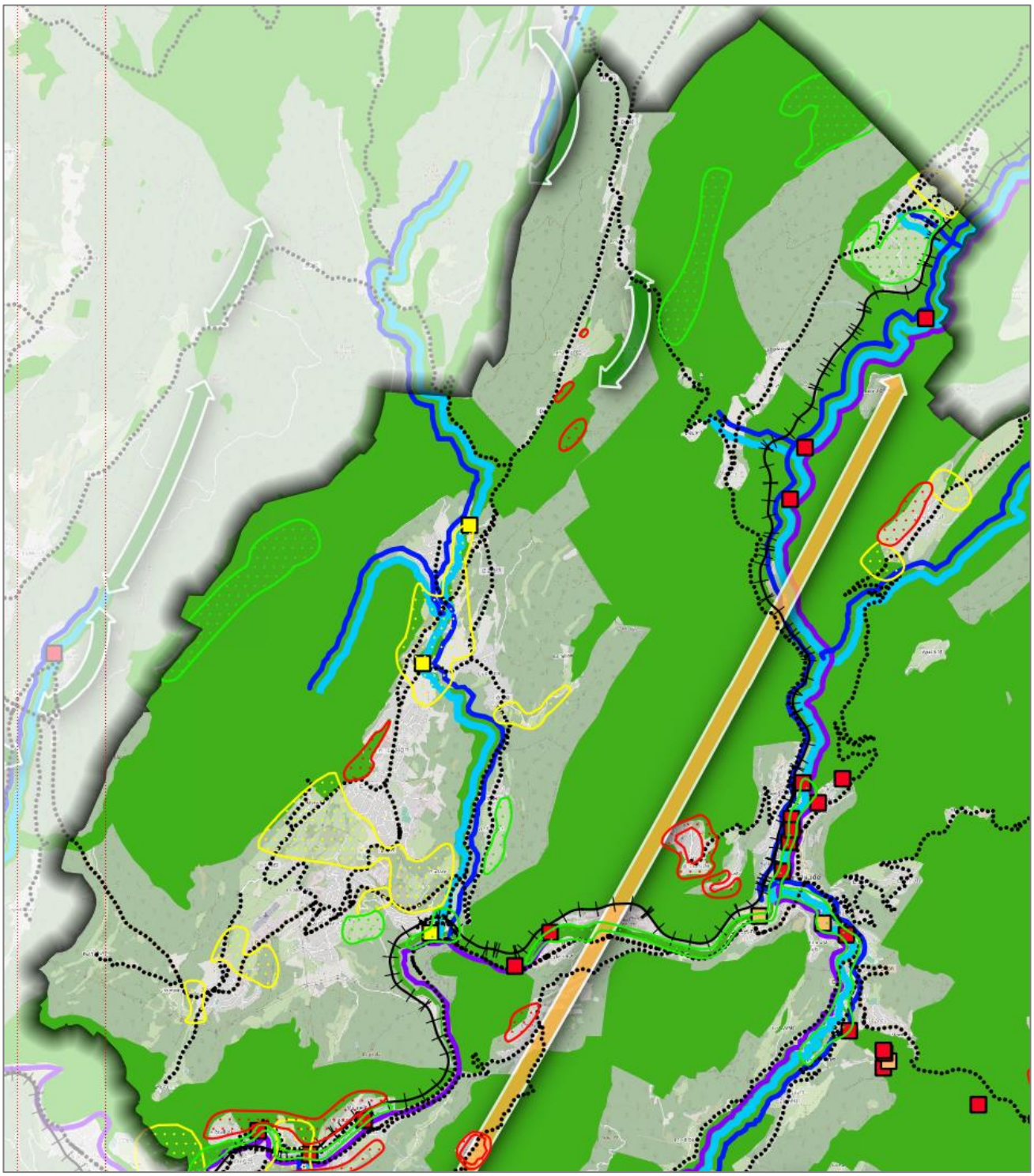
Carte 67. Cartographie des Points d'Eau incendie sur la commune de Choux

Risques technologiques

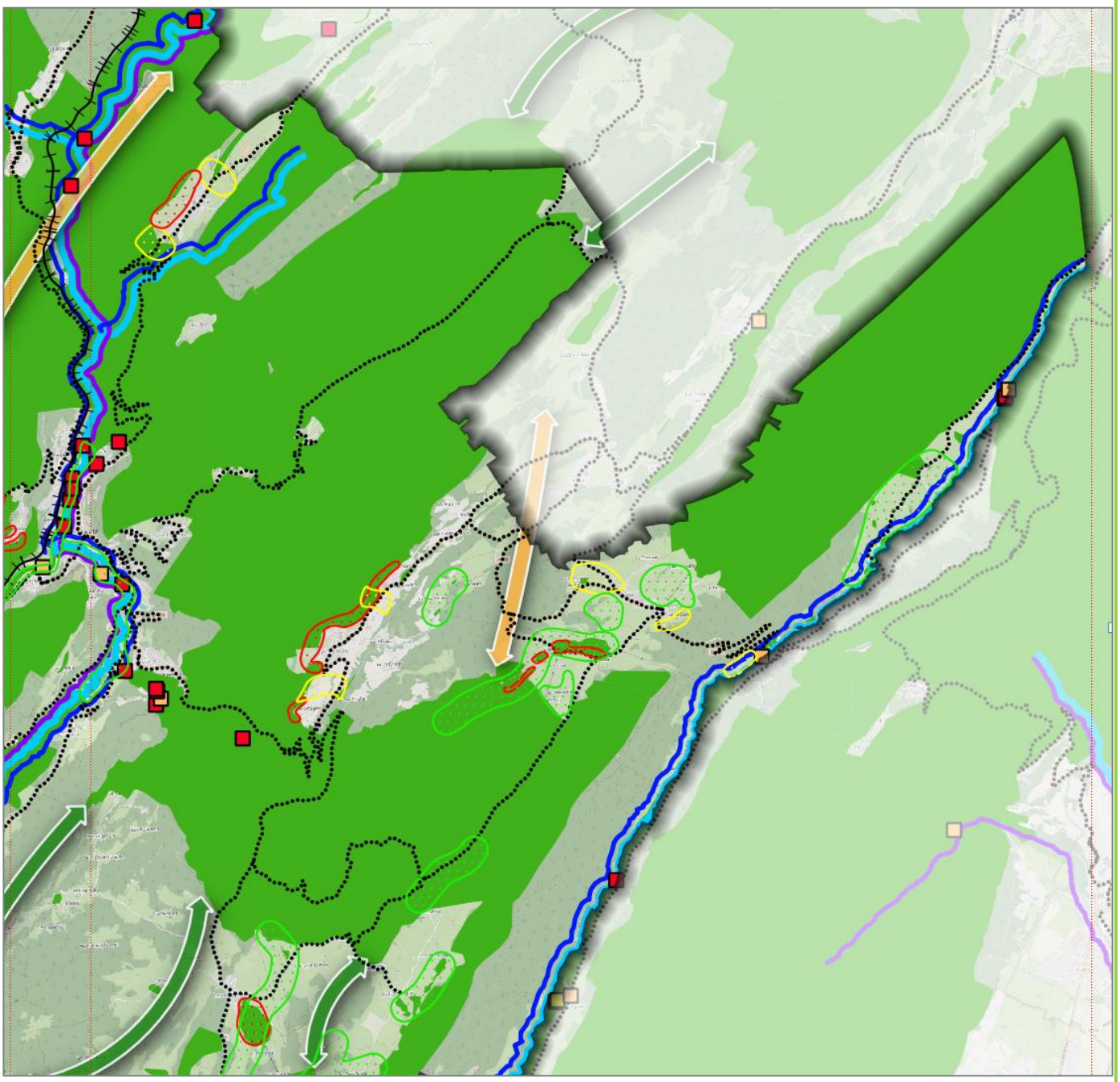


Carte 68. Couverture géographique de la protection incendie sur la commune de Choux

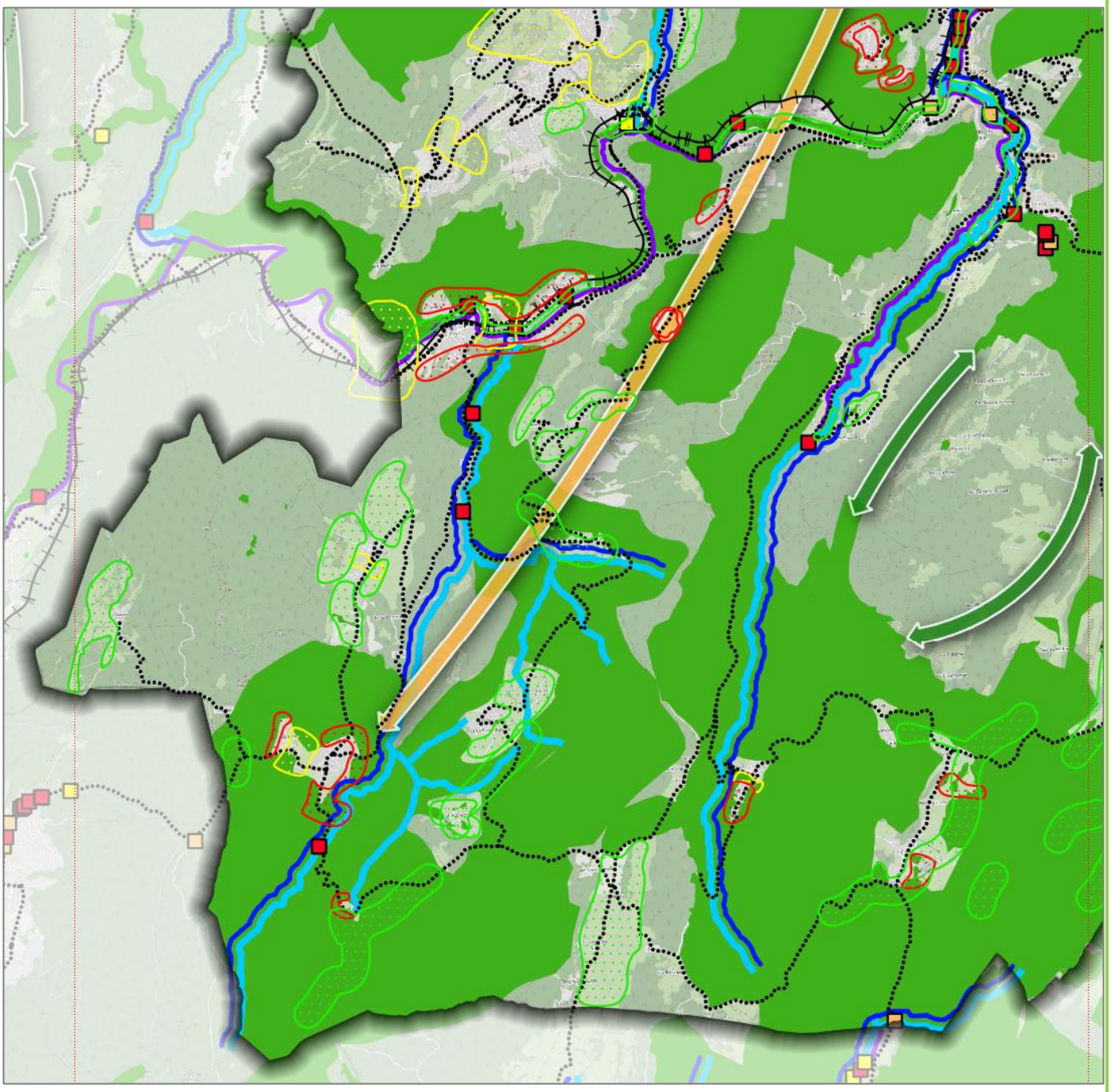
Trame *v*erte et bleue communautaire : focus



Carte 69. Secteur nord-ouest



Carte 70. Secteur nord-est

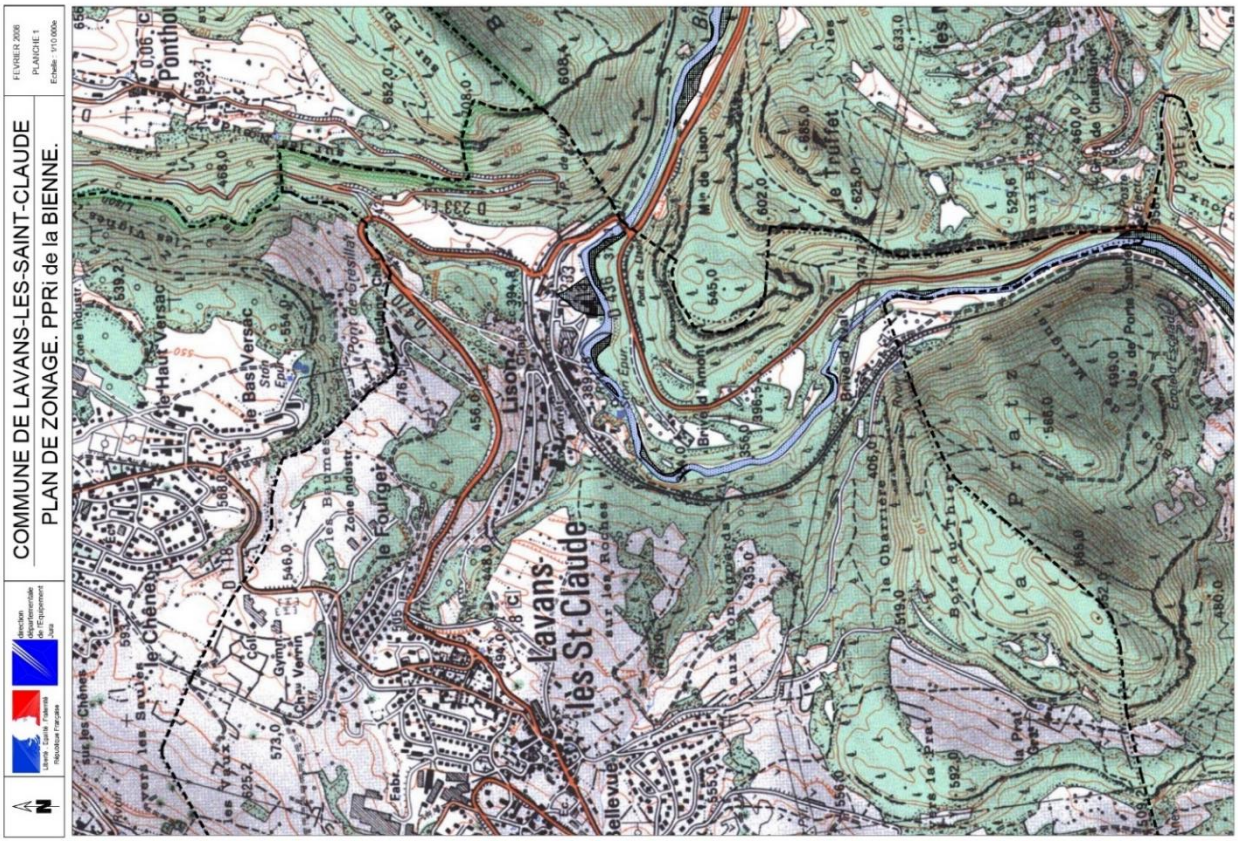


Carte 71. Secteur sud-ouest

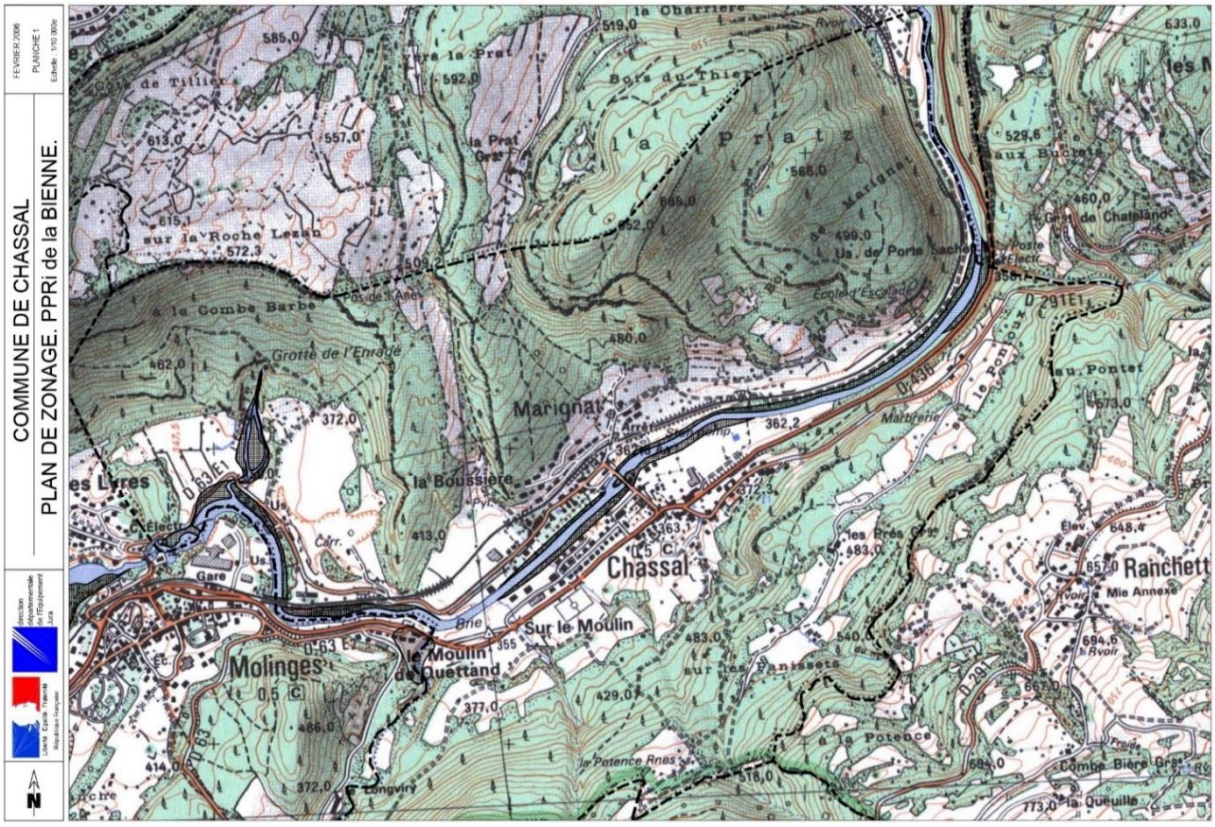


Carte 72. Secteur sud-est

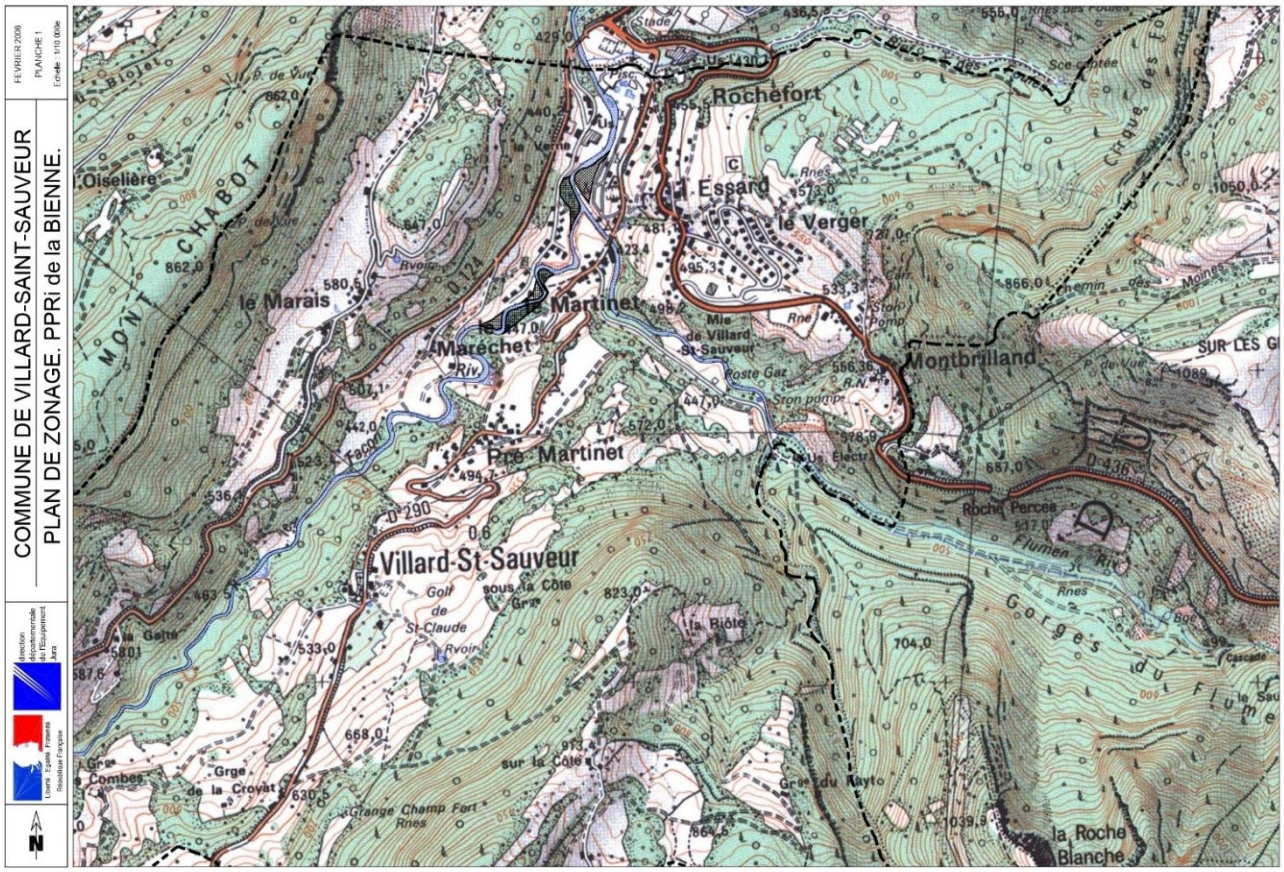
Risques naturels



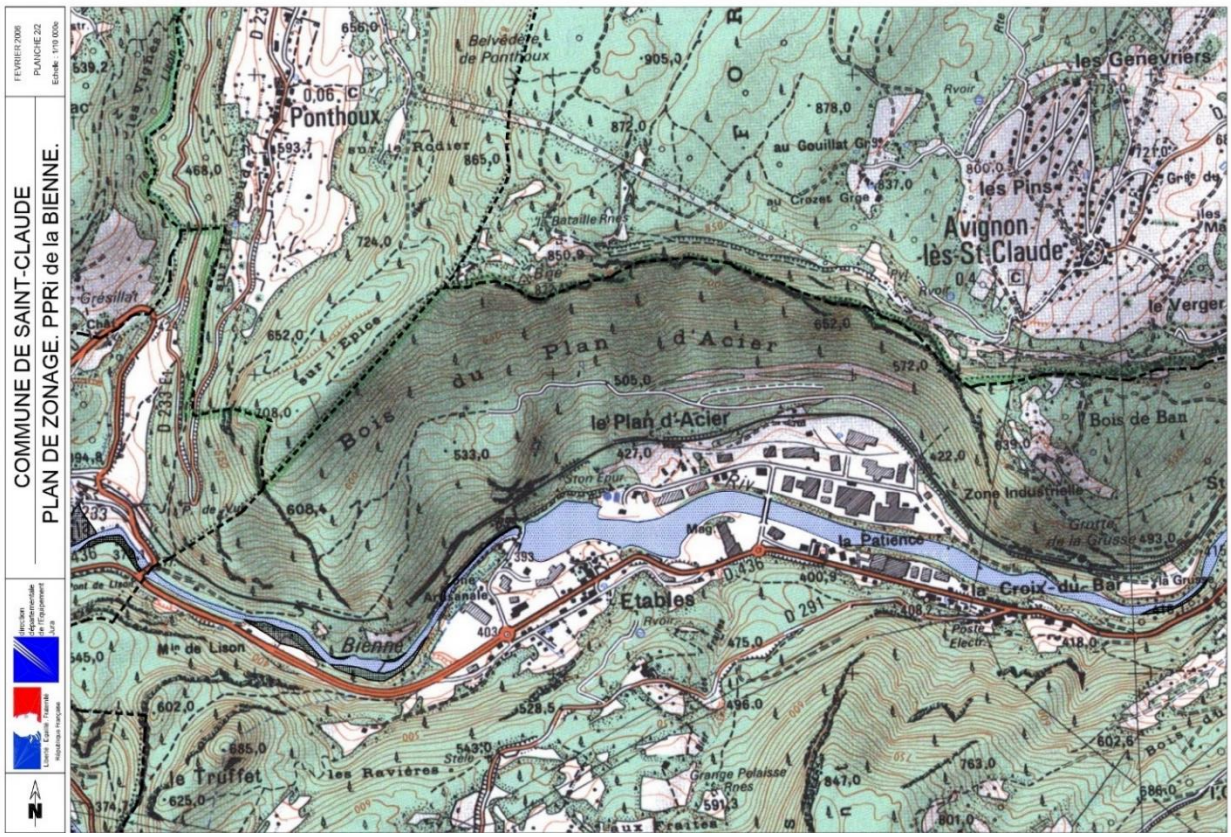
Carte 73. PPRi de Lavans-lès-Saint-Claude *(DDT Jura)*



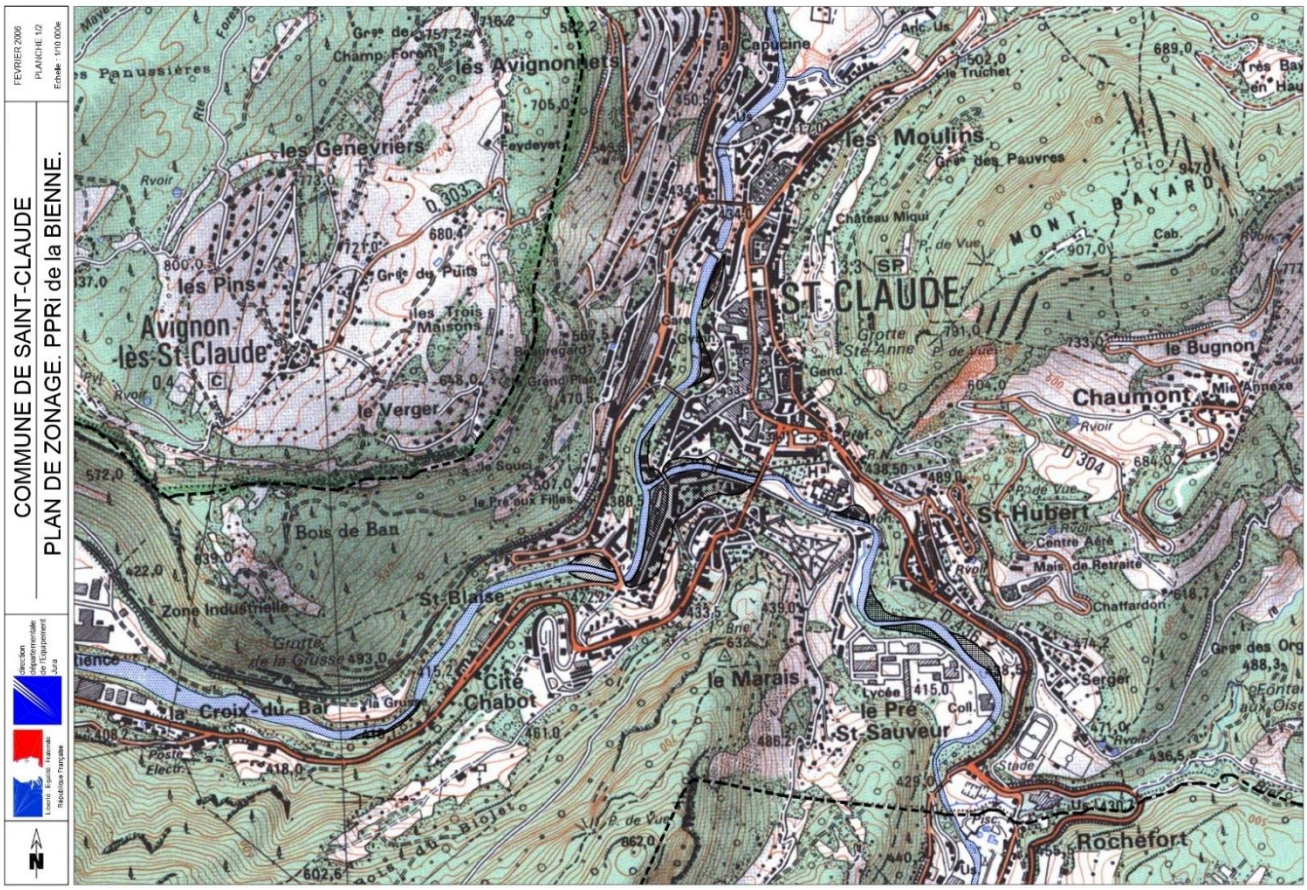
Carte 74. PPRi de Chassal *(DDT Jura)*



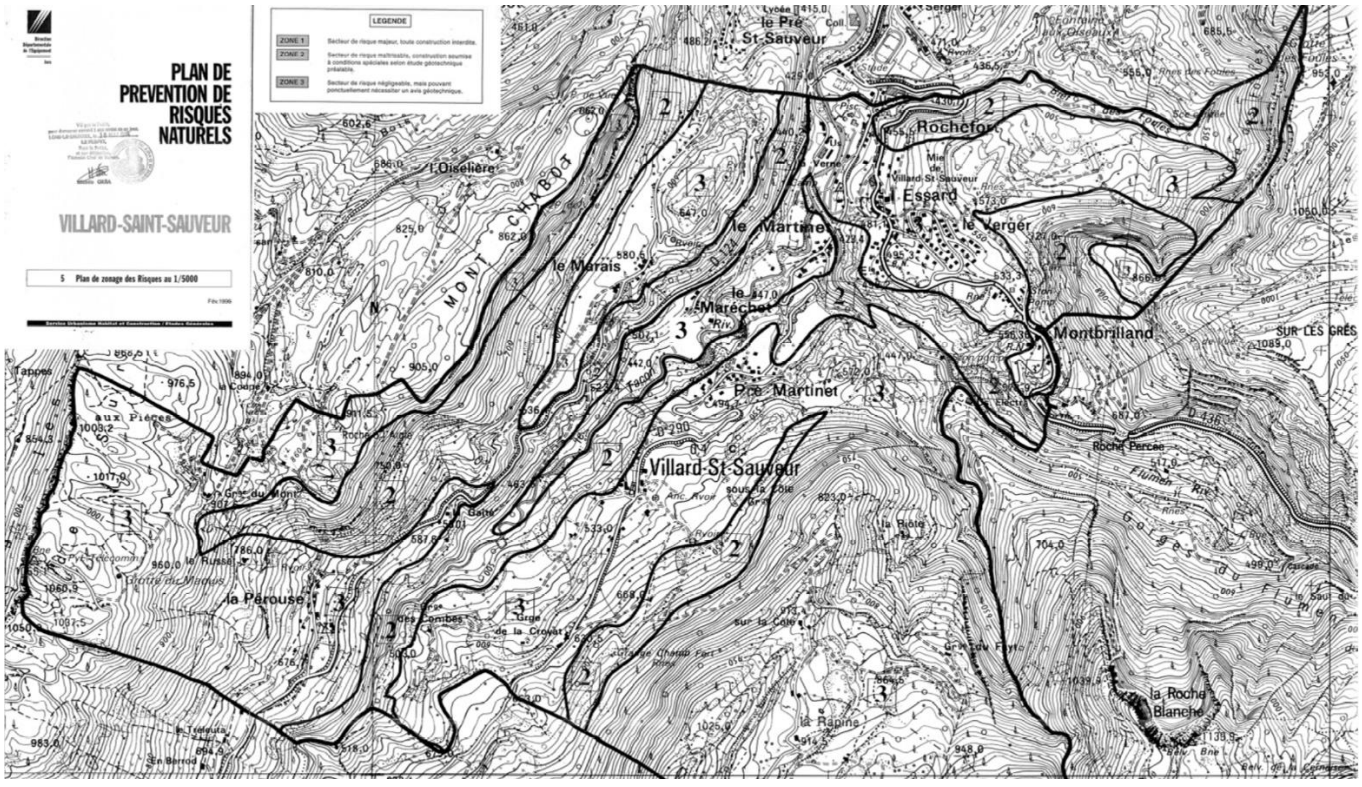
Carte 75. PPRi de Villard-Saint-Sauveur *(DDT Jura)*



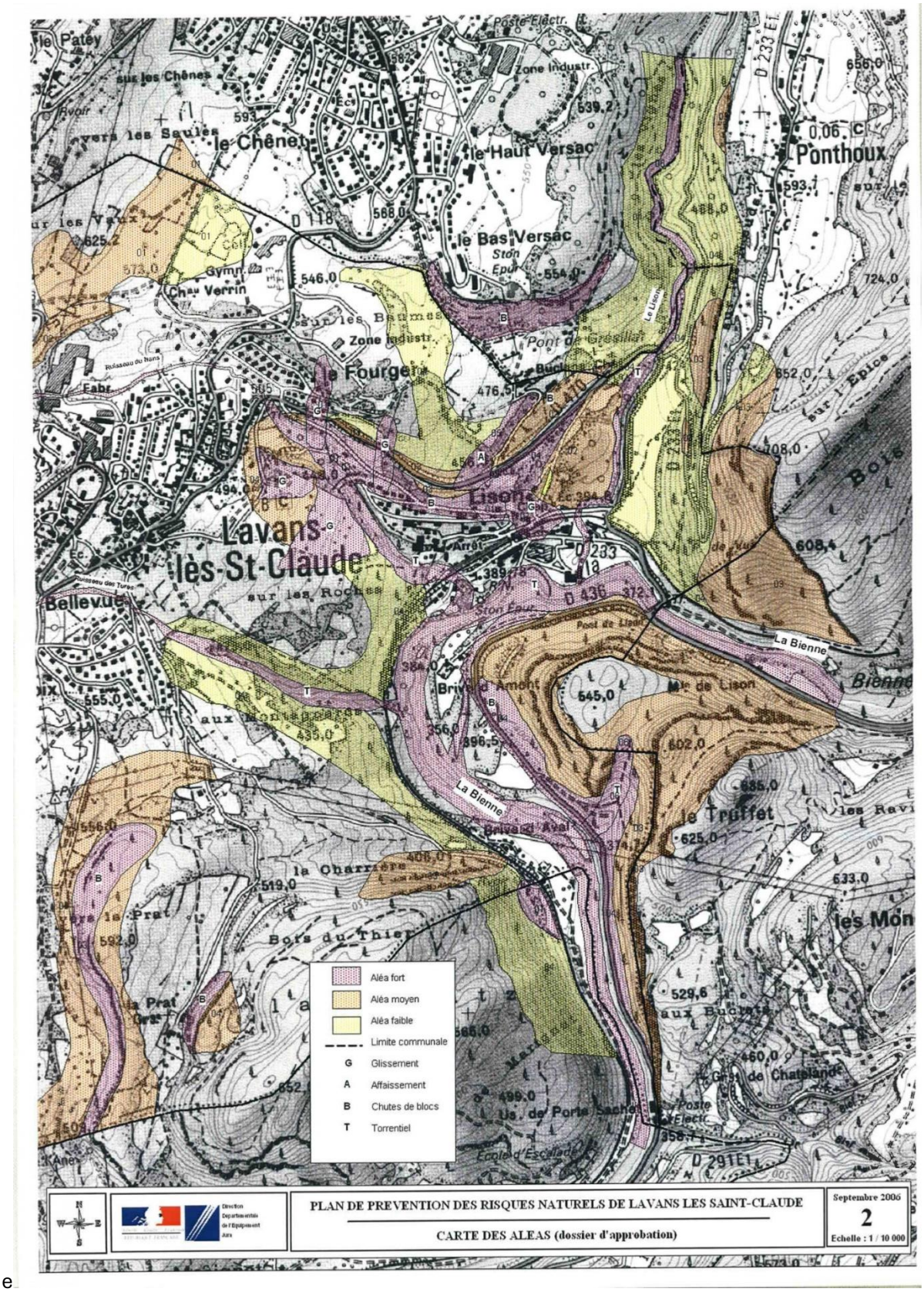
Carte 76. PPRi de Villard-Saint-Claude *(DDT Jura)*



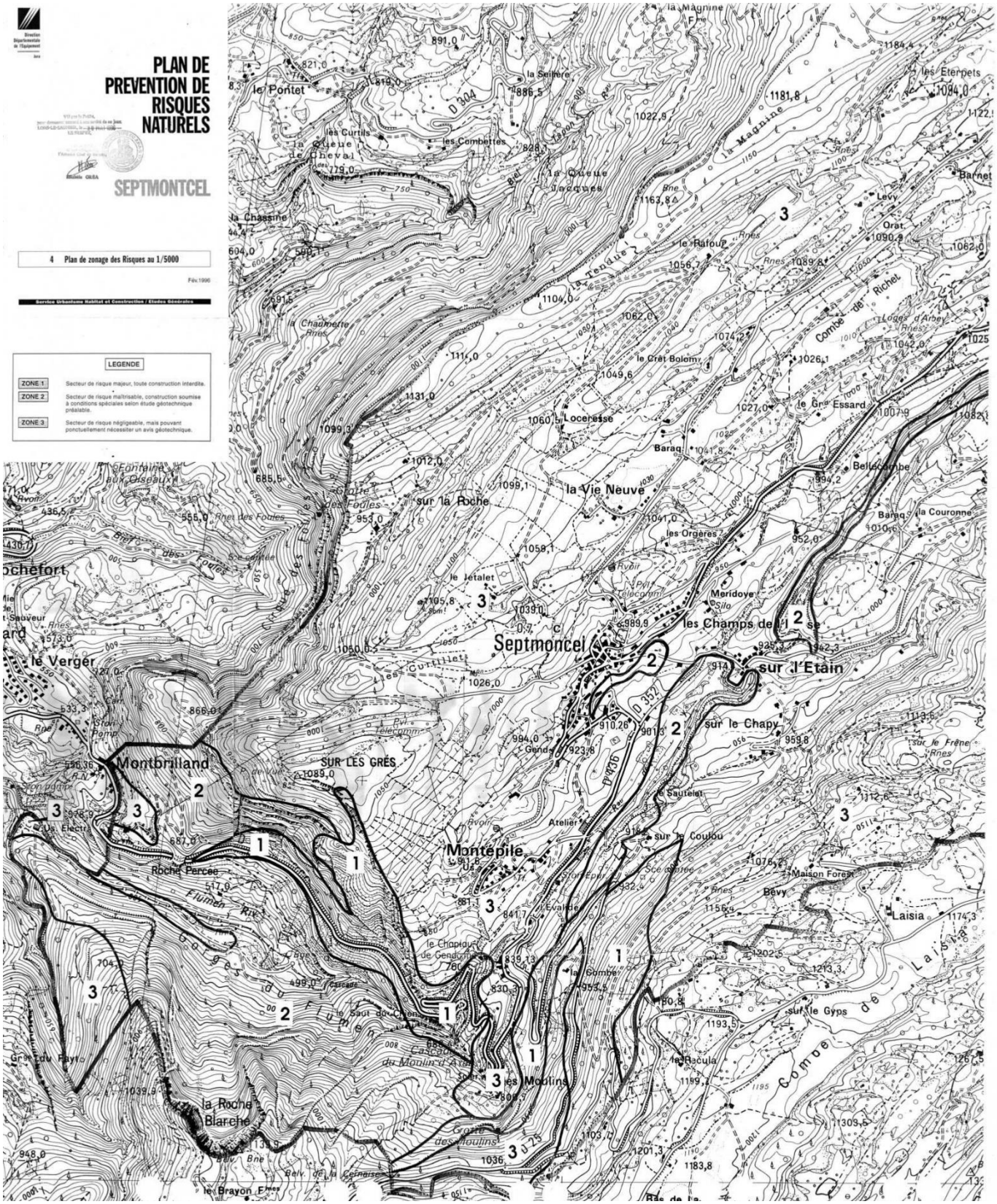
Carte 77. PPRi de Saint-Claude *(DDT Jura)*



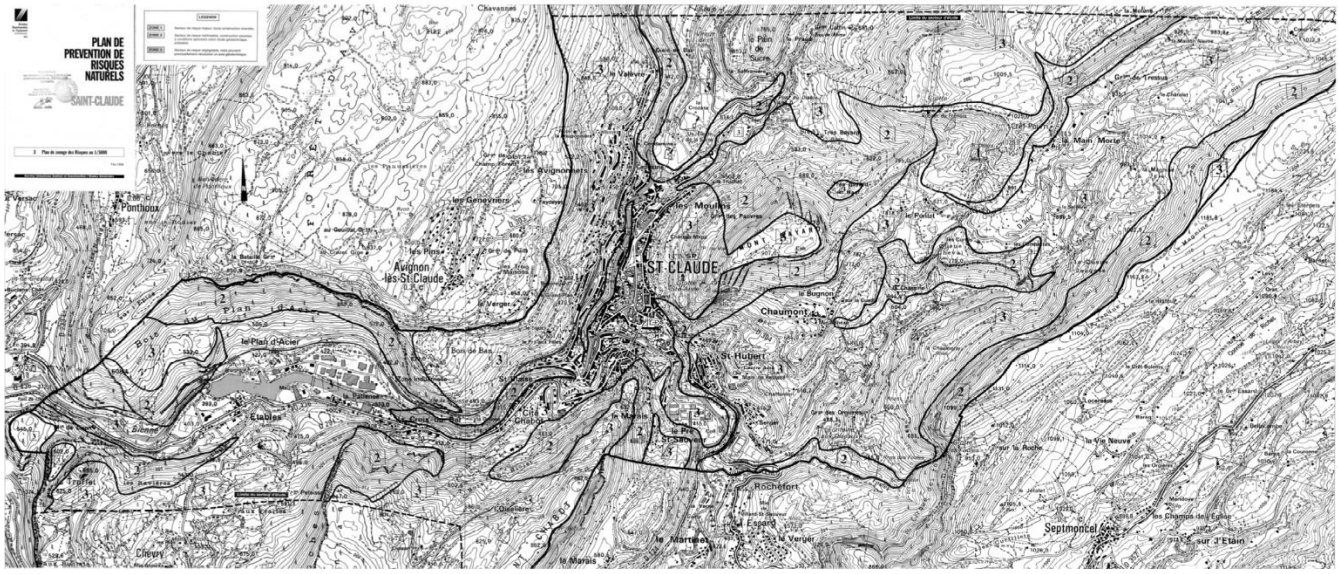
Carte 78. PPRi de Villard-Saint-Sauveur *(DDT Jura)*



Carte 79. PPRi de Lavans-lès-Saint-Claude *(DDT Jura)*



Carte 80. PPRi de Septmoncel les Molunes (DDT Jura)



Carte 81. PPRi de Saint-Claude *(DDT Jura)*

Sites et sols pollués

Tableau 24. Anciens sites industriels ou activités de services (Base de données Géorisques, mars 2024)

Code	Site	Commune
SSP3851414	industrie du papier et du carton	AVIGNON LES SAINT CLAUDE
SSP3849623	Décharge	AVIGNON LES SAINT CLAUDE
SSP3848039	Atelier de moulage	CHASSAL
SSP3848040	Transformation de matière plastique	CHASSAL
SSP3851448	Exploitation de carrière aérienne puis souterraine	CHASSAL
SSP3851746	Station d'épuration	CHASSAL
SSP3851804	usine de jouets, anc. tablettereie-menuiserie	CHASSAL
SSP3851805	Production de pièces en plastiques, anc. taille de	CHASSAL
SSP3851806	Usine de matière plastiques, anc. usine de pipe, t	CHASSAL
SSP3851807	Usine de plastique, anc. travail du bois et diamant	CHASSAL
SSP3851808	Scierie	CHASSAL
SSP3849987	ETUDE ET REALISATION DE BROYEURS ET MOULES	CHASSAL
SSP3849988	DECHARGE	CHASSAL
SSP3849989	CENTRALE HYDROELECTRIQUE DU PONT DE MOLINGES	CHASSAL
SSP3848037	SILO DE STOCKAGE DE GRANULES EN PLASTIQUE	CHASSAL
SSP3848038	CARRIERE D'ALLUVIONS FLUVIO GLACIAIRE	CHASSAL
SSP3849990	EXPLOITATION D'UN DEPOT DE MATIERE PLASTIQUE	CHASSAL
SSP3849991	TRANSFORMATION DE MATIERE PLASTIQUE	CHASSAL
SSP3849992	ATELIER DE MECANIQUE GENERALE	CHASSAL
SSP3849993	TRANSFORMATION DE MATIERES PLASTIQUES	CHASSAL
SSP3849994	ATELIER D'APPLICATION DE VERNIS	CHASSAL
SSP3849995	STOCKAGE DE MATIERES PLASTIQUES	CHASSAL
SSP3849996	TRANSFORMATEUR AU PCB	CHASSAL
SSP3849997	ATELIER DE TRANSFORMATION DE MATIERE PLATIQUE	CHASSAL
SSP3851809	usine de travail du plastique, anc. du bois	CHOUX
SSP3850043	Décharge	CHOUX
SSP3850044	Décharge	CHOUX
SSP3850104	Décharge	COISERETTE
SSP3848837	Décharge	COYRIERE
SSP3848835	Moulage de matières plastiques	COYRIERE
SSP3851512	Exploitation forestière	CUTTURA
SSP3851513	Transformateur au pcb - poste Cultura Bourg	CUTTURA
SSP3851514	Transformateur au pcb - Poste "Sur le Mur"	CUTTURA
SSP3850351	construction de maison en bois	LA PESSE
SSP3850352	Décharge	LA PESSE
SSP3851588	Transformateur au PCB - Poste Le Crêt	LA PESSE
SSP3849364	Station épuration	LA PESSE
SSP3850355	Décharge	LA RIXOUSE
SSP3850356	Centrale de la Roche blanche, anc. Usine de papeterie	LA RIXOUSE
SSP3851585	Transformateur au PCB	LAJOUX
SSP3851587	Transformateur au PCB	LAJOUX
SSP3850336	STEP	LAJOUX
SSP3850337	coopérative agricole fromagère de Lajoux	LAJOUX
SSP3848376	Monnier Jean Claude	LARRIVOIRE
SSP3850362	Décharge	LARRIVOIRE
SSP3851594	Transformateur au PCB	LARRIVOIRE
SSP3851815	Scierie	LARRIVOIRE

Code	Site	Commune
SSP3848375	Joly Pierre	LARRIVOIRE
SSP3850380	Centrale hydroélectrique de Porte Sachet, EDF	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3850383	Décharge - Carrière	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3850385	Mécanique automobile	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3850386	Transformation de matière plastiques	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3850387	transport routier, DLI et distribution de carburants	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3850388	Décharge	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3850389	Décapage de meubles	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3850390	Transformation de matières plastiques, traitement électrolytique et chimique des plastiques	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3850391	Supermarché alimentaire, station-service ATAC	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3850392	STEP	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3850393	Fabrique de jouets, transformation de plastiques	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3850394	Fabrique de circuits imprimé et de plastique	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3851597	Transformateur au PCB	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3851598	Fabrication de produits en bois	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3848387	Fabrique de bouton / Atelier de fabrication et transformation de matières plastiques	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3848391	Distribution de pétrole et d'essence	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3848380	Claudilack	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3848384	Lacroix Michel	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3848385	Lahu Simon	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3848386	Marmet Rege	LAVANS LES SAINT CLAUDE
SSP3850478	Décharge	LES BOUCHOUX
SSP3850479	Décharge	LES BOUCHOUX
SSP3850480	station-service libre-service	LES BOUCHOUX
SSP3851606	Transformateur au PCB - Poste Village	LES BOUCHOUX
SSP3850490	Décharge	LES MOLUNES
SSP3850491	Décharge	LES MOLUNES
SSP3850492	Décharge	LES MOLUNES
SSP3850494	Transformateur au PCB	LES MOLUNES
SSP3850496	Décharge	LES MOUSSIERES
SSP3850484	Décharge	LESCHERES
SSP3851816	Usine de tabletterie, pipes	LESCHERES
SSP3851817	Atelier de transformation des métaux, anc. Usine de tabletterie, pipes	LESCHERES
SSP3850567	Décharge	MOLINGES
SSP3850569	Décharge	MOLINGES
SSP3850571	Extraction de sable et gravier	MOLINGES
SSP3850572	Atelier de moulage de matières plastiques	MOLINGES
SSP3850573	Transformation de matière plastiques	MOLINGES
SSP3850574	Injection de matières plastiques	MOLINGES
SSP3850575	Fabrique de lunettes	MOLINGES
SSP3850814	Imprimerie, presse, Edition	MOLINGES
SSP3851718	Station d'épuration	MOLINGES
SSP3851719	Station d'épuration	MOLINGES
SSP3851819	Usine de taille de pierre de construction, puis scierie, parqueterie, marbrerie	MOLINGES
SSP3848659	Usine de tabletterie-tournerie	MOLINGES
SSP3848662	Novassu	MOLINGES
SSP3848663	Transformation de matière plastique	MOLINGES
SSP3850840	Décharge	PONTHOUX

Code	Site	Commune
SSP3848961	Lacroix et Fils	PRATZ
SSP3848962	Braoyeg de produits organiques, moulage de matières plastiques	PRATZ
SSP3848963	emploi de matières plastiques	PRATZ
SSP3850842	Stockage de pneumatique	PRATZ
SSP3850850	Centrale d'enrobage à chaud	PRATZ
SSP3850851	Transformation de matière plastique par injection	PRATZ
SSP3850852	Décharge	PRATZ
SSP3850938	Décharge	RAVILLOLES
SSP3850983	Transformateur, usine de tabletterie, usine d'article en matière plastique	RAVILLOLES
SSP3851829	Minoterie, centrale hydroélectrique, tournerie	RAVILLOLES
SSP3851097	Décharge	ROGNA
SSP3851733	Station d'épuration	ROGNA
SSP3849015	Vincent Alfred	SAINT CLAUDE
SSP3849016	Usine d'appareillage électrique, anc. Usine de diamanterie, scierie, tournerie,	SAINT CLAUDE
SSP3849017	Imprimerie	SAINT CLAUDE
SSP3849021	Chevassus François	SAINT CLAUDE
SSP3849026	Tannerie	SAINT CLAUDE
SSP3849029	Teinturerie	SAINT CLAUDE
SSP3849032	Travail mécanique des métaux	SAINT CLAUDE
SSP3849050	Tannerie	SAINT CLAUDE
SSP3849064	Isabelle R	SAINT CLAUDE
SSP3849065	usine de Décolletage, anc. Moulin à blé	SAINT CLAUDE
SSP3849067	Usine de moulage de pièces en caoutchouc	SAINT CLAUDE
SSP3849070	Centrale thermique du diesel	SAINT CLAUDE
SSP3849071	Station-service Casino	SAINT CLAUDE
SSP3849072	Lacroix et Cie	SAINT CLAUDE
SSP3849079	Taille de métaux précieux	SAINT CLAUDE
SSP3849081	Moules matières plastiques, usine de tabletterie, plomberie, vernissage au pistolet	SAINT CLAUDE
SSP3849112	Traitement de surface	SAINT CLAUDE
SSP3849114	Station-service AVIA et garage	SAINT CLAUDE
SSP3849120	Vaudey et Cie	SAINT CLAUDE
SSP3849124	Viard	SAINT CLAUDE
SSP3849316	Atelier entretien bus, anc. Atelier de fabrication d'emballages en matière plastique stratifiée	SAINT CLAUDE
SSP3851159	Step	SAINT CLAUDE
SSP3851160	Station d'épuration	SAINT CLAUDE
SSP3851162	Transformateur	SAINT CLAUDE
SSP3851163	Centrale hydroélectrique dite de la Serre	SAINT CLAUDE
SSP3851164	Décharge	SAINT CLAUDE
SSP3851165	Décharge	SAINT CLAUDE
SSP3851166	Décharge d'ordures ménagères	SAINT CLAUDE
SSP3851167	Garage	SAINT CLAUDE
SSP3851168	Transformateur au PCB	SAINT CLAUDE
SSP3851169	Transformateur au PCB	SAINT CLAUDE
SSP3851170	Mécaniciens Moulistes	SAINT CLAUDE
SSP3851172	Dépôt de liquide inflammable / Distribution de carburant	SAINT CLAUDE
SSP3851174	Transformateur	SAINT CLAUDE

Code	Site	Commune
SSP3851175	Travail des métaux	SAINT CLAUDE
SSP3851176	Lycée du Pré Saint Sauveur	SAINT CLAUDE
SSP3851180	Atelier de stockage et récupération de ferrailles	SAINT CLAUDE
SSP3851181	Station d'épuration	SAINT CLAUDE
SSP3851182	Unité de compostage des boues résiduaires de la station d'épuration	SAINT CLAUDE
SSP3851184	Non Renseigné	SAINT CLAUDE
SSP3851185	Fonderie	SAINT CLAUDE
SSP3851187	Atelier de laquage de lunettes	SAINT CLAUDE
SSP3851188	Garage Renault	SAINT CLAUDE
SSP3851189	Diamantaire	SAINT CLAUDE
SSP3851190	Atelier de laquage de lunettes	SAINT CLAUDE
SSP3851209	Lunetterie	SAINT CLAUDE
SSP3851191	Nettoyage à sec, blanchisserie, repassage, retouche et teinturerie	SAINT CLAUDE
SSP3851192	Atelier de transformation de matières plastiques	SAINT CLAUDE
SSP3851194	Transformateur	SAINT CLAUDE
SSP3851195	Station-service Jura Hôtel - Bar - tabac - Station Elf	SAINT CLAUDE
SSP3851196	Centre Hospitalier	SAINT CLAUDE
SSP3851197	Atelier de coulage de Polester - Fabrication d'articles souvenirs	SAINT CLAUDE
SSP3851198	Transformateur Poste Chabot	SAINT CLAUDE
SSP3851199	Usine de broyage de Saint Claude	SAINT CLAUDE
SSP3851201	Injection de matières plastiques	SAINT CLAUDE
SSP3851202	Travail mécanique des métaux - Fabrication de moules métalliques	SAINT CLAUDE
SSP3851204	Transformateur HTB/HTA	SAINT CLAUDE
SSP3851205	Transformation et stockage de matières plastiques	SAINT CLAUDE
SSP3851206	Production alimentaire	SAINT CLAUDE
SSP3851207	Station-service (Casino)	SAINT CLAUDE
SSP3851208	Lunetterie	SAINT CLAUDE
SSP3851210	Centrale hydroélectrique "sous le Pré"	SAINT CLAUDE
SSP3851211	Montage pneumatique	SAINT CLAUDE
SSP3851212	Découpage - emboutissage	SAINT CLAUDE
SSP3851213	Travaux publics	SAINT CLAUDE
SSP3851214	Station-service privée	SAINT CLAUDE
SSP3851215	Imprimerie Le Courrier	SAINT CLAUDE
SSP3851216	Atelier de teinturerie et nettoyage de vêtements	SAINT CLAUDE
SSP3851217	Transformateur	SAINT CLAUDE
SSP3851218	Transformateur Poste "Les bains"	SAINT CLAUDE
SSP3851219	Pressing	SAINT CLAUDE
SSP3851220	Pressing	SAINT CLAUDE
SSP3851221	Dépôt de ferrailles	SAINT CLAUDE
SSP3851222	Réalisation de moules métalliques pour injection plastiques et mécaniques générale	SAINT CLAUDE
SSP3851223	Usinage de pièces pour la lunetterie	SAINT CLAUDE
SSP3851285	Décharge	SAINT CLAUDE
SSP3851286	Station d'épuration STEP	SAINT CLAUDE
SSP3851776	Station d'épuration	SAINT CLAUDE
SSP3851833	Vente et réparation de matériel de bureau, anc. Fonderie, anc. Atelier de Diamanterie	SAINT CLAUDE

Code	Site	Commune
SSP3851834	Atelier d'électricien, anc. tournerie, anc. Atelier de décolletage, anc. Diamanterie, anc. Tournerie	SAINT CLAUDE
SSP3851835	diamanterie	SAINT CLAUDE
SSP3851836	Usine de pipes	SAINT CLAUDE
SSP3851837	Lapidairerie, anc. Usine d'estampage	SAINT CLAUDE
SSP3851838	lunetterie, anc. tournerie, anc. sculpteur de pipes, anc. Atelier de diamanterie, anc. Tournerie	SAINT CLAUDE
SSP3851839	Tournerie, anc. fabrique de briquets, anc. fab de pipes et article de lunetterie en bois	SAINT CLAUDE
SSP3851840	Diamanterie	SAINT CLAUDE
SSP3851841	Diamanterie	SAINT CLAUDE
SSP3851842	Scierie, usine de taille de diamant, anc. Clouterie	SAINT CLAUDE
SSP3851843	Diamanterie	SAINT CLAUDE
SSP3851844	Ets de transport routier, anc. Usine de pipes	SAINT CLAUDE
SSP3849014	Bouvet Paul	SAINT CLAUDE
SSP3849049	Garage automobile Peugeot	SAINT CLAUDE
SSP3849051	Genoud Henri	SAINT CLAUDE
SSP3849054	Grand-Perret et fils SARL	SAINT CLAUDE
SSP3849055	Grand clément Fernand	SAINT CLAUDE
SSP3849057	Garage et atelier de peinture	SAINT CLAUDE
SSP3849058	Grenard	SAINT CLAUDE
SSP3849130	Witschi et Mouriaux	SAINT CLAUDE
SSP3849062	usine de pipe, anc. tournerie, anc. Moulin à farine, clouterie	SAINT CLAUDE
SSP3849281	Le Diamant Coop ouvrière	SAINT CLAUDE
SSP3849025	Comtoise de traitement de surface	SAINT CLAUDE
SSP3849004	Atelier de fabrication de vernis, laques et dérivés	SAINT CLAUDE
SSP3849008	Aquistapace	SAINT CLAUDE
SSP3849009	Baudey et fils	SAINT CLAUDE
SSP3849117	Syndicat intercommunal	SAINT CLAUDE
SSP3849033	Traitement et travail des métaux	SAINT CLAUDE
SSP3849035	Spécialiste en revêtement optique / Transformation de matières plastiques	SAINT CLAUDE
SSP3849038	Degiorgi et Cie	SAINT CLAUDE
SSP3849041	Duchêne	SAINT CLAUDE
SSP3849042	Cabine de peinture - garage Citroën	SAINT CLAUDE
SSP3849044	Usine d'emboutissage, anc. Usine de tabletterie, pipes	SAINT CLAUDE
SSP3849101	Poncet	SAINT CLAUDE
SSP3849102	usine de tabletterie, pipes, usine de lunetterie, usine d'article en plastique	SAINT CLAUDE
SSP3849103	Regard	SAINT CLAUDE
SSP3849107	SA Isabelle anc.SA SHELL BERRE PETROLES	SAINT CLAUDE
SSP3849108	Dépôt de liquide inflammable	SAINT CLAUDE
SSP3849109	Siarel	SAINT CLAUDE
SSP3849110	Atelier de chaudronnerie - Tôlerie (Fabrication de chasse-neige)	SAINT CLAUDE
SSP3849111	Station-service AVIA	SAINT CLAUDE
SSP3849127	Vincent Maurice	SAINT CLAUDE
SSP3849082	Atelier de mécanique	SAINT CLAUDE
SSP3849083	Découpage - emboutissage - assemblage, anc. Moulin dit de l'Ours	SAINT CLAUDE
SSP3849087	Fonderie	SAINT CLAUDE

Code	Site	Commune
SSP3849088	Fonderie aluminium	SAINT CLAUDE
SSP3849090	Mermet Maurice	SAINT CLAUDE
SSP3849091	Travail matières plastiques, anc. Usine de pipes, de lapidairerie, de matières plastiques	SAINT CLAUDE
SSP3849096	Pacaud Pierre	SAINT CLAUDE
SSP3849100	Plaisance Père et Fils	SAINT CLAUDE
SSP3851124	Décharge	SAINT LUPICIN
SSP3851125	Station d'épuration	SAINT LUPICIN
SSP3851126	Transformateur	SAINT LUPICIN
SSP3851128	Transformateur	SAINT LUPICIN
SSP3851130	Plasturgie	SAINT LUPICIN
SSP3851131	Fabrication de moules métalliques pour injection plastique	SAINT LUPICIN
SSP3851132	Déchetterie	SAINT LUPICIN
SSP3851133	Station-service	SAINT LUPICIN
SSP3851134	Carrosserie et exploitation d'une cabine de peinture	SAINT LUPICIN
SSP3851135	Reybier Jules et Michel	SAINT LUPICIN
SSP3851137	Atelier mécanique - usinage - fabrication de moules	SAINT LUPICIN
SSP3851138	Décharge	SAINT LUPICIN
SSP3851151	laboratoire d'analyse	SAINT LUPICIN
SSP3851846	Exploitation agricole, colonie de vacances, tournerie, centrale hydroélectrique, lunetterie, scierie	SAINT LUPICIN
SSP3849153	Fabrication pièce pour voiture, anc. Tabletterie, tournerie	SAINT LUPICIN
SSP3849155	Station-service ELAN	SAINT LUPICIN
SSP3849157	usine de pièces détachées en plastiques, usine d'article en plastiques	SAINT LUPICIN
SSP3849159	Reybier Jules et Michel	SAINT LUPICIN
SSP3849295	Atelier mécanique générale_ Fabrique de moules pour matières plastiques	SAINT LUPICIN
SSP3849432	Transformateur	SAINT LUPICIN
SSP3849303	Garage (entretien et réparation de véhicules)	SEPTMONCEL
SSP3850978	Décharge	SEPTMONCEL
SSP3850979	STEP	SEPTMONCEL
SSP3850980	Transformateur auxiliaire, Centrale hydroélectrique dite "Chute de flumen"	SEPTMONCEL
SSP3850981	Bijouterie	SEPTMONCEL
SSP3850982	garage, peinture	SEPTMONCEL
SSP3850989	Usine de bijouterie	SEPTMONCEL
SSP3851850	Usine de taille de pierre pour la joaillerie et l'industrie	SEPTMONCEL
SSP3849291	Décharge sauvage d'ordures ménagères	SEPTMONCEL
SSP3851332	Décharge	VILLARD SAINT SAUVEUR
SSP3851333	Décharge	VILLARD SAINT SAUVEUR
SSP3851334	Décharge	VILLARD SAINT SAUVEUR
SSP3851335	Station de traitement des eaux	VILLARD SAINT SAUVEUR
SSP3851336	Transformateur	VILLARD SAINT SAUVEUR
SSP3851337	Transformateur	VILLARD SAINT SAUVEUR
SSP3851338	Atelier de moulage de matière plastique	VILLARD SAINT SAUVEUR
SSP3851339	Exploitation de carrière	VILLARD SAINT SAUVEUR
SSP3851340	Atelier de travail mécanique des métaux - décolletage	VILLARD SAINT SAUVEUR
SSP3851854	Taille de diamant, Papeterie, Scierie	VILLARD SAINT SAUVEUR
SSP3851855	Usine de taille de pierre pour la joaillerie et l'industrie	VILLARD SAINT SAUVEUR

Code	Site	Commune
SSP3849287	Décharge communale	VILLARD SAINT SAUVEUR
SSP3851464	Station d'épuration	VIRY
SSP3851473	Centrale hydroélectrique	VIRY
SSP3851463	Atelier de mécanique agricole et automobile, anc. Fabrique briquet, fabrique de jouets	VIRY
SSP3851465	Exploitation d'une carrière de calcaire	VIRY
SSP3851466	Injection de matières plastiques	VIRY
SSP3851467	Imprelec EURL	VIRY
SSP3851468	Travail du bois	VIRY
SSP3851469	Transformation de matières plastiques	VIRY
SSP3851470	Centrale Hydroélectrique	VIRY
SSP3851471	Décharge	VIRY
SSP3851472	Incinérateur et décharge	VIRY
SSP3851475	Dépôt de pneu usagé	VIRY
SSP3851490	Travail des matières plastiques	VIRY
SSP3851856	Fabrique de pièces pour télescope, anc. fab d'outils	VIRY
SSP3849272	Travail des matières plastiques	VIRY
SSP3849273	SA Smoby	VIRY
SSP3851488	Décharge	VULVOZ
SSP3851857	tournerie, Tabletterie, Scierie	VULVOZ

Tableau 25. Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) arrêté préfectoral du 12 décembre 2025 portant modification de l'arrêt préfectoral n°39-2021-01-14-003 portant création des Secteurs d'Information sur les Sols sur le territoire du département du Jura

Commune	Nom du site	Identifiant SIS	Année de classement
Chassal-Molinge	ROCAMAT	SSP4504110101	2025
Coteaux-du-Lizon	MECAPLAST (ex SOFAIREL ex MAYET)	SSP40840660101	2025
Saint-Claude	THEVENIN DUCROT DISTRIBUTION	SSP4450440101	2025

Les fiches détaillées des sites figurent pages suivantes.

Secteurs d'information sur les Sols

SSP450411

Fiche Détaillée

Identification de l'établissement

Identifiant de l'établissement	SSP450411
Nom usuel	ROCAMAT
Commune(s)	39339 MOLINGES
Plan de situation	

Emplacement de l'établissement

Fond de carte PLAN IGN ©

Nombre d'information de l'administration	1

Historique des informations de l'administration

Identifiant	Date de début	Date de fin	Date de dernière mise à jour
SSP45041101			29/08/2025

Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL) (1/1)

Identifiant de l'information de l'administration	SSP45041101
Date de dernière mise à jour	29/08/2025
Statut de l'instruction	Clôturée
Nom Usuel	ROCAMAT
Autre(s) identifiant(s)	Non renseignés
Environnement	Contexte géologique :

Le site est constitué par une succession de plis assez complexes allongés sensiblement SW/NE. Le secteur est dominé par les accidents N.NE-S.SE sénestres. Ce sont les accidents de Molinges, de Cuttura, de Saint-Claude et de Chaumont. Les plis, les accidents tangentiels et la plupart des failles sont tronqués par une surface d'aplanissement, bien conservée sur le haut plateau des Molunes (au sud-est de Saint-Claude). Elle se reconnaît encore dans les secteurs plus externes du Jura plissé, bien qu'elle soit profondément entaillée par l'érosion actuelle (vallée de la Bienne, du Tacon, du Flumen).

Contexte hydrogéologique :

Les calcaires du Jurassique sont le siège d'un drainage souterrain actif. Les plateaux, où la circulation superficielle des eaux est quasi nulle, contrastent avec les combes argileuses et les synclinaux crétacés parcourus par un abondant chevelu hydrographique lié aux conditions structurales. Des éboulis récents s'observent sur le versant des vallées les plus profondément encaissées.

Une nappe fluvio-glaciaire occupe la vallée de la Bienne. Elle affleure largement en aval de Saint-Claude à Etables et à Molinges. La Bienne et ces affluents s'écoulent sur les différents niveaux du

jurassique et sur des alluvions modernes.

Les autres usages de l'eau à proximité du site sont les suivants :
- Station de pompage de Chassal située en rive gauche en aval de l'usine électrique de Porte-Sachet, à 1,3 km en amont du site de la Marbrerie ;
- Puits communal de Molinges situé à 2 km en aval du site.

Description

* Historique du site :

1770-1772: Ayant découvert du marbre dans la commune de Chassal, l'abbé Clerc bâtit, entre 1770 et 1772, une première scierie de marbre dans la commune de Molinges, sur le Longviry, près du Moulin de Quettand

1825: Cette usine est reconstruite par Félix Bourdon

1860: Joseph Dargeau édifie un barrage sur la Bienne et ajoute deux bâtiments aux trois existants

1879: décret du 8 novembre 1879 réglementant l'usine dite « Marbrerie de Molinges. »

1907: Le site est réglementé par un nouvel arrêté du 17 octobre 1907 (usine de M. GAUTHIER Nicolas site « Marbrerie de Molinges »), abrogeant le décret précédent

1975: fermeture de l'atelier de sciage

1984: fermeture de la marbrerie (Rocamat)

2015 : acquisition des terrains par la SARL Centrale de Molinges auprès de la société Forces Motrices de l'Ain et du Jura

2021 : Dépôt d'une demande d'autorisation environnementale (incluant un diagnostic de sol) pour la mise en place d'une micro-centrale hydroélectrique.
L'étude indique que des analyses chimiques ont été réalisées dans les remblais en place au niveau de l'ancien site industriel : cet horizon ne s'avère pas inerte (dépassements du seuil inerte pour l'antimoine et le plomb.
Le projet prévoit :
- L'évacuation vers des filières adaptées d'une partie importante des anciens remblais non inertes,
- L'élaboration d'un plan de gestion des sols non inertes permettant de préciser leur mode d'évacuation et leur devenir.
Aucun élément complémentaire relatif à la dépollution du site n'a été transmis à l'administration.

* Conclusions et suites de l'instruction :

Au regard des pollutions des sols (métaux lourds) portées à la connaissance des services de l'État dans le cadre du projet de mise en place d'une centrale hydroélectrique, un classement en SIS des terrains a été proposé. Le classement en secteur d'information sur les sols est réalisé en application de l'article R. 125-43 du Code de l'environnement, l'ancien exploitant responsable de la pollution ayant disparu.

Polluant(s) identifié(s) : Non renseigné(s)

Action(s) instruite(s) : Non renseignée(s)

Carte(s) et plan(s) : Non renseigné(s)

Carte(s) et plan(s)



Fond de carte Parcellaire Express (PCI) IGN ©

Parcelle(s) concernée(s)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
CHASSAL-MOLINGES		B	602	
CHASSAL-MOLINGES		B	604	
CHASSAL-MOLINGES		B	37	
CHASSAL-MOLINGES		B	36	

SSP4084066

Fiche Détaillée

Identification de l'établissement

Identifiant de l'établissement	SSP4084066
Nom usuel	MECAPLAST - SOFAIREL ex MAYET
Commune(s)	39491 SAINT LUPICIN
Plan de situation	 Emplacement de l'établissement *Fond de carte PLAN IGN ©*
Nombre d'information de l'administration	1

Historique des informations de l'administration

Identifiant	Date de début	Date de fin	Date de dernière mise à jour
SSP408406601			05/09/2025

Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL) (1/1)

Identifiant de l'information de l'administration	SSP408406601
Date de dernière mise à jour	05/09/2025
Statut de l'instruction	Clôturée
Nom Usuel	MECAPLAST - SOFAIREL EX MAYET
Autre(s) identifiant(s)	Non renseignés
Environnement	L'établissement MAYET a exploité des activités d'emploi de matières plastiques et de réfrigération ou compression.
Description	* Historique du site : 21/02/1980 : récépissé de déclaration n°13-1980 pour l'exploitation d'installations d'emploi de matières plastiques et de réfrigération ou compression 5 juin 2002 : notification de cessation d'activité par l'exploitant 30 août 2002 : récépissé de cessation d'activité (A noter que deux sites étaient exploité par la même entreprise sur la commune, et sont difficilement identifiables dans les archives historiques, on a donc 2 récépissés de déclaration un datant du 30/08/2002 (n°100/2002) et un du 30/04/2010.) 2002 : diagnostic de sol mettant en évidence deux spots de pollution en hydrocarbures totaux (HCT), PCB et métaux: - La zone « cuve », localisée autour d'une cuve aérienne implantée sur une dalle béton ; - La zone « 2 », localisée à côté d'une plateforme, vers l'atelier mécanique. 2010 : rapport de travaux de dépollution « MECAPLAST – Site de Saint Lupicin (39) – Excavation

et évacuation de terres polluées » (bureau d'études EAU & ENVIRONNEMENT rapport N°10CT00649 – RT01_v2 – MECAPLAST – Avril 2010)

Le rapport indique que deux zones ont fait l'objet d'excavation le 29/03/2010 :
• La zone « cuve », localisée autour d'une cuve aérienne implantée sur une dalle béton.
• La zone « 2 », localisée à côté d'une plateforme, vers l'atelier mécanique.
Les terres excavées ont été évacuées en filière appropriées.

Les résultats des prélèvements de sol de fond de fouille et de parois mettent en évidence les résultats suivants:

• Au droit de la zone cuve, la paroi localisée au droit de la cuve présente la contamination la plus importante, à savoir une très forte teneur en HCT (9 500 mg/kg), en plomb et en zinc (teneurs en ces deux métaux de l'ordre de 600 à 700 mg/kg MS), ainsi qu'une forte teneur en arsenic (environ 50 mg/kg). Il n'a pas été possible d'excaver d'avantage de remblais sur cette paroi afin de garantir la stabilité de la cuve et de la dalle béton sus-jacente (installations présentes lors des excavations); sur cette zone, des teneurs résiduelles non négligeables sont également observées sur la paroi BF3 et en fond de fouille (notamment en arsenic et en HCT) ;

• Concernant la zone 2, les plus fortes contaminations résiduelles concernent BF1 pour le zinc (680 mg/kg) et le fond de la fouille haute (« FF2 »), qui présente une teneur de 3600 mg/kg. Il n'a pas été possible d'excaver plus en profondeur sans risquer de déstabiliser l'enrochement.

Le rapport indique que l'analyse qualitative des risques résiduels met en évidence un risque négligeable et maitrisé, dans le cas d'un usage industriel du site et en appliquant les mesures suivantes : clôture de l'emprise totale du site, prolongement de la dalle béton au droit de la fouille « haute » de la zone 2.

2025: justification par le locataire du site que des dalles béton ont été coulées sur les zones "cuve" et "zone 2".

* Conclusions et suites de l'instruction :

L'ICPE est définitivement arrêtée et régulièrement réhabilitée. Elle relève désormais de l'article L. 556-1 du code de l'environnement.
Au regard des pollutions résiduelles (hydrocarbures totaux (HCT), PCB et métaux), un classement en SIS des terrains a été proposé comme mesure de conservation de la mémoire (articles L. 125-6 et L. 556-2 du code de l'environnement).

Polluant(s) identifié(s) : Non renseigné(s)

Action(s) instruite(s) : Non renseignée(s)

Carte(s) et plan(s) : Non renseigné(s)

Carte(s) et plan(s)



Emprise Instruction

Fond de carte Parcellaire Express (PCI) IGN ©

Parcelle(s) concernée(s)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
Coteaux du Lizon	1	AP	0292	39
Coteaux du Lizon	1	AP	0230	39
Coteaux du Lizon	1	AP	0186	39
Coteaux du Lizon	1	AP	0187	39
Coteaux du Lizon	1	AP	0236	39
Coteaux du Lizon	1	AP	0293	39

SSP445044

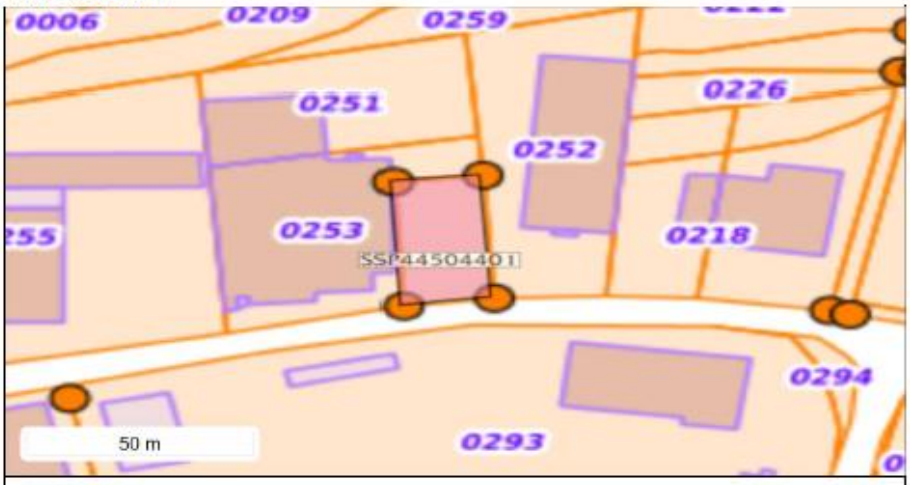
Fiche Détaillée

Identification de l'établissement

Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL) (1/1)

Identifiant de l'information de l'administration	SSP44504401
Date de dernière mise à jour	09/05/2025
Statut de l'instruction	Clôturée
Nom Usuel	THEVENIN DUCROT DISTRIBUTION
Autre(s) identifiant(s)	Non renseignés
Environnement	Contexte géologique : La coupe géologique est la suivante: - présence d'un revêtement constitué par du béton, au niveau de la zone de chargement sur 0,2 cm d'épaisseur - des remblais (sables, graviers et blocs calcaires) sur l'ensemble des sondages sur une épaisseur variant de 0,8 à 4,0 m; - terrain naturel (sables calcaires avec la présence de quelques graviers et galets) reconnu sur une épaisseur maximale de 1 mètre. Contexte hydrogéologique : L'horizon fluvioglaciaire est potentiellement aquifère au droit du site. Les usages proches du site sont les suivants : - Nord : parking, talus puis voie de chemin de fer et forêt - Est : locaux industriels et société Plastorex - Sud : rue des Frères Lumières et locaux industriels - Ouest : locaux industriels
Description	L'établissement THEVENIN DUCROT a exploité des activités de dépôt de liquide inflammable en tant que station-service de 1966 à 2019. * Historique du site : 26/10/1966 : récépissé de déclaration pour dépôt de liquides inflammables 30/04/1993 : récépissé de déclaration pour dépôt et installations de remplissage de liquides inflammable 1/12/2019 : arrêt du site 31/01/2020 : notification de cessation d'activité 2020: travaux de dépollution et mise en sécurité : - pompage des hydrocarbures ; - les cuves ont été nettoyées, vidées et dégazées ; - les installation pétrolières ont été démantelées ; - les déchets dangereux ont été évacués ; - le site a été clôturé ; - 86,90 tonnes de terres ont été excavées (arrêt suite à limite technique). 01/04/2020: Rapport EnvirEauSol "Ancien dépôt pétrolier AVIA - Rue des Frères Lumière à Saint-Claude (39) - Mise en oeuvre de mesures simples de gestion - Suivi de travaux de réhabilitation des sols - Excavation et évacuation des terres contaminées vers un centre de traitement agréé" N°19.569 V2 et Rapport EnvirEauSol "Diagnostic environnemental - Ancien Dépôt pétrolier AVIA - Rue des Frères Lumière 39200 Saint-Claude - Investigations sur les gaz du sol - Analyse des risques résiduels" N°19.598 08/02/2021: transmission par l'exploitant du bilan des travaux de dépollution * Conclusions et suites de l'instruction : L'ICPE est définitivement arrêtée et régulièrement réhabilitée. Elle relève désormais de l'article L. 556-1 du code de l'environnement. Au regard des pollutions résiduelles, un classement en SIS des terrains a été proposé (articles L. 125-6 et L. 556-2 du code de l'environnement).

Polluant(s) identifié(s)	Non renseigné(s)
Action(s) instruite(s)	Non renseignée(s)
Carte(s) et plan(s)	Non renseigné(s)
Carte(s) et plan(s)	



Parcelle(s) concernée(s)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
SAINT-CLAUDE		AC	0023	00

Obligation(s) règlementaire(s) liée(s) aux parcelles - SIS/SUP (1/1)